

et si l'archipel possédait du pétrole...

notre dossier

Plusieurs sources confirment l'existence de pétrole dans le territoire maritime comorien. Tandis que les autorités ont engagé des démarches pour en savoir plus, les scientifiques restent sceptiques.

L'exploitation de l'or noir est-elle possible dans l'archipel ? Qu'apporterait-elle ?

Le pétrole représente-t-il encore l'avenir ?

Kashkazi se penche sur ce dossier sensible.



Ndzuani le séparatisme à l'épreuve des armes

Suite au désaccord sur le partage du matériel de guerre, Sambu est allé défier Bacar sur son terrain. Qu'advient-il ?

POLITIQUE

Ngazidja : le retour des rivalités claniques

Maore département, plus qu'un statut, une deuxième religion

REPORTAGE

"Mon bureau, c'est la cabine téléphonique !"

MIGRATIONS

Centre de rétention de Maore : le trop-plein

Mjombi le mythe tenace de la cinquième île





C'est magnifique.

Le chic, le style, et la mode ... l'art de vivre à la française est aux portes des Comoros. Envolez-vous pour Paris chaque samedi à partir du 18 Novembre 2006. Pour plus de détails, contactez Ario Comoros ou votre agence de voyage.



Rogers - AVIATION DIVISION

www.kenya-airways.com

Nord-Sud : réfléchir ensemble

par Rémi Carayol

sommaire (59)

- 4 ENTRE NOUS**
LE JOURNAL DES LECTEURS
DES NOUVELLES DE... Ngo'shawa
HORIZONS DIVERS il compte les morts en Irak
PORTRAIT TYPE Jeannot, entre sports-études
- 8 FAUT QU'ÇA SORTE**
où il est question de mémoire et de milliards...
PRESSE-PAPIER
- 11 RUE DES INCONGRUS**
le désordre comme remède au désordre
- 12 NOUVELLES DU FRONT**
- 16 GROS PLAN**
vendeurs d'unités à Moroni
les cabines de la débrouille
- 19 UN AN APRÈS...**
la conférence des bailleurs de fonds de Maurice
- 20 DÉCRYPTAGE**
20 NDZUANI le séparatisme à l'épreuve des armes
22 MAORE le département, une seconde religion
24 NGAZIDJA le retour des rivalités claniques
26 UNIVERSITÉ la crise, et après ?
27 MIGRATIONS trop-plein au Centre de rétention
- 28 GÉOPO**
amérique du sud como està la revolucion ?
- 32 Océan Indien**
sida la région relativement épargnée
le tour des îles Ravalomanana réélu à Mada
- 34 ALTERNATIVES**
initiative le zébu, un placement qui rit
idées quel syndicalisme pour demain ?
- 36 DOSSIER**
et si les Comores
possédaient du pétrole...
36 prospection du pétrole sous nos pieds ?
39 science-fiction du pétrole à Maluzini...
42 Afrique la malédiction du continent noir
44 économie le début de la fin ?
- 46 HORS-PISTE**
légende Mjombi, le mythe tenace de la 5ème ile
cocotier le vieil homme malade des Comores
- 50 LES MAUX DE LA FIN**
la bonne année aux derviches tourneurs

L'ANECDOTE DATE DE QUELQUES SEMAINES. Discourant sur le développement matériel de Maore ces trente dernières années dans un petit réduit qui lui sert de bureau, au milieu de son jardin, Younoussa Bamana s'empare lorsque j'évoque les perversions de ce développement. "Les m'zungu qui viennent me dire qu'il faut limiter le nombre de voitures dans l'île, je les enmerde ! Qu'ils limitent leurs voitures à eux, en Métropole !" Plus tard, l'ancien président du Conseil général reviendra sur cette question : "Nous aussi avons droit au confort comme les Français l'ont connu dans les années 50. Pourquoi nous enlever ce droit ?"

Alors qu'au Nord, certains économistes prônent la décroissance, au Sud, ce type de réflexion est souvent perçue comme une atteinte à l'égalité des peuples. Une forme supplémentaire du racisme européen vis-à-vis des peuples du Sud. Le dialogue semble délicat, entre d'un côté, des "nantis" qui tentent de freiner la course visiblement destructrice du développement irréfléchi, et de l'autre, les "damnés de la Terre" pour qui le développement est encore synonyme d'accès à l'eau courante, à l'électricité et au confort personnel.

LE DERNIER NUMÉRO DE **LA REVUE** pour l'intelligence du monde (1), nouvelle publication de qualité éditée par le groupe Jeune Afrique, montre à quel point le consensus dans la recherche d'une même voie semble aussi impossible qu'elle n'est indispensable. Dans un dossier consacré aux nouvelles utopies économiques, le bimestriel s'intéresse à la théorie de la décroissance. Dans un pamphlet anti-décroissance, l'ancien ministre algérien du commerce, Smaïl Goumeziane, répercute en des termes plus délicats la colère de Younoussa Bamana. "Frugalité et restrictions : voilà donc le nouvel éden promis aux populations du tiers-monde !" s'insurge-t-il. "Si l'on peut admettre qu'une telle thérapie appliquée aux pays riches présenterait quelque vertu", écrit-il, "on est en droit de se montrer plus réticent s'agissant des pays pauvres. (...) Comment des populations qui manquent aujourd'hui cruellement de tout -eau potable, électricité, alimentation suffisante et équilibrée, écoles, logements, médicaments, routes...- pourraient-elles satisfaire ces besoins essentiels sans recourir à la croissance, c'est-à-dire à la production la plus large et la plus rapide de ces biens ?"

La pensée de Smaïl Goumeziane se résume ainsi : les riches sont bien gentils de vouloir arrêter le progrès, maintenant qu'ils ont tout, mais ils oublient les pauvres -bien plus nombreux-, qui eux n'ont rien. Et de s'interroger : "Vaut-il mieux priver les pauvres de leurs rares biens au nom de la décroissance, ou bien innover et œuvrer en faveur d'une croissance plus respectueuse des hommes et de l'environnement ?"

La question est de savoir si cette croissance telle que le système capitaliste la définit est capable de respecter l'Homme et la Nature.

La question est de savoir si cette croissance telle que le système capitaliste la définit est capable de respecter l'Homme et la Nature. L'actuelle évolution du monde, dans lequel les inégalités entre les hommes rivalisent avec les atteintes à l'environnement, porte à croire que non. D'où la naissance ici et là de groupes de réflexions pour qui le salut passe obligatoirement par la décroissance. Reste à définir exactement ce terme. Si pour certains il s'agit de prôner simplement des taux de croissance négatifs, pour d'autres, et c'est là que l'idée devient intéressante, la décroissance est avant tout un concept. "On peut sans doute utiliser ce terme dans une perspective plus générale", répond dans le même numéro l'économiste Christian Comelieu. "Il servirait alors à désigner la critique du modèle de développement aujourd'hui dominant, axé sur la maximisation de la croissance dans toutes les économies nationales et qui conduit en fin de compte à des aberrations." Il ne faudrait donc pas définir la décroissance comme une fin en soi, mais comme un nouveau mode de pensée. "Critiquer la croissance en tant qu'objectif ultime du développement et comme unique moyen du progrès social peut se révéler utile."

Contrairement à ce que pensent Smaïl Goumeziane ou Younoussa Bamana, cette critique ne vise pas à nier le droit aux "pauvres" à devenir riches, mais à imaginer un monde dans lequel la richesse aurait une autre valeur. En ce sens, la décroissance peut être le concept qui, para-

doxalement, unit le Nord et le Sud dans un objectif commun -celui d'un monde respectueux de toutes ses composantes, dans lequel bien-être ne rime pas forcément avec matériel. Les pays dits en voie de développement ne sont-ils pas les premières victimes de ce système économique basé sur la croissance ? Certains économistes affirment que la Chine et l'Inde n'en seraient pas là sans cette croissance. Certes, mais à regarder de près, où en sont ces pays ? On y trouve une minorité, certes plus importante qu'auparavant, mais toujours très faible, qui en profite. La majorité elle, voit le développement de très près, sans pouvoir le toucher. Aujourd'hui, les miséreux toujours aussi nombreux peuvent baver, à Pékin comme à Bombay, sur les devantures des magasins. Vive la croissance ! Jusqu'au jour où ils finiront par se révolter d'une manière ou d'une autre, par la voie du terrorisme pour certains. Christian Comelieu confirme : "Même lorsqu'on observe ce qui se passe en Inde ou en Chine, dont les performances sont assez fabuleuses et où l'enrichissement, mesuré en termes d'évolution du revenu moyen, est réel, on constate un accroissement considérable des inégalités. En particulier en Inde, où le problème de la pauvreté n'est pas dut tout en voie d'être résolu."

Ainsi, en Inde même, mais aussi dans les pays d'Amérique du sud, des économistes et des travailleurs sociaux n'hésitent plus à critiquer cette voie que certains voudraient nous imposer comme étant la seule et unique. La décroissance, en tant que pensée, voire utopie, n'est pas un déni des droits des peuples à s'enrichir, c'est une nouvelle formulation du bien-être, pas forcément basé sur le pouvoir d'achat. Les chiffres sont une chose, leurs répercussions en sont une autre ; bien souvent aux antipodes les uns des autres. Si Christian Comelieu reconnaît que la croissance a permis, dans l'ensemble, l'augmentation des revenus, et s'il avoue qu'il est difficile de diffuser les bienfaits du changement de manière totalement égalitaire, il se pose LA question que Sud comme Nord, "nantis" comme "pauvres", devraient se poser aux quatre coins du globe : "Ces inégalités que produit le processus de changement sont-elles appelées à disparaître ou vont-elles s'aggraver de façon cumulative ? Ne vont-elles pas finir par exclure progressivement du système une grande partie de la population ?" Autrement dit, les inégalités de plus en plus criantes ne sont-elles pas propres à la croissance ? "Nous avons de bonnes raisons de croire que l'exclusion de développement dominant n'est pas un simple accident auquel on pourrait remédier, mais une nécessité intrinsèque à ce système."

CETTE EXCLUSION, L'AFRIQUE EN EST LA PREMIÈRE victime. Pourtant, guère nombreux sont ceux qui, sur le continent, osent critiquer la croissance. Seule celle-ci peut sortir les gens de la misère, se persuade-t-on, alors que ce modèle économique n'a cessé d'échouer depuis 40 ans. Pis, les gouvernements et économistes africains ont tendance à suivre à la lettre les recommandations du FMI et de la Banque mondiale, basées sur la croissance, alors qu'il est prouvé qu'elles ne favorisent qu'une minorité des populations des pays qui "subissent" les diktats de ces institutions. Pendant ce temps, le peuple attend le jour où... et voit les riches s'enrichir. A Moroni, tandis que les vendeurs du marché vivent au jour le jour, certains commerçants étalent une richesse qu'il sera bientôt intolérable d'accepter. A Maore, les nombreux conflits sociaux ne manifestent pas un mal-être insupportable. Ce qui choque et pousse les Mahorais dans la rue, ce sont avant tout les inégalités flagrantes entre métropolitains et Mahorais.

Quand Bamana réclame le droit d'acheter une voiture, comment s'y opposer, alors qu'au Nord, chacun -ou presque, les gens du Sud ayant tendance à oublier qu'il existe aussi des pauvres dans les pays dits riches- possède la sienne ? Dans l'instant présent, personne ne peut lui nier ce droit. Mais doit-on à tout prix suivre l'exemple de celui qui, aujourd'hui, se rend compte de ses erreurs ? Pourquoi ne pas envisager dès aujourd'hui une nouvelle option ? La croissance a eu du bon dans les années 50-60. Les perversions ont suivi. "Il est évident qu'alors que les besoins essentiels de plusieurs milliards d'individus ne sont pas satisfaits et que la population mondiale continue de croître, tenir un discours général sur la nécessité de refuser la croissance est absurde. En revanche, changer de mode de vie, modifier sa façon de consommer, est utile et nécessaire" dit Christian Comelieu. Ce débat ne se résume pas aux "nantis", mais bien à l'ensemble de l'humanité. Nord comme Sud.

(1) numéro 5, novembre-décembre 2006

kashkazi

Magazine indépendant de l'archipel des Comores édité par la SARL BANGWE PRODUCTION
Deuxième année - numéro 59
BP 5311, Moroni, Ngazidja, Union des Comores
Tel. Moroni : (00 269) 76 17 97 / tel. Mamoudzou : 02 49 21 93 39
e-mail : kashkazi2005@yahoo.fr / www.kashkazi.com

Directeur de la publication : Kamal'Eddine Saindou
Rédactrice en chef : Lisa Giachino
Rédaction : Rémi Carayol, Ahmed Abdallah, Nouzerdine Papamwagne
Collaborateurs : Nassuf Djilani, M'go'Shawa, Souef Elbadawi, Le Quotidien de la Réunion, Syfia International, Eric Tranois, Mohamed Tohiri, Ali Djallime
Impression : Graphica Imprimerie, Moroni

Le Comité Maore nous accuse de faire le jeu de la France

KASHKAZI VILIPENDÉ DES DEUX CÔTÉS : LA BOUCLE EST BOUCLÉE

LA RÉDACTION DE KASHKAZI RÉPOND AUX CRITIQUES ÉMISES DANS *AL-WATWAN* PAR IDRIS MOHAMED

LA VIE DE KASHKAZI

LA BOUCLE EST BOUCLÉE. UN AN ET DEMI APRÈS SA NAISSANCE, KASHKAZI se trouve dans l'œil du cyclone des deux dogmes qui s'opposent dans l'archipel : les intégristes mahorais du rejet des Comores et ceux non moins bornés du retour de Maore dans l'ensemble comorien. D'un côté comme de l'autre, on nous soupçonne de jouer le jeu de l'adversaire détesté. D'un côté comme de l'autre, la critique est perçue comme une trahison digne de la peine de mort. La rançon des journaux indépendants, dit-on. En France, *Marianne*, journal qui a le mérite de n'appartenir à aucun courant d'idée dominant, vit cette situation depuis bientôt dix ans. Non sans succès, puisqu'il s'agit du seul hebdomadaire à voir ses ventes augmenter.

Après avoir été honni à Maore, qualifié à tort d'agent du retour de l'île "dans le giron comorien", voilà que *Kashkazi* est qualifié par Idriss Mohamed, membre éminent du Comité Maore, d'agent de la France à Moroni. On croit rêver. Cette France dont, avouons-le ici, nous ne cautionnons rien la politique en Afrique, encore moins dans l'archipel. Cette France dont certains des ressortissants en poste à Maore ou à Moroni nous qualifient d'anti-Français. Cette France qui ne nous a jamais aidés -et à laquelle nous n'avons jamais demandé d'aide- dans notre démarche totalement indépendante, contrairement à ce que peut laisser entendre le représentant du Comité Maore.

Selon Idriss Mohamed, qui répond dans *Al-Watwan* (1) à notre article du mois dernier consacré à la manifestation guère suivie du 11 novembre (2), nous jouerions le jeu des partisans de "Mayotte française". Commençons par citer quelques uns de ses propos : "(...) La revendication de l'intégrité territoriale du pays, combat assurément glorieux, est ravalée au niveau de la revendication départementaliste, combat incontestablement d'arrière garde qui ne vaut que parce qu'il est soutenu par un pays puissant qui peut se permettre de narguer le monde et de fouler au pied des principes universellement reconnus. Pour *Kashkazi* donc, ce sont deux extrémismes "de la pensée unique", coupés de la réalité qui portent la responsabilité de l'impasse actuelle. Il faudrait donc les dépasser et ouvrir la voie à des relations de bon voisinage entre les îles de l'Archipel voire de l'Océan Indien. Un discours qui vient appuyer les propos de Mme la Ministre française de la Coopération pour qui, on ne peut pas régler "le différend" franco-comorien sur la question de Mayotte et qui préconise de "gérer au mieux ce voisinage et développer les échanges et les liens entre les îles". Un discours qui vient appuyer les propos de Monsieur l'Ambassadeur de France aux Comores qui "ne veut pas parler des questions de principes" mais qui veut "favoriser les mouvements de population entre les îles". En somme la raison française commanderait aux Comoriens des îles indépendantes d'accepter le fait français à Maore et aux départementalistes de Mayotte d'accepter leur comorianité. Ce qui préoccupe le peuple comorien selon les officiels français et le journal *Kashkazi* ce sont les relations inter îles dans le respect bien sûr des lois françaises sur l'immigration. (...)

Pour résumer, parce que *Kashkazi* a osé évoquer la faible affluence lors de la manifestation du 11 novembre, ce journal relaye le discours officiel de la France. Quel raccourci ! Les pires ennemis de M. Idriss Mohamed, ceux qui voient dans l'Union des Comores le mal absolu, avaient utilisé les mêmes arguments : parce que nous revendiquons un dialogue entre Maore et ses îles sœurs, et que nous mêlons informations des trois îles indépendantes et de l'île restée sous administration française, nous militons pour son retour dans le giron comorien. Vieille technique de délégitimation bien connue : dans le monde entier, les instances judiciaires n'hésitent pas à l'employer à tout va, quand il s'agit d'assimiler les opposants à la politique meurtrière d'Israël à des antisémites.

Faudra-t-il encore une fois répéter quelle est notre position ? Visiblement oui, puisque ceux qui ne sont pas d'accord avec nous s'ingénient à nous prêter des intentions malhonnêtes qui ne sont pas les nôtres. *Kashkazi*, depuis ses débuts, milite en faveur du rapprochement des quatre îles de l'archipel. Rapprochement culturel et humain avant tout. Au-delà des considérations statutaires et politiques. Car nous pensons que tout retour à la normale dans la région ne sera possible que si le dialogue, rompu depuis 30 ans, reprend, dans le

respect des positions de chacun. Non, nous ne revendiquons pas le retour de Maore dans l'ensemble comorien. Non, nous ne revendiquons pas l'appartenance définitive de Maore à la France et le "bradage" de l'unité comorienne. Nous nous battons simplement pour ouvrir un champ de discussion que visiblement le Comité Maore n'est pas prêt à investir.

Dans sa démarche, cette organisation oublie une chose essentielle : certes, Maore est une île des Comores, au même titre que les trois autres ; certes, les Mahorais sont des Comoriens ; mais sur cette île existent des personnes qui ne veulent en aucun cas revenir dans l'Union des Comores. Cela peut être qualifié de regrettable, mais c'est un fait. Or à entendre Idriss Mohamed, on a l'impression que Maore n'est qu'un cailloux vide de gens. L'île est pourtant habitée par plus de 160.000 individus, dont la grande majorité est pour l'heure opposée à un retour dans l'ensemble comorien. Quoique leur choix de rester français donc colonisés puisse être discutable, il doit être entendu. Car pour combattre des idées, encore faut-il les connaître. Pour (re)isser des liens, encore faut-il accepter de tendre la main. Ce n'est pas en agissant de la sorte que l'on arrivera à faire de cette région un ensemble cohérent. *Kashkazi* est le seul média présent dans les quatre îles : si nous ne revendiquons pas la vérité absolue comme le laisse entendre M. Mohamed, nous pensons pouvoir aider à établir un dialogue que certains refusent, préférant s'enfermer dans des considérations dogmatiques.

Idriss Mohamed écrit que nous déconsidérons "la proposition du Comité Maore, à savoir une reconnaissance formelle par la France de l'appartenance de Mayotte aux Comores et de sa vocation à réintégrer l'Etat comorien pour ouvrir la voie à des négociations ouvertes, sans tabou sur les délais ni les statuts, entre toutes les parties pour définir une feuille de route vers le retour de Mayotte." C'est faux. Si le nombre de personnes quelle réunion est lui minime, cette proposition, comme tou-

tes les autres, est digne d'intérêt. Seulement force est de constater que les Comoriens ont d'autres priorités que l'unité nationale. Certes, 30 ans après la séparation, la sécession mahoraise est restée une déchirure pour la plupart des Comoriens, y compris parmi la jeune génération. Pourquoi dans ces conditions, le Comité Maore, qui s'affiche comme LE porte-voix du "peuple" comorien sur cette question -alors qu'il est l'émanation d'un nombre réduit de personnes- ne parvient-il pas à mobiliser ? C'est cette question que nous avons voulu soulever. Le Comité Maore n'a pas le monopole de la revendication comorienne sur Maore, il n'est qu'un mouvement proposant son approche sur le problème. Tout comme *Kashkazi* n'a jamais prétendu à l'objectivité, le Comité Maore ne détient pas la vérité sur le problème mahorais. Or en rangeant dans la catégorie des traités tous ceux qui se permettent de critiquer son mouvement ou de proposer des alternatives, Idriss Mohamed s'arroge le droit de décider pour tout le monde comment doit être abordé le litige -cela n'engage que lui. Les dogmes sont nécessaires, mais ils ne doivent pas ignorer la réalité du terrain. L'exemple de la Palestine est en ce sens lumineux : on peut, non sans raisons, revendiquer l'intégrité territoriale de ce pays et demander à ce qu'Israël soit rayé de la carte. Mais cela ne mènera à rien sauf à la guerre. A l'inverse, on peut tenter, de part et d'autre, de faire des concessions, de limiter Israël aux frontières de 1967 et de donner aux Palestiniens un Etat réduit, mais viable, et ainsi de proposer une solution insatisfaisante d'un point de vue idéologique, mais susceptible de fournir aux habitants de cette région une vie paisible. C'est ce que nous pensons, ce pour quoi nous militons. Cela dit, nous sommes ouverts à toutes les idées. Les vôtres comme celles de vos adversaires, M. Mohamed. Ces pages sont là pour les accueillir.

LA RÉDACTION

(1) *Al-Watwan* n° 970 du 15 au 21 décembre 2006

(2) *Kashkazi* n°58, décembre 2006

L'ordinateur, c'est bien... le compas aussi

IL NE SUFFIT PAS DE SURFER ET TÉLÉPHONER...

UN LECTEUR S'ÉTONNE DE LA MODE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

LORS D'UNE ÉMISSION RADIODIFFUSÉE d'un échange "question-réponse" entre des ministres et des parlementaires de l'Union des Comores, s'expliquant à propos de la contribution en impôts d'entreprises comoriennes, [un intervenant] a nettement souligné l'inexistence d'entreprises dignes de ce nom dans l'Union des Comores. Il a en outre souligné l'inadéquation formation-emplois, illustrant ses propos par la quasi-absence d'outils informatisés dans l'éducation nationale depuis le primaire jusqu'à l'université. Notre étonnement ne provient pas du fait que l'outil informatisé, en particulier l'ordinateur, soit cité comme nécessité préalable à une efficacité pédagogique dans l'enseignement par exemple, mais qu'il soit considéré comme la principale condition sine qua none d'un enseignement efficace ou d'un rendement maximum (en termes de temps) d'un travail quelconque.

Le retard dans le développement des pays du Sud ne s'explique pas uniquement par notre retard à appliquer et à consommer les produits modernes du Nord (...). Aurions-nous oublié que l'outil de travail appelé "ORDINATEUR" n'est autre chose qu'un "résumé" ou mieux, un "condensé" de tout le savoir scientifique, technologique de l'évolution d'au moins 5.000 ans d'histoire de l'humanité, toutes les populations de la Terre confondues (...). Ceci dit, comment expli-

quer que, actuellement, sous nos latitudes, les TIC (Nouvelles Technologies de l'Information et des Télécommunications), l'ordinateur, portable ou non, le téléphone portable, l'Internet, par satellites géostationnaires interposés, passent pour être plus des décors de fierté, des modes, que des outils de travail ? Sous nos latitudes, par exemple, le téléphone portable est plus souvent un but en soi qu'un moyen. L'avoir sous la main peut justifier que l'on s'assye sur la place publique, même en solitaire, des heures durant, voire toute une journée. Autre exemple : sous nos latitudes, n'avoir aucune notion de la vitesse de propagation des ondes hertziennes, pour un étudiant ou une étudiante en terminale C ou D est une pure banalité, mais ne pas disposer d'un portable dans la cour de récréation, peut constituer un prétexte d'avoir tous les complexes d'infériorité du monde.

Comment expliquer cet engouement presque "euphorique" de toutes les tranches d'âge, pour la consommation, l'utilisation des produits de la haute technologie, et le désintérêt pour les sciences qui ont servi à leur conception et leur réalisation ? Le Théorème de Pythagore a servi des siècles avant notre ère à un calcul approximatif du rayon terrestre, en Egypte, et grâce à ce concept, on continue de nos jours à faire des calculs en astronomie, sur lesquels il

serait inutile de s'étendre en détails.

Pour remédier à notre sous-développement, il serait erroné de penser que nous n'avons besoin que de la recherche appliquée, au détriment de la recherche fondamentale. Pour que le développement soit efficace, nous avons aussi besoin de la recherche appliquée dans les technologies de la communication que de la recherche fondamentale en mathématiques, chimie, et sciences de la Terre. Nous avons aussi besoin de consommer que de concevoir et produire. Il est illusoire de penser que nous sommes au diapason des pays industrialisés, parce que nous avons aussi nos boîtes e.mail, nos sites Internet, et nos DVD dernier cri. Nous ne pouvons pas rester insensibles aux nombreuses vies, enfants et adultes, perdues dans les océans en essayant de joindre les pays du Nord, tout en continuant de surfer tranquillement sur Internet. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les nombreuses victimes du paludisme en Afrique, en laissant le soin aux pays du Nord de nous trouver un vaccin contre cette maladie. Pour revenir à notre sujet cité plus haut, je dirai qu'il est nécessaire de disposer d'ordinateurs dans les classes de terminale par exemple, mais pas avant le rapporteur, le compas, le voltmètre, ou le microscope.

ALLAQUI SAID MOHAMED, biologiste

Quand le président semble naviguer à vue POURQUOI AGISSEZ-VOUS AINSI, M. SAMBI ?

LETTRÉ D'UN "FRÈRE ANJOUANAIS" AU PRÉSIDENT DE L'UNION

LETTRÉ À SON EXCELLENCE
MONSIEUR AHMED ABDALLAH MOHAMED
SAMBI, DEUXIÈME PRÉSIDENT DE L'UNION
DES COMORES.

Monsieur le Président et cher frère anjouanais, Il n'a jamais été dans les usages politiques de ce pays de contraindre un élu et de surcroît le magistrat suprême à une obligation de résultats. C'est votre personne qui s'est harnachée de ce carcan en exigeant d'être soumis à la "Vox populi" au terme d'un Semestre d'exercice de la magistrature suprême. Ces six mois se sont égrenés au rythme d'un chapelet. L'aube du développement s'éternise et, vos frères musulmans guettent comme pour un croissant de lune de fin de ramadan, le point du jour qui les sortira enfin des ténèbres. Aujourd'hui, ceux qui naguère disaient fièrement: "Nous ignorons ce que nous allons avoir mais nous savons ce que nous fuyons", ceux-là commencent à prendre la mesure de l'aventure qui se profile. Dans la rue comorienne, au sein des "parlements debout" qui siègent là où la population gère le désœuvrement, bruissent les mêmes supputations et les analystes informels se perdent en conjectures :

- promesses hâtives motivées par l'euphorie ?
- confrontation à la dure réalité du pouvoir ?
- ou, disons le crument : Incompétence ?

Les griefs sont multiples et j'ai voulu dans ces

viable, transparent, aux antipodes de l'opacité régnante dans la gestion des affaires de l'Etat, ce projet pharaonique ne se transforme en valorisation foncière pour les propriétaires et ne profite pas aux vrais nécessiteux.

LA NOUVELLE GÉOGRAPHIE POLITIQUE :
L'Union des Comores émerge difficilement d'une situation de post-crise, générée par la crise séparatiste. La réconciliation dont rêvaient les Comoriens risque de par vos initiatives aventureuses, de se muer en une guerre d'empoignade : - lors de la passation de pouvoir, le président Azali vous a sûrement affranchi sur les raisons qui l'ont motivé à ne pas promulguer les décrets sur le partage des compétences, alors excellence, quels desseins non avouables vous ont poussé à ouvrir la boîte de Pandore ? Savez-vous excellence, que cette situation attise un nouveau séparatisme plus pernicieux qui débouchera sur une querelle de "minarets" et non d'Iles autonomes, et qui à travers le flou voire le vide juridique relatif à la loi cadre sur les communes, ébranlera tous les projets que les instances de l'Union décideront, je veux citer par là l'éradication de l'habitat "qui pousse son occupant à la perversion", toujours selon vos propos.

- quid de la réunification de l'Armée Nationale de Développement ? En greffant des éléments épars de l'A.N.D (l'Armée Nationale de

ZEWA".
Rappelez-vous, Excellence dans votre discours à la cérémonie d'investiture, les mérites que votre personne ait loué à l'égard du président Azali pour la place et l'image des Comores qu'il a su donner au concert des Nations. Il nous faut une diplomatie sélective certes, mais une diplomatie qui tient compte de la réalité et du code de l'honneur.
Pourquoi prendre un bâton de pèlerin pour aller quêrir une aumône aléatoire alors que le cadeau consenti à Maurice est plus honorable, d'autant plus que faut-il vous le rappeler Excellence, qu'à l'heure de la quête d'Unité le DSCR (Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté) présenté aux amis des Comores à Maurice était le fruit d'un des rares consensus de l'ensemble des autorités du pays, ainsi que les diverses composantes de la population qui s'étaient mobilisées pour la réussite de cette conférence des bailleurs de fonds en faveur des Comores car de son succès dépend l'évolution positive de la situation socio-économique et politique du pays.
De ce passage je vous salue Excellence, pour la signature du document cadre de partenariat France-Union des Comores 2006-2010, le dimanche 26 novembre 2006 au palais de Beit-Salam entre la Ministre française déléguée à la coopération madame Brigitte Girardin pour la France et le Ministre des relations extérieures Monsieur Ahmed Said Djanfar pour les Comores.
Il serait alors réaliste, convenable et crédible de consolider les acquis et optimiser l'héritage dans le domaine de la diplomatie comme l'atteste un autre adage : "CHILO MIHONONI HANGNAWE CHAMBALI NA CHA KARIBU KACHI TOLEWA CHA" (la possession vaut mieux que l'espérance).
Vouloir se singulariser au risque de recevoir des cadeaux empoisonnés nous contraindrait tôt ou tard à des alliances de tous genres et à des compromissions.
Excellence, la situation actuelle des Comores n'est pas un long fleuve tranquille, il n'est pas dans mon propos de me moquer de celui qui se noie mais ayant rejoint la rive je vois mieux là où l'eau tourbillonne.
Prenez garde mon frère anjouanais à ne pas hypothéquer cette présidence anjouanaise en suscitant des rancœurs qui peuvent mettre en péril la fragile Unité Nationale retrouvée et par delà l'équité de la tournante.
L'Union des Comores est encore convalescente, une rechute est à craindre, il vous incombe par vos orientations d'opter entre la rééducation ou l'euthanasie.
Ceux qui voyaient en l'homme de religion, l'ultime bouée de sauvetage après l'affairisme des politiciens, "l'amateurisme" des militaires, toujours selon vos propos s'interrogent, doutent, et se demandent pourquoi, malgré un encadrement de choix, structuré autour d'hommes de talents reconnus, n'arrivez-vous pas à optimiser les ressources humaines que vous avez choisies selon vos critères.
Serait-ce que le commandant navigue à vue et ne tient pas compte des prévisions ? Et in fine pourquoi agit-il ainsi ?

MAHAMOUD SALIM HAFI, ex-Commissaire National à la Culture, à la Jeunesse et aux Sports.
Mutsamudu, le 11 décembre 2006.

Il n'y a pas que Senghor POUR SALUER BIRAGO DIOP

ET NE PAS OUBLIER CE POÈTE

L'ANNÉE 2006 AURA ÉTÉ CELLE du centenaire de la naissance de deux grands poètes africains et compatriotes, grands connétables de l'empire des lettres africaines. Toutefois, c'est le centenaire de l'un qui a été officiellement commémoré dans les pays francophones. Celui-ci nous a quittés il y a cinq ans, et on croirait que c'était hier tant les hommages qui lui sont rendus depuis des années d'ailleurs se poursuivent au rythme d'un culte... de sa personnalité certes, ô combien exceptionnelle en raison de ses titres sans commune mesure : député, ministre, président, académicien -on devine de qui il s'agit.

Il reste que l'année 2006 était celle également du centenaire de la naissance de Birago Diop qui fut, n'en déplaise à notre académicien, le chantre d'une négritude plus authentique, sa poésie martelait un véritable retour apologétique aux sources-souffles et puissances occultes de l'Afrique des ancêtres. La est la veine poétique de Birago Diop qui n'a publié qu'un seul recueil, *Leurres et lueurs*, en 1967 à Présence africaine.

On sait peu de choses de ce médecin vétérinaire, sinon sa modestie, ayant pris la résolution de ne pas donner une suite à son premier recueil de poèmes. Pour la simple raison qu'il était convaincu qu'il ne parviendrait pas à écrire un autre recueil qui surpassait celui-ci en qualité. Comment ne pas penser à Albert Camus écrivant un jour que le vrai génie est celui qui sait ses limites ? Moins de vingt après, à un journaliste qui s'enquerrait du silence de sa muse, il répliquait à la bonne franquette : "Je suis poète, je ne le suis plus." Il avait déçu, mais quoi, n'avait-il pas donné le meilleur de lui-même ?

Bien des années auparavant, avec le cycle d'Amadou Coumba (1965,1967), cet égal des frères Grimm s'était montré on ne peut plus reconnaissant envers le paysan qu'il avait longuement écouté à l'ombre d'un kolatier, en lui cédant donc une part de sa propre fragile éternité littéraire. Hélas ! La modestie ne conduit pas à la reconnaissance posthume. A présent, son recueil de poèmes jamais réédité est introuvable, et nous n'avons pas lu le tiers de ses contes, encore moins ses mémoires. Voilà, lecteur, le drame de l'écrivain francophone.

SAMBAOUMA A. NASSAR, poète, Ngazidja

*"Écoute plus souvent
Les choses que les êtres,
La voix du feu s'entend,
Entends la voix de l'eau.
Écoute dans le vent
Le buisson en sanglots :
C'est le soufflé des ancêtres.*

*Ceux qui sont morts ne sont jamais partis :
Ils sont dans l'ombre qui s'éclaircit
Et dans l'ombre qui s'épaissit.
Les morts ne sont pas sous la terre :
Ils sont dans l'arbre qui frémit,
Ils sont dans le bois qui gémît,
Ils sont dans l'eau qui coule,
Ils sont dans l'eau qui dort
Ils sont dans la case, ils sont dans la foule,
Les morts ne sont pas morts."*

Extrait de Birago Diop, *Leurres et lueurs*, Présence africaine

Prenez garde mon frère anjouanais à ne pas hypothéquer cette présidence anjouanaise en suscitant des rancœurs qui peuvent mettre en péril la fragile Unité Nationale retrouvée et par là l'équité de la tournante.

lignes vous projeter un panorama effarant, aux clichés non exhaustifs, mettant en lumière les inquiétudes que nourrissent nos compatriotes dans des domaines cruciaux que sont :

- le social ;
- la nouvelle géographie politique ;
- la diplomatie.

LE SOCIAL :

Il a été la pierre angulaire pour bâtir votre campagne et couvre les domaines de l'éducation, de la jeunesse, de la santé et de l'habitat. Pour ce volet crucial, les échecs sont palpables, les désillusions amères et les promesses laissent dubitatif.
Palpables sont les échecs dans le domaine de l'éducation où le bras de fer engagé hypothèque l'avenir du secteur prioritaire dans toute projection sérieuse de plans de développement. Amères sont les désillusions d'une jeunesse, fer de lance de votre triomphe électoral, et qui de Maurice à Dakar n'a pu être au rendez-vous des autres jeunes. Le silence assourdissant sur les emplois promis ne fait qu'augmenter son désarroi.
Dubitatifs, sont ceux qui nombreux, rêvaient de quitter enfin les taudis insalubres, "indignes d'un être humain", selon vos termes, dubitatifs ils le sont car ils craignent qu'en l'absence d'un plan

Développement) sur la solide structure de la F.G.A (Force de la Gendarmerie d'Anjouan), vous annihilez tous les espoirs suscités par le défilé de 6 juillet, précédé par une prise d'armes aux accents de l'Hymne National qui depuis 1997 n'avait pas résonné à Anjouan. Ce déni de souveraineté incite des éléments d'élite de la grande muette comorienne à pousser des coups de gueule.
Excellence, l'effritement de l'unité et de la fragilité de notre jeune Nation est préjudiciable à notre rôle dans le concert des Nations, à notre image extérieure et partant à notre diplomatie.

LA DIPLOMATIE :

Tout le monde l'affirme et vous, vous ne le démentez pas, nous menons une diplomatie de la mendicité : mais il faut coller à la réalité. A la rigueur, cette diplomatie de la mendicité était possible à l'heure du monde bipolaire : où on monnayait l'allégeance à un camp. Dans la nouvelle géopolitique mondiale, en agissant de la sorte, nous dévalorisons la voix des Comores dans les instances internationales.
Dans l'histoire récente de notre politique extérieure, des émissaires diplomatiques faisaient le voyage aux Comores et il est plus valorisant d'être sollicité que d'être solliciteur, comme l'atteste l'adage : "CHENDZA THAMANI. KACHI TEMBE-

des nouvelles de...

Ngo'Shawo

Le "mouvement de la jeunesse consciente" organise une Semaine de l'enfant comorien.

C'EST L'HISTOIRE DE SAÏD, un garçon qui vend des sachets au lieu d'aller à l'école. Une histoire vraie, dont Ngo'Shawo, "le mouvement pour la jeunesse consciente", est en train de faire un film d'environ 25 minutes. "Saïd, un enfant comme les autres" devrait être projeté à la fin du mois dans le cadre de la Semaine de l'enfant comorien organisée par le mouvement. Après leur festival Sheri Yaho Utamaduni wa Komor qui s'est déroulé en mai dernier, les étudiants de Ngo'Shawo veulent ainsi lancer leur second grand évènement. "La Semaine de l'enfant comorien a deux objectifs capitaux : la sensibilisation de la population comorienne dans son ensemble sur la situation des enfants défavorisés dans un premier

temps, et l'action pour l'amélioration de la vie de ces milliers d'enfants défavorisés dans un second temps", écrivent-ils. Au programme, des conférences-forums "dans les grandes villes de chacune des îles à savoir Moroni, Mbeni, Mitsamihuli et Fumbuni à Ngazidja, Mutsamudu, Sima et Dromoni à Anjouan, et à Fomboni, pour Mohéli, en compagnie d'un représentant de chaque partenaire du projet, d'un docteur pédiatre et d'un juge d'enfant. À chaque début de conférence, nous lancerons le film pour en faire découler un débat qui portera de manière générale sur le thème des enfants défavorisés, et distribuerons des dépliants de sensibilisation au public". Une collecte de dons sera

également destinée à acheter du matériel scolaire et des jeux distribués dans les écoles. Le mouvement prévoit enfin la réalisation de spots de sensibilisation diffusés une semaine avant la manifestation sur les chaînes de télévision nationales et locales. Cette initiative fait suite à la publication du rapport de l'Oderoi (Observatoire des Droits de l'Enfant de la Région de l'Océan Indien), "un témoignage inquiétant" qui "reste peu disponible et méconnu de la population la plus concernée", selon les jeunes qui espèrent, si les dons sont importants, pouvoir créer des parcs de jeux pour les enfants dans différentes régions. En attendant, ils sont à la recherche de financements pour leur opération. LG

horizons divers

L'Américain qui compte les morts en Irak

PERSONNE n'a demandé à Michael White de compter les soldats morts en Irak. Il n'est pas militaire et n'a ni amis ni membres de sa famille dans l'armée. Pourtant, cela fait près de trois ans et demi que Michael White dresse un bilan méticuleux des pertes de l'armée américaine et des autres pays de la coalition en Irak, et publie quotidiennement les noms et les chiffres sur son site Internet (www.icasualties.org/oif/). Mais il ne le fait ni pour l'argent ni pour la gloire. Au début, c'était un simple passe-temps, le patient travail d'un opposant à la guerre qui voulait que la réalité ne soit pas biaisée. Aujourd'hui, le *Los Angeles Times*, *The Washington Post* et *The New York Times* utilisent ses chiffres pour montrer l'ampleur des pertes américaines en Irak, et les parents de soldats consultent son site pour s'assurer que les noms de leurs enfants n'y figurent pas. (...) A 50 ans, ce père de famille sans histoire, employé de bureau pendant la semaine, est fier de son œuvre et heureux que des gens s'y intéressent. Il a été particulièrement occupé ces derniers temps. D'après ses statistiques, octobre 2006 a été l'un des mois les plus meurtriers pour les forces américaines en Irak. Pas moins de 105 soldats américains ont perdu la vie, soit un total de 2.987 victimes [à la date du 28 décembre 2006] depuis le début de la guerre. Mais, aujourd'hui encore, Michael White ne semble pas exactement savoir ce qui le pousse à faire ce travail. (...) Environ deux mois après l'invasion de l'Irak, en mars 2003, Michael White a découvert que Pat Kneisler, une Californienne opposée au conflit, publiait sur Daily Kos, un site Internet prodémocrate, un bilan des pertes de l'armée qu'elle avait elle-même établi. Tout comme Michael White, elle n'était pas satisfaite par les chiffres incohérents diffusés par les médias. White a donc pris contact avec elle pour lui proposer de

continuer à publier ses chiffres sur son propre site. Pat Kneisler a accepté et ils se sont attelés à leur tâche commune, chacun dans son coin du pays. C'était pour White une manière de manifester son opposition à la guerre sans se donner en spectacle, ce qui convenait mieux, selon lui, à sa personnalité. "Je ne suis vraiment pas du genre à me planter au coin de la rue avec une pancarte autour du cou", reconnaît-il. Le ministère de la Défense publie son propre bilan des pertes américaines sur son site (www.defenselink.mil/). Mais, pour White et Kneisler, les chiffres ne sont pas mis à jour assez rapidement. "Notre objectif était d'avoir des chiffres fiables", explique White. "Bien souvent, les journaux du matin font état d'un certain nombre de morts, puis la radio annonce au cours de la journée que cinq autres soldats viennent d'être tués. Pourtant, le lendemain, le bilan publié dans le journal est toujours le même. Il n'est jamais à jour." Pour leurs bilans, White et Kneisler utilisent les communiqués de presse de l'armée et les comparent avec les chiffres des journalistes qui accompagnent les troupes de la coalition. Ils ont peu à peu acquis auprès des médias et des familles de soldats la réputation d'être fiables et à jour. En avril 2006, Pat Kneisler s'est retirée du projet sans donner de raisons. Michael White, lui, continue (...). Mais certaines questions sont plus difficiles à traiter que d'autres. Michael White a également voulu faire le décompte des civils irakiens tués depuis le début du conflit en se servant des bulletins d'information. Il s'est vite rendu compte que cette méthode n'était pas fiable et n'a par ailleurs pu remonter que jusqu'en janvier 2005. Sur son site, à la rubrique victimes irakiennes, on peut lire que 20.408 Irakiens ont été tués depuis janvier 2005 - un bilan suivi d'un point d'interrogation.

Richard Fausset (Los Angeles Times)

Lors du championnat de France cadet en 2006 : Jeannot avec Franck Chevalier, le directeur technique national. (DR)



portrait type

Jeannot

entre sports-études

Il rêve des Jeux Olympiques et des Championnats du monde, son entraîneur pense d'abord à sa scolarité. Partagé entre l'avenir étoilé que lui promettent ses jambes de feu, et le réalisme raisonné de son coach, Sébastien Synave, ancien espoir de l'athlétisme français bien placé pour savoir qu'entre les promesses et la confirmation, le cimetière des "jeunes talents du sprint" est sans cesse alimenté, Jeannot Bacar Houmadi est comme tous les jeunes sportifs de son âge. A une exception près : celui qui est né voici 17 ans à Koki, Ndzuani, mais qui a grandi depuis l'âge de 4 ans

à Maore, doit choisir pour quel pays il concourra dans les années à venir. La France ou les Comores ? Le choix est comélien. Lui affirme que son cœur penche en direction des Comores. "C'est mon pays" dit-il, même s'il n'est jamais retourné dans son île natale depuis son départ avec sa mère. L'aspect sportif le conforte dans cette position : "S'il concourt pour les Comores, il a toutes les chances de participer à des compétitions comme les JO ou les Championnats du monde", affirme son entraîneur. Et pour cause : "Dans sa catégorie [200 ou 400 mètres, ndlr], il n'y a pas grand monde aux Comores." Vu le parcours et le potentiel de Jeannot, tout porte à croire qu'il pourrait représenter son pays de longues années durant : le jeune homme n'a commencé l'athlétisme qu'en 1999. "Au collège, un professeur m'a repéré et m'a fait faire du demi-fond. En 2004, on a gagné le relais 4x1000 mètres des championnats de France scolaires et on a réalisé le record de France. Puis mon prof est parti et je suis venu voir Sébastien à Cavani." Spécialiste de la vitesse, ce dernier lui propose une reconversion dans le sprint. On est en 2004. Jeannot accepte le défi : deux ans plus tard, il est sacré vice-champion de France cadet 1 du 300 mètres, dans un temps (3471) de grande qualité, affirme son coach, et finit 6ème de la finale du 100 mètres, avec un record à 1093. "Il a un vrai potentiel, sur 200 et sur 400", affirme Sébastien Synave. "Il est petit, explosif, mais il tient la distance." En juillet 2007, il devrait participer aux Championnats du monde cadets, à Ostrava, en République Tchèque. Sous les couleurs des Comores très certainement. "Le responsable de la fédération comorienne m'a assuré qu'il l'emmènerait", assure le coach. Mais une question se pose : doit-il courir pour son pays ? Car l'athlétisme ne fait que rarement vivre son homme. Jeannot doit donc penser à ses études et à son avenir professionnel. Dans ce domaine, un passeport français est plus souhaitable. "Il a 17 ans, il arrive en fin d'études. Peut-être lui faudra-t-il demander la nationalité française s'il veut rester ici", s'inquiète Sébastien Synave. Inscrit en Seconde professionnelle au lycée de Chirongui, Jeannot semble assez loin de ces considérations. Il ne rêve qu'à participer aux Jeux. Son entraîneur le comprend : "Entrer dans un stade de 100.000 personnes, porter le drapeau de son pays. C'est magique. Une chance unique." Toutefois, affirme-t-il, il n'est pas impossible que Jeannot, vu ses performances, puisse un jour réaliser les minima requis pour représenter la France. "Si d'ici les Championnats du monde cadets, Jeannot réalise une grosse performance, il peut se faire repérer par la fédération. Mais il y a 98% de chances qu'il coure pour les Comores." Dans ce cas, Jeannot peut même rêver aux Jeux Olympiques de 2008, à Pékin. RC



VIH-Sida / Pauvreté : éviter le cycle infernal..

La pauvreté favorise la propagation du VIH-Sida, qui à son tour fait régresser la situation socio-économique des communautés.

Et aux Comores ?

Pourvus d'un faible taux de contamination au virus du VIH-Sida, les Comores ne sont pas à l'abri d'une propagation de l'épidémie. Avec 36,9% des ménages vivant au-dessous du seuil de pauvreté (étude sur les ménages de 2004), les îles peuvent constituer un terrain favorable au développement du virus si rien n'est fait à court et moyen terme. Plusieurs facteurs pouvant contribuer à la diffusion du VIH existent en effet à petite échelle, certes, mais suffisamment pour influencer sur un pays de taille aussi réduite.

MIGRATIONS. L'importante diaspora, qui revient régulièrement au pays, peut constituer un facteur de propagation du virus. De même, la population rurale qui quitte la campagne pour s'installer dans les quartiers périphériques de Moroni et Mutsamudu dans des conditions de vie médiocres, est particulièrement vulnérable. A noter cependant que pour l'instant, tous les cas de contamination observés aux Comores sont autochtones.

PROSTITUTION. En plus de travailleuses du sexe relativement peu nombreuses, une prostitution qui ne dit pas son nom est dénoncée aux Comores. Les filles et garçons qui échangent leurs charmes contre un repas, des vêtements ou leur écologie sont en position de faiblesse s'ils souhaitent se protéger contre le VIH-Sida en utilisant un préservatif.

HOMOSEXUALITÉ TABOUE. La très forte réprobation sociale qui pèse sur l'homosexualité pousse les homosexuels à cacher leurs relations amoureuses et sexuelles, ce qui peut rendre difficile la prévention à destination de cette catégorie de population, pourtant particulièrement vulnérable au virus.

QUELLES CONSÉQUENCES ?

Actuellement, les quelques dizaines de malades du Sida aux Comores peuvent être pris en charge gratuitement, malgré le coût élevé des soins.

Qu'advierait-il s'ils devenaient des centaines, voire des milliers ? Leur traitement pèserait lourdement sur le budget national alloué à la santé ou celui de leur famille, faute de quoi ils mourraient à court terme, compromettant les tentatives de développement du pays (lire ci-contre).

QUELLES INITIATIVES ? Les Comores sont dans une phase de dynamisation de la prévention avec le soutien des partenaires internationaux, notamment le Fonds mondial (financement) et l'OMS (appui technique). 2006, Année d'accélération de la prévention contre le VIH-Sida, a vu la mise en place de plusieurs centres de dépistage anonyme et gratuit dans les îles.

"La pauvreté rend des communautés entières vulnérables au Sida en forçant les hommes à quitter leur famille pour chercher du travail, en rendant les gens si désespérés qu'ils recherchent une consolation dans la drogue ou en faisant de la prostitution un moyen de survie pour les femmes et les enfants. Le Sida complète alors ce cercle vicieux en appauvrissant davantage la communauté." Tel est le constat dressé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), vérifié aujourd'hui par la forte propagation du VIH-Sida sur le continent africain.

A ses débuts, le virus semblait pourtant se diffuser plus facilement dans les milieux aisés. Au Rwanda, dans les années 90, près du tiers des séropositifs avait ainsi fait des études secondaires ou supérieures. C'est aussi durant cette période que plusieurs pays africains ont vu leur classe moyenne décimée. De même en occident, la concentration des premiers cas parmi une élite intellectuelle et artistique et certaines catégories de population (homosexuels, toxicomanes, prostitués) a laissé croire que la majeure partie des habitants n'était pas concernée. En Tanzanie, le Sida avait même été surnommé "maladie de l'argent" car les premières personnes touchées étaient les marchands prospères des rives du lac Victoria.

Pour l'OMS, *"l'explication est la suivante : les hommes qui ont de l'argent dans leurs poches peuvent plus facilement voyager, fréquenter les bars et payer pour avoir des relations sexuelles."*

Aujourd'hui cependant, la tendance est inversée. *"Les gens aisés voyageant souvent sont aussi ceux qui l'on peut joindre et convaincre avec l'information sur le VIH-Sida et qui ont le moins de difficulté à accéder aux services, y compris les sources de préservatifs"*, observe l'organisation internationale. *"C'est maintenant chez les pauvres de tous les pays, pour qui la prévention du Sida pose le plus de problèmes, que la propagation du VIH est la plus rapide."*

Les facteurs de la pauvreté qui contribuent à propager le virus sont multiples. Premières sur la liste, les migrations de masse, que ce soit d'un pays à l'autre ou des campagnes vers les villes. Loin de leur communauté et de leur famille, de nombreux travailleurs en quête d'une vie meilleure ou d'un peu d'argent voient leur vie affective et sexuelle déstabilisée. *"C'est là une migration qui, souvent, démolit les communautés, bouleverse la vie de famille, interdit des relations stables et relâche l'emprise des structures traditionnelles sur les comportements. Hommes et femmes tentent de refaire leur vie loin de chez eux en prenant de nouveaux partenaires sexuels pendant les absences prolongées. En*



Tailleur de pierres : un métier de fortune pour ceux qui n'ont pas d'autre choix aux Comores.

outre, nombre de ceux qui quittent leur foyer pour trouver du travail constatent que la prostitution est le meilleur, et parfois le seul, moyen de gagner sa vie."

Le phénomène n'épargne pas les enfants. Poussés à une sexualité précoce par le manque d'affection et des conditions de vie extrêmes, amenés à se prostituer pour manger, coupés des centres de santé, les enfants des rues de nombreux pays sont parmi les couches de population les plus vulnérables au virus.

Le consommateur de drogue est aussi un facteur de contamination : si les drogues dures nécessitant une injection par seringue font courir un risque direct à l'utilisateur, l'alcool et autres drogues fumées ou absorbées, en altérant le jugement, peuvent amener leurs consommateurs à avoir des relations sexuelles à risque. Or des conditions de vie misérables et un avenir bouché favorisent la consommation de drogue, notamment chez les jeunes.

Enfin, la pauvreté, souvent associée au manque d'instruction, ne favorise pas la circulation de l'information sur le VIH-Sida et l'adoption de comportements sans risque. Si des préservatifs ne sont pas disponibles gratuitement et facilement à proximité de chez elles, les populations démunies ne pourront pas forcément s'en procurer.

La propagation du VIH-Sida contribue aussi à aggraver la situation socio-économique d'un pays et les conditions de vie de ses habitants. Les conséquences sur la cellule familiale sont particulièrement lourdes en Afrique, où la famille élargie a coutume de prendre en charge les personnes qui dépendaient d'un défunt. L'OMS fait état de la région de la Kagera, en Tanzanie, où il y a aujourd'hui *"tout simplement trop de dépendants livrés à eux-mêmes pour qu'un système quel-*

conque puisse en prendre soin. La famille traditionnelle a pratiquement disparu de la région".

Les nombreux orphelins du Sida vivent seuls ou avec leurs grand-parents, trop vieux pour gagner de quoi payer leurs fournitures scolaires, des vêtements, et suffisamment de nourriture. Non seulement des familles entières se retrouvent sans personne valide capable de travailler, mais elles ont été appauvries par les soins

apportés au malade avant son décès. Au-delà du cercle familial, ce sont la communauté et la nation entière qui pâtissent de la perte des agriculteurs, des enseignants, du personnel soignant, des cadres et de tous les adultes actifs susceptibles d'aider le pays à sortir de la pauvreté. Un rapport de l'Onusida résume ainsi la situation : *"Le VIH-Sida représente non seulement une menace pour la santé des individus et une menace sur le plan social et économique pour les familles et les communautés, mais il porte également atteinte aux lentes*

avancées obtenues, en matière de développement, au cours des dernières décennies (... des études effectuées dans les ménages en Afrique et en Asie montrent que les familles vivant avec le VIH-Sida enregistrent des réductions de revenus allant de 40 à 60%. Cette perte est compensée par le recours aux emprunts, par l'utilisation des économies personnelles et par la réduction de la consommation." Souvent, les enfants sont retirés de l'école, pour travailler ou pour surveiller le ou les malade(s). "A long terme", poursuit le rapport, "les pertes en ressources humaines affectent toutes les institutions (ONG, organisations à assise communautaire) ainsi que les structures communautaires." Les communautés sont confrontées à de nombreux problèmes : "Un besoin de soutien pour un nombre croissant d'orphelins, la réduction de la participation de la communauté aux structures communautaires et de quartier, un accroissement du nombre des sans-abri et une augmentation du crime. En d'autres termes, la cohésion sociale est menacée et la situation qui en résulte fait augmenter le risque de transmission du VIH."

Le désespoir qui s'empare des survivants hypothèque tout progrès social et économique : un agent de santé tanzanien explique à l'OMS que *"tant de gens sont morts que ceux qui sont en âge d'être sexuellement actifs sont inquiets et manquent d'assurance. Personne n'est disposé à faire quelque chose de permanent. Lorsqu'un homme voit sa femme mourir du Sida, et son fils et sa fille rentrer de la ville également malades, pour qui voulez-vous qu'il investisse pour l'avenir ? Pourquoi consacrerait-il de l'argent à l'achat de cafés qui mettent des années à pousser, ou labourerait-il plus de terre qu'il ne lui en faut pour nourrir sa famille cette année ? Aujourd'hui, bien des gens dépensent leur argent en boisson car ils tiennent le raisonnement suivant : à quoi bon ? De toute façon, je vais aussi bientôt mourir !"*

Dans la région

La côte est-africaine, et notamment la Tanzanie, ne sont pas épargnées par l'épidémie. Des communautés ont vu leur vie bouleversée par l'arrivée du virus. Sur les rives du lac Victoria, le chef d'un village *"tourne les pages jaunies d'un classeur personnel très défraîchi dans lequel il conserve les photos des villageois qui sont morts. Parmi les clichés figure la photo de onze jeunes gens souriants et en bonne santé qui formaient l'équipe de football locale. Plus de la moitié de ces silhouettes ont été marquées à l'encre d'une croix indiquant qu'il s'agit d'une victime de l'épidémie. Ndyekobola se rappelle un marché dans le village voisin, où des vendeurs tanzaniens et ougandais faisaient de bonnes affaires en proposant des vêtements d'occasion, du sîdal, des pneus de bicyclette et autres marchandises. C'est alors que les gens ont commencé à tomber malades. Quand on a su qu'ils avaient le Sida, les vendeurs ont progressivement déserté le marché, qui a périé, puis disparu, et les bars et hôtels avoisinants ont fermé leurs portes les uns après les autres"*.

OMS, Le Sida, Images de l'épidémie, 1995

BINGO !

LE DOSSIER DE L'ANCIEN président Azali Assoumani est actuellement étudié par la Caisse de retraite. Durant son mandat, le colonel avait en effet toujours refusé de cotiser, arguant qu'il était déjà inscrit à la caisse militaire. C'est peu avant la fin de son mandat que, changeant soudainement d'avis, il a demandé le rachat de ses droits. Or, selon une source bien informée, les droits auraient été payés non par le président lui-même... mais par l'Etat. Une information que la Caisse de retraite ne confirme pas pour l'instant -le nouveau directeur, arrivé après ce rachat, se contente d'indiquer que la question mérite d'être étudiée et est en cours de traitement. On comprend la volte-face d'Azali : les retraites présidentielles, qui alourdissent le budget fragile de la Caisse de retraite, sont relativement confortables. Alors que la pension moyenne des fonctionnaires oscille entre 50 et 75.000 fc (100 à 150 euros) mensuels, les anciens présidents ou leurs ayant droit touchent chaque mois 2 millions de francs comoriens (4.000 euros). Entre les cotisations d'un mandat de 7 ans et 2 millions de francs mensuels à vie quand on a à peine franchi la cinquantaine... le calcul est vite fait !

ÉTONNANT ?

UN ANCIEN RESPONSABLE DES RENSEIGNEMENTS généraux à Maore, aujourd'hui patron des plus influents, a dîné récemment dans un restaurant de Kawéni avec deux membres de l'ambassade de France à Moroni. Ce même homme de pouvoir, dont les observateurs s'accordent à dire qu'il est le vrai "chef" de Maore et qui fut proche de certains membres actifs de la sécession anjouanaise en 1997, a ensuite passé quelques jours à Moroni. Dans le même temps se trouvait dans la capitale des Comores un membre actuel des Renseignements généraux basé à Maore. Il photographiait à tout va. Et l'on s'étonne des rumeurs faisant état d'un éventuel coup d'Etat orchestré par des réseaux français contre Sambi !?

VOUS N'Y PENSEZ PAS !

UN MESSAGE INTÉRESSANT D'UNE de nos lectrices, Marie-Pierre Auger, qui nous est parvenu au début du mois de décembre : "Lors de la campagne pour le vote sur le traité européen il y a eu peu d'espace pour les partisans du non dans la presse mahoraise comme dans celle de Métropole (nous sommes plusieurs individuels ou associations partisans du non à ne pas avoir pu lire nos lettres en leur temps dans le courrier des lecteurs de Mayotte Hebdo ; la tribune étant réservée aux partisans du oui). Le discours politique à Mayotte allait jusqu'à faire croire que voter oui au traité c'était voter oui à la départementalisation et au statut de RUP. Les Réunionnais paraissaient les seuls à avoir une autre lecture du traité et ils ont été les seuls DOM-TOM à voter majoritairement pour le non. Mr le Sénateur Giraud nous explique dans le Mayotte Hebdo du 8 décembre 2006 qu'il a compris aujourd'hui que le Traité Européen

DETTE

UN ARTICLE PUBLIÉ DANS *La Tribune* n°11 du 15 décembre 2006, montre à quel point le dogme FMI se mord la queue : "Le principe est simple", écrit Hadji Hassanali. "Toutes les dettes extérieures des Comores doivent pratiquement trouver une solution car on ne peut pas nous prêter de l'argent pendant que nous en devons." Ceci est la condition préalable à la signature d'un accord avec la FMI. Or, "la signature d'un programme avec le FMI serait un cachet qui nous permettrait de bénéficier d'un allègement de la dette extérieure dans le cadre de l'initiative PPTE." En clair : remboursez vos dettes et nous allègerons... votre dette !

non seulement n'aurait pas arrangé la situation de Mayotte mais l'aurait aggravée. Je salue cet aveu courageux mais m'interroge sur l'avenir de Mayotte dont les hommes politiques découvrent après coup qu'il aurait fallu voter dans le sens contraire de celui qu'ils ont appelé ! Que Mr Adrien Giraud n'ait pas su lire le traité (exercice certes très ardu) en son temps est excusable si n'ayant rien compris, il s'abstient de voter ! Mais qu'il participe à la campagne pour le oui voilà qui nous inquiète sur l'avenir du territoire qu'il est sensé représenter ! Quand au journaliste interviewer on s'étonne qu'il ne relève pas la perle ! (...)" Contredire Adrien Giraud, le pousser dans ses retranchements et au final, lui faire remarquer qu'il a appelé à voter pour un texte qu'il n'avait pas compris, donc qu'il est irresponsable !? Vous n'y pensez pas madame !

BONNET INDÉSIRABLE

POUR EMPÊCHER LES ANJOUANAIS de se rendre au rassemblement appelé par le président Sambi le 25 décembre au stade de Missiri (Mutsamudu), la gendarmerie anjouanaise a mis en place un barrage filtrant à l'entrée de Patsy. Tous les gens qui portaient un bonnet, une *kandu* (robe que portent les musulmans) ou une barbe étaient débarqués des véhicules et priés de rebrousser chemin. La veille, dimanche 24 décembre, ce sont les véhicules en provenance de certains villages bien ciblés qui étaient obligés de faire demi-tour pour empêcher leurs passagers de ce rendre à un meeting contre le président de Ndzواني, Mohamed Bacar, à Mirontsy. A Domoni, sept cars ont été gardés par la gendarmerie anjouanaise après avoir fait descendre leurs occupants. Vous appelez ça comment vous ?



Mugabe : "Je vais renforcer mon autorité, ah ah ah !"
En "prison", le Zimbabwe

Les partisans du président du Zimbabwe, Robert Mugabe, ont proposé que le mandat présidentiel soit prolongé de deux ans, jusqu'en 2010, officiellement pour harmoniser les dates des élections législatives et présidentielle. L'opposition et la société civile ont vivement critiqué ce projet. Mugabe, 82 ans, qui dirige le pays depuis vingt-six ans, devrait donc rester en place jusqu'en 2010. Au moins.

DESIGN DE GAZO - THE NATION (Nairobi)

L'UN EST MORT LIBRE... ET INNOCENT

DIPLOMATIK'

L'HISTOIRE NOUS OBLIGE PARFOIS à établir des comparaisons à première vue inappropriées. Ainsi, comment ne pas faire le parallèle entre ce qui s'est passé entre le 10 et le 12 décembre derniers ? Deux événements majeurs qui se sont déroulés à des milliers de kilomètres l'un de l'autre, et qui nous appellent à quel point la justice -ou l'absence de justice- peut parfois être arbitraire... et cruelle.

Le premier choc survient le 10 décembre. Ce jour-là, Augusto Pinochet meurt alors même -autre ironie du sort- que le monde célèbre la Journée internationale des droits de l'Homme. Celui qui incarnerait depuis trente-trois ans le visage de l'une des plus féroces répressions politiques d'Amérique du sud est décédé à l'hôpital militaire de Santiago, où il était hospitalisé depuis une semaine. "Il est mort de vieillesse, dans un lit. A cause de son cœur, un cœur qui ne lui a servi qu'à mourir tranquillement. Il est mort entouré de fascistes et dans une douloureuse impunité", écrit le quotidien argentin *Página 12*. Pinochet : mort avant d'être jugé.

Responsable du coup d'Etat du 11 septembre 1973 qui a mis fin à l'aventure socialiste du régime d'Allende, dirigeant d'une dictature qui, entre 1973 et 1989, aura fait disparaître au moins 3.000 opposants -pour la plupart torturés et balancés depuis des avions dans l'océan-, Pinochet incarnerait les régimes répressifs de ces années-là, soutenus à l'époque par les États-Unis, au mépris le plus absolu des droits de l'Homme. Le décès de cet homme qui se retranchait depuis des années derrière sa santé défaillante pour échapper à l'action de la justice de son pays a un goût amer pour ceux qui auraient souhaité le voir condamné. Ses crimes restèrent impunis. Selon un rapport sur la dictature militaire de Pinochet, "la torture fut une véritable politique d'Etat destinée à réprimer et à terroriser la population". Sur la base des témoignages recueillis, ce document a regroupé par catégories les supplices les plus courants : coups, isolement, électricité, sévices sexuels, pendaisons, brûlures, menaces, immersion, noyade, fractures, tortures psychologiques, simulacres d'exécution, arrachement des ongles, obligation d'assister à des séances de torture. Les femmes enceintes étaient torturées et violées.

"Pour les proches des victimes, pour tous ceux qui ont dû fuir la dictature, il y a de quoi être amer. La justice des hommes a laissé échapper un tyran sanguinaire", écrit le quotidien suisse *La Tribune de Genève*. Celui qui aurait pu être jugé pour tous ses crimes par la justice britannique, puis par celle de son propre pays, le Chili, aura fini ses jours en liberté. Certes traqué par les médias et les juges, mais en liberté.

LE DEUXIÈME ÉVÉNEMENT survient le 12 décembre. Ce jour-là prend fin un procès-fleuve ouvert le 13 décembre 1994 : celui de l'ex-dictateur éthiopien Mengistu Haïlé Mariam, déclaré coupable par la justice de son pays de génocide pendant la "Terreur rouge". Le bilan est certes bien plus dramatique que celui de son "homologue" chilien : assassinat de l'empereur légendaire Haïlé Sélassié, du patriarche orthodoxe Abuna Tefelows et d'une soixantaine de dignitaires de l'Empire ; disparition et exécution en à peine deux ans de plus de 100.000 Éthiopiens (des ONG avancent le chiffre de 500.000). En 1974, Mengistu fait partie des officiers qui renversent l'empereur Haïlé Sélassié lors d'un coup d'Etat fomenté par le Derg, jurte révolutionnaire de type marxiste qui prend le pouvoir. Après une terrible purge au sein du Derg en 1976, Mengistu devient chef de l'Etat et dirigeant incontesté du Derg en 1977. Il impose un gouvernement totalitaire et militarise massivement le pays. En 1977 et 1978, des dizaines de milliers d'opposants présumés sont torturés ou tués. Mengistu y gagne son surnom de "Négus rouge". Les tueries ont lieu en pleine rue et les miliciens demandent aux familles des victimes de rembourser le prix des balles pour pouvoir récupérer les corps...

Mengistu vit aujourd'hui en exil au Zimbabwe, protégé par Robert Mugabe. Peut-être ne sera-t-il jamais extradé donc emprisonné. Il n'empêche, la justice a fait son devoir.

ON PARLE SOUVENT d'une justice à deux vitesses. Comment ne pas adapter cet adage à ce double événement. Deux dictateurs ont martyrisé leur peuple dans les années 70. Deux dirigeants ont mis en place un système qui a détruit des milliers de familles, divisé une nation. L'un d'eux est mort libre... et innocent.

RC

LE CHIFFRE QUI TUE

16,1 milliards

Soit le montant du bonus que se sont partagés en 2006 les salariés de la finance mondiale. La banque d'affaires Goldman Sachs a révélé le 18 décembre qu'en 2006, année faste pour les mariages boursiers, 26.000 personnes se partageraient un bonus de 16,1 milliards de dollars (12,2 milliards d'euros), soit une prime moyenne de 622.000 dollars en sus de leur salaire. Il faudrait 2.000 ans à un charpentier britannique pour espérer gagner le bonus d'un faiseur de pluie de la City. Combien pour un charpentier comorien ?...



TABOU

LE MOIS DERNIER, LA CHANTEUSE Nawal nous disait qu'elle rêvait de donner un concert à l'Al-Qamar, ancien cinéma et salle de spectacle mythique pour les Moroniens qui étaient enfants dans les années 60-70. C'est chose faite depuis le 23 décembre. Non contente de prendre sa revanche sur un passé douloureux, Nawal a, au cours de ce spectacle mémorable, fait tomber quelques tabous en se réappropriant ce qui restait jusqu'alors l'apanage des hommes : les bras tendus comme des ailes, elle a reproduit la danse de ceux qui dirigent les chants de transe de la confrérie Shaduliyyi, développée aux Comores par son aïeul El Maarouf. Des chants dans lesquels elle a grandi et dont elle s'est largement inspirée, leur donnant une portée universelle. Déjà, à la sortie de son premier concert, à l'Alliance franco-comorienne, quelques mécontents avaient délivré leur sentence : "On ne s'amuse pas avec le sacré !" Et si la musique, justement, avait quelque chose de sacré ? Du moins quand elle défie les conventions. C'est si rare aux Comores...

MÊME COMBAT

DANS UN TRACT COMME on en voit rarement dans la maison très close de la Police nationale, l'UNSA Police Mayotte dénonce les conditions de travail et les objectifs impossibles imposés aux policiers de Maore. "La défense des droits de l'Homme, le respect des règles de la République passe aussi par la considération de ceux qui sont en charge de faire appliquer ces mêmes règles." Entre des sans-papiers aux droits bafoués quotidiennement par les forces de police (lire par ailleurs) et des policiers soucieux des droits de l'Homme, on ne sait plus vraiment à quel saint se vouer. Et si on organisait une manifestation commune pour réclamer le respect des lois ? "Policiers, sans-papiers, même combat !" "Tous ensemble, tous ensemble, ouais !"

AUX ABRIS !

LE MAHORAIS n°127 nous apprend dans une brève anodine que Nicolas Sarkozy aurait annoncé son ambition d'accélérer un peu plus encore la lutte contre l'immigration clandestine à Maore. Il envisagerait de porter le nombre de reconduites à la frontière à 24.000 en 2007 : soit le double de cette année qui a déjà pulvérisé l'ancien record qui était de 8.000 reconduites. A ce rythme-là, les policiers devront même attraper les Mahorais munis de papiers français pour satisfaire le ministre de l'Intérieur. Tous aux abris !

ODEURS

VENDREDI 22 DÉCEMBRE, L'ARMÉE nationale de développement, avec à sa tête des membres du gouvernement, mettait la première main au ramassage des ordures qui croupissaient depuis plusieurs jours à Moroni, suite au refus de Selea de continuer à accueillir la décharge. Le traitement des ordures dépend pourtant de la commune - pilotée par Elbak - et de l'île autonome de Ngazidja - dirigée par Elbak. Mais - comme c'est étrange - le président de l'île n'est pas venu crier au scandale et dire que l'Union marchait sur ses plates-bandes, comme il sait si bien le faire d'habitude ! Quid de l'éternel "conflit de compétences" ? Doit-on en déduire qu'Elbak ne s'intéresse qu'aux compétences qui rapportent des sous ou des armes, et non à celles qui sentent mauvais ?

presse-papier

NOUS, ON AVAIT UN SULTAN MONSIEUR ! VOUS DES ROITELETS !

A L'OCCASION DES 30 ANS DU CONSEIL GÉNÉRAL, *Mayotte Hebdo* a sorti un numéro spécial dans lequel l'histoire devient objet politique. Comme de coutume, on y fait parler la poudre anti-comorienne, utilisant sans modération les raccourcis pour faire passer subrepticement ce message : les Mahorais n'ont jamais rien eu à voir avec les Comoriens. Cela commence par un mot, a priori anodin : tandis qu'Andriantsouly est affublé du titre de "sultan", ce qu'il fut, ceux qui dirigeaient à la même époque les autres îles, et qui furent eux aussi des sultans, deviennent à la lecture de *Mayotte Hebdo* de simples "roitelets". Au-delà de l'erreur historique, il est inutile de développer tout ce que ce mot a de péjoratif.

La propagande se poursuit lorsque Saïd Issouf écrit dans le même journal : "Peuple traditionnel, fier de sa liberté et de ses schémas sociaux [Ndlr : quel peuple ne l'est pas !], les Mahorais n'ont jamais supporté la réunion par la France, durant l'époque coloniale, des quatre populations comoriennes sous une même entité [...] L'indépendance de la Grande île en 1946 allait réveiller les vieux démons qui opposaient jadis Mayotte aux autres îles de l'archipel". On peut s'interroger sur la véracité historique de ces dires : en effet, aucun historien n'a pour l'heure réalisé de travail scienti-

fique au sujet du mécontentement mahorais et de ses origines chronologiques. La première trace officielle de contestation des Mahorais dans l'ensemble comorien remonte à 1958 (avec la naissance du Congrès des notables). La réunion sous la même entité coloniale date elle de la fin du XIX^{ème} siècle... Peut-on en déduire que les Mahorais n'ont "jamais" accepté cette union ?... Le raccourci est trop gros pour ne pas cacher quelque volonté sans cesse réitérée de falsifier l'histoire. Quant à la dernière phrase, elle implique que jadis, Maore était opposée à un bloc de trois îles soudées, ce qui est faux. Les batailles -et les alliances- entre sultans se faisaient entre toutes les îles, et pas seulement contre Maore. Enfin, l'histoire s'apparentant dans cet archipel à un self-service, *Mayotte Hebdo* affirme que les retards cumulés par Maore (par rapport à la Métropole) remontaient au transfert de la capitale de Dzaoudzi à Moroni, "en 1968". Au-delà de l'erreur de date -ce transfert entamé en 1962 a pris fin en 1966-, on notera l'incroyable analyse qui vise à accuser le gouvernement comorien sous l'autonomie -qui n'est certes pas exempt de tout reproche- d'être le responsable unique des retards de Maore, alors que la France y était présente depuis 1841, et que l'autonomie restait maîtrisée par Paris. Mais on n'en est pas à un révisionnisme près.

RC



E.N.T Espace des Nouvelles Technologies
Des prix exceptionnels pour des produits de qualité

LEXMARK Canon HP EPSON brother

Pour votre enfant,

Les produits scolaires
(Trousse, stylo, cahier, cartable, crayons de couleur, double décimètre, boîte à goûter...)

Pour votre bricolage,

Les divers produits
(Fer à souder, cutters, fiches, tweeters, colles, pâte à joint, époxy, disjoncteur, étain, prise, multimètre...)

Pour vos copies,

Les divers services
(Photocopie, reliure, plastification...)

Pour votre bureau,

Les ordinateurs, les copieurs et les équipements informatiques
(Clés USB, scanner, imprimante, DVD, graveur, modem, lecteur ZIP, fax, haut parleur, adaptateur, hub, carte réseau, calculatrice, détecteur de faux billet...)

Les consommables, les papiers et les supports
(Encre, papier A4, A3 et fax, chrono, classeur, bloc, papier photo, bristol, autocopiant, listing, CD/DVD, écran filtre...)

Les mobiliers et produits bureautiques
(Table de bureau, table d'ordinateur, encreur, agrafeuse, machine à calculer...)

E.N.T souhaite une bonne et heureuse année à tous ses clients !

ASC AIR SERVICE COMORES

Place de l'Europe (rond-point du Café du port), Moroni
e.mail : aviservice@comorestelecom.km

MORONI
(00269) 73.59.59
73.21.00

ANJOUAN
71.60.32

MOHELI
72.03.85
33.03.85



Lundi

- Dép. 9h Moroni
Arr. 9h35 Anjouan
- Dép. 10h Anjouan
Arr. 10h35 Moroni
- Dép. 11h Moroni
Arr. 11h25 Mohéli
- Dép. 12h Mohéli
Arr. 12h25 Moroni

- Dép. 10h Mohéli
Arr. 10h25 Moroni
- Dép. 14h Moroni
Arr. 14h30 Anjouan
- Dép. 15h Anjouan
Arr. 15h20 Mohéli
- Dép. 16h Mohéli
Arr. 16h20 Moroni

- Dép. 10h30 Anjouan
Arr. 11h10 Mohéli
Judi
- Dép. 9h Moroni
Arr. 9h35 Mohéli

- Dép. 9h45 Mohéli
Arr. 10h10 Anjouan
- Dép. 10h30 Anjouan
Arr. 11h Moroni

Samedi

- Dép. 9h Moroni
Arr. 9h25 Mohéli
- Dép. 10h Mohéli
Arr. 10h25 Moroni
- Dép. 11h Moroni
Arr. 11h35 Anjouan
- Dép. 12h Anjouan
Arr. 12h25 Moroni

Mercredi

- Dép. 9h Moroni
Arr. 9h25 Mohéli
- Dép. 9h45 Mohéli
Arr. 10h10 Moroni

Mardi

- Dép. 9h Moroni
Arr. 9h25 Mohéli

Vendredi

- Dép. 9h Moroni
Arr. 9h25 Mohéli

Des prix incroyables mais vrais !

A vendre, matériel professionnel de plongée



A saisir à Moroni !

- | | |
|---------------------------------------|----------------------------|
| 2 bateaux de promenade (Sky boats) | 15.000 euros/ 7.350.000 fc |
| 2 bateaux de pêche | 15.000 euros/ 7.350.000 fc |
| 1 compresseur de chargeur d'oxygène | 22.000 euros/10.780.000 fc |
| 35 bouteilles de plongée | 250 euros/122.500 fc |
| 77 paires de palmes | 80 euros/39.200 fc |
| 26 gilets de plongée | 150 euros/73.500 fc |
| 2 moteurs A bord Yamaha 115 (essence) | 10.500 euros/5.145.000 fc |
| 2 moteurs A bord Yamaha 85 (essence) | 7.800 euros/3.822.000 fc |
| 27 combinaisons de plongée | 130 euros/63.700 fc |
| 39 ceintures de plongée | 4 euros/1960 fc |
| 23 régulateurs de gaz | 160 euros/78.400 fc |
| 78 masques | 35 euros/17.150 fc |
| 51 paires de boots de plongée | 30 euros/14.700 fc |
| 7 tortues marines pour promener | 2.500 euros/1.225.000 fc |
| 1 parachute | 2.000 euros/980.000 fc |
| 1 sky nautique | 80 euros/39.200 fc |
| 45 gilets de sauvetage | 30 euros/14.700 fc |

Tous les prix indiqués sont unitaires.

Contact :

Mr Ali M'changama Karim
au 32.11.07 (Moroni Mission catholique)
ou 0027.823.657.71 (Johannesburg)
e.mail : raeraeffakarim@hotmail.com

La municipalité pour laquelle le désordre est un remède au désordre

par Kamal'Eddine Saindou

LA RUE MORONIENNE PRÉSENTE tous les ingrédients d'une ville anarchique africaine. Une rue envahie par les débris, défigurée par les nids de poule qui ont attaqué l'asphalte tels la lèpre. Moroni aux prises avec une modernité mal assimilée et souffrant des effets d'une démographie non maîtrisée. Si le constat est partagé, la méthode choisie par les autorités insulaires pour rendre à la cité ses lettres de noblesse, s'est avérée un fiasco. "On ne peut pas laisser la capitale vivre dans ce désordre", prévenait déjà début décembre Soilih Mohamed Soilih, l'une des têtes pensantes de la délégation spéciale nommée par Elbak pour administrer la capitale. Encore faut-il définir ce qu'on entend par "désordre". Pour avoir évité cet exercice, la nouvelle équipe parachutée pour "sauver" la première municipalité de Ngazidja s'est trompée de thérapie. A peine installée qu'elle s'est donnée le mot d'ordre de débarasser Moroni de ses haillons, non sans arrière-pensée politique. A quelques encablures des prochaines municipales, une gestion réussie de la capitale devrait imprimer une volonté de changement du gouvernement de l'île, au terme d'un mandat sans bilan. C'est cette mission qui a été confiée à la délégation spéciale nommée par Elbak en novembre dernier.

Sans la moindre concertation avec la population et sans proposer aucun plan d'action réfléchi, l'équipe municipale s'est lancée tel un bulldozer dans une politique pour le moins maladroite, basée sur le seul socle de l'autoritarisme.

ACTE 1, "NETTOYAGE" des voies publiques. Derrière cette belle annonce, cette entrée en scène s'est résumée à une chasse aux vendeurs ambulants du petit marché de Moroni. Une action destinée à satisfaire l'ego d'une notabilité qui, regardant la ville à travers un rétroviseur, ne parle que de rendre "Moroni aux Moroniens". Tombée dans ce piège, la nouvelle équipe municipale n'a pas pris la mesure impopulaire d'une opération qui n'est pas sans rappeler étrangement la traque des vendeurs clandestins autour du marché de Mamoudzou par la police française, dénoncée à Moroni, justement comme une chasse à l'homme inacceptable. Si les motivations diffèrent, les méthodes relèvent de la même approche autoritaire.

Acte 2, "nettoyage" de tout ce qui encombre les espaces publics. Armés d'engins élévateurs, de camions et flanqués d'hommes en armes pour assurer la sécurité des opérations, les nouveaux décideurs de la ville se sont livrés à une impressionnante démolition de conteneurs dans le secteur nord de la capitale. Les riverains surpris à leur réveil ce dimanche matin par cette agitation, ne pouvaient que laisser se répandre leur colère contre "ces dirigeants qui savent détruire, mais pas construire". La lettre de mise en demeure adressée une semaine auparavant aux propriétaires de ces boîtes métalliques, légitimait cette mesure par la nécessité de "libérer le domaine public de tout ce qui le gêne", omettant de préciser que la préfecture avait autorisé l'occupation de ces emplacements pour des magasins d'alimentation et des lieux de restauration, et que les propriétaires étaient soumis au paiement de taxes et impôts au même titre que les autres commerces.

INSPIRÉ SANS DOUTE PAR L'ADAGE qui dit que "pour vaincre le Comorien, il faut lui opposer la force", le gouvernement de l'île n'a rien fait par hasard. Il a eu recours à une équipe de choc pour lui confier la gestion de la capitale. Le choix de Moilim Djoussouf pour diriger la délégation spéciale de Moroni n'a surpris personne. Ancien chef d'état-major de l'armée comorienne, il est connu pour être un homme de poigne qui ne craint pas d'aller au front. Une sorte de réplique comorienne de ces dirigeants qui ne

s'embarrassent pas de fioriture pour mettre à exécution leur politique de "nettoyage" tous azimut. Bénéficiant de la protection du gouvernement de l'île, les hommes de Moilim n'ont pas eu de mal à obtenir les moyens de mener ces opérations coup de poing, alors que leur prédécesseur en fut volontairement dépourvu.

BIEN DANS SES BOTTES pour mettre les gens au pas, le nouveau maître de la capitale comorienne, perd ses galons dès qu'il s'agit de rechercher des pistes pour reclasser ceux qu'il a délogés, ou de réfléchir à des solutions alternatives pour nettoyer la ville au sens propre -non plus de ses petits vendeurs et de ses conteneurs, mais de ces tonnes d'ordures qui l'encombrent et des odeurs pestilentielles qui l'ont embaumée lors de la fermeture il y a plus de deux semaines, de la décharge de Selea.

Face à une telle situation qui faisait courir à la capitale des risques sanitaires graves et qui aurait mérité cette fois, une grande fermeture, le premier magistrat de la capitale est devenu subitement inefficace... à tel point que c'est l'armée nationale qui a fini par s'attaquer à la montagne pourrissante de Volovololo.

Accréditée pourtant d'une "feuille de route" gouvernementale visant à impulser les signes d'un changement avant les prochaines échéances électorales, la délégation spéciale nommée par Elbak, brille par son incapacité à construire sur les ruines de son œuvre de démolition. Devant les notables de Moroni qu'il a réunis pour expliquer sa gestion, Moilim Djoussouf a brandi des prétendues menaces d'agression pour justifier le coup d'arrêt de son action. En langage militaire, cela s'appelle battre en retraite.

LE CHEF MILITAIRE qu'on est allé sortir de sa confortable place à la mosquée pour le remettre en service, s'est-il aperçu que Moroni n'est plus ce mouchoir de poche obéissant aveuglément aux ordres des notables ? Que ses habitants ne sont plus ces enfants des familles nobles du centre ville qui plient à la moindre injonction ? Que les jeunes des quartiers n'ont pas attendu l'autorité d'un ancien, pour faire acte de citoyenneté en prenant en charge l'organisation de leur lieu de vie ?

Aussi contestable que cela puisse paraître, ces jeunes qui bouchent les nids de poule sur les routes en échange d'une pièce de 50 francs (0,10 euros), assèment une leçon de bon sens à tous ces services de la fonction publique dont c'est pourtant la mission d'entretenir les rues. Si la délégation spéciale avait pris la peine de faire un tour dans le quartier Ambassadeur, elle se serait aperçue qu'il n'est point besoin d'un tour de vis pour faire œuvre d'utilité publique. Elle aurait pu humblement apprendre de l'Union pour le développement du quartier Ambassadeur (UDA), qui ne cesse de boucher les trous des rues et qui a érigé un rond-point au cœur du quartier, que l'engagement positif, la concertation et l'implication des habitants sont les principes de base de la politique de proximité.

no comment

"Je confirme : on est trop attaché à Mayotte. On est trop lié. On a toujours défendu et reconnu le choix politique des Mahorais."

DJAAFAR SALIM, ministre de l'Intérieur de Ndzuani, lors d'une conférence de presse à Maore, répondant à cette remarque d'un journaliste : "On a l'impression qu'Anjouan s'entend mieux avec Mayotte qu'avec Moroni."

"Ma conviction, c'est qu'à chaque fois que l'on crée un faux emploi par décret, on tue la possibilité d'en créer dix réellement. La création d'emploi ne peut pas être assimilée à une simple distribution de butin à des clients et autres copains politiques."

ASSOUMANI SAANDI, consultant en développement institutionnel, dans *Al-Watwan*.

"La France a fait de nous des assistés. On ne peut pas prétendre être libre, alors que pour construire un collège, la France finance à 100%."

YOUNOUSSA BAMANA, ancien président du Conseil général de Maore, dans *Mayotte Hebdo*.

"Il s'est passé tellement de choses en si peu de temps. Des fois je me demande pourquoi il a fallu attendre si longtemps pour avoir des choses aussi élémentaires que l'eau ou l'électricité. A Dapani en 1998, ils n'avaient pas encore l'eau ! Pourquoi ? Aujourd'hui, on a le satellite, Canal +, mais il y a 20 ans on n'avait même pas Télé Mayotte ! On vit au présent ce que d'autres ont vécu au passé."

UN HABITANT DE BOUENI, dans l'ouvrage "Paroles autour d'une exposition" réalisé par les Archives départementales de Mayotte à l'occasion des 30 ans du Conseil général.

"Ces installations ne sont que le produit de mauvaises lois écrites pour des fins électoralistes."

MOILIM DJOUSSOUF, maire de Moroni, à propos des petits commerces installés légalement en ville et délogés par sa municipalité, dans *Al-Watwan*.

"Être indépendantiste n'est pas un défaut. Ma revendication, toute simple, repose sur la décolonisation de Mayotte dans la France car on est en perpétuelle colonisation."

SAID AHAMADA DIT RAOS, maire de Koungou, dans *Mayotte Hebdo*.

"Les lois telles que pensées dans la région parisienne ne peuvent pas être adaptées telles quelles à Mayotte."

SAID OMAR OILI, président du Conseil général de Maore, au micro de Radio Mayotte (Retour sur l'actualité).

Le casse-tête des ordures de Moroni

La colère de la population de Selea, qui a interdit l'accès à l'unique décharge de Ngazidja, met la capitale le dos au mur...



La décharge de Selea (ARCHIVES)

SI SAMBI vêtu de son jogging a été acclamé par les marchandes de Volovololo lorsqu'il a inauguré le ramassage des ordures par l'Armée nationale de développement, les habitants de Moroni sont conscients que le problème est loin d'être réglé.

Très vite, les endroits où sont supposés transiter les ordures ont été à nouveau inondés par les déchets qui puent comme jamais. Et pour cause : le problème n'est pas le ramassage, mais la décharge.

Le village de Selea, qui accueillait jusque là la décharge de la zone, a décidé la fermeture pure et simple de celle-ci. A l'origine du litige, une note circulaire du maire Ahmed Saandi, mettant fin "au dépôt d'ordures et déchets" sur le site, le 6 novembre dernier. Cette décision certes unilatérale, a néanmoins permis de tirer la sonnette d'alarme sur la saturation du site ouvert en 1990. "Depuis plus de six ans, les ménages de Selea sont envahis par les mouches en toutes saisons... et par des insectes porteurs de maladies", relève un rapport présenté au conseil municipal le 4 novembre par une équipe de techniciens du village. Selon ce rapport, cette dégradation accélérée est la conséquence de plusieurs négligences. L'incinérateur installé à l'ouverture du site ne fonctionne pas depuis plusieurs années, sans que la préfecture du Centre responsable de la décharge, ait pris des dispositions pour trouver d'autres modes de tri et de traitement des ordures. Malgré la proximité du site situé dans un rayon d'un peu plus d'un kilomètre des trois villages riverains, aucune protection n'a été prévue pour interdire l'accès aux animaux et aux hommes. Aucune disposition non plus pour empêcher les constructions de se rapprocher de la décharge. Le rapport dénonce aussi le mauvais emplacement du site qui "repose

sur la nappe aquifère de base alimentée par les eaux d'infiltration". Malgré la gravité de la situation et les risques sanitaires auxquels sont exposés les riverains, la mairie a tenu à alerter les autorités préfectorales et de l'île et fixé un délai d'un mois pour "désinfecter le village, commencer à traiter les ordures et protéger le site". Ce qui n'a pas été fait. D'où la décision du maire le 15 décembre dernier, de fermer définitivement l'accès.

LA MAIRIE DE MORONI, dépassée par les ordures qui sont déposées n'importe où et n'importe comment, avait trouvé comme solution transitoire de les jeter dans l'ancien aéroport désaffecté de Moroni-Iconi. "Mais la protection civile a refusé car le site leur appartient désormais", souligne le maire. Il a fallu l'intervention du chef de l'Etat pour pouvoir libérer l'ancien piste. Mais cette solution provoque elle aussi des contestations. Les riverains commencent à se plaindre de l'odeur et des mouches qui proviennent du site. Les connaisseurs se demandent "quel est l'avenir de l'hôtel Le Moroni si les autorités continuent à déverser les ordures dans ce site situé à quelques mètres ? Les odeurs nauséabondes ne vont-elles pas faire fuir les clients ?"

L'ancien aéroport somme comme la solution ultime à un moment où tous les villages refusent d'accueillir les ordures. Le gouvernement avait décidé d'envoyer les déchets dans l'ancien camp militaire d'Isoundzou, dans le Wachili, mais les villageois de Bahani, sur la route d'Isoundzou, ont barré la route aux camions qui devaient transpor-

ter les ordures. Selon eux, "rien n'était préparé pour accueillir les déchets. Il ne fallait pas les verser sans les traiter par la suite". Dernier rebondissement en date, l'incursion du village de Moindzaza Boini dans le débat. "La décharge dite de Selea nous appartient. C'est nous qui avons concédé le site à l'Union européenne qui avait installé la décharge", déclare un jeune cadre de ce village au sud de Moroni, venu chercher le maire. Moindzaza demande à être associée dans les négociations. La commune de Moroni avait jusqu'à présent engagé des discussions avec les villages de Selea et Moindzaza Djoumbé pour le traitement des déchets. Ces trois localités avaient déposé un plan commun de retraitement des ordures. "Nous voulons bénéficier des fonds qui sont destinés à la propreté de la capitale.

"Depuis plus de six ans, les ménages de Selea sont envahis par les mouches en toutes saisons."

UN RAPPORT SUR LA DÉCHARGE DE SÉLEA

Près de 2,5 millions sont débloqués chaque semaine sans pour autant que le travail soit bien fait", souligne Soilih Mohamed Soilih de la délégation spéciale de la commune de Moroni. Après l'échec du transfert de la responsabilité du ramassage des ordures et la fermeture de la décharge de Selea, la mairie de Moroni se déclare "incapable d'assurer l'assainissement de la ville d'autant plus que la propreté de la capitale revient à l'Union".

Au moment du bouclage de cette édition, une commission a été installée pour trouver une solution durable à la question des ordures. Elle n'attend que le décret l'instituant pour se mettre au travail.

AA et KES

le journal

Bondo, l'AND, le service public, notables qui

LONGTEMPS, on y a cru. Longtemps, les Mahorais se sont dit que Kamissy ne serait plus le dernier cyclone -c'était en 1984- à avoir terrassé Maore. Puis il a dévié sa route, est parti vers Madagascar, et a détruit la côte ouest de la grande île. Comme d'habitude. Durant plusieurs jours, du 16 au 26 décembre, Maore a vécu au rythme de l'avancée du cyclone tropical intense. Les météorologues se sont inquiétés, les autorités aussi. Finalement, le mauvais temps causé par le passage de Bondo à quelques centaines de kilomètres de l'île n'aura causé que des dégâts minimes : le dispensaire de Koungou a été inondé, un mur s'est effondré sur une maison à Majicavo Koropa, blessant deux personnes, et des tronçons de route ont été coupés par la chute d'arbres. Rien de très grave.

Par contre, Bondo a ravagé l'ouest de Madagascar les 25 et 26 décembre. Le bilan provisoire établi par le Conseil national de secours faisait état de 1 mort et 309 sinistrés, soit environ 38 familles, du côté de Mahajanga. "Ces personnes résident dans plusieurs quartiers de la ville de Mahajanga", précisait Jacky Roland Randimbison, secrétaire exécutif du Conseil national de secours (CNS), le 27 décembre. Le passage de ce cyclone dans le nord a également causé un autre décès à Antalaha. La ville de Mahajanga a été la plus durement frappée. "Ainsi les troncs d'arbres jonchent les rues et les eaux inondent les zones basses de la cité. L'électricité n'est rétablie dans certains quartiers qu'au début d'après-midi ; il en est de même de l'eau courante. Des rues sont même défoncées par les eaux, notamment dans les parages du port", rapportait le 27 décembre Madagascar Tribune.

Depuis, des membres du Comité des risques et des catastrophes évaluent les dégâts. "L'objectif est de venir en aide aux victimes du cyclone", affirme Jacky Roland Randimbison. "Nous projetons de distribuer une tonne de riz, destinée à approvisionner les sinistrés pour une période de 10 jours, dès que possible", indiquait-il le 28 décembre.

UNE FOIS N'EST PAS COUTUME, le sport comorien s'est imposé dans l'actualité grâce à une moisson de médailles remportées par la délégation comorienne au tournoi d'athlétisme de la zone 7, qui se s'est déroulé du 8 au 10 décembre à l'île Maurice. Organisé par le Cnoa (Comité national olympique africain), ce tournoi a opposé les athlètes de moins de 20 ans des Seychelles, Madagascar, Maurice et des Comores. Les quatre athlètes comoriens ont fait une bonne prestation. Djamsi Attouman s'est hissé à la plus haute marche du podium en remportant la médaille d'or du 1.500 mètres. Au 100 mètres, Youssouf Mhadjou obtient le bronze. Des médailles de bronze ont été remportées dans d'autres disciplines, notamment la boxe. "Cette rare prestation place les Comores en bonne position pour participer aux Jeux des îles [de l'océan Indien] et au Championnat d'Afrique de 2007", s'est félicité Fayssouil Ben Daoud, l'entraîneur qui a conduit les jeunes athlètes comoriens à l'île Maurice. La délégation a été reçue par le président Sambu qui a encouragé ces sportifs, tous récompensés financièrement. La dernière médaille d'or comorienne dans une compétition internationale datait de plus de trois ans ; c'était en athlétisme lors des Jeux des îles de l'océan Indien. La précédente avait été obtenue en basket-ball, en 1979.

Quant aux footballeuses comoriennes, elles ont pour la deuxième fois consécutive remporté le tournoi régional organisé à Maore, battant les Réunionnaises en finale. Leurs collègues masculins ont de leur côté vaincu les Djiboutiens 4 à 2 lors de la phase de poule comptant pour les Jeux des pays arabes. Ils se sont par la suite inclinés dans le temps additionnel par deux buts à zéro face au Yémen, le pays organisateur. A la fin du tournoi, deux joueurs de l'équipe nationale ont obtenu des contrats professionnels avec des équipes yéménites.

SPORTIVE ÉGALEMENT fut l'arrivée à Ndzuani des 20 passagers et 7 membres d'équipage en provenance de Moroni, le 12 décembre à bord du Fokker de la compagnie aérienne Royal Aviation. L'avion a opéré un atterrissage remarqué sous les cris du public de Ouani, à Ndzuani... Au moment de ralentir après avoir touché le sol, le frein gauche n'a pas fonctionné, l'avion a fait une embardée en oscillant comme une pirogue à

du mois les pompiers, du sport et des dansent...

balancier, avant de s'immobiliser sur le bas côté, le nez dans un petit terrain touffu et une hélice endommagée. En causant plus de peur que de mal, l'incident a rappelé les autres déboires aériens survenus sur l'île : en 2001, c'est un avion de la compagnie Complexe Air Ways qui, suite au mauvais temps, s'écrasait sur la montagne de Mirontsy, causant plusieurs blessés graves. On se souvient aussi, à la fin des années 80, de l'avion de la compagnie Air Comores qui, au moment de prendre son élan, avait vu l'un de ses pneus avant dégonflé et s'était retrouvé le nez à 2 cm d'un tronc de cocotier.

POUR CONTINUER AVEC LES PROUESSES sportives, la vieille ville de Domoni, à Ndzouani, s'est offert une ambiance de Jeux olympiques du 26 au 29 décembre, aux dires des spectateurs du tout nouveau Festival des arts, de la culture et de la gastronomie. La manifestation a été lancée par un grand carnaval qui a sillonné la ville. Avant d'être accueillies par la notabilité, les délégations venues des quatre coins de l'île ont défilé en brandissant leur drapeau ou banderole, telles les délégations d'athlètes sur un stade. L'association "Outamadun soifa de Domoni", qui a fait son entrée avec deux fitaku portant un homme et sa femme en passe de célébrer leur Grand mariage, suivis d'un sultan accompagné de ses gardes du corps, a remporté un franc succès... Pendant quatre jours, des troupes folkloriques de Ndzouani, Mwali et Ngazidja se sont succédées. Seule ombre au tableau, l'absence du groupe mahorais Kinga Folk de Labattoir, qui se serait désisté à la dernière minute "à cause des problèmes politiques entre les gouvernements de Ndzouani et de l'Union".

Autre moment mémorable, le début du concert phare du festival, lorsque, pendant les 45 premières minutes, seuls les notables ont dansé devant la scène occupée par les rasta, avant d'être rejoints par le reste du public... Que ceux qui ont filmé ça en fassent profiter le plus grand nombre ! Autre rareté : la manifestation culturelle a bénéficié du soutien des autorités de l'île et de l'Union. Elle devrait se reproduire tous les deux ans.

SPORT TOUJOURS, MAIS À NGAZIDJA, où la nouvelle discipline à la mode pourrait bien être de deviner la date des élections municipales, reportées à deux reprises en moins de trois semaines. Le Comité d'organisation et de suivi des élections (Cose) de Ngazidja a annoncé que le scrutin est finalement fixé au 21 janvier. Les candidatures devaient être déposées le 27 décembre dernier. La Campagne électorale est prévue du 6 au 19 janvier. Selon le président du Cose, Ahameda Youssouf, "la liste des candidatures comporte 1.700 personnes pour 67 communes, représentant 310 sections". Outre le débat sur la délimitation, le retard de la justice à livrer les 1.700 casiers judiciaires et le recensement des électeurs seraient les principaux motifs qui ont occasionné le report de cette élection, précédemment convoquée le 17 décembre. Le non respect du mode de recensement, qui s'est fait sur la base des listes ayant servi aux élections générales, exclut de nombreux résidents qui ne pourront ainsi pas voter. Les premiers exclus de ce système sont "les Anjouanais et Mohéliens habitant dans ces communes", a fait savoir Ahameda Youssouf. Ce sont plusieurs centaines de résidents qui ne pourront pas choisir les hommes qui vont administrer la vie municipale.

A CHAQUE MOIS SON CONFLIT social à Maore. Sauf que celui du mois de décembre est le même que celui du mois de novembre, qui était le même que celui du mois de juillet. Vu l'état du dialogue -quasi inexistant- entre les parties, il est à parier qu'il sera aussi celui du mois de janvier. Ceux qui suivent l'actualité auront compris qu'il s'agit des sapeurs-pompiers. Nous les avions quittés le mois dernier sur une esbroufe : le commandant Mugnier avait été frappé par des grévistes, écrivions-nous. Ces derniers ont nié : il serait tombé après avoir voulu pousser l'un d'eux, qui avaient auparavant démonté les roues de sa voiture de fonction. Le syndicat majoritaire au sein de l'institution, la Cisma-CFDT, les soutient. Dans un communiqué, deux pompiers qui parlent de "mise en scène" témoignent : "Nous étions à une distance d'environ 20 mètres" en compagnie de maître Bellot, l'huissier qui avait affir-

Conseil général : le budget voté à l'unanimité

Habituellement très controversé, le budget prévisionnel 2007 de la Collectivité départementale proposé par la majorité a été voté par l'ensemble des élus. Une première.



Said Omar Oili (ARCHEVES)

C'EST une première, et Saïd Omar Oili n'en est pas peu fier. Depuis le vote du budget primitif de la collectivité départementale pour l'année 2007, le président du Conseil général ne cesse de s'enorgueillir de ce qui, il y a peu encore, paraissait impensable : l'unanimité des élus.

Vendredi 22 décembre, les conseillers généraux se retrouvaient pour la dernière fois en 2006. Une année qui avait débuté par une session des plus électriques, en janvier dernier, au cours de laquelle l'opposition UMP avait accusé la majorité de nombreux maux, dont des emplois fictifs et un certain nombre d'affaires qui n'ont depuis pas eu de suite. Le déroulement de cette dernière session aura été tout autre. Alors

que le budget primitif, qui synthétise la politique menée par la majorité, était passé d'extrême justesse -une voix- ces deux dernières années, il a été accepté par l'ensemble des 19 élus. "C'est une première, et je remarque que même l'opposition approuve désormais ma politique. Il a fallu du temps pour la faire comprendre, mais maintenant, elle porte ses fruits. La méfiance s'est dissipée, et s'est désormais établie une relation de confiance entre les élus", nous affirmait après cette séance Saïd Omar Oili. Isolé à son arrivée à la tête du Conseil général en 2004, l'élus sans parti de Labattoir est le grand gagnant politique de ces derniers mois, malgré des dissensions apparentes avec certains membres de sa majorité. Reste à savoir si cette unanimité durera à l'approche des élections législatives -élections dont on ne sait toujours pas s'il y prendra part, lire ci-contre.

L'ordonnance du 27 août 2005 désormais applicable à Maore permet en effet de gérer les investissements en Autorisation de programmes et/ou en crédits de paiement. "Cette mesure amènera une gestion dynamique de nos investissements", affirme-t-on au Conseil général. Surtout, elle permet un ajustement périodique des crédits, ce qui devrait optimiser le taux de réalisation des investissements, jugé trop faible par l'opposition depuis deux ans.

QUANT AU VOLONTARISME, il symbolise selon ce rapport la politique de la majorité, qui devrait s'orienter en 2006 sur deux secteurs clés : le développement des infrastructures -dont le port de Longoni mais pas l'aéroport-, et surtout l'intercommunalité. 35 millions d'euros seront alloués aux communes, en pleine crise financière. Mais Chihabouddine Ben Youssouf a insisté pour que les opérations engagées par les communes bénéficient d'un suivi particulier. Cependant, les élus ont fait part d'un certain nombre d'inquiétudes. Le conseiller UMP de Pamandzi a ainsi demandé quelles seront les conditions de répartition de cette manne. Quant à Mistoïhi Mari, membre de la majorité et élu de Bandrele, il a dénoncé une répartition jusqu'à présent "inéquitable". "Certaines communes ont eu plus d'un million, d'autres rien du tout. Je propose qu'il y ait un million pour chaque commune", a-t-il proposé.

LE CHEF DE L'OPPOSITION ne s'est pas pour autant privé de critiquer la gestion du président. Maoulida Soula a dénoncé le fait que 80 millions d'euros n'ont pas été consommés en 2006. "Cela démontre une incapacité à lancer des projets", a-t-il estimé à la tribune. Le président de la commission des finances, Chihabouddine Ben Youssouf, a quant à lui précisé qu'en chiffres bruts, la collectivité a engagé 104 millions d'euros en 2006 - 11% de plus qu'en 2005. Le budget 2007 s'élève à 364 millions d'euros, soit 5% de moins qu'en 2006 (394 millions). 139 millions d'euros seront affectés aux investissements, soit 8% de moins qu'en 2006, et 224 millions au fonctionnement. D'après le rapport, il se base sur trois principes : la sincérité, la transparence et le volontarisme. Le premier terme se rapporte au mode de gestion des fonds

CANDIDAT OU PAS ?

ALORS QUE MANSOUR KAMARDINE a annoncé sa candidature à un deuxième mandat de député en octobre dernier, et qu'une demi-douzaine d'hommes -aucune femme pour l'heure- ont déclaré leur souhait de se présenter, le doute plane quant aux intentions de Saïd Omar Oili. Interrogé sur RFO le 28 décembre, l'homme sans étiquette n'a rien laissé paraître. "Pour l'instant, je ne suis pas candidat", a-t-il dit. Il ne se prononcera pas avant plusieurs semaines, a-t-il également affirmé. Lors d'un entretien qu'il nous a donné le 30 décembre (que nous publierons le mois prochain), il a toutefois estimé que ce n'est pas forcément le meilleur fauteuil pour agir sur l'avenir de Maore. "Quand vous êtes député, vous êtes perdu au milieu de 400 autres députés" a-t-il indiqué. Un début de réponse ?

RC

“Favoriser la femme pour protéger l'enfant”

L'Unicef insiste sur les conséquences de la situation de la mère sur celle de ses enfants. Aux Comores, les femmes sont moins instruites et moins soignées que les hommes.

“L'ÉGALITÉ des sexes et le bien être des femmes sont inextricablement liés. Lorsque les femmes ont la possibilité de vivre pleinement et d'être productives, les enfants et les familles prospèrent”, a rappelé la directrice générale de l'Unicef, Ann M. Veneman, lors de la célébration des 60 ans de cette organisation des Nations Unies chargée de défendre les droits des enfants. L'Unicef considère comme une priorité l'amélioration des conditions de la femme pour une meilleure prise en charge de l'enfant. Les conditions difficiles que traversent les femmes dans le monde selon l'Unicef à l'origine de la précarité et de la pauvreté. “En dépit de l'amélioration de la condition du genre féminin ces dernières décennies, la discrimination, la marginalisation et la pauvreté représentent toujours des obstacles considérables pour des millions de filles et de femmes. Ces dernières sont affectées par le VIH-Sida de manière disproportionnée et dans la plupart des régions du monde, elles gagnent moins que les hommes à travail égal. Des millions de femmes sont soumises à la violence physique et sexuelle”, peut-on lire dans le rapport annuel de l'institution présenté à la presse le mardi 12 décembre. Les conséquences de cette situation sont connues : les femmes sont moins instruites car même si elles vont à l'école, elles parviennent difficilement au terme de leurs études. Lorsque, sur cinq filles qui s'inscrivent à l'école primaire, dans les pays en voie de développement, une ou presque ne poursuivra pas sa scolarité, leur foyer risque d'être moins stable, ce dont pâtiront les enfants. Dans l'archipel, les choses ne sont pas vrai-

ment éloignées de ce tableau. “Une enquête intégrale auprès des ménages de 2004, très récemment présentée ici à Moroni, a montré que bien que des avancées aient été effectuées, compte tenu de la modernisation de la société, la situation de la femme comorienne est encore précaire en terme de droits sociaux et humains. A cet égard, le manque d'information des femmes sur leurs droits altère leur intégration”, soutient Thomas Munyuzangabo, représentant délégué de l'Unicef aux Comores. Cependant, “des choses qui étaient taboues, il y a des années, ont été abordées sans complexe. Les femmes s'expriment de plus en plus. D'autres, plus nombreuses encore, aspirent à des carrières politiques. Avec le centre d'écoute, les jeunes filles victimes de viol ou de harcèlement sexuel peuvent se confier avec une grande confidentialité”, se félicite Sitti Said Hassane, la directrice générale des affaires sociales de l'île de Ngazidja.

MALGRÉ CES AVANCÉES, la marche de la femme comorienne vers une plus grande liberté et donc une indépendance complète reste longue. Comme ailleurs, les femmes sont sous-représentées dans le milieu professionnel. Alors que le taux de chômage est de 19,2% chez les femmes, il est de 9,2% chez les hommes. Moins rémunérées que leurs homologues masculins, elles sont surtout loca-



lisées dans le secteur agricole ou informel. Très présentes dans les activités rurales qui constituent le socle du développement, les mères comoriennes ne bénéficient pas pour autant de la même attention que les hommes au niveau sanitaire. Beaucoup se sacrifient, faisant passer avant elles les membres de leur famille. Malgré les efforts du gouvernement, “les enfants continuent de subir” la mauvaise santé de leur mère. “Près de 25% des enfants de moins de 5 ans souffrent de l'insuffisance pondérale, de malnutrition pondérée et grave alors que seuls 21% sont mis au sein”, ajoute Thomas Munyuzangabo. Ces dernières années ont été marquées par l'engagement croissant de l'Etat comorien dans la protection de l'enfant, notamment dans une législation drastique contre les pédophiles et violeurs. Il reste cependant à analyser et estimer la portée de ces mesures prises par le gouvernement.

AA

Un gardien pour la fonction publique

Surveiller les effectifs, la carrière et l'efficacité des fonctionnaires fait partie des fonctions de la Haute autorité qui vient d'être mise en place.

ON EN parlait depuis des mois... La Haute autorité de la fonction publique (HA-FOP) vient d'être créée. Suite logique du processus de mise en place des nouvelles institutions comoriennes, elle aura pour but de réguler le fonctionnement du premier pourvoyeur d'emploi dans le pays, à savoir la fonction publique. Mercredi 27 décembre au palais de Justice de Moroni, huit hauts cadres de l'Etat, soit deux par entité (six pour les trois îles et deux pour l'Union) qui forment pour quatre ans non renouvelables le comité directeur de la Haute autorité, ont prêté serment devant un public nombreux. “Les îles autonomes et l'Union vont gérer chacune le personnel fonctionnaire et les autres agents de ces administrations. La Haute autorité va jouer le rôle de garant de l'unicité de la fonction publique à travers l'adoption, le respect et l'application d'une législation et d'une réglementation commu-

nes, conférant les mêmes droits, les mêmes devoirs et les mêmes obligations à tous les fonctionnaires et agents de l'Etat, quelle que soit l'entité dont ils relèvent”, a expliqué le ministre de la Fonction publique, Mmadi Ali. Augmenter la flexibilité, l'efficacité et l'économie des diverses ressources fera partie des missions de la HA-FOP, qui devra être un organe de réforme de l'administration publique.

SI LES MEMBRES du comité directeur de la HA-FOP ne sont pas permanents, le secrétaire exécutif siègera quant à lui en continu. Recruté après concours, Cheikh Allaoui, âgé de 36 ans et ancien directeur de la fonction publique de Ndzouani, va suivre l'exécution des décisions prises par le comité directeur. La création de ce nouvel organe va reconfigurer complètement l'organisation administrative. Alors que la gestion des effectifs sera confiée aux entités, le contrôle et la direction

seront assurés par la HA-FOP. Avec cinq centres informatiques reliés entre eux, ce “gardien” pourra suivre l'évolution des opérations relatives aux fonctionnaires. La HA-FOP ne dispose pas de pouvoir d'injonction, mais possède des moyens pour contraindre les entités qui ne respecteraient pas la réglementation. Ses recommandations seront adressées directement au chef de l'Etat. “Avant, les entités opéraient presque en solo. Chaque île dirigeait sa fonction publique comme bon lui semblait. Il faut aussi relever le manque de moyen de ces entités pour gérer les effectifs. Avec la Haute autorité, la carrière des fonctionnaires sera suivie de très près”, affirme un membre du projet AAPP, mis en place par les Nations Unies pour appuyer les réformes administratives. Verra-t-on la fin des fonctionnaires fantômes et des stagnations de carrière ?

AHMED ABDALLAH

●● sur RFO que M. Mugnier avait été frappé. Il n'a donc pas vu la scène, affirment-ils. Bref, le lendemain, le commandant était de nouveau sur pieds, mais ses agents n'en voulaient toujours pas. Pour la Cisma-CFDT, le commandant a joué la comédie, raison de plus pour qu'il parte. Du côté de la direction du Conseil général, il n'en est pas question. Saïd Omar Oili estime que depuis son arrivée il y a un an, M. Mugnier a fait avancer de nombreux dossiers, dont celui de l'intégration des sapeurs-pompiers dans le corps national.

Un mois après, le dialogue est au point mort. Les pompiers continuent à grever tout en intervenant sur le terrain, tandis que le commandant dont ils réclament le départ pour “injures racistes”, continue de travailler dans un local situé à l'autre bout de la zone industrielle de Kawéni. Depuis le 8 novembre et la reprise de leur mouvement, les pompiers n'ont pas changé de position : ils réclament le départ pur et simple de leur chef. Selon eux, dès son arrivée fin 2005, il a eu “un comportement grossier”, qui s'est transformé au fil des mois en un “mépris” teinté de “propos racistes et sexistes”. La femme d'un pompier métropolitain confirme. Le principal intéressé, lui, se tait.

Cependant, la vision de la direction du Conseil général est toute autre : “On parle de propos racistes, mais qu'on les prouve, ce sont des accusations graves, si on a les preuves, qu'on les apporte, et la justice tranchera”, affirme Saïd Omar Oili. En attendant, il estime ne pas avoir à licencier un homme “sur des accusations sans preuves”.

Des propos qui ne sont pas pour satisfaire les grévistes. D'autant que la tension est montée d'un cran à la fin du mois lorsque quatre d'entre eux ont été suspendus. Trois pour avoir démonté les roues de la voiture du commandant ; le dernier pour avoir refusé de lever le drapeau français, acte jugé inadmissible par le président du Conseil général. “Ces mesures ne sont pas normales et on ne se laissera pas faire”, a immédiatement réagi Boinali Saïd, de la Cisma-CFDT, qui envisage de lancer une action en justice pour annuler cette suspension -qui n'est pas un licenciement. Autant dire que nous en reparlerons le mois prochain...

UN AUTRE CONFLIT, QUI DURE LUI depuis plus de six mois par intermittence, a connu un certain répit : les enseignants du premier degré ont, après trois jours de grève, suspendu leur mouvement. La mobilisation a été forte, estime l'intersyndicale : le 7 décembre, plus de 180 écoles primaires étaient fermées, et près de 1.500 instituteurs étaient en grève -dont 500 dans la rue. Pourtant, ils n'ont rien obtenu ou presque. “Convaincu que les instituteurs ne s'intéressaient qu'aux revendications corporatistes, le vice-recteur a fait mine de lâcher du lest le vendredi 8 décembre en leur accordant les revendications concernant les indemnités mais est resté hermétique quant aux conditions de travail dans les écoles”, affirme le Syndicat des enseignants. Preuve de cette volonté des instituteurs : le débat lors de la dernière journée du mouvement a porté sur la revendication essentielle, à savoir l'organisation d'une table ronde sur l'état de l'enseignement dans l'île, refusée par le vice-rectorat pour des raisons obscures. Du coup, les enseignants promettent de recommencer dès la rentrée. “De ces 3 jours de grève en ce début du mois de décembre, nous retenirons : l'engagement du Président du Conseil Général et du député de Mayotte d'intervenir auprès des différentes autorités administratives de l'île pour que soit organisée très rapidement une réunion de table ronde sur l'éducation à Mayotte englobant le 1er et le 2nd degré ; le rétablissement des indemnités PPF supprimées aux instituteurs intégrés dans le corps de l'Etat ainsi que les indemnités des instituteurs PPF en formation CAAIS ; l'assurance du maintien des indemnités de fonction aux instituteurs de Mayotte et ce malgré les modifications portées sur les indices de rémunération des instituteurs ; l'augmentation avec effet rétroactif de la DSI à hauteur de 226 euros”, etc. “Le vice-rectorat a essayé de nous embobiner en proposant des réunions par zones. Mais nous continuons à revendiquer une table ronde avec l'ensemble des responsables : vice-rectorat, préfecture, Conseil général, Smiam, communes, parents d'élèves et enseignants”, indique un leader syndical.

PENDANT CE TEMPS, ET ALORS que les policiers se plaignent de la politique du chiffre imposée par leur ministre, Nicolas Sarkozy (lire par ailleurs), qui leur a tout de même réclamé 900 reconduites à la frontières supplémentaires durant les dernières semaines de l'année, les kwassas continuent d'affluer à Maore. Deux embarcations ont été arraisonnées le 26 et le 28 décembre. La seconde transportait une trentaine de personnes. Les passeurs ont été jugés en comparution immédiate. L'un d'eux, un récidiviste, a écopé de cinq ans fermes de prison. Une justice intransigeante vis-à-vis d'un maillon de la chaîne qui n'est pourtant pas le plus responsable. Les propriétaires des embarcations, ceux qui profitent en engrangeant les liasses de billet de ce trafic, courent toujours, eux...

ELLE COURT, ELLE COURT LA RUMEUR, JUSTEMENT, au sujet d'une directive plus que douteuse concernant l'Armée nationale de développement. Nous ne parlons pas de la nouvelle vocation d'éboueur de l'AND après la fermeture de la décharge de Selea (lire par ailleurs) mais de la “Note confidentielle” qui aurait été transmise au chef du cabinet militaire de la présidence de l'Union et divulguée au gouvernement de Ngazidja. Son objet : “Destruction des velléités des autorités de Ngazidja”. Ses recommanda-

tions : "Dans l'objectif de maîtriser définitivement les ardeurs du Président de l'Exécutif de Ngazidja, il est ordonné à tous les Officiers et Sous officiers de l'AND de préparer leurs Hommes pour des Actions Appropriées et ce, à partir de ce Vendredi 29/12/2006. A cet effet, il convient de souligner que l'usage d'armes chargées de balles réelles est exceptionnellement permis pendant la période du 29 au 31/12/2006. Profiter de chaque occasion pour réserver à toute Autorité de Ngazidja de quelque niveau que ce soit, les plus graves Préjugés permettant de le mettre hors d'état de nuire ; Pour la réussite de cette mission, la provocation est tolérée."

Info ou intox ? Joint au téléphone, le chef du cabinet militaire de la Présidence nous a affirmé que le document était un faux et qu'une "enquête discrète" était en cours pour identifier ses auteurs. "Ça ne vient pas de nous", a-t-il certifié.

UNION TOUJOURS : LE PROJET D'HABITAT si cher à Sambi paraît en passe de se concrétiser. Des tôles, des contreplaquées et du bois destinés à construire les hangars de fabrication des agglos sont arrivés à Moroni. Ils ont été réceptionnés parmi un lot de matériel venant des Emirats Arabes Unis comprenant 7 nouveaux bus pour l'Université des Comores et un camion pour la Mam-we, la société nationale d'eau et d'électricité. Autre don, celui accordé aux Comores par la République populaire de Chine. Ce fonds de 2,5 milliards de francs comoriens est destiné à l'énergie, à la finition des travaux de l'aéroport international et à l'Office de la radio et télévision des Comores. "Il s'agit des fruits de la visite en novembre dernier en Chine du président de l'Union des Comores", a déclaré l'ambassadeur de la Chine à Moroni. Cette énième aide chinoise aux Comores fait partie des promesses faites par la Chine lors du dernier sommet Chine-Afrique.

COMMENT FINIR SANS ÉVOQUER ce qui, dans les rues de Mamoudzou, alimente toutes les conversations depuis quelques jours : le départ en catimini des services de France Telecom. Il est désormais quasi impossible de traiter, en cas de problème sur la ligne ou de paiement, avec un opérateur sur place. Il faut téléphoner en France, sur des lignes coûteuses en argent et en temps. Ainsi, exemple parmi d'autres, un usager s'est vu couper sa ligne car il n'avait pas payé à temps sa facture. Le problème, c'est qu'il s'était rendu à l'agence de France Telecom pour la payer, mais on lui avait rétorqué que cela ne pouvait plus se faire désormais que sur Internet ou par courrier. Mais payer ses factures sur Internet n'est pas chose donnée à tous les usagers de l'île, et envoyer un courrier peut prendre un temps record. Résultat : de nombreuses coupures, une incompréhension grandissante chez les usagers, et une remise en cause flagrante du service public qu'est censé assumer France Telecom -sa direction n'a pu être jointe en cette période de vacances. Au Conseil général, qui doit recaser les salariés de la société, on dit ne pas avoir été mis au courant de cette situation. "C'est inacceptable. On ne peut pas laisser faire cela", a déclaré Saïd Omar Oili. "Nous allons délibérer en janvier et nous devrions émettre un vœu en direction du ministre concerné pour que tous les services de France Telecom ne soient pas délocalisés." Mais le service public est-il toujours une priorité actuellement en France ?

Dans le même temps, une nouvelle marque apparaissait dans le paysage de la téléphonie mobile. SFR, présent depuis 5 ans à Maore, vient en effet d'être rejoint sur le marché par une nouvelle marque, Only, de la société Outremer Telecom, qui propose des prix très compétitifs. Cette arrivée a permis aux publicitaires de s'amuser et donner libre court à leur imagination, avec des affiches omniprésentes comparant les prix de l'une, de couleur rose, et de l'autre, de couleur rouge. Un service public s'en va, la concurrence s'accroît. Tout un symbole...

LA RÉDACTION

kiosque des articles de nos confrères qui méritent le détour

A MADAGASCAR, LES DINAS TRAQUENT LES VOLEURS DE BOEUF

PAR PASCAL NEAU, LE QUOTIDIEN DE LA RÉUNION

HÉRITAGE D'UN SYSTÈME ancestral bien antérieur à la colonisation française, les dinas [sont] "une mini-constitution sociale", [explique] Herilanto Raveloharison. "Un ensemble de règles de vie qui régissent le fonctionnement des fokolonona - les communautés de base qui constituent depuis toujours la structure de la société malgache. (...) Il peut associer tout un royaume, comme il peut aussi ne concerner que quelques villages. (...) Les dinas sont nécessairement validés de manière solennelle, pour obtenir l'adhésion de toute une population : à Fianarantsoa, on tue le zébu et on cuit ses entrailles, chaque chef de famille devant en manger une cuillerée. A Tana, on se contente de verser le sang d'un zébu. Ailleurs, pour assurer la solennité d'un dina, on pratique l'échange de sang (le fatidra) entre les différents chefs de famille".

(...) La colonisation, en confinant le rôle des fokolonona à celui de simples circonscriptions administratives allait considérablement limiter la place des dinas. (...) Ils ne retrouveront leur importance qu'à l'indépendance de la Grande Ile. (...) Au début des années 70, (...) "on assiste à une explosion du nombre de dinas, qui portent sur toutes sortes de choses : le vol des boeufs, mais aussi l'adduction d'eau, la fiscalité, l'aide sociale. (...) Les dinas pallient les manquements de l'administration centrale." Apparaissent alors les sanctions corporelles. "La privation de liberté, le passa-

ge à tabac et la brutalité physique se sont multipliés entre les années 80 et 2000". (...) L'administration centrale n'ayant pas réussi à juguler le vol des boeufs, les fokolonona du sud-ouest de la Grande Ile adoptaient au début des années soixante le dina de Sakaraha. "Les forces de l'ordre n'arrivaient pas à arrêter ces voleurs, capables de faire disparaître des centaines de bêtes en une nuit et de déplacer des milliers de zébus sur des centaines de kilomètres en courant à leurs côtés", explique Herilanto Raveloharison. (...) "Or, le zébu, c'est la richesse des paysans, le premier produit de l'économie nationale. (...) Voler des boeufs a des conséquences terribles sur la société rurale".

Le dina de Sakaraha, décrétant la solidarité villageoise, prenait alors une série de dispositions plus que jamais en vigueur aujourd'hui, dont le texte a très officiellement été déposé devant l'administration centrale. "Chaque homme du fokolonona où le vol est commis est astreint à participer aux opérations de poursuite des voleurs (l'aradia) : le dina impose la dénonciation du voleur par les éventuels témoins, mais englobe aussi toute une série de mesures préventives allant du gardiennage des zébus à la protection des parcs à boeufs par le balayage quotidien des périmètres des clôtures - pour détecter les traces de sabots de zébus volés, la sur-

veillance continue des passages obligés (les kizo) que constituent les cols, les canyons et les talwegs, le marquage des bêtes aux fers et à l'oreille, ainsi que l'obligation de disposer d'un passeport pour chaque zébu", remarque le juriste. (...)

Lorsque le voleur est découvert, le dina de Sakaraha, désormais copié et adapté dans différentes régions de la Grande Ile, prévoit comme sanction la restitution forcée (le fanavahana). "(...) Pour un zébu volé, le voleur doit non seulement le restituer mais ajouter en plus deux, trois ou quatre bêtes; ce nombre diffère en fonction des régions et des dinas", souligne le juriste.

Pour peu que les traces d'un troupeau de zébus volés soient repérées sur les terres d'un village et que celles-ci disparaissent, c'est le village tout entier qui est tenu responsable. "Généralement, le village du voleur ne dénonce pas le coupable. Il endosse donc la responsabilité du vol et doit rembourser collectivement les zébus." (...) Cette pratique s'avère une porte ouverte aux abus: "Il suffit de simuler un vol de boeufs pour accuser ensuite tout le village et obtenir le fanavahana. Des villages entiers se sont ainsi retrouvés ruinés. Et ils n'ont eu d'autre choix que de pratiquer à leur tour le vol de zébus pour reconstruire leur cheptel."

Le Quotidien de la Réunion, 13 novembre 2006

LES CADIS RAPPELÉS À L'ORDRE

PAR FARIDE SOIDIK, AL-WATWAN

UN ATELIER DE SENSIBILISATION des cadis sur le code de la famille s'est tenu les 13 et 14 décembre (...) Les cadis, ces magistrats qui remplissent les fonctions civiles et religieuses dans les villages, ont été appelés à plus de rigueur et de fermeté dans l'exercice de leur mission. Ainsi, il leur a été clairement signifié l'obligation de se conformer au code de la famille, qui s'inspirerait largement des préceptes de l'islam. [Sur la question du mariage], il a été constaté une certaine

"pagaille". C'est ainsi que plusieurs unions auraient été "contractées en l'absence de l'autorité juridique compétente et même parfois en violation de l'islam". Certains mariages ne sont tout simplement pas enregistrés officiellement à l'état-civil. Toutes ces transgressions sont susceptibles, à long terme, de "porter gravement atteinte à l'image de la société comorienne et de jeter le discrédit sur la notion de famille", ont déploré nombre de participants à l'atelier.

Les séminaristes ont également débattu la question du divorce. En effet, nombreux sont les couples qui se séparent sans aucun écrit officiel, c'est-à-dire sans rendre aucun compte à l'autorité compétente. Une telle situation pose le problème du remariage de la femme. Surtout quand on sait qu'une femme ne peut légalement se remarier qu'une fois son divorce consommé.

Al-Watwan n°971, 22 décembre 2006

AUTO ECOLE RIAMA

Pour une conduite irréprochable !

Apprenez à conduire dans une 206 neuve et climatisée, avec un moniteur certifié fort de 20 ans d'expérience.

Formation au code de la route et à la conduite

Forfait normal : séances de 30 minutes trois fois par semaine pendant trois mois

Forfait accéléré : séances d'une heure tous les jours pendant un mois



gros plan les vendeurs d'unités

Les cabines de la débrouille

Chaque quartier de Moroni a la sienne, régie par ses propres règles. Lieu de commerce, bouées de sauvetage, les cabines téléphoniques sont au centre des stratégies de survie de dizaines de jeunes chômeurs et écoliers sans le sou.

TOUT À

la fin de l'annuaire 2005 des Comores, à la page 168, on tombe sur une drôle

de liste : celle des numéros de publiphones. Plus d'une centaine de cabines sont répertoriées dans la capitale. Moroni Cambodge, Moroni Carrefour Maore, Moroni Kalfane... La litanie de leurs noms donne envie de tenter l'expérience, de téléphoner pour voir si quelqu'un répondra ou si la sonnerie retentira dans une rue déserte.

Mais la plupart de ces cabines sonnent rarement dans le vide. Autour de leur combiné se sont greffés des dizaines de micro systèmes de débrouille qui en disent long sur les galères que leurs concepteurs, presque tous des jeunes garçons, ont à résoudre pour continuer à vivre et, éventuellement, à étudier. Chaque cabine a ses hommes, ses règles, son fonctionnement, et des relations particulières avec le quartier où elle est implantée.

Dans son roman *Les démons de l'aube*, Salim Hatoubou a fait de ces "vendeurs d'unités" le fer de lance d'une armée de jeunes déshérités, acteurs d'une révolution désespérée contre les "Grands Quelqu'uns" qui se foutent pas mal de leur sort (lire les extraits ci-contre).

Dans la réalité, les vendeurs d'unités, les "Yahou", les "Brouettes", les "Fers", les "Cartons", les "Tissus" et ...

Salim Hatubou, Les démons de l'aube

MORCEAUX CHOISIS

“Faut que j’explique mon travail là, c’est pas compliqué”

●●● autres "Boysis", comme les appelle le jeune héros de Salim Hatubou, font ce qu'ils peuvent pour tirer leur épingle du jeu. Ils ne se révoltent pas. Pas encore... De cabine en cabine, rencontres avec ces vendeurs de toutes petites choses...

73.29.17. Moroni Lycée.

SAMIR A 14 ANS, LE REGARD craintif et des préoccupations d'adulte : "Les enfants sont fatigués des grèves et de la hausse du prix des produits de première nécessité." On ne lui donnerait pas plus de 12 ans. C'est justement à cet âge là, 12 ans, qu'il a commencé à occuper la cabine. Assis sur son petit banc, sous l'abri, il vend tous les jours après l'école, "de 14 heures jusqu'à la nuit", des unités de téléphone, des bonbons et des cacahuètes.

Il a quitté Bandamadji Domba pour suivre le CE1 "parce qu'au village, il y a la souffrance et les enseignants n'enseignaient pas normalement". L'année suivante, il commençait à travailler. "Ma mère m'a donné un peu d'argent pour commencer mes activités. 17.000 fc [34 euros, ndlr] en tout. Avec les 7.000 francs, j'ai acheté la carte, et avec les 10.000, j'ai trouvé de la nourriture au petit marché et je l'ai revendue." A ses parents cultivateurs, il envoie de la viande, du poulet et des oignons. Le reste, s'il ne l'utilise pas pour acheter ses fournitures scolaires et ses vêtements, il le donne à son autre maman, la femme de l'oncle chez qui il habite. "Si je ne lui donne rien parce que je suis trop fatigué de travailler, elle ne prépare rien à manger."

En rentrant, Samir révise ses leçons avec son frère, qui prépare le Bac. "Je me fais vraiment du souci pour ma maman et j'ai envie de réussir, alors je ne néglige pas l'école", affirme le gamin, aujourd'hui en CE2 à l'école publique. "Dans ma classe, on est quatre à travailler pour gagner de l'argent."

Samir partage sa cabine avec Ibrahim Saïd, 19 ans, qui assure les horaires du soir. Apprenti mécanicien payé au petit bonheur la chance depuis quatre ans, lui aussi a quitté son village, voilà quelques années. A l'époque, il était au CM2. "Je n'étais pas bon à l'école et je me suis dit que le mieux, c'était de chercher la vie ailleurs. J'ai pris la décision tout seul. Les avis étaient partagés parmi mes parents, mais ils m'ont laissé faire. Ici,

un ami m'a donné une petite cabane. Les voisins me donnaient à manger. J'ai mis un an pour pouvoir m'organiser, trouver un garage où apprendre. Je parlais chez les voisins manger, je retournais, je dormais. Et puis, à un moment, j'ai été chassé de la cabane et j'ai dû dormir dans des véhicules pourris. Enfin, quand j'ai trouvé l'autorisation de travailler dans un garage et que j'ai gagné 5.000 fc [10 euros, ndlr], je suis parti chercher une maison.

Ma maman a accepté de m'envoyer quelques sous pour payer le loyer. Et maintenant, j'ai pu construire une petite cabane."

Avec 2.500 fc gagnés à la cabine chaque jour et les 1.000 fc glanés de temps en temps au garage, Ibrahim arrive à "payer du riz de temps en temps pour envoyer à ma maman", même si "la vie est critique". "Je suis très content puisque grâce au garage, je sais conduire. Maintenant il faudrait que je passe le permis, pour devenir taxi."

73.26.97. Moroni Stade.

ABIDINE DJOUMOI, LE VENDEUR habituel du lundi et du mardi, effectue un remplacement. Les sept titulaires de la cabine ont institué un système de solidarité,

“

Faut que j'explique mon travail là, c'est pas compliqué. Nous, vendeurs d'unités de cartes téléphoniques, on se met devant les cabines, on tend nos cartes aux passants qui passent, qui repassent et qui veulent téléphoner. Parfois, y'en a qui nous regardent pas, y'en a qui nous insultent, y'en a qui acceptent pour téléphoner quand même et c'est comme ça

que nous gagnons un peu d'argent pour famille et autre chose, selon le chacun (...) Quand quelqu'un te prend ta carte, il met ça dans le trou là, et puis te regardes combien il y a d'unités dans petit écran du téléphone même. Et puis, le type téléphone là et quand il a fini, tu regardes combien il reste, tu fais soustraction et tu fais payer cent francs comoriens l'unité (...)

C'est vrai que c'est pas compliqué, mais c'est pas facile comme travail là. Y a des gens qui passent là et si tu leur tends carte, soit ils t'insultent, soit ils te poussent, soit ils te regardent comme si tu es caca de chèvre ou urine de chien.

Dans la capitale, comme école est périmée et que y a pas travail, les enfants, mais pas bébés qui ont biberons, font petits boulots partout : y'en a qui vendent des cacahuètes, des lames de rasoirs, des produits de beauté, des médicaments... Moi, je dis qu'il y a plusieurs catégories : les vendeurs d'unités, les Yahou, les Brouettes, les Fers, les Cartons, les Tissus, les Boysis... J'explique là : les vendeurs d'unités, c'est comme moi, Issou. J'ai déjà expliqué notre métier. Les Yahou, c'est des enfants qui achètent du lait en poudre, ils ajoutent de l'eau, ils laissent le lait cailler, ils mettent ça dans gobelets qu'ils couvrent

avec aluminium, ils mettent gobelets dans récipient en plastique et ils marchent en disant : "Yahou cent francs ! Yahou cent francs !" (...) Les Fers, eux, ils vendent des bouts de lit en fer, si tu es intéressé, ils te donneront reste après. Les Tissus, ils vendent châles, soutien-gorge, culottes, strings... les Mains, eux là, ils ont pas carton ou cuvette, ils prennent produits dans la main même. Les Boysis, c'est majorité silencieuse même, ça veut dire que eux, ils sont domestiques et ils reçoivent souvent gifles et insultes dans maisons de grandes familles...

"C'est de la blague ou quoi ? C'est quoi cette histoire de prise de pouvoir par Bush et Ben Laden même ? J'ai voulu poser question à Jellounah, mais elle m'a fait signe d'écouter :

- Comme mon frère Abdéramane alias Bush vous a dit, le pouvoir n'appartient plus à ceux qui l'avaient. Nous demandons aux vendeurs d'unités de téléphone, aux Yahou, aux Tissus, aux Boysis, aux Fers, aux Brouettes, aux Cuvettes, aux Mains... de se retrouver dans l'école la plus proche. Là-bas, vous serez accueillis et des instructions vous seront données. Je rappelle à ceux qui viennent d'allumer la radio : depuis ce matin, un groupe révolutionnaire a pris le pouvoir (...) Je suis passé devant Ambassade d'un pays étranger et là j'ai vu des militaires garder entrée (...) Le chef peut-être il a douze ans même. Habits de militaires, ça leur va grand (...) L'uniforme là, c'est Libye qui avait fait cadeau à armée de mon pays, mais c'est avant le coup d'Etat des enfants."

Salim Hatubou, Les démons de l'aube, L'Harmattan, Paris, 2006

explique-t-il. "On est devenus amis à tel point que si l'autre est malade, tu travailles à sa place : tu prends la carte et les bénéfices sont partagés en deux. Avec l'argent, il peut payer l'hôpital et les médicaments." Les vendeurs font aussi de petits investissements communs : "On prend une carte de groupe de 5.000 fc, et chacun la donne au suivant en gardant les bénéfices. C'est nous qui avons

"Avant, il y avait quatre personnes. Les nouveaux ont payé un droit de 2.500 fc. Ensuite, quand d'autres ont voulu venir, ils ont été refusés."

ABIDINE DJOUMOI, MORONI STADE

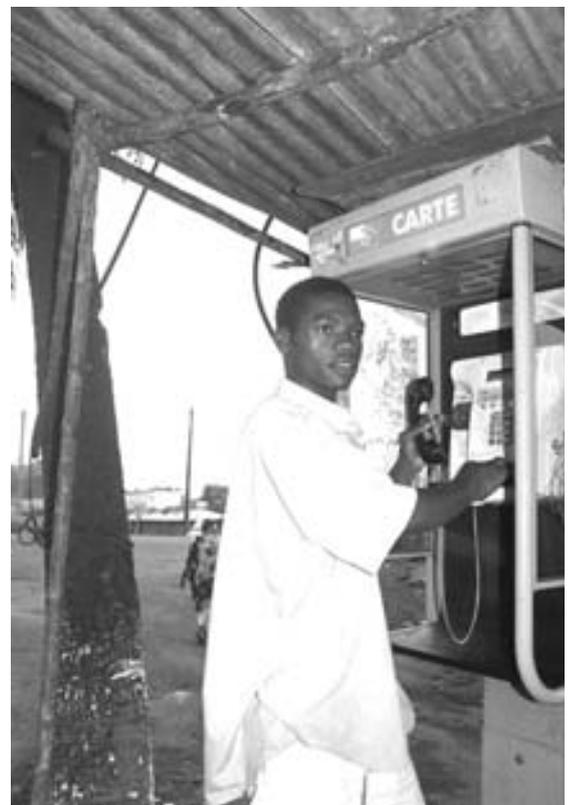
construit le petit abri." L'accès à la cabine est lui aussi réglementé. "Avant, il y avait quatre personnes. Les nouveaux ont payé un droit de 2.500 fc. Ensuite, quand d'autres ont voulu venir, ils ont été refusés."

En cas de besoin ou de coup dur, le publiphone représente une petite garantie de revenus. "A un moment, j'avais un petit projet de construction", raconte Abidine. "J'ai demandé aux camarades de m'accorder deux mois complets de travail, et j'ai gagné 350.000 fc [700 euros ndlr], de quoi payer les tôles."

Agé de 20 ans, Abidine travaille depuis 2 ans. "J'ai arrêté l'école en 3e car ma mère n'était pas capable de payer mes études et mon oncle m'a dit qu'il allait me faire venir en France. Je ne vois pas mon avenir, mais en vendant les unités je peux subvenir à mes besoins."

31.02.90. Moroni Rubatu.

CETTE CABINE LÀ N'EST pas encore dans l'annuaire. Le quartier a dû se battre pour l'obtenir. Cela fait moins d'un an qu'elle trône à côté du tom-



Page de droite : Abach Assoumani, à la cabine Moroni Poste. Ci-contre : Djodjo, Carrefour Maore.

gros plan les vendeurs d'unités

Notes

(1) Certaines cabines ont pris le nom de commerçants ou propriétaires devant chez qui elles sont installées.

(2) Avant la constitution de 2001, les îles étaient dirigées par des gouverneurs.

Ci-dessous :
Andriano,
Moroni Caltex.

●●● beau d'Abdoukarim Bin Cheikh, qui a fondé au début du XXe siècle une école coranique sur ce qui deviendra l'un des quartiers déshérités, hérissés de cailloux et de baraques en tôle, qui bordent le "vieux" Caltex. A Rubatu, personne ne se précipite pour tendre le premier sa carte de téléphone. Le "business", ici, est quasiment communautaire. "Au départ, on voulait juste que la cabine dépanne les gens du quartier au lieu qu'ils soient obligés de faire la queue chez Kalfane ou Alphonse (1)", explique Ahmed Moussa, responsable de l'équipe de foot du quartier. "A Rubatu, nous avons des gens qui s'intéressent au sport mais qui n'ont aucun moyen pour le pratiquer. L'équipe d'à côté nous a expliqué qu'elle utilise la cabine de Caltex, à côté de chez Alphonse, pour acheter des chaussures, soigner les jeunes blessés, et louer des voitures pour les marches extérieurs. Nous avons décidé de faire pareil."

Le quartier s'est donc déplacé auprès du gouverneur de Ngazidja (2) puis du directeur de Comores Telecom, et a fini par obte-

nir gain de cause. "On distingue quelqu'un qui n'a rien de particulier à faire, et c'est lui qui vend", indique Ahmed. "On peut vendre deux à quatre cartes par jour, sauf en saison des pluies : comme la cabine fonctionne à l'énergie solaire, il y a des moments où elle ne marche plus. Depuis avant-hier, on n'a pas vendu une seule carte entière."

Créé en 2000, affilié à la fédération quatre ans plus tard, le club est monté la saison dernière en seconde division et rassemble au sein de ses deux équipes plus de 70 joueurs. "Le sport aide à oublier les problèmes quotidiens de la vie, quand beaucoup de jeunes ne vont pas à l'école, ne travaillent pas, n'apprennent pas un métier. On est devenus une sorte d'association et on essaie d'influencer les jeunes pour ne pas qu'ils s'égarent."

Les footballeurs ont aussi cédé quelques uns de leurs droits sur la cabine Rubatu : une journée de vente est offerte "aux papas de l'équipe de dominos pour leurs déplacements à l'extérieur". Le mardi, c'est un vieil homme qui se plante à côté du publiphone.

"C'est un grand monsieur pour qui le quartier s'était cotisé il y a trois ans, parce qu'il devait se faire soigner. On l'a envoyé à Madagascar mais ça a été un échec : la personne qui l'accompagnait a détourné l'argent. Maintenant, on lui a donné ça pour qu'il puisse survivre."

73.10.59. Moroni Caltex.

DEVANT LA CABINE, un adolescent, presque un petit garçon, n'a pas envie de parler : "Moi je suis pas vendeur, je suis juste un remplaçant", dit-il en désignant un jeune homme en short et pull jaune qui traverse la rue. Le petit ne fait pas partie des sept "titulaires" de la cabine, et ne veut surtout pas répondre aux questions à leur place.

C'est Andriano, le garçon en short, qui lui a prêté son poste. Lui est d'humeur bavarde : le samedi, d'habitude, il est à la cabine, mais ce jour là, "j'ai trouvé un travailleur, alors je vais me coucher. Il me remplace aussi parfois quand je vais à l'école. Sur une carte de 10.000 fc, on gagne 2.500, et je lui en donne 500." 500 fc (1 euro), c'est toujours mieux que rien pour les débutants qui n'ont pas de quoi investir dans leur première carte... "Je crois que ce petit a 9 ans et qu'il est en classe de CM1", dit Andriano. "Son père est vraiment vieux, mort-vivant. Sa mère est pauvre."

Andriano estime qu'il ne fait pas ses 21 ans. "Quand tu me regardes, tu penses que j'ai moins. En Europe, les enfants augmentent plus vite que nous. C'est la faute aux parents. Imagine, je me marie, je fais trois enfants, je laisse ta mère et je cherche une autre ! On laisse des enfants dans la rue, des enfants qui vendent des arachides, et les adultes, ils s'en foutent : chacun a sa vie !"

73.30.72. Moroni La Poste.

DEVANT LE BÂTIMENT de la Poste, place de France, comme devant celui de Comores Telecom à Volovolo, il faut jouer des coudes pour vendre ses unités. Les quatre cabines sont à l'intérieur, après les guichets : les clients sont donc cueillis au bas des marches par une multitude de vendeurs - une quinzaine en tout, évalue Abach Assoumani, âgé de 17 ans et scolarisé en CM2.

Les matinées sont plus calmes : "Il y a des tours", explique Abach. "De 6 à 14 heures, il y a une seule personne, car les gens prennent l'argent au guichet et on ne doit pas les gêner. Par contre l'après-midi, tous les autres arrivent. Moi, mon jour c'est le dimanche. Les autres jours, je vais à l'école le matin et j'arrive ici le soir." Abach dit être le seul élève du groupe. La plupart de ses "collègues" n'ont pas l'air plus vieux que lui, sauf le chef. "fort



"Ma mère, elle est mort-vivante depuis que je suis au CMI. Elle est au village. Mon père, il a disparu quand j'étais en 4e."

ANDRIANO, MORONI CALTEX

La mère d'Andriano est elle aussi "mort-vivante". "Mort-vivant, c'est quelqu'un qui est comme mort. Il vit, mais il n'a rien à faire, il ne peut rien faire, il est malade. Ma mère, elle est mort-vivante depuis que je suis au CMI. Elle est au village. Mon père, il a disparu quand j'étais en 4e."

Le jeune homme vit maintenant avec son grand frère, "mais on s'en fout de lui, il fait que se balader avec les filles", et sa petite sœur. Après sa terminale au lycée privée La Découverte, il espère devenir militaire. "La langue française, je comprends pas trop. J'ai pas de dictionnaire pour chercher les grands mots." A la cabine, les affaires sont bonnes : parfois jusqu'à 80.000 fc (160 euros) de bénéfice par mois, autant que le salaire d'un fonctionnaire. "Si un pauvre retraité n'a pas les moyens de se payer une carte, il peut toujours nous payer une ou deux unités à 75 fc. Et puis, le portable, c'est cher. Même ceux qui ont du crédit préfèrent l'économiser et venir téléphoner à la cabine."

Quand il a payé ses 16.000 fc mensuels d'écolage, Andriano utilise le reste de son pécule à "mes chaussures, mes pantalons, et les petites nanas : si on a une copine, il faut lui payer quelque chose à manger, un sandwich, un coca... A chaque fois que je gagne 10.000 fc, je mets aussi 500 fc dans un coffre que je donne à ma sœur. Son père à elle paie son écolage, mais je dois quand même l'aider." Pourquoi aucune fille ne vend des unités de téléphone ? "Travailler à la cabine, pour elles, c'est la honte, alors qu'avoir un petit copain qui leur paie à manger, il n'y a aucun problème. C'est comme ça la vie aux Comores, c'est cher ! C'est vraiment extraordinaire, ça va pas swafi."

Seules les filles ne sont pas chères, pense Andriano. "La plupart des garçons ont deux ou trois copines. Ici aux Comores, les filles c'est moins cher." Il faut donc les acheter ? "Des sandwiches, des paroles : c'est toujours acheter ! Tu vas leur dire des belles paroles, et les paroles, c'est de l'argent. Dans la vie, on meurt si on n'a pas d'argent."

et gros", qui "dégage les gens qui arrivent ici pour faire des bêtises". Venu de son village en 2003, Abach vit avec un ami. "Si je ne trouve pas d'argent, je n'aurai rien à manger."

73.22.87. Carrefour Maore.

DEPUIS CINQ ANS, Djodjo est là pour gagner ses 1.500 fc quotidiens. Avant, il travaillait dans une boutique à deux pas de là, mais il gagnait moins. Encore avant, il était dans le "business de sachets" à Volovolo : 10 sacs plastique vendus chaque jour, 500 fc de bénéfice, pour des matinées entières à guetter celui qui n'a rien prévu pour envelopper son poisson. Djodjo est venu en 1996 de son Nuymakele natal, il avait alors 13 ans. A Moroni, il n'est pas retourné à l'école. "Mon oncle voulait, mais pas moi." S'il pouvait, il changerait de boulot : "Je voudrais être réparateur de télé. Les cartes, ça suffit juste à s'approvisionner. On fait ça parce qu'on n'a rien d'autre, on n'a pas le choix."

73.32.67. Moroni Défense.

CETTE CABINE LÀ, C'EST CELLE des intérimaires de l'unité de téléphone, des vendeurs qui viennent quand ils n'ont rien d'autre à faire. "Nous sommes dix. Cinq élèves, deux maçons... moi, je suis carrossier", annonce l'un des vendeurs avant de doubler son camarade pour tendre sa carte. "Je viens seulement le samedi, quand je ne vais pas à la carrosserie. Les élèves viennent à partir de 13 heures, pour gagner de quoi payer leur goûter pour amener à l'école ! Il y a aussi une dame qui a une table, un peu plus loin, et qui s'occupe parfois de la cabine. Nous étions organisés mais puisque nous sommes de plus en plus nombreux, maintenant c'est la course. On peut gagner 2.000, 2.500 fc par jour. Personne ne commande. Parfois, des gens viennent faire seulement une journée. C'est le chômage qui commande."

LISA GIACHINO

UN AN APRÈS

Les bailleurs de fonds de Maurice font désirer leurs promesses

IL Y A UN AN...

LE 8 DÉCEMBRE 2005, la Conférence des bailleurs de fonds pour les Comores se tenait à Maurice devant 21 pays et 28 organisations internationales, présidée par Thabo Mbeki qui plaidait : "Voici 576.000 personnes. Elles nous disent à nous, qui représentons des milliards de personnes, 's'il vous plaît aidez nous (...), juste un peu plus de 250 millions de dollars (...) pour que nous puissions renforcer le processus de paix et de démocratie en apportant (...) un changement concret, dans la vie de la population' (...) Si nous ne pouvions pas aider une nation de 576.000 habitants, cela signifierait que le futur de l'humanité serait très sombre."

"L'appel de Thabo Mbeki a été entendu", écrivions-nous au lendemain de cette conférence. "Les autorités comoriennes avaient évalué à 300 millions d'euros les besoins du pays pour réaliser durant les quatre prochaines années un plan d'action de croissance et de réduction de la pauvreté (...) Total affiché : 170 millions d'euros, ou 200 millions de dollars (...) Reste à présent à gérer toutes ces promesses et, comme le disent les techniciens, à développer les "capacités d'absorption" de cet argent. (...) C'est dans le suivi et la capacité à coordonner les programmes d'aide de façon cohérente que les Comores parviendront (ou pas) à marquer une rupture avec les pratiques antérieures. "Nous allons veiller beaucoup plus à ce que les programmes soient financés tels que nous les avons élaborés et à ce que les décaissements soient faits le plus vite possible", annonce le commissaire au Plan. "Car la population a entendu que de l'argent avait été donné, il ne faut pas qu'elle attende des mois ou des années avant de voir le résultat."

AUJOURD'HUI...

Il a fallu douze mois pour que les organes chargés de suivre les projets et dons promis par les pays et organismes présents à Maurice soient opérationnels.

PRÈS DE 265 MILLIONS de dollars sous forme de projets et de dons. Les contributions annoncées en décembre 2005 par les bailleurs de fonds des Comores réunis à Maurice devaient financer à hauteur de 66% un plan d'action 2006-2009 comportant 35 programmes repartis sur sept axes stratégiques.

Une année après, la population continue de se demander où sont passés les fruits de cette réunion si médiatisée, et souvent présentée comme le remède à tous les maux du pays. Alors que certains Etats et institutions se sont manifestés au lendemain de la conférence, la grande majorité d'entre eux fait traîner les choses.

La responsabilité de cette lenteur quant au déblocage des fonds pro-

mis, peut cependant être imputée en bonne partie aux Comores elles-mêmes : il a fallu 12 mois, jour pour jour, avant de voir l'installation des instances de suivi et la sortie du rapport final de la conférence.

"La mobilisation des ressources annoncées à Maurice a pris du retard pour des raisons que nous connaissons tous. En effet, juste après la conférence, toute l'attention des autorités et même des partenaires au développement était tournée vers les élections [présidentielles, ndlr] d'avril 2006. D'autant que ces élections étaient un préalable à tout processus de mobilisation de ces fonds. Les nouvelles autorités élues demandaient certainement un temps pour qu'elle prennent connaissance et s'appro-

prient tous les dossiers, notamment celui de Maurice", soutient Abal Anrabe Abdou Chacourou, Commissaire général au Plan. Pour amener les donateurs à débloquent les fonds promis, le commissariat général et les nouvelles structures mises en place pour le suivi de la conférence, envoient régulièrement des lettres de relance aux pays et institutions qui s'étaient engagés.

"En envoyant ces lettres, nous voulons amener ces pays à confirmer les promesses. Presque tous les pays qui avaient annoncé quelque chose ont aussi confirmé leur disponibilité à respecter leurs engagements", explique Abdou Chacourou, qui a pris ses fonctions il y a à peine un mois. Les bailleurs qui confirment leur offre, sont ensuite priés de communiquer les procédures de décaissement des fonds.

LE TABLEAU DE décaissement n'est pas totalement noir. Certains pays ont déjà tenu leurs engagements, tels l'île Maurice qui a déjà épuisé les 40 millions d'euros qu'elle avait promis pour montrer l'exemple. "Maurice a financé plusieurs projets dans les trois îles. L'aéroport de Wani, l'extension du réseau électrique à Mohéli ou l'adduction d'eau à Chamlé, sont autant d'investissements mauriciens. Le portefeuille mauricien est presque vidé", annonce le commissaire général au Plan. La France a elle confirmé son statut de premier bailleur des Comores. Paris a revu à la hausse ses engagements qui se portaient au départ à 65 millions d'euros. Dans le cadre du Document Cadre de partenariat (DCP), l'Hexagone débloquera 88 millions d'euros, mais pour une durée de 5 ans. Quant à l'Algérie, conformément à

ses engagements, elle reçoit des étudiants de l'Union au sein de ses universités. L'Inde et les Etats-Unis, pour ne citer que ceux-là, ont montré leur disponibilité en matière de formation et de sécurité en débloquent certains fonds. "Presque tous les secteurs où les études étaient disponibles sont financés. Si aujourd'hui certains pays ne se sont pas encore manifestés, c'est parce que

"Presque tous les pays qui avaient annoncé quelque chose ont confirmé"

les projets relatifs à leur domaine d'intervention ne sont pas prêts", indique Abal Anrabe Abdou Chacourou. De manière globale, ce sont les axes 1 et 7, relatifs à la création des conditions d'un développement durable et au renforcement de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, qui ont le plus bénéficié de financement.

Pour financer les axes stratégiques qui n'ont pas bénéficié de la conférence et qui représentent près de 44% du budget total, le commissariat général au plan mise sur "les nouveaux arrivés". Absents lors de la conférence de Maurice, certains Etats ont affiché leur intention de soutenir les Comores après le changement politique qui s'est opéré dans le pays. "Actuellement, l'Iran, le Koweït ou le Japon ont montré leur intention de nous aider. Nous avons envoyé le DSRP et on attend leur réponse", déclare le commissaire. Concrètement, alors qu'une partie de l'argent est déjà investi dans la mise en place des nouvelles institutions, la réalisation de projets palpables pour la population prendra beaucoup plus de temps.

AHMED ABDALLAH



A Maurice, le 8 décembre 2005 (de g. à d.): Thabo Mbeki, Navim Ramgoolam et Azali Assoumani. (PHOTO ARCHIVES)



Electricité Maintenance Climatisation

Energie et conversion d'énergie
Energies nouvelles et renouvelables
Formation professionnelle et technique

AGENT SDMO, SCHNEIDER ELECTRIC, SGTE POWER

MINI ZONE MAVOUNA, BP 1331 MORONI, COMORES - TEL : (269) 73 09 51 /13 84 - FAX : 73 51 15 - e.mail : adcener@snpt.km

Ndzuani : le séparatisme à l'épreuve des armes

En décidant d'affronter Bacar sur son terrain, le président Sambi jouait son va-tout pour imposer l'autorité de l'Union sur Ndzuani. La logique de guerre du colonel l'a contraint à battre en retraite.



Sambi à son arrivée à l'aéroport de Ouani.

17 DÉCEMBRE 2006. M z é Soulé Elbak, Mohamed Fazul et Mohamed Bacar, les trois chefs des exécutifs insulaires, se retrouvent autour de Sambi, président de l'Union des Comores pour "un mini-sommet" (l'expression, utilisée par certains médias locaux, n'est pas anodine). Au menu des discussions, les modalités de mise en application de la loi organique sur les forces de sécurité intérieure, placées sous l'autorité des présidents des îles autonomes. Les discussions achoppent sur le type d'armement qui doit être confié à ces forces. Image saisissante, les quatre présidents comoriens, tels des chefs de guerre, s'enlisent dans une comptabilité d'armes et de munitions. C'est le colonel Bacar, à la tête d'une véritable armée d'environ trois cents hommes équipés d'armes de guerre héritées de la milice séparatiste, qui avait le contrôle de Ndzuani depuis la crise de 1997, qui ouvre ce débat sur l'armement. Selon le journal *Al-Watwan* qui cite des sources concordantes, Bacar "propose que les armes ne dépassant pas une puissance de feu de 90 mm, puissent être utilisées par les forces de sécurité intérieure". Elbak et Fazul, deux civils, s'engouffrent dans ce débat technique pour "réclamer d'être armés au même titre que leur collègue anjouanais", confie Ili

Nadhoim, vice-président de l'Union. Pour sortir de ce débat de généraux, le président Sambi invite des anciens chefs de l'armée comorienne à la retraite à donner leur avis. Celui-ci ne suffira pas à infléchir les positions tranchées des uns et des autres.

LES QUATRE HOMMES SE QUITTENT sur un désaccord. "Les négociations entre le président de l'Union et ceux des îles autonomes sur le transfert des compétences, se sont soldées par un échec cuisant", déclare Elbak sur les ondes de la radio nationale comorienne. Dans une déclaration commune publiée le lendemain de ce rendez-vous manqué, les chefs des trois îles estiment que "ce rejet illustre le mépris que le président Sambi manifeste contre la Constitution, les lois de la République, les présidents élus des îles, l'expertise nationale qu'il a lui-même désignée, s'érigent ainsi en souverain de droit divin". Reprochant une "attitude rebelle et inattendue du président de l'Union des Comores", ils concluent à une "rupture définitive entre le chef de l'Union et des îles" et lancent un appel aux officiers, sous-officiers et hommes de rang "à rester fidèles à leur mission républicaine". Les portes de la négociation sont ainsi brutalement fermées, laissant place à la logique de l'affrontement.

Pour essayer de désamorcer cette nouvelle crise, le gouvernement de l'Union publie un long communiqué public pour prendre à témoin la population sur la teneur des débats. "Les Forces de l'ordre sont dotées de moyens en armement, munitions, mobilier et immobiliers et autres équipements appropriés à l'exercice de leur mission. Dans tous les cas, elles ne peuvent être dotées d'armements, de munitions et autres équipements de guerre", précise le communiqué. Accusant les présidents des îles de vouloir tout simplement placer les troupes existantes sous leur autorité, le gouvernement oppose à cette conception celle du président Sambi, "fermement opposé à l'idée de plusieurs forces armées indépendantes dans le pays et qui échapperaient totalement à son contrôle". La ligne de démarcation ainsi tracée, commence un bras de fer entre les deux niveaux de décision. Comme d'habitude, c'est Ndzuani qui est la première à ouvrir les hostilités.

Le 18 décembre, le bouillant ministre de l'Intérieur, Djaanfar Salim, signe un arrêté interdisant formellement "aux agences de transport maritimes ou aériennes de même que les embarcations légères, d'embarquer (...) des militaires ou apparentés sans que les Autorités de l'île d'Anjouan en soient informées". L'interdiction ne concerne pas seulement les militai-

res stationnés dans les autres îles. Cette mesure soudaine des autorités anjouanaises, vise à empêcher l'acheminement depuis Moroni, d'un peloton de trente militaires pour participer à l'installation du Commandement régional de l'Armée nationale de développement (AND) à Ndzuani. Le directeur de cabinet de la Défense de l'Union prend acte de cette décision dans une note au ministre de l'Intérieur anjouanais lui demandant de "prendre les dispositions nécessaires pour faciliter cette opération". En guise de réponse, une patrouille armée jusqu'aux dents est dépêchée pour contrôler l'aéroport de Ouani et le port de Mutsamudu. A chaque atterrissage, des gendarmes inspectent l'avion pour s'assurer qu'il n'y a pas de militaires parmi les passagers.

UNE SITUATION QUI RAPPELLE les mauvais souvenirs de la période séparatiste, lorsque l'île était sous contrôle des milices armées. Provocation, ou stratégie concertée entre les îles pour faire pression sur le président de l'Union ? Difficile de répondre. Mais à Moroni, ce nouveau défi de Mohamed Bacar a été pris au sérieux par les autorités nationales. Malgré la complicité des chefs des îles envers leur collègue anjouanais, les opposants de Sambi, qui ne lui pardonnent pas de "ne pas parvenir à affirmer l'Union à Anjouan", trouvent là une opportunité politique de l'attaquer. Ses partisans à Ndzuani, réunis dans la "Mouvance présidentielle", appellent à une manifestation religieuse le 20 décembre à Mutsamudu. Le succès de cette manifestation, qui a drainé plusieurs centaines de personnes, a signé la première démonstration de force contre le régime Bacar, fustigé dans les banderoles brandies sur la place de Moroni. Les forces anjouanaises, qui ne tolèrent pas généralement ce genre de défi, se sont montrées curieusement discrètes... Une manifestation à laquelle répondront cinq jours plus tard à Moroni plus de 500 personnes, hommes et femmes, cadres et vendeurs ambulants venus critiquer l'attitude de Bacar.

Poussé par ce soutien populaire, le président Sambi décide finalement de défier le régime anjouanais sur son propre terrain. Un déplacement risqué, qui a mis face à face les militaires de Bacar et la trentaine d'hommes chargés d'assurer la sécurité du président. Face à cet impressionnant déploiement d'armes automatiques, les partisans de Sambi, acheminés par plusieurs véhicules des régions les plus proches de Mutsamudu, avaient pris d'assaut l'aéroport de Ouani, décidés à en découdre si les responsables de l'île interdisaient l'avion présidentiel d'atterrir. Mais c'est le lundi 24 décembre que le président de l'Union décide de passer à l'offensive, en appelant ses partisans à un meeting populaire à Mutsamudu. Malgré les intimidations des gendarmes anjouanais, qui avaient dressé des barrages filtrants au niveau du col de Patsy, le stade de Missiri était plein. Encadré par une sécurité fortement armée, qui avait pris position sur les terrasses autour du stade de Missiri, le président Sambi n'y est pas allé de main morte. "A partir d'aujourd'hui, je rends le colonel Bacar personnellement responsable de tout coup de feu qui sera tiré à Ndzuani. Et je ne quitterai pas cette île sans avoir remis à l'Armée nationale de développement, le contrôle du port de Mutsamudu et de l'aéroport de Ouani. Et si je n'arrive pas à le faire moi-même, je ferai appel à vous pour m'ai-

●●● *der.* "Le ton est ferme et la volonté clairement affichée. Sambi sait alors qu'il est entendu à Moroni et à Fomboni, et que tout signe de faiblesse risquerait de l'enfermer dans un piège politiquement suicidaire.

Le 30 décembre est installé officiellement à Mutsamudu le Commandement régional de l'AND, en présence de toutes les autorités militaires nationales qui ont fait le déplacement. "La semaine prochaine débuteront les examens de recrutement d'une centaine de jeunes qui vont rejoindre le contingent de 50 à 80 hommes déjà en place", commente alors un proche de la présidence de l'Union. Dans son discours à l'occasion de l'Aïd el-Kebir dimanche 31 décembre, le président Sambi annonce la prise de contrôle, le 2 janvier, du port et de l'aéroport de Ndzuani par l'AND.

IL QUITTERA POURTANT L'ÎLE sans être allé au bout de ses intentions. Les 18 gendarmes dépêchés de Moroni pour assurer le contrôle des frontières anjouanaises resteront dans leur caserne de Hombô. La prise de fonction au port de Mutsamudu et à l'aéroport de Ouani n'a pas eu lieu. Le gouvernement anjouanais, qui avait donné son accord jeudi dernier par le biais de son ministre de la Justice assurant l'interim de son collègue de l'Intérieur en visite en France, est revenu sur sa décision. "L'installation a été reportée en attendant le retour de Djaanfar Salim (le ministre anjouanais de l'Intérieur et n°2 du régime, ndr)" a indiqué un officier de l'AND. Le président de l'Union, son directeur de cabinet chargé de la défense, le chef d'état major de l'AND et le patron du Groupe de sécurité des hautes personnalités (GSHP) regagnent donc Moroni sans avoir fait plier le colonel Bacar. Ses partisans, qui estimaient avoir remporté une victoire psychologique sur le régime anjouanais, sont les premiers déçus. "Il (Sambi) est venu mettre le feu et battre en retraite", regrettent-ils. Certes, le président de l'Union qui s'est adressé une seconde fois à la nation, le lendemain de son intervention du jour de l'Aïd, a essayé de trouver une sortie honorable. "Je prendrai des mesures de rétorsion", a-t-il déclaré sans préciser lesquelles.

Mais selon des sources sûres, Sambi s'apprête à interdire les relations aériennes et maritimes entre Ndzuani et Maore pour contraindre les dirigeants anjouanais à passer par Moroni. La décision du président comorien de couper Ndzuani de Maore n'est pas fortuite. Il a révélé le 1er janvier, "des mouve-



Selon Brazza, "c'est la nationalité française qui est à l'origine des problèmes de ce pays".

dans le Moyen Orient. Nous ne voulons pas la guerre, mais personne ne nous empêchera de ne pas répliquer à toute attaque d'où qu'elle vienne" a conclu le chef anjouanais. La confiscation au port de Mutsamudu le 31 décembre, par la gendarmerie anjouanaise, de "20 kalachnikov, de fusils mitraillette, de trois munitions de lance-roquette et d'un LG" destinés aux troupes de l'AND, a fait monter la tension. Les autorités anjouanaises ont exhibé ces armes à la télévision pour prouver "les intentions belliqueuses du président Sambi". Le chef de l'état-major de l'Union a rétorqué que le régime anjouanais était "au courant de cette opération normale, en rapport avec le déploiement de l'AND sur l'île".

Mais le pouvoir anjouanais est lancé dans une campagne tous azimut contre Sambi. Selon Djaanfar Salim, qui a donné une conférence de presse à

Que veut Brazza ?

Il est connu pour avoir pris la tête des sans-papiers manifestant à Maore en septembre 2005. Rentré à Ndzuani, il milite pour que les Anjouanais deviennent français.

SI LE débat autour de l'immigration clandestine à Maore est récurrent, les incidents de septembre 2005 ont marqué un tournant dans le renforcement de la politique d'expulsion des Comoriens sans papiers français. Des questions sont encore aujourd'hui en suspens, à l'exemple du saccage du siège de l'UMP à Mamoudzou, l'acte qui a fait monter la voix des élus mahorais pour demander un tour de vis supplémentaire, en vue d'arrêter le flux migratoire.

Parmi les leaders de ce mouvement qui a abouti à des reconduites massives à la frontière cette année, Ibrahim Ansam, alias Brazza. Ce jeune homme de 27 ans, qui a posé ses valises à Ndzuani, préside depuis février 2006 l'Organisation de la défense des droits des Anjouanais sans papiers français (ODDASPF). Ce mouvement, inconnu il y a quelques mois, a fait une apparition spectaculaire le 10 décembre en réunissant près de 700 personnes, en majorité des "petites gens", à Liwara, dans le Nyumakele, la région la plus pauvre de Ndzuani, véritable réservoir de candidats à l'émigration.

Mais au-delà de ce rassemblement, c'est la revendication du rattachement de l'île à la France qui a attiré l'attention sur cette organisation. Alors que le séparatisme anjouanais, lancé il y a dix ans par deux organisations politiques composées de notables et d'anciens militaires français à la retraite, demandant le "rattachement de Ndzuani à la France", semblait faire partie du passé, cette nouvelle organisation reprend le flambeau. Mais tout ressemble avec les années s'arrête là. Les animateurs de

l'ODDASPF sont pour l'essentiel des nouvelles têtes, qui n'ont pas joué un rôle de premier plan dans les événements de 1997. Les rangs de l'organisation sont surtout composés d'anonymes, enfants de la misère et pour la plupart, anciens "sans-papiers" de Maore. Leur discours, quoique demandant le retour de l'ancienne puissante colonisatrice à Ndzuani et aux Comores en général, n'est pas a priori politique. "Selon nos analyses, c'est la nationalité française qui est à l'origine des problèmes de ce pays. Ceux qui ont pris l'indépendance et qui ont gardé leur nationalité française, n'ont pas aidé le pays."

TIRANT LES LEÇONS de trente années d'indépendance qui n'ont produit que "corruption, coup d'Etat, misère pour le petit peuple", l'ODDASPF estime que l'indépendance n'a jamais été effective. "Il y a 700.000 Comoriens de nationalité française en France y compris les Mahorais. Comment peut-on parler d'indépendance quand on a des dirigeants français, un pays qui ne contrôle ni son territoire maritime ni son territoire aérien, une île restée française, quand notre administration est française, notre langue internationale est le français, notre monnaie est gérée par la France et que nous étudions le français de la maternelle à l'université ?" s'interrogent les militants de l'association. "Nous pensons que le pays n'a jamais été vraiment indépendant et que ce sont les petits Anjouanais qui ne peuvent pas accéder à la nationalité française, qui n'ont pas accès à l'éducation, à la santé, qui meurent en mer en tentant de rejoindre Mayotte pour espé-

rer gagner leur vie, et qui sont pourchassés sous prétexte qu'ils n'ont pas de papiers", qui souffrent, soutient Brazza. De cette analyse, l'ODDASPF déduit que "l'Etat français a un devoir de protection des Comoriens, puisqu'il a gardé une partie du pays et subvient aux besoins de milliers de Comoriens à cause de leur nationalité française".

LA DEMANDE DE rattachement à la France devient pour cette organisation "une revendication presque naturelle", une sorte de juste retour des choses, défend Brazza, dont le principal objectif affiché est de créer les conditions pour "une nouvelle consultation".

Quelle différence avec les leaders séparatistes ? "Eux, ils voulaient que la France prenne l'île alors que nous avons des droits à demander à la France", réplique le président de l'ODDASPF. Un discours naïf qui mélange histoire, misère, immigration et devoir de la France envers les Comores, mais qui se veut réaliste. S'ils nient toute manipulation politique, les militants de l'ODDASPF ont été en première ligne - avec des drapeaux français - de l'accueil de Brigitte Girardin en visite officielle le 27 novembre dernier à Ndzuani. Lorsqu'on leur demande quelle garantie ils ont de voir aboutir un jour leur revendication, la réponse n'arrive pas. Dans la fragilité actuelle de la situation anjouanaise, un nouveau mouvement tricolore, remake de celui de 1997, n'est donc pas impossible. Il pourrait être plus radical, parce que fondé sur une revendication non pas politique, mais de survie. Celle du mouvement des sans rien...

KES

"Ceux qui comprennent l'autonomie comme étant la marginalisation de l'Union, ont besoin de réviser leur position."

AHMED ABDALLAH SAMBI

ments suspects entre Maore et Ndzuani de Comoriens et d'étrangers qui sont prêts à m'empêcher de réussir mes projets de développement". Plus grave, le président a révélé le recrutement de mercenaires par des personnes basées en France et à la Réunion, en vue de l'éliminer physiquement. "J'espère que cela n'arrivera pas. Mais si par malheur, je devais mourir, je demande à tous mes partisans, amis et famille de réagir pour que les auteurs de ma mort me suivent dans la tombe" a-t-il lancé en guise de testament. Le président de l'Union qui a reçu lundi soir ses partisans de la Mouvement présidentielle leur a confirmé sa demande "d'un déploiement militaire international à Ndzuani" qu'il vient de formuler auprès de l'Union africaine et de la France. Si Sambi affirme n'avoir pas voulu prendre la responsabilité d'un affrontement armé avec le régime anjouanais, la tension reste vive et le discours belliqueux. "Je ne vous cache pas que j'ai fait montre de patience, mais je commence à être excédé. Nous traversons une grande période de turbulence qui peut mettre en péril l'unité du pays et cela ne viendra pas d'Anjouan, mais de là où on l'attend le moins" a déclaré le président Bacar dans son intervention télévisée à l'occasion de l'Aïd. Sur un ton ferme et calme, le chef de l'exécutif anjouanais a directement accusé Sambi de vouloir "mener une guerre sainte". "Les Comores n'ont guère intérêt à enterrer des faux martyrs à longueur de journée comme ce qui se passe

Maore, le président "n'a jamais adhéré au processus de réconciliation nationale. Son objectif est de brouiller les cartes". La Radio télévision anjouanaise (RTA) dénonce à longueur de journaux "le caractère anticonstitutionnel" de ses actes. Malgré le tollé provoqué par la célébration de l'Aïd en octobre dernier parallèlement à l'invitation donnée par Sambi à la présidence de l'Union, Bacar a réitéré l'événement le dimanche 31 décembre. S'exprimant à cette occasion pour la première fois depuis le début de la crise, le chef anjouanais est sorti de sa réserve et a relevé "les entorses à la constitution dont le président s'est rendu coupable". Il est revenu sur la polémique autour du bac 2006 à Ndzuani pour accabler Sambi et, fait nouveau, a revendiqué le rôle central qu'il a joué dans le séparatisme.

Au terme de son mandat, le président Bacar sait qu'il sera difficile pour lui d'obtenir une seconde chance que seul peut lui donner le maintien de son pouvoir, bâti sur la puissance de son armée. Son discours vire progressivement vers le séparatisme, relayé par celui de son numéro 2, Djaanfar Salim, qui a prononcé à Maore ces mots qui ressemblent à un appel du pied : "On est trop attaché à Mayotte. On a toujours défendu et reconnu le choix politique des Mahorais."

KAMAL'EDDINE SAINDOU

“Mayotte département” : plus qu’un statut, une religion

La revendication départementaliste s’apparente en de nombreux points à un dogme religieux, parfois même à une forme d’intégrisme. Mais n’est-elle pas en perte de vitesse ?

UNE IMAGE en guise de symbole.

Nous sommes le dimanche 3 septembre 2006. Des élus de la République française, parmi lesquels le député Mansour Kamardine et des notables influents, se réunissent à la mosquée de Chiconi. L’objectif de cette grande prière : forcer le destin et faire en sorte que Dieu influe sur le président français Jacques Chirac, afin que celui-ci accorde la possibilité aux Mahorais d’être consultés sur le statut de département d’outre-mer. Invoquer Dieu pour obtenir le statut de département du pays le plus laïc au monde comme on le sollicite quand un cyclone approche : voilà qui a de quoi surprendre. Pourtant, à Maore, ces deux concepts ne sont pas si éloignés l’un de l’autre. Dans les années 1960 déjà, les leaders du Mouvement populaire mahorais (MPM), fer de lance du séparatisme, avaient prêté serment dans le fameux “pacte de Sada”, dans lequel ils juraient de lutter jusqu’à la mort pour obtenir ce statut. Tels des croisés envahissant la Terre sainte, ils affirmaient ainsi que leur vie était moins importante que la quête de ce Graal institutionnel. Le non-musulman Marcel Henry ne jurait-il pas sur le

Coran fidélité au sacro-saint département ? Comme l’écrivait en 1976 Jean Charpentier dans un article consacré aux référendums mahorais, “le Mouvement mahorais conforte sa représentation en faisant, de façon permanente, référence aux dogmes mêmes de la tradition : le Coran, le mariage, les coutumes. Marcel Henry a juré sur le Coran que Mayotte resterait française. Avant toute réunion du village, le cadi lui fait répéter son serment. Infidèle, et qui plus est athée, pouvait-il ainsi abuser du livre sacré ? Les docteurs de la loi ont longtemps débattu de la question avec cette délectation si byzantine qui, aux Comores, caractérise les débats de doctrine religieuse. Les hommes pieux favorables au Mouvement ont tranché, en définitive, que le serment ne liait pas tant Marcel Henry que le Mouvement populaire mahorais dans son ensemble qui, lui, est composé de musulmans. Quant aux hommes de religion hostiles, ils discutent encore, car, peut-être, cet acte avait-il un caractère magique qui échappe à la lettre du Livre, comme tant de pratiques sacrées dans l’archipel. Et le serment de Marcel rejoint la magie en ce qu’il a été efficace. (1)” Une religion, la revendication départementaliste ?

Pas à proprement parler, mais cela y ressemble fort. Transmis de génération en génération, l’idéal statutaire ne prête à aucune critique, aucune question. On le souhaite comme un Paradis, on le respecte comme une Bénédiction. Les “infidèles”, ceux qui osent émettre des doutes voire dénoncer ce statut “assimilationniste”, ont été durant de longues années punis, physiquement ou socialement. Si un choix politique peut être débattu, on ne dis-

res de Mahomet.” “On ne remet pas en question le département, comme on ne remet pas en question l’Islam, c’est comme ça” affirme un jeune politicien. Et pour cause : “Au lieu de faire du département un moyen de nous développer, d’avancer, on en a fait un but ultime”, pense Hamada Ali Hadhuri, maire de Bouéni, candidat du Parti socialiste aux prochaines législatives. “Du coup, on ne pense plus qu’à

“Quand on est contre, on est banni, c’est un sacrilège, mieux vaut pécher, Dieu pardonnera, que s’opposer au département.”

BACAR ALI BOTO, VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL OPPOSÉ AU DÉPARTEMENT

cuté pas le dogme ! “Quand on est contre, on est banni, c’est un sacrilège, mieux vaut pécher, Dieu pardonnera, que s’opposer au département” affirme Bacar Ali Boto, l’un des seuls hommes politiques à s’être officiellement prononcé contre ce statut. “Si c’est moins vrai aujourd’hui, à une époque, celui qui s’opposait au département subissait ce qu’on a pu voir l’année dernière dans des pays musulmans avec l’histoire des caricatu-

re statut, et on ne fait rien à côté. On dit que sans le statut, on ne peut plus rien faire. C’est faux !” Saïd Omar Oili, le président du Conseil général, dénonce lui aussi cette “poudre aux yeux” que les hommes politiques continuent à vendre à la population. “Du coup, le débat est impossible” se plaint-il. Lui-même en a fait les frais il y a deux ans, lorsqu’il avait osé poser la question : ce statut est-il le meilleur ? L’ensemble de la classe politico-médiatique lui était alors tombée sur le dos, le qualifiant d’indépendantiste.

► **+ LOIN**
Le mois prochain, Kashkazi (n°60) vous proposera un entretien long format avec Saïd Omar Oili. Le président du Conseil général s’exprimera notamment sur cette question du statut.

“Une question de dignité”

Abdoulatifou Aly (MDM) est l’un des plus chauds partisans du statut de département.

Vous serez candidat du MDM aux prochaines élections législatives, et vous vous présentez comme le garant du combat pour “Mayotte département”. Pourquoi demander à tout prix ce statut ?

ABDOULATIFOU ALY : Pour avoir avant tout la preuve qu’on est Français, car en France le régime est un régime de droit commun. Pour Mayotte, le département est la garantie de l’égalité et du droit commun. Aujourd’hui, c’est le même réflexe qu’en 1841, 1958, 1974 : un réflexe sécuritaire pour nous protéger des autres îles. Si nous demandons le département, c’est parce que nous n’avons pas confiance : en 1974, la France ne voulait pas nous garder, nous l’y avons forcée, en 1975, quand Soilih est venu à Mayotte [pour la marche rose, qui visait à ramener Maore dans l’ensemble comorien, ndr], ce n’est pas la France qui l’a chassé, ce sont les Mahorais.

Vous ne faites pas confiance en la France ?
ABDOULATIFOU ALY : La méfiance n’est pas envers la France, mais envers les gouvernements français, qui font sans cesse des recules. On connaît les exemples de la Sarre, ou de Sainte-Marie, que la France a abandonnées. A Mayotte, l’article 53 est le plus connu des Mahorais, les Mahorais le connaissent même plus que les autres Français. Il dit qu’aucune nouvelle cession de territoires français ne se fera sans le consentement de la population. On a l’impression que le département repré-

sente pour vous le but ultime, et qu’après, plus rien ne compte.

ABDOULATIFOU ALY : Le département est un début, ce n’est pas une fin en soi, c’est le début du progrès, de tous les droits à l’égalité et à la solidarité. Vous n’aurez droit aux droits que si vous êtes dans la même situation que les autres, c’est pour cela que nous voulons le département. Vouloir les mêmes droits, c’est un objectif de départ, indispensable, pas une fin. C’est une question de dignité ! Ne peut-on pas se développer sans être département ?

ABDOULATIFOU ALY : Pas dans les mêmes conditions. Seul le département nous permettra d’avancer avec les mêmes droits que les autres territoires français. Nous réclamons juste l’égalité. On nous oppose aujourd’hui des arguments contraires à trois principes : principe des peuples à disposer d’eux-mêmes, principe démocratique, et principe de l’égalité. Nous devons être traités de la même façon que les autres, c’est une question de dignité, ça a toujours été ça, depuis Georges Nahouda, ce qui comptait pour lui et pour Marcel Henry, ce n’est pas d’être Français, c’est d’être Français dans un département français ! Ces gens qui connaissent bien l’histoire de la France connaissent aussi celle de l’Algérie et de ce département au rabais. Il est fondamental de demander la dignité d’être des Français comme tous les autres. Aujourd’hui, cette dignité, les Mahorais

fuiant à la Réunion ou en Métropole pour la trouver, car là-bas ils jouissent totalement de la citoyenneté française et européenne.

En 1945, Aimé Césaire avait lancé à la France un défi : celui de faire de la Martinique un département français pour que les Martiniquais soient traités comme des Français à part entière. Vous situez-vous dans la même logique ?

ABDOULATIFOU ALY : Oui. Nous voulons être département pour que l’Etat respecte la loi ! Notre combat, c’est plus un combat contre la France que contre les Comores. Quand je lis que le préfet dit que Mayotte ne peut pas être département car elle n’est pas assez développée ! Il a vu ça où, lui, qu’il fallait être bien développé pour être département ? Qui n’a pas développé, c’est moi ou c’est lui ? Quand on a donné le département à la Guyane : était-elle développée ? Le préfet est là pour faire appliquer la loi, pas pour dire des conneries !

Pensez-vous que la France, un pays qui s’est construit en effaçant les différences, parfois par la force, est capable d’accepter aujourd’hui ces différences ?

ABDOULATIFOU ALY : C’est le défi que lance Mayotte à la France : nous sommes africains, musulmans, animistes, et nous sommes français !

Recueilli par RC

ESSAYEZ DE DIRE à un jeune Mahorais qu’Allah n’existe pas. Puis assurez-lui que le département est un leurre : la réaction sera quasi identique. Outrée. Voire énervée. “Depuis tout petit, on nous apprend que le département sera la solution à tous nos problèmes comme on nous apprend qu’il n’y a de Dieu qu’Allah” affirme Mlaïli Condro, enseignant de français qui se plaît à étudier les moeurs de ses compatriotes (2). “La départementalisation a été intégrée dans l’éducation des parents envers les enfants. Les parents font dès son plus jeune âge la promotion du département à leur enfant. Dans une société où le discours des parents est prépondérant et ne prête pas à discussion, encore moins à contradiction, l’enfant peut difficilement envisager un autre point de vue. Il s’aligne sur la position des parents.” Pour Mlaïli Condro, il n’est pas incongru de comparer la revendication départementaliste à un dogme, sinon une religion. On trouve en tout cas dans l’apprentissage -si ce n’est le bourrage de crâne- du rêve départemental des similitudes troublantes avec la religion. “Je pense effectivement qu’il y a un côté religieux à la revendication départementaliste, en ce sens où elle se transmet de père en fils, et où l’on ne se pose pas de questions. Les religieux nous disent : “Pour prier, il faut se tourner vers la Mecque”, et on s’exécute, on ne pose pas de questions.” Pour le développement et le progrès, c’est vers le département que Maore doit se tourner. Tel est le discours des plus fervents départementalistes d’aujourd’hui, parmi lesquels le premier d’entre eux, Abdoulatifou Aly (lire ci-contre).

Mais ce n’est pas tout : “La revendication du département va avec la diabolisation des Comoriens. Au département on oppose le néant, le chaos. Bref, l’enfer”, admet Mlaïli Condro, qui ajoute : “Même si l’on reconnaît que les Comoriens des autres îles sont nos frères, ce sont des frères vicieux.” “Moi, quand je dis que je vais aller passer mes vacances aux Comores, les gens me

●●● disent : "Tu vas te faire tuer" ou "C'est dangereux", "C'est la misère", raconte Houssami, un habitant de Poroani. Comment en serait-il autrement ? Depuis trente ans, les imams du département ne cessent de décrire les Comores comme des îles sanguinaires dirigées par des dictateurs terrifiants. "Quand on dit département, on pense automatiquement relations avec les Comores. Être département, pour les gens, c'est la meilleure façon de se séparer des autres îles définitivement, c'est une garantie essentielle, c'est pour ça que le mot a été sacralisé", confirme Bacar Ali Boto.

CE MYTHE DU DÉPARTEMENT est accompagné d'une méconnaissance de ce qu'il représente. En cela, plus qu'à une religion, le rêve départementaliste s'apparente aux intégrismes religieux et à leurs préceptes : apprendre sans comprendre. "Le département, on ne connaît pas ses lois, ses fondements. On présente le département comme la fin de tous nos problèmes et comme le moyen le plus sûr de faire taire nos frères des autres îles", sans vrai-

leur a permis de convaincre la population, pense Abdoulatifou Aly. "La première mesure sous l'autonomie a été de déshabiller les Mahorais pour habiller les Grand-comoriens et les Anjouanais en démenageant la capitale. La France n'a prévu aucune contrepartie, mais les Comoriens n'ont rien fait pour arranger les choses, en créant des pénuries de produits de première nécessité comme le riz. Les Mahorais les plus pauvres en ont subi les conséquences : à l'époque, on crevait de faim, on mangeait des fruits à pain pas mûrs, qui collaient..." Ces difficultés ont fait naître un sentiment de rejet exploité par les créoles. "Quand on crève de faim, ce qui peut nous sauver devient le plus important", affirme le politicien. "Il s'est créé un lien charnel entre les Mahorais et le département. Ils se sont battus entre eux pendant les années 70. Pas contre les Anjouanais et les Grand-comoriens. Entre eux !" Entre temps, des mythes se sont agrippés au dogme, des idoles sont nées, avec en tête Zena Mdere, des leaders charismatiques ont personnalises ce combat (Marcel Henry, Younoussa Bamana). Le mouvement a même fait de Zaki

"À Mayotte, sans revendication de la terre, il faut trouver une autre revendication qui unit les gens : elle est de type salarial."

BOINALI SAÏD, ETUDIANT EN SOCIOLOGIE

ment savoir ce qu'on y trouve, dit Mlaïli Condro. Preuve de cette méconnaissance : le 13 décembre dernier, une délégation de femmes de Labattoir, le fief du combat pour "Mayotte française", a rencontré les élus du Conseil général. Celles qui s'appellent "les nouvelles chatouilleuses" et disent reprendre le flambeau de leurs aînées pour que Maore devienne département, parmi lesquelles l'une des figures emblématiques du MPM : Moushoula, commencent à s'interroger au fil des décrets et applications de droit commun qui minent le moral des Mahorais. "On n'a pas voulu de ce département", ont-elles clamé. "C'est vrai que nous voulons le département, mais nous pensions qu'il allait nous apporter la liberté. Actuellement, c'est la répression, sans l'argent nécessaire." Les Mahorais croyaient au RMI et aux allocations familiales, ils ont les permis de construire et les impôts... Rude retour à la réalité. "Ma grand-mère ne me donnait pas d'explication véritable, pour elle c'était le but ultime, c'est tout", indique Mlaïli. Mansour Kamardine rapportait sur RFO récemment les propos de sa grand-mère qui, avant de mourir, lui avait dit que son seul souhait était que Maore devienne département.

COMMENT EXPLIQUER UNE CROYANCE si forte en un simple statut ? Comment un seul article (l'article 73 de la Constitution française) peut-il rassembler avec tant de ferveur une population ? Pour Abdoulatifou Aly, il faut chercher la réponse dans l'histoire récente de Maore. "Il faut savoir que les leaders du mouvement à la base, avaient vécu la même chose à Sainte-Marie [une île située à l'est de Madagascar, ndr] dit le candidat aux prochaines législatives du Mouvement départementaliste mahorais (3). "Entre 1947 et 1958, on a fait croire aux habitants de Sainte-Marie, surtout aux créoles, qu'ils resteraient dans la France même si Madagascar devenait indépendante, que Sainte-Marie deviendrait un DOM, mais finalement cela n'a pas été le cas. Beaucoup sont alors venus à Mayotte, ils ont recommencé leur combat, ils devaient prendre une revanche sur la France. Ces personnes ont conservé la nationalité française, mais pas de territoire, cela a été plus qu'un choc, ils ne comprenaient pas la France." Plus instruits que les Mahorais, "ils connaissaient bien l'histoire de la France", explique l'avocat. "Ils connaissent aussi bien l'histoire de l'Alsace-Lorraine, et de la Sarre, qui est aujourd'hui allemande mais qui fut française. Ils connaissent le renoncement de la France à ce territoire."

Dans un combat pour l'honneur -leur honneur bafoué à Sainte-Marie-, Georges Nahouda, Marcel Henry et d'autres font du combat de "Mayotte française" leur but ultime. Une revanche sur leur patrie. Après, "la politique de la France et des Comores"

Madi, une jeune femme tuée lors d'une manifestation le 14 octobre 1969, une martyre.

Depuis, rapporte A. Aly, la plupart des personnes qui ont mené ce combat disent à leurs enfants : "Nous avons toujours milité pour le département, nous n'avons jamais changé de position, si vous changez de position, vous allez me voir sortir de ma tombe et vous hanter !"

Plus pragmatique, Boinali Saïd trouve dans l'attachement des Mahorais au département une explication sociologique, qui tend à faire du département le lien qui unit les Mahorais. Pour cet étudiant en sociologie -qui ne va pas jusqu'à comparer la revendication départementaliste à une religion, lui préférant le terme de symbole-, le département a servi à rassembler des populations d'origines diverses : africaines, malgaches, arabes... L'Islam avait réalisé cette œuvre au cours des siècles précédents ; le département a pris sa suite dans la seconde moitié du XXème siècle. "Il faut savoir que les Mahorais viennent des différentes migrations", tranche Boinali Saïd, "il n'a pas d'attache territoriale ancestrale, donc pas de revendication de la terre. Comme à la Réunion, la terre ne représente pas un bien symbolique ou ancestral, contrairement à l'Afrique du Sud. Donc à Mayotte, sans revendication à la terre, il faut trouver une autre revendication qui unit les gens : elle est de type salarial. Or le département est perçu comme le meilleur moyen d'augmenter les salaires. Dès lors qu'il n'y a aucun moyen de construire une nation, il a fallu se rattacher au département. Dans les années 50, cela se comprenait par le fait que c'était soit le département soit l'indépendance. Cela a changé depuis, mais pas dans l'esprit des gens." Ainsi, "la question n'est pas de savoir pourquoi les gens revendiquent le département, mais pourquoi ils ne revendiquent pas l'indépendance ? La réponse est : car ils ne sont pas de cette terre, la terre où sont enterrés leurs ancêtres est à Anjouan, à Madagascar, pas à Mayotte." D'ailleurs selon lui, ceux dont la famille vivait à Maore depuis des siècles "sont des nationalistes aujourd'hui."

SIL LE DÉPARTEMENT EST UN LIEN pour souder toutes ces populations -comme l'Islam le fut en son temps- comment ne pas, encore une fois, arriver à la conclusion qu'il est perçu lui-même comme un dogme religieux ? Saïd Omar Oili le reconnaît : "La revendication départementaliste est une revendication de passion, et non de raison."

Du coup, regrette Mlaïli Condro, "les gens ne voient pas le côté social ou économique du département. Pour eux, ce n'est pas un ordre social, c'est un objet. Des fois, j'imagine le député arriver avec le département dans sa valise et être acclamé par la foule ! Ce rapport quasi religieux au département, il convient de le déconstruire pour éviter de



tomber de très haut". Car "si on a le département, que fera-t-on après ?" s'interroge l'enseignant. "Personne n'a d'idées. Il faut faire attention : quand les Mahorais se rendront compte que ce qu'on leur a vendu est vide, ils pourraient être en colère". "Les Mahorais ne sont pas dupes", renchérit Boinali Saïd. "Pour eux le département n'est rien d'autre que de l'argent. Il y a un compromis social : les wazungu pour rester ici (car la France a voulu rester ici) apportent l'argent, et les Mahorais s'en servent pour construire leur village. Pourquoi y'a-t-il tant d'échec scolaire selon vous ? Pourquoi apprendre, quand on sait que les sous tomberont de toute manière ?" Pour lui, "il n'y a pas du tout d'idéalisation du département, il s'agit d'un rapport marchand, mercantile. Les Mahorais ne veulent pas le département, ils veulent des sous, or leurs chefs leur disent que les sous, c'est le département."

Depuis quelques années toutefois, la vision idyllique du département a essuyé nombre de revers. Les lois se succèdent en un chapelet d'attaques à la culture locale et d'obligations incompressibles. Aujourd'hui, de nombreux jeunes Mahorais dénoncent cette évolution. Abdoulatifou l'admet : "Les jeunes nous inquiètent. L'école n'a pas fait son travail, et les jeunes n'ont pas appris ce qu'était la République. Aujourd'hui, ils semblent s'en détourner." Bacar Ali Boto admet lui aussi que "le département ne fait plus autant l'unanimité. Même parmi les hommes politiques, je peux vous affirmer que 80% des élus sont contre le département, mais

ils n'osent pas le dire, de peur que cela se retourne contre eux. Moi, quand j'ai dit que j'étais contre, j'ai reçu des mots de soutien."

"IL NE FAUT PAS OUBLIER que l'Islam, avant de devenir une religion, était une critique sociale des inégalités", conclut Mlaïli Condro. Le discours départementaliste est né de la même façon :

"Les gens ne voient pas le côté social ou économique du département. Pour eux, ce n'est pas un ordre social, c'est un objet."

MLAILI CONDRU, ENSEIGNANT

il s'agissait d'une critique vis-à-vis de l'"hégémonie" grand-comorienne. Mais alors que le département approche, les inégalités s'accroissent. Les salaires peuvent aller du simple au quintuple dans l'administration et dans le secteur privé. Les riches sont de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus endettés. Face à cette situation, la première religion de l'île, l'Islam, qui fut un temps en perte de vitesse, pourrait alors reprendre du poil de la bête.

RC

(1) *Referendums mahorais, lois françaises et hégémonie politique comorienne*, par Jean Charpentier, in Revue française d'Etudes politiques africaines, juin 1976 (disponible aux Archives départementales de Mayotte)
(2) Lire son article dans *Kashkazi* n°58, décembre 2006
(3) D'autres candidats du MDM devraient également se présenter. Le parti est divisé en deux courants depuis quelques années.

Ci-dessus, la figure emblématique du mouvement départementaliste : Zena Mdere, décédée en 1999. (CRÉDIT : COLLECTION PRIVÉE HELENE MAC LUCKE)



Une page se tourne difficilement à l'Université des Comores

Après les démissions de son président emblématique et de son doyen des Lettres, l'Université des Comores saura-t-elle s'affranchir des considérations claniques et insulaires que certains tentent d'imposer, et qui déteignent sur une partie des étudiants ?

TOUS CEUX qui ont eu selon lui, associée à la lettre entre les mains s'étonnent de la précipitation que ses quelques lignes trahissent, avec leur date corrigée au stylo et leurs fautes de frappe. Damir Ben Ali, à la tête de l'Université des Comores depuis la création de celle-ci en 2003, démissionnait le 9 décembre de son poste de président en ces termes : "Au moment où j'ai le profond regret de voir des enseignants de l'Université répandre les idées séparatistes dans l'esprit des jeunes étudiants et donc déstabiliser la jeune institution en détournant son action de son objectif principal, l'Unité des Comores, je viens de prendre connaissance par les intéressés eux-mêmes des textes qui démettent mes collaborateurs de leurs fonctions et les remplacent par d'autres. N'étant plus en mesure d'exercer mes fonctions, j'y mets fin." Quelques heures plus tôt - les deux courriers sont datés du même jour - c'était le doyen de la faculté de Lettres, Moussa Saïd, qui démissionnait

pour un autre motif : l'Université n'avait pas été permis de sélectionner les titulaires du bac anjouanais autorisés à s'inscrire en première année. Le bac délivré à Ndzuani n'ayant pas été reconnu par les autorités nationales, le gouvernement avait en effet décidé d'ouvrir une porte aux bacheliers anjouanais en organisant cet examen, dans des conditions contestées (lire ci-contre). Des conditions qui, selon le doyen, nuisent à la crédibilité de l'institution. "On ouvre une porte qu'on ne pourra jamais fermer", estime-t-il. "Demain, un autre ministre pourra organiser le test qu'il veut avec la complicité de quelques enseignants, sans réel contrôle de l'Université !" Dans sa lettre de démission, Moussa Saïd signale également que "des recrutements d'enseignants et d'autres agents de l'Université sont réalisés sans que le Conseil Scientifique soit saisi des dossiers des postulants. Ce qui n'est pas conforme à l'arrêté ministériel qui définit les critères de recrutement des

Personnels de l'Université."

Coup dur ou coup de théâtre, la jeune Université perdait simultanément deux de ses hommes forts. Comment en était-il arrivé là ?

DIFFICILE DE NE PAS VOIR une guerre des chefs entre les deux hommes. Chacun accuse l'autre de façon à peine voilée dans sa lettre de démission : Damir Ben Ali fait allusion à l'influence exercée par Moussa Saïd sur ses étudiants, lors de sa campagne contre le fameux test. Moussa Saïd met lui en cause la politique de recrutement de l'administration universitaire. D'après des membres de l'Université, l'hostilité couvait entre les deux historiens et s'était concrétisée lors d'une réunion il y a quelques semaines, au cours de laquelle Moussa Saïd se serait vu reprocher d'avoir refusé des étudiants admis à l'issue du test. "Damir lui a dit qu'il fallait se soumettre à la décision du gouvernement, ou bien démissionner", raconte un témoin. Un membre du per- ●●●

Manipulés, les étudiants ?

●●● sonnel s'étonne de ce que "Moussa, qui s'était toujours arrangé pour ne pas déplaire à Damir et pencher de son côté, le défie tout d'un coup publiquement". Damir Ben Ali va jusqu'à accuser son ancien collaborateur d'avoir "fait campagne pour créer une crise entre Anjouanais et Grand-comoriens, et voir s'il serait élu à la future élection des doyens, prévue dans la loi actuellement examinée par l'Assemblée". Une hypothèse jugée peu crédible par la majorité des enseignants et dont Moussa Saïd se défend : "Je n'ai aucune envie d'être doyen à nouveau." Son ton se fait néanmoins de plus en plus conciliant, et pour cause : il vient de se déclarer candidat pour l'élection du nouveau président de l'Université.

CEPENDANT LA CRISE EST PLUS profonde qu'une simple querelle de personnes. L'Université coupe pénalement le cordon ombilical qui la reliait au pouvoir du temps où régnait son fondateur, Azali Assoumani. Unis par la complicité des pionniers, le colonel et l'historien "dinosauré", comme Damir Ben Ali se qualifie lui-même, géraient à leur façon la délicate relation entre une université autonome dans les principes, mais non dans les finances, et un pouvoir politique en mal de réalisations prestigieuses. Selon l'historien, à l'origine, "beaucoup ont mené campagne contre [la mise en place de l'Université] parce que ça venait d'Azali et qu'ils pensaient que c'était une chimère". Mais, affirme-t-il, "Azali a dit qu'il n'attendait pas de l'Université un concours dans sa politique. Et il a tenu son engagement. Parfois il n'était pas content, mais il se taisait."

L'arrivée du nouveau président Ahmed Abdallah Sambi et de son équipe gouvernementale en juin 2006 ont changé la donne : finie la proximité entre la direction de l'Université et la présidence. Le désaccord se concrétise au début du mois de décembre lorsque le directeur des ressources humaines de Damir -proche d'Azali- est remplacé sans que celui-ci ne soit averti ; et que des cadres de l'ancien pouvoir, qui avaient été nommés comme enseignants, sont suspendus de leurs fonctions pour "vice de procédure". De fait, Damir Ben Ali estime que les nouvelles autorités font preuve d'ingérence dans les affaires de l'Université. "Quand un ministre ou un secrétaire général venait dans mon bureau pour me recommander quelqu'un, je transmettais le dossier au secrétaire général sans un mot", explique-t-il. "C'est ça qui les dérangeait." Le ministre de l'Éducation nationale, Abdourahim Saïd Bacar, se dit pour sa part "désolé" de la

démission du président de l'Université et justifie le remplacement du DRH par une secrète "raison d'Etat".

MAIS SI L'ENSEMBLE de la communauté universitaire critique les maladresses et le manque de respect des procédures du gouvernement actuel, la plupart des enseignants estime que celui-ci ne s'est pas plus impliqué dans les affaires de l'établissement que son prédécesseur. Au contraire... "Azali avait fait de l'Université son cheval de bataille politique", estime un enseignant présent au début de l'aventure. "C'était ce qu'il voulait laisser à l'Histoire et il avait choisi un président qui pouvait le concilier à l'opinion publique. Il nommait les gens, il procédait à des changements. Mais il respectait les formes. Il avait participé à la rédaction des statuts. Il savait jouer avec, c'est normal qu'il maîtrise mieux les textes qu'eux, qui sont nouveaux." "Les autorités ne sont pas suffisamment au courant des textes" renchérit Othmane Abdou, secrétaire général de l'Université. "Mais le ministre de l'Éducation [actuel] collabore beaucoup plus avec nous que son prédécesseur. D'ailleurs, ce n'était peut-être pas normal qu'autrefois, on avait un accès direct au président sans avertir le ministre de tutelle. L'Université était une œuvre, un projet Azali."

Jamais reçu par Sambi, fragilisé par des relations plus froides avec le gouvernement, Damir s'est senti "poignardé dans le dos", pense un cadre de l'institution. "A la fois par le pouvoir et par les enseignants. C'est au moment même où il défendait, dans des conditions difficiles, le test voulu par le gouvernement, que ces histoires de nomination sont arrivées. Mais je pense qu'il croyait que tout le monde allait faire bloc derrière lui quand il a donné sa démission. Quand au lendemain de l'élection de Sambi, le DRH et la comptable ont été visés -un rapport financier a décrété qu'ils étaient incompétents-, l'Université a fourni un contre-rapport et tout le monde a été solidaire. Non en faveur de ces personnes, mais parce que tout le monde pensait qu'il fallait garder une continuité de l'administration, pour assurer notre indépendance du pouvoir. Pendant six mois, les deux personnes visées sont restées à leur poste. Mais aujourd'hui, Damir n'a pas vu ce bloc se reconstituer derrière lui. Parce que les gens pensaient voir certaines pratiques, comme l'achat de 4x4 dans des conditions douteuses, changer, et que ça n'a pas été le cas."

L'Université aurait-elle "tué le père" ? Si tous saluent l'engagement et la personnalité de Damir sur qui ont largement reposé les premiers pas du

"LE DOYEN (DE LETTRES, NDLR) EST LA SEULE personne à dire non à la venue des Anjouanais. Les étudiants ont voulu lui montrer qu'ils étaient avec lui." "On ne veut pas que les Anjouanais débarquent." "Notre doyen en Droit a dit que ce test n'était pas de niveau terminaliste, que c'était un test bidon. On n'a aucune raison de ne pas le croire !" Si les organisations étudiantes -comme les enseignants- affirment qu'elles n'encouragent pas les tensions entre les îles, force est de constater que leur message originel, dans un contexte de susceptibilité insulaire, ne manque pas de prêter à confusion. Ainsi une déclaration du bureau central des étudiants, appelaient au mois d'octobre à "boycotter l'entrée" des "faux bacheliers anjouanais". "Nous avons demandé que le gouvernement arrête ces tests et décide qu'aucun de ces élèves n'accède à l'Université", explique Ahmed Abdou, porte-parole de la commission d'étudiants qui s'est chargée d'étudier la question du test. Depuis, le ton s'est adouci au sein du bureau central. "Une commission d'étudiants a décidé d'ac-

cueillir ces bacheliers, tout en exprimant notre mécontentement. C'est pour cela qu'il y a eu une journée d'arrêt de cours", indique Kemba, qui représente les étudiants au sein du Conseil d'administration de l'Université. "Et nous avons décidé de faire en sorte que ça ne se reproduise jamais, les années suivantes. Si nous faisons marche arrière par rapport à notre première déclaration, c'est parce que nous avons compris que cela n'aurait pas de réelles conséquences sur la crédibilité de l'Université." En attendant, le mécontentement de bon nombre d'étudiants s'est d'ores et déjà focalisé sur ces "faux bacheliers" accusés de compromettre par leur présence l'avenir de l'Université, et surtout de ses étudiants. "La question a été fortement insularisée", admet Kemba. "Lors d'une dernière réunion, nous avons été choqués de voir qu'une association d'étudiants anjouanais, et une autre de mohéliens, ont été créées. Des jeunes essaient de cultiver la division entre les étudiants. On pense que certains d'entre eux sont manipulés et surtout, ils sont mal informés."

bebé, les langues se sont déliées pour dénoncer une gestion quelque peu autoritaire. "Nous avons perdu un homme de qualité qui nous encadrait, que nous considérions comme notre papa. Même s'il faisait des choses pas bien fondées, on acceptait", avoue Othmane Abdou avant de préciser : "Il y avait des débats, un respect. Le paternalisme n'aurait pas marché avec des intellectuels." Ali Mohamed Djalim, responsable de la composante Histoire, n'hésite pas lui à parler de "relations de type paternaliste plus que de collaboration et de collégialité. L'Université était gérée un peu comme un village. Les gens obéissaient faute de pouvoir dire ce qu'ils pensaient. Je me souviens d'un jeune enseignant tenu par le col de sa veste parce qu'il avait osé émettre des contradictions. Depuis, il n'a plus ouvert la bouche." "J'étais autoritaire, mais je dérangeais surtout les dinosaures comme moi, les notables qui pensaient qu'ils méritaient un régime de faveur", tranche Damir Ben Ali. Privée de l'aura de son président, qui dominait et rassemblait du haut de son âge et de son charisme, l'Université est donc forcée de tourner la

page. La loi en cours d'examen à l'Assemblée devrait renforcer son autonomie : "Le président sera élu avec une liste. Il n'y aura plus toutes ces nominations par le gouvernement, seul le secrétaire général restera l'œil du pouvoir", précise Alioifa Mohamed, chargé de communication de l'institution. Même libérée du joug politique, la petite communauté d'enseignants risque cependant de se retrouver prise dans ses propres contradictions. Après les dénonciations de Damir concernant

"On voit se réveiller cette forme d'ethnicisme qui sommeille en chacun de nous."

ALI MOHAMED DJALIM, RESPONSABLE DE LA COMPOSANTE HISTOIRE

des manipulations séparatistes, chacun s'est empressé de se démarquer de ces durcissements insulaires et de condamner les étudiants qui, par une extrapolation du discours de Moussa Saïd, se sont mis à clamer : "On ne veut pas des Anjouanais à l'Université." (1)

LES DÉMARCHES ENGAGÉES À l'approche de l'élection du nouveau président de l'Université trahissent pourtant les intérêts insulaires, voire villageois, défendus en sous-marin par une partie de ces intellectuels. Au début de la procédure, il ne fallait surtout pas -aux yeux de certains- être dirigé par un Anjouanais sous la présidence de Sambi. "Après le départ de Damir, les gens ont fait semblant de s'apercevoir que les trois principaux cadres qui l'entouraient étaient anjouanais, et d'être choqués", dénonce un membre du personnel. Mais alors que d'énormes professeurs se préparaient à voter pour une île et non pour un projet pédagogique ou un profil professionnel, un nouveau "problème" apparaîtrait : le principal candidat grand-comorien est originaire de Fumbuni, tout comme le vice-président de l'Union, Idi Nadhoim. Branle-bas de combat... Et les uns et les autres de rechercher un candidat moronien. "On voit se réveiller cette forme d'ethnicisme qui sommeille en chacun de nous", juge Ali Mohamed Djalim. Comment s'étonner dès lors de la radicalisation des étudiants, qui se rassemblent désormais en associations insulaires et se mettent à raisonner en nombre de bus et de bourses attribués à chaque île ?

LISA GIACHINO

(1) La phrase est tirée d'un courrier qui nous a été remis par un lecteur étudiant.

Page de gauche : Sambi, Azali, et Damir Ben Ali réunis lors de la pose de la première pierre de la bibliothèque de l'Université. (Anone)

Le test qui a mis le feu aux poudres

L'ÉCHEC DE L'HARMONISATION DU BAC entre les trois îles de l'Union, qui a "considérablement excité les esprits" selon un enseignant, est à la source de la crise de l'Université. Après des années de séparation -depuis 1997, Ndzuani délivrait son propre Bac, non reconnu par les autorités nationales- l'examen de 2006 devait être commun aux trois îles. Des mois de rencontres et de compromis avaient été nécessaires à sa préparation, mais au dernier moment, le gouvernement anjouanais s'est saisi d'une ambiguïté dans le texte des accords pour refuser l'échange des présidents de jurys entre les îles. Le ministère de l'Éducation nationale n'a pas validé le Bac anjouanais, et les bacheliers de l'île se sont donc à nouveau retrouvés privés d'accès à l'Université des Comores. C'est dans ce contexte que le gouvernement a décidé d'organiser un test permettant à ces titulaires d'un diplôme non reconnu, de s'inscrire en première année de faculté. Sur 1.111 candidats, 187, soit 14%, ont été admis, indique le secrétaire général de l'Université, Othmane Abdou. "Seuls une quarantaine sont effectivement en cours, car beaucoup ne pou-

vent pas payer les frais d'inscription et un logement à Moroni", ajoute Alioifa Mohamed, qui était chargé de communication au moment du test. Après des débats houleux, les responsables et enseignants sont parvenus à un consensus quant à l'attitude à adopter face à ce test qui causait la polémique. "Les responsables de l'administration et chefs de composantes ont fait une motion dont le PV a été envoyé au ministre", explique Alioifa. "La résolution reconnaît la légalité du test et la sincérité des résultats, mais condamne les conditions d'organisation, estimant que les enseignants auraient dû être associés à la décision et à l'organisation." Reste à comprendre pourquoi l'organisation de ce test a fait autant de bruit quand l'Université manque d'équipements, quand trouver un transport pour y monter relève du parcours du combattant, quand les enseignants manquent de formation, quand le passage au système LMD est chaotique... "On a fait une affaire d'Etat pour une cinquantaine d'étudiants", résume un enseignant. "On n'avait pas besoin de ça."

LG

Municipales à Ngazidja : la résurgence des sultanats

La délimitation des communes décidée par le gouvernement de Ngazidja a réveillé les querelles de frontières d'antan. Un litige sérieux qui a amené les députés de l'île à demander le report des élections municipales.

“SI LE gouvernement ne revient pas sur sa délimitation des communes, c'est sur nos tombes qu'il tracera la nouvelle frontière.” Ce propos belliqueux signé Mohamed Soulé Islam, n'est pas un simple écart de langage. Le fonctionnaire des Douanes s'exprime au nom des siens, les habitants de la ville d'Ikoni, à la suite d'une assemblée de notables dont les décisions, comme le veut la tradition, sont exécutoires par toute la communauté concernée. C'est donc le chef lieu de la région de Bambao qui prend ainsi position par la voix du clan des anciens, contre la délimitation des futures communes fixée par un décret du 8

novembre 2005 de Mzé Soulé Elbak, président de l'île de Ngazidja. La fronde des voisins du sud de Moroni eut été un cas isolé si une semaine plus tard, la notabilité d'Itsandra, l'autre ville frontalière située elle au nord de la capitale, n'avait pas fait monter les enchères, menaçant de boycotter le scrutin municipal prévu ce 21 janvier 2007, si jamais la loi redessina ses contours traditionnels. *“Itsandra peut concéder sa terre, mais n'est pas du genre à se laisser spolier. S'il le faut, nous défendrons par le glaive, les frontières tracées par le sang de nos ancêtres”*, a lancé Mouhtar Charif, médecin, homme politique et notable de la ville, à l'as-

semblée réunie le 13 décembre à Ntsudjini. Imprévue, cette crise des frontières communales qui risque de compromettre l'organisation des prochaines élections municipales, soulève la relation entre l'Etat en tant que structure administrative et les villages, en tant qu'organisation sociale traditionnelle. *“Nous ne sommes pas contre les communes. Mais la commune, c'est un territoire avec des gens qui veulent vivre ensemble. Si c'est cela la définition, alors les communes existent depuis longtemps, sur les bases traditionnelles.”* Pour ce notable d'Itsandra, tout découpage qui remettrait en cause les anciens sultanats est inacceptable... ce qui équivaut à un saut en arrière d'un siècle, qui fait fi de la loi du 11 avril 2005 sur l'organisation des communes de l'île de Ngazidja. Celle-ci définit la commune “comme une réunion de personnes habitant une région délimitée, soumises pour les affaires locales à une même administration, constituant légalement une collectivité territoriale décentralisée et dotée d'une personnalité morale”. La même loi donne au président de l'île, le pouvoir de “fixer le nom de la

commune, mais traduit le malaise des élus, tiraillés entre leur rôle de législateur et la pression sociale exercée par les villages.

CE DÉSAVEU A POSTERIORI du gouvernement par son assemblée contribue à semer le doute sur les textes qui ont organisé les communes par le passé, et qui ont servi de référence au découpage actuellement contesté. *“Le périmètre des territoires visés par l'article 3 de la loi de 2005, est fixé sur la base des limites administratives au Sud par la villa Madeleine de Chezani, à l'Ouest par la mer et à l'Est par la route de Salimani”*, explique Ahameda Youssouf, président de la Commission d'organisation et de suivi des élections (Cose). Cette délimitation ne correspond pas aux frontières traditionnelles, répliquent les notables des deux villes voisines de la capitale. *“L'arrêté de 1962 qui a créé les premières communes de moyen exercice, fixait la limite d'Itsandra à hauteur du quartier de la Coulée de lave”* insiste le Dr Mouhtar, qui tient à préciser que *“le litige actuel porte sur la défense des limites de la région d'Itsandra et*

Bangwe à Ikoni. Quand les notables menacent de reprendre la sagaie...



“L'organisation des communes à la mode occidentale est valable à Ndzuani et à Mwali, mais pas à Ngazidja.”

SAÏD ALI KEMAL, IKONI

commune, situer son chef lieu et déterminer le périmètre communal”. Seul le cas de regroupement de plusieurs villages limitrophes nécessite au vu de la loi, le consentement écrit et signé des chefs de ces villages. Dans leur intransigeance, les garde-frontières que sont les notables, prennent le contre-pied des textes en imposant leur propre vision, nulle part écrite. *“Les remparts sont là pour témoigner des combats qu'ont menés les Hamadi et les Kararilwa (1) pour nous léguer ce territoire”* commente-t-on à Ikoni, Itsandra et Ntsudjini.

L'ASSEMBLÉE DE L'ÎLE DE NGAZIDJA a été la première à conforter ce saut d'un siècle en arrière vers les sultanats, en votant à l'unanimité de ses membres le 16 décembre dernier, une résolution demandant au président Elbak de “surseoir au décret relatif à la convocation du collège électoral des élections municipales”. Il fallait “éviter des dérapages”, soutient le président de l'Assemblée insulaire. Cette complicité non avouée avec les notables n'est pas la seule raison du premier désaveu public de la part des députés à l'égard du président Elbak. Les élus reprochent au gouvernement de l'île de n'avoir pas “respecté scrupuleusement certaines dispositions de la loi”. Ils brandissent notamment le non respect du délai de 92 jours pour la convocation du collège électoral, le renversement du mode de recensement fait sur la base des électeurs des bureaux de vote alors qu'il devrait prendre en compte les habitants de la commune. Une question se pose néanmoins : les députés auraient-ils relevé ces entorses juridiques si les notables n'avaient pas auparavant fait irruption sur le terrain municipal, à quelques jours des élections ? Le président de l'Assemblée de Ngazidja qui n'avait pas senti venir le coup, admet que la délimitation est du ressort du chef de l'exécutif de l'île, mais *“il fallait tenir compte de ces réactions [des notables, ndr]”*, estime-t-il. La résolution du 16 décembre n'a pas d'ef-

fet sur une quelconque rivalité avec Moroni”. Evoquant les mêmes textes, Ikoni a décidé une frontière “non négociable” qui longe la route menant à l'hôtel Le Moroni.

Dans cette querelle entre deux logiques, l'une ancestrale, l'autre administrative, les tenants de la première ont réussi la prouesse de s'approprier le dossier des communes et de imposer leur perception. *“Nous reprochons à Elbak de décider seul avec ses conseillers. Nous ne sommes pas contre Moroni, mais contre les méthodes d'Elbak”* concède le docteur Mouhtar. *“La population ne se retrouve plus dans ses dirigeants. Il y a un sentiment de ras-le-bol. L'Etat ne l'écoute pas. Pour se faire entendre, elle a recours à ses propres moyens de pression”*, analyse un observateur de la vie politique. Le gouvernement n'est certes pas exempt de critiques et semble vouloir instrumentaliser ces élections municipales en vue de la prochaine élection présidentielle de l'île. Mais ce sursaut de la notabilité dans le champ politique ne paraît pas non plus un gage de démocratie. En l'absence de partis politiques engagés dans la bataille municipale, la notabilité tente d'instituer de nouvelles règles du jeu opposant légitimité sociale et légitimité politique. *“On faisait le Grand mariage pour disposer d'un pouvoir dans le village. Et maintenant, des élus seront détenteurs de ce pouvoir”*, fait remarquer un fonctionnaire. Derrière la critique politique, se profile donc une crainte réelle des notables de se voir dépouillés de leur rôle par la nouvelle administration de proximité. *“L'organisation des communes à la mode occidentale est valable à Ndzuani et à Mwali, mais pas à Ngazidja. Ici, nous avons un mode de fonctionnement social qui vaut celui des communes”* soutient Saïd Ali Kemal, l'élu d'Ikoni.

KAMAL'EDDINE SAINDOU

(1) Noms légendaires des guerriers héros d'Ikoni et d'Itsandra.

Centre de rétention de Maore : "Dedans, on est comme des animaux"

Conçu pour accueillir 60 personnes, le Centre de rétention de Pamandzi en détient parfois jusqu'à 120. Insalubrité, violations des droits, surpopulation : même le syndicat majoritaire des policiers dénonce cette situation "déplorable".

"QUAND on est là-dedans, on n'a pas envie de parler. On dort ou on regarde la télé, mais on ne parle pas. On est dans de telles conditions qu'il n'y a rien à dire. On n'espère qu'une chose : être amené à l'aéroport et monter dans l'avion." Abdou a été arrêté à Mtsapere par la Police aux frontières (PAF) en 2004. Il a été incarcéré au Centre de rétention administrative (CRA) de Pamandzi, le seul de l'île, durant deux jours, avant d'être envoyé vers Ndzuani. Il se souvient : "On ne mangeait qu'une fois par jour, entre 16 et 17 heures. On n'avait que du riz, et des ailes de poulet. Pas de sauce. Pas de pain. Rien d'autre. Les gens avaient faim. Moi pas trop parce que je suis habitué avec le Ramadan. Les enfants, eux, avaient quelques biscuits en plus." Dans la salle des femmes où elles étaient six ce jour-là, Souraya, passée par le centre en 2003, se remémore avoir eu la même nourriture. "C'est insuffisant. Le matin quand on se lève, le ventre crie, et on ne nous donne rien sauf de l'eau." Djaloud, qui a passé un jour et deux nuits au centre de rétention en mai 2006, affirme avoir lui aussi mangé la même chose. "Ils nous servent ça dans des gamelles où tout le monde se sert à la main. Mais quand j'y étais, on était une centaine ! Il n'y en avait pas assez."

Passage obligé pour les sans-papiers arrêtés à Maore avant leur transfert vers Ndzuani, le Centre de rétention administrative - un second devrait être construit pour 2008 - est au cœur d'une polémique dont longtemps les observateurs ont cru qu'elle n'éclaterait jamais, tant la loi du silence est de mise dans les rangs de la police nationale. Les conditions exécrables dans lesquelles sont détenus ceux que l'administration nomme les "ESI" (étrangers en situation irrégulière) sont pourtant connues, même si aucune association locale n'a le droit d'y entrer (lire ci-contre). Surpeuplement, insalubrité, insultes, violations des droits des personnes... Les manquements sont nombreux, et personne ne peut rien dire. Cette année pourtant, ils sont plus de 13.000 à y avoir été détenus.

La brèche s'est toutefois entrouverte au milieu du mois de décembre. Dans un tract dénonçant les objectifs revus à la hausse pour 2006 concernant la chasse aux sans-papiers - l'objectif initial fixé par Nicolas Sarkozy était de 12.000 reconduites à la frontière, il a été largement dépassé - le syndicat UNSA Police Mayotte, majoritaire, ose lever un tabou. "Les conditions de détention des personnes interpellées, même pour quelques heures seulement, sont déplorables. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : capacité d'accueil du CRA : 60 personnes ; plus de 15.000 personnes ont déjà été expulsées. C'est-à-dire que le CRA est en permanence occupé à près de 200% de sa capacité ! La surpopulation et le "toujours plus" engendrent des tensions que le personnel du Centre de rétention administrative ne peut plus supporter." Aux conditions difficiles de détention s'ajoutent la durée de la rétention - jusqu'à 48 heures - et le malaise au sein même de la police, susceptible d'aboutir à des bavures. "Le personnel du CRA est au bord de l'explosion", poursuit le tract. "Il faut savoir qu'ils sont 7 fonctionnaires par brigade (5 présents compte tenu des repos), ils assurent à eux seuls la garde des rétentionnaires, les transferts (...) Allons-nous attendre un incident grave pour agir ?" Un communiqué de presse rédigé par le même syndicat qui n'a eu que peu d'écho dans la presse locale va plus loin, accusant de manière à

peine voilée l'administration de faillir à ses devoirs : "Pour satisfaire aux lois de la République, nous respectons les textes en vigueur. Mais il faut aussi que l'administration respecte les règles qu'elle a elle-même édictées. Les centres de rétention correspondent à des critères bien précis, leur capacité d'accueil est limitée et le chef du CRA a le pouvoir d'accepter ou de refuser les admissions (...)" Mais pour cela, encore faudrait-il un chef : d'après le syndicat, il n'y en a pas. (1)

Quant aux conditions de détention : "Le bâtiment est trop petit pour tous, les conditions d'hygiène ne sont pas remplies du tout : 5 douches et 5 toilettes pour une capacité de 60 personnes, ok, mais pas pour 150 personnes !" L'UNSA parle de "surpopulation chronique".

CES DONNÉES NE SONT pas nouvelles. Un rapport rédigé au cours de l'année dernière par des sénateurs français - sur l'immigration clandestine - faisait déjà état de son délabrement. "Le centre de Cayenne-Rochambeau, en Guyane, totalement inadapté bien que ne datant que d'une dizaine d'années, devrait faire l'objet d'un agrandissement et d'une mise aux normes très prochaines. Il en va de même de celui de Petite Terre à Mayotte", peut-on y lire.

Plus récemment, une étude sur l'ensemble des Centres de rétention administrative français stigmatisait ces manquements, qui ne sont pas propres à Maore. Remis en juillet 2006 à Dominique de Villepin et Jean-Louis Borloo (respectivement Premier ministre et ministre de la Cohésion sociale), le rapport réalisé par l'Inspection générale de l'administration et l'Inspection générale des Affaires sociales, indique que "la rétention s'apparente de plus en plus à la détention". Sur les 25 centres de rétention en France, dont 20 dans l'Hexagone, deux tiers ne sont pas aux normes, parmi lesquels celui de Pamandzi.

Selon le rapport remis aux ministres, la situation des centres de rétention dans les DOM-TOM est plus préoccupante qu'ailleurs. Au centre de Cayenne (Guyane), les personnes retenues sont ainsi tenues de "rester dans leurs chambres en



son maximum ; chambres pour les familles ; téléphone en libre accès ; salle de loisirs ; espace de promenade, etc. L'article 6 stipule que "les centres de rétention administrative doivent disposer des locaux, espaces et équipements permettant notamment des actions d'accueil, d'information et de soutien psychologique et moral." L'article 9 précise que "les étrangers maintenus dans un centre de rétention administrative bénéficient d'un accompagnement social comprenant notamment des actions d'accueil, d'information et de soutien psychologique et moral." A Maore, on est loin du compte : le CRA compte trois salles capables d'accueillir chacune 20 personnes, mais qui en hébergent parfois plus de 50.

dans ces conditions. Ça sent mauvais, avec les toilettes juste à côté. Il y a plein de moustiques qui nous piquent. On a mal partout, on est fatigués. Avec les autres, on parle un peu, on se dit surtout qu'on n'a pas à être traité comme ça. On n'a rien fait, on n'a pas volé."

Tous regrettent également l'attitude de certains gardiens. Souraya, qui est restée enfermée de 9 heures du matin au lendemain 15 heures, se souvient avoir été insultée par un des agents. "Quand il a appris que je sortais avec un m'zungu, il m'a dit que j'étais une infidèle. Puis il m'a traitée de tous les noms. Quand mon ami est venu me parler, il a voulu nous empêcher de nous voir. Certains sont méchants." Les conditions de travail des policiers peuvent expliquer ce comportement. Mais le rapport remis au gouvernement pointait également du doigt "le peu de motivation et de disponibilité des policiers". "Les services considèrent encore la garde des personnes retenues comme une charge indue, voire une corvée", lit-on dans le rapport. Autant de dysfonctionnements qui, aux yeux des inspecteurs, peuvent "avoir pour conséquence une approche plus carcérale des conditions de rétention".

"On est comme des animaux là-dedans", conclut Djaloud. "Des animaux qui attendent de partir à l'abattoir, alors qu'on n'a rien fait de mal." "On est sans cesse humilié, d'être en slip, d'être insultés, d'avoir soif et froid", dit Abdou. "C'est le pire endroit que j'ai visité."

Dans un rapport consacré en 2006 aux centres de rétention, la Cimade, seule association habilitée à intervenir dans les CRA (lire ci-contre), dénonce l'évolution de ces centres depuis l'intensification de la lutte contre l'immigration clandestine. "C'est une déshumanisation de ces lieux", affirme le document. "Faut-il encore parler de rétention, ou n'est-ce pas temps de dire clairement que nous assistons à l'apparition de véritables "camps" ?"

RC

(1) La préfecture n'a pas donné suite à notre sollicitation quant à ce sujet.

Au Centre de rétention, les détenus dorment à même le sol, sans draps. En comparaison, cette chambre datant des années 80 à Maore fait office de grand luxe.

(cadré : RJA Mayotte)

"On est sans cesse humilié. D'être en slip, d'être insultés, d'avoir soif et froid."

ABDOU, DÉTENU AU CENTRE DE RÉTENTION DE PAMANDZI EN 2004

permanence, y compris pour les repas", et "dorment à même la paille sans matelas". Les inspecteurs notent également que la chaleur y est "difficile à supporter compte tenu de l'absence de climatisation".

A Maore, c'est guère mieux : "On n'a pas trop chaud, parce qu'il y a des ventilateurs", explique Djaloud. "Mais on ne peut pas bouger. On est tellement nombreux qu'on ne peut même pas se lever pour marcher. Il faut attendre la récréation qui est trop courte." "Le gardien ferme la porte et revient seulement toutes les deux ou trois heures", raconte Abdou. "C'est seulement à ce moment-là qu'on peut lui demander de l'eau. La plupart du temps, il nous en donne, mais parfois non. Si c'est un Mahorais, il nous traite comme des chiens. Les m'zungu sont plus gentils ; ils nous écoutent et ne nous insultent pas, au moins."

Un arrêté d'avril 2001 établit une liste d'équipements obligatoires pour les Centres de rétention administrative : chambres non mixtes de six per-

Il n'y a aucun lit, aucun drap, aucune couverture. Pas de téléphone ni de salle de loisirs - juste une télévision. Pas de travailleur social, aucune documentation sur les droits des étrangers. Seuls les avocats, lorsqu'ils en font la demande, peuvent y pénétrer, ce qui arrive rarement.

ABDOU SE SOUVIENT : "Nous étions une centaine dans les deux salles réservées aux hommes. On dormait tous par terre, sans rien pour se couvrir du froid et se protéger de la saleté du sol. On nous avait pris nos habits à l'entrée, on était juste en slip et en tee-shirt. Les toilettes, qui sont aussi les douches, sont remplies d'excréments. On n'ose presque pas y aller." "On ne pouvait aller aux toilettes que deux fois par jour, lors des récréations qui ne duraient que 30 minutes. La première, c'était le matin, et la deuxième le soir", confie Djaloud. "Le reste du temps, on était enfermés. Ceux qui avaient envie devaient se retenir." D'après Souraya, "il est impossible de dormir

DROITS

DEPUIS 1984, par une convention passée avec le ministère des Affaires sociales, la Cimade, une association, est présente dans les Centres de rétention administrative répartis sur le territoire français. C'est la seule habilitée à y pénétrer. Sa mission vise à rendre effectifs les droits fondamentaux garantis par l'ordonnance du 2 novembre 1945 et à accompagner juridiquement et socialement les étrangers qui y sont retenus. La Cimade intervient aujourd'hui dans 19 centres, mais elle n'est pas présente à Maore, si bien qu'aucun citoyen n'est en mesure de vérifier la légalité des conditions de détention des personnes retenues. A la Ligue des droits de l'Homme section Maore, on affirme avoir contacté la Cimade pour effectuer cette tâche, mais on dit n'avoir reçu aucune réponse.

AMÉRIQUE DU SUD

venezuela, bolivie, équateur

como está la revolución ?

Chavez, Morales, Correa. Dans une moindre mesure Lula, Kirchner... Au fil des élections, le sous-continent sud-américain se munit de dirigeants qui proposent un nouveau modèle économique et social.

MAIS quelle mouche folle a donc piqué l'Amérique du sud ? Cette question, les grandes firmes capitalistes qui se croyaient jusqu'alors en terres conquises et les bonnes familles bourgeoises issues de la colonisation ibérique ou des décennies conservatrices, doivent sans cesse se la poser, déboussolées qu'elles sont par le visage révolutionnaire que prend au fil des élections le continent. Après les dictatures militaires conservatrices des années 70, 80 (Chili, Argentine, Uruguay), le retour de bâton ne s'est pas fait attendre. Une décennie aura suffi aux peuples sud-américains pour se libérer de la tutelle de Washington, imaginer une forme de démocratie qui semble

aujourd'hui la plus aboutie, et prôner le retour aux sources originelles. Les Vénézuéliens avaient ouvert la voie en 1998, en éliminant l'ancien militaire et putschiste Hugo Chavez, reconverti en héros du boliviarisme (1). Il a depuis été réélu en 2000 et en 2006 (avec 61% des suffrages dans ce dernier cas), a mis en pratique ses promesses qualifiées de "populistes" par ses détracteurs, et est devenu le leader de cette lame de fond qui a pour icône le président cubain Fidel Castro, et pour ennemi juré Georges W. Bush. Les Boliviens ont suivi en 2005, en éliminant à la tête de leur pays Evo Morales, premier président sud-américain d'origine indienne, ancien leader syndical et partisan

de la cause indienne qui se situe dans la même lignée que Chavez. Récemment, en novembre 2006, les Equatoriens ont également plébiscité un partisan de la rupture, en la personne de Rafael Correa. Entre temps, dans une dynamique moins révolutionnaire mais tout de même à gauche, les Brésiliens en 2002 avec l'élection de l'ancien syndicaliste Luiz Inácio da Silva dit Lula, les Argentins en 2003 avec l'arrivée au pouvoir de Néstor Kirchner, opposé aux recommandations du Fonds monétaire international (FMI), et les Chiliens en janvier 2006 avec l'élection de Michelle Bachelet, ont également choisi la voie du socialisme. D'autres pays comme le Pérou en 2006 ont failli eux aussi tourner à gau-

che toute. Pour la première fois depuis les années 1960, plusieurs gouvernements de gauche entendent ainsi infléchir le cours de ces "Républiques sans citoyens", marquées par le mépris social et l'exclusion. Certes, les leaders de ces pays n'ont pas exactement la même philosophie : les dogmatiques Chavez et Morales ne sont pas comparables aux plus pragmatiques Lula et Kirchner. Mais tous revendiquent le droit des peuples à choisir eux-mêmes leur destin, dans un continent qui fut longtemps sous la coupe du FMI et des Etats-Unis.

Dans une Amérique latine trop longtemps soumise au fondamentalisme libéral, les quelque 225 millions de pauvres (43,9 % de la population) ont ainsi décidé de stopper cette forme de néocolonialisme. Alors que l'Asie vacille entre dictatures féroces et démocraties à l'occidentale, que l'Afrique n'arrive pas à se débarrasser de ses démons claniques, que l'Europe alterne entre centre-gauche et centre-droit au risque de tomber un jour dans les mains de l'extrême-droite, le continent sud-américain, d'où est né le mouvement altermondialiste et où a été mise en place la première forme de démocratie participative - à Porto Alegre, au Brésil - a choisi une voie autre, redorant le blason de l'action politique. Car les hommes et femmes cités plus haut ne sont pas seulement des orateurs hors pair : dans la plupart des cas, les paroles ont été suivies d'actes concrets.

EN ARGENTINE, PAYS TOUCHÉ par une crise financière terrible à la fin des années 90, Néstor Kirchner, péroniste ayant viré au centre gauche, a résisté au FMI ; son gouvernement a déclaré un moratoire sur la dette privée. Cette mesure a pris fin en mars 2005, après que les créanciers eurent accepté de renoncer à 65,6 % de leur dû. Le 10 mars, immédiatement relayé par des centaines de manifestants qui ont occupé les stations-service, M. Kirchner a appelé au boycottage des entreprises pétrolières Shell et Esso, qui avaient augmenté les prix des combustibles de 3 %. Son bilan n'est cependant pas parfait : les difficultés financières sont nombreuses, et le chef d'Etat hésite encore à s'opposer aux organismes internationaux.

Au Brésil, malgré les critiques émises par sa gauche - notamment le mouvement des sans-terre - selon laquelle Lula a vendu son âme au grand capital, le président brésilien a mené durant les quatre premières années de son mandat - il a été réélu en novembre 2006 - une politique sociale offensive. Certes, il n'a pas nationalisé les entreprises récem- ●●●

Ce que j'ai vu à Caracas

Un reportage de Jeff Cohen, journaliste et écrivain américain, au Venezuela.

JE N'AI PAS L'HABITUDE DE SUIVRE les conseils des gens de droite, mais j'ai fait une exception cette fois-ci. Après avoir reçu des dizaines de courriers injurieux me suggérant de quitter les Etats-Unis et d'aller au Venezuela, j'ai relevé le défi et pris l'avion pour Caracas. C'est un de mes éditoriaux conseillant aux habitants américains d'aller faire leur plein d'essence chez CITGO - une filiale de la compagnie pétrolière nationale vénézuélienne - qui avait provoqué cet afflux de courriers.

"*Hé ! crétin, m'a-t-on écrit, si tu détestes autant l'Amérique et adores le Venezuela, vas-y !*" Je suis bien content d'avoir écouté les conseils du chœur conservateur. Le Venezuela est un pays complexe, dirigé par Hugo Chavez. Pendant des décennies, l'élite à la peau claire du pays a gaspillé et accumulé l'argent du pétrole, tandis que la plus grande partie de la population - qui est essentiellement d'origine indienne, africaine et métisse - vivait dans une terrible pauvreté. Aujourd'hui, les revenus de la CITGO et des autres compagnies pétrolières sont investis dans des programmes sociaux (appelés "missions") qui bénéficient à la majorité pauvre du pays. Ces programmes rappellent ceux du New Deal de Franklin Delano Roosevelt. Mais, si ces derniers étaient nés de notre effondrement économique, les missions vénézuéliennes, elles, sont alimentées par la croissance - la croissance du prix du pétrole, qui va probablement se prolonger au cours des prochaines années.

"*A cause de Chavez, le communisme est florissant en Amérique du Sud.*" D'après ce que j'ai vu, c'est le capitalisme qui y est florissant. Les compagnies pétrolières étrangères continuent à tirer de jolis profits du pétrole vénézuélien, mais elles paient désormais davantage d'impôts et de royalties. Même chose pour les 80 restaurants

McDonald's établis dans le pays, qui ont été brièvement fermés l'an dernier après avoir été accusés de fraude fiscale. Les multinationales et la vieille élite s'en sortent très bien. Tellement bien que certaines personnalités de gauche accusent Chavez, qui parle d'édifier "*le socialisme du XXIe siècle*", d'être l'outil de l'impérialisme économique. A mon avis, si Chavez réussit son coup - ce qui est loin d'être sûr, dans un pays qui connaît une corruption, une pauvreté et une criminalité endémiques, et qui se trouve à la porte de la superpuissance américaine -, le système économique du Venezuela ressemblera davantage à celui de la Suède qu'à celui de Cuba.

"*L'argent du pétrole n'arrive jamais jusqu'aux pauvres... Vous devez être payé par Chavez pour écrire des choses pareilles.*" Ce qui est incontestable, c'est que les pauvres ont repris espoir - ce qui explique peut-être pourquoi Chavez est le président le plus populaire de notre hémisphère. La participation à la démocratie est en pleine expansion. Cela s'explique d'une part par la polarisation, mais aussi par le fait que les pauvres se sentent pour la première fois suffisamment pris au sérieux pour participer activement à la vie politique. Impossible de parcourir le Venezuela sans remarquer les nouveaux investissements réalisés dans l'éducation publique. On réhabilite les écoles dans les zones urbaines et rurales, et les établissements doivent proposer gratuitement petit déjeuner et déjeuner, ainsi que des activités artistiques, musicales et extrascolaires. Dans les quartiers défavorisés, des magasins subventionnés par l'Etat vendent des produits alimentaires à la moitié du prix du marché. A Caracas, la capitale, chaque jour de la semaine, des milliers de soupes populaires financées par l'Etat proposent aux indigents des déjeuners gratuits. Des quartiers qui auparavant n'avaient jamais vu de

médecin ont vu se construire des milliers de dispensaires gratuits. Leurs médecins viennent essentiellement de Cuba, qui reçoit en échange du pétrole vénézuélien.

"*Va donc faire de la lèche au dictateur anti-américain.*" Il suffit de regarder vaguement la télévision, qui est le principal média du pays et qui se trouve entre les mains d'intérêts conservateurs, pour voir un déferlement de critiques antichavistes. L'opposition se porte bien, elle a utilisé la télévision pour soutenir un coup d'Etat militaire qui a rapidement échoué en 2002 (premier délit), une grève générale initiée par les patrons des compagnies pétrolières en 2002-2003 (deuxième délit) et un référendum révocatoire en 2004 (troisième délit). Chavez a obtenu près de 60 % des suffrages lors de ce scrutin, qui a été surveillé de près par des observateurs internationaux. Les tentatives pour faire tomber Chavez - par des moyens démocratiques ou non - ont été soutenues par le gouvernement américain. Si les organismes indépendants qui suivent la situation des droits de l'homme dénoncent quelques cas isolés où le gouvernement a cherché à intimider des personnalités ou des journalistes de l'opposition, ils rejettent l'idée que la démocratie soit en danger ou que la dictature soit en marche. La question, c'est moins Chavez, à mon avis, que les initiatives sociales que son gouvernement a prises. Je me rallie à la recommandation de mes adversaires de droite : allez au Venezuela. Si vous le pouvez, allez voir les transformations sociales par vous-mêmes. Songez aux décennies de pauvreté, de négligence et de corruption qui ont abouti à l'élection de Hugo Chavez - et voyez si son gouvernement améliore les choses.

JEFF COHEN (Common Dreams News Center)
Traduction : Courier International



ment privatisées, n'a pas augmenté le salaire des fonctionnaires, et s'est acharné à rembourser la dette extérieure du pays -ce qui lui permet aujourd'hui de mener à bien sa politique-, mais il a aussi fait beaucoup pour les pauvres, dans le pays qui abrite certainement les plus grandes inégalités. La *Bolsa familia* (la Bourse aux familles) a apporté à 11 millions de foyers un complément alimentaire, qui fait quasiment doubler le revenu des plus démunis. Il a créé 4,5 millions d'emplois. Les crédits alloués aux petits agriculteurs ont triplé... En Bolivie, Evo Morales a, dès son arrivée au pouvoir, annoncé la privatisation des compagnies d'hydrocarbures. Au Venezuela, Chavez mène depuis huit ans une véritable "révolution" en douceur. Pas celle dans laquelle les riches capitalistes seraient égoïstes, comme le craignaient les Etats-Unis et comme l'affirment des médias à la botte des grands groupes financiers, mais une révolution qui, petit à petit, a abouti à l'éradication de l'analphabétisme, la généralisation des soins gratuits, une meilleure distribution des richesses - quoique, lire par ailleurs. Chavez a tout d'abord instauré la démocratie participative. Intégré dans la Constitution pour laquelle il s'agit d'un "système de gouvernement dans lequel les citoyens sont des sujets actifs et des protagonistes de leur propre destin", ce concept s'est traduit par la création d'organisations citoyennes locales et de centaines de médias communautaires. Le président bolivari-

te a également mis en place une multitude de missions sociales -dont le coût représente 18% du PIB : des dispensaires et des soins gratuits dans les bidonvilles ; des supermarchés subventionnés pour permettre aux plus pauvres d'acheter des produits à très bas prix ; des programmes d'alphabétisation, qui ont permis à plus d'un million d'illettrés d'apprendre à lire... Côté foncier, 1,2 millions d'hectares ont été nationalisés, qui devraient accueillir des coopératives et des villages agricoles. Tout cela est financé par la formidable manne pétrolière, qui jusqu'alors ne profitait guère au peuple. Une caisse spéciale, le Fonden, a été créée à cet effet. PDVSA (la compagnie pétrolière nationale) doit y verser 100 millions de dollars toutes les semaines. Chavez est critiqué : certains perçoivent en lui un futur dictateur, un président à vie à la manière de Fidel Castro. Mais les médias, dans son pays, sont libres de le critiquer quand bon leur semble. Et ils ne s'en privent pas. D'autres estiment que son anti-capitalisme n'est que de la poudre aux yeux (lire page suivante). Les Vénézuéliens des quartiers pauvres, eux, le soutiennent.

AU-DELÀ DE CES CHANGEMENTS intérieurs, dont la plupart des observateurs louent les vertus, la lame de fond sud-américaine se fait remarquer par son internationalisation. Baignés dans une culture socialiste, ces présidents n'hésitent pas à aider les autres pays du Sud. Le Venezuela, cinquième exportateur mondial de

pétrole, fournit depuis l'an 2000 du pétrole moins cher à d'autres pays. En tête de la liste des bénéficiaires : Cuba, mais également des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, l'Uruguay (pétrole contre viande), la Bolivie (pétrole contre soja), le Nicaragua (qui reçoit 28 000 barils par jour), Londres (contre une assistance technique) et même certains quartiers pauvres des Etats-Unis. Aux Africains, Lula a offert des médicaments génériques.

Désireux de renforcer leurs liens avec les pays du sud pour en finir avec la tutelle des pays riches du nord, des géants latino-américains comme le Brésil et le Venezuela ont lancé une offensive diplomatique et économique en Afrique.

"L'Afrique regarde vers l'Amérique, l'Amérique regarde vers l'Afrique (...) les pays du sud se cherchent l'un l'autre pour progresser ensemble", affirmait récemment Reinaldo José Bolívar, vice-ministre vénézuélien des Affaires étrangères chargé de l'Afrique, lors d'une visite en Afrique du sud. "Nous considérons la coopération sud-sud comme unique possibilité de maintenir notre stabilité", a-t-il ajouté. Le président brésilien et son homologue vénézuélien ont ainsi fait des relations sud-sud une priorité de leur diplomatie, ce qui a abouti en 2006 à la tenue du premier sommet Afrique-

Amérique du Sud.

L'Amérique latine prend ainsi du poids diplomatique. Tandis que Lula est devenu, de par sa capacité à jongler entre riches et pauvres, le médiateur privilégié entre pays du Nord et du Sud, Chavez se fait le héros des opprimés -quite à s'acoquiner avec certains "indésirables" comme le despote nord-coréen-, devient le cauchemar de Bush, qu'il n'hésite pas à qualifier de diable et qu'il conspuie à l'Assemblée générale

Ci-dessus, Hugo Chavez, le président du Venezuela, devant le portrait de son maître, Simón Bolívar. (08)

"L'Afrique regarde vers l'Amérique, l'Amérique regarde vers l'Afrique (...) les pays du sud se cherchent pour progresser ensemble."

REINALDO JOSÉ BOLÍVAR, VICE-MINISTRE VÉNEZUÉLIEN

des Nations Unies, et se met dans la poche les peuples arabes.

Ces actions diplomatiques ne sont pas isolées. Elles participent d'une réflexion menée en commun. Et c'est ce qui dérange le plus Washington, qui ne peut plus compter sur le vieil adage qui consiste à "diviser pour mieux régner" sur cette partie du continent que les Etats-Unis ont longtemps perçue comme leur. Malgré des politiques sensiblement éloignées, Chavez et Lula travaillent main dans la main.

Bernard Cassen, dans un article du *Monde diplomatique* (2), rapporte l'anecdote suivante : "C'est Lula qui m'appela au téléphone..." Ce samedi 13 mai [2006], le prési- ●●●

Notes

- (1) Le boliviarisme est un courant politique qui se fonde sur les idées du libérateur Simón Bolívar, notamment en ce qui concerne la justice sociale, la liberté et l'égalité des droits.
- (2) *Le Monde diplomatique*, mai 2005
- (3) *Le Monde diplomatique*, novembre 2006
- (4) *Página 12*, juillet 2005

••• dent vénézuélien Hugo Chávez, après s'être éclipse quelques minutes dans les couloirs, regagne son siège et reprend le micro à la tribune de cette salle de Vienne où se tient la session de clôture des trois journées du forum Enlazando alternativas ("Tisser des alternatives"). Sans révéler le contenu de sa conversation avec le président brésilien, M. Chávez poursuit en s'adressant à la salle bondée et enthousiaste : "Lula est un camarade. Il faut le soutenir !". "Le spectacle offert par cette salle d'une grande capitale européenne, à des milliers de kilomètres du sous-continent, est une mise en scène très parlante de l'ampleur des changements en cours en Amérique latine", poursuit Bernard Cassen. On comprend qu'elle déconcerte des observateurs se complaisant dans une vision superficielle, car déconnectée du contexte local, qui met prioritairement l'accent sur l'affrontement entre "deux gauches". D'un côté, une gauche "modérée" et "raisonnable" qu'incarnerait la présidente chilienne Michelle Bachelet, le président uruguayen Tabaré Vázquez, voire le président costaricien Oscar Arias, et qui aurait M. Luiz Inácio Lula da Silva pour chef de file ; de l'autre, une gauche qualifiée de "populiste" contre laquelle se déchaînent

l'Europe. Pour la première fois, un traité commercial pose comme priorités la solidarité (et non pas la concurrence), la création d'emplois, l'insertion sociale, la sécurité alimentaire et la préservation de l'environnement entre les pays contractants."

CHAVEZ ET LULA ne sont pas toujours d'accord. "Du modèle d'intégration du Mercosur qu'il définit comme "soumis aux diktats du capital et à la logique mercantile", [Chavez] n'a pas forcément la même vision que celle du Brésil, converti au "réalisme" et salué par le FMI", indique Maurice Lemoine, journaliste français spécialiste du sous-continent (3). De même, quand le président vénézuélien affirme que "nous devons inventer le nouveau socialisme pour le XXIe siècle. Le capitalisme n'est pas un modèle de développement durable", pas sûr que Lula soit d'accord. Il n'empêche : "Les objectifs redeviennent communs lorsqu'il s'agit de renforcer la Communauté sud-américaine des nations née le 8 décembre 2004, ainsi qu'un ordre international rejetant l'unilatéralisme et basé sur l'égalité des Etats", écrit Maurice Lemoine. Cette position s'est concrétisée le 2 mai 2005, lorsque le socialiste chilien José Miguel Insulza a été élu au poste de secrétaire général de l'Organisation des Etats américains contre le candidat de l'Administration Bush. "Les Etats-Unis n'ont pas su garder le contrôle de cette institution, qui naguère allait presque toujours dans le sens de leurs intérêts. Ils n'ont

"Au-delà des divergences entre ces deux "gauches" au pouvoir, il existe entre elles une profonde solidarité."

BERNARD CASSEN, ÉCONOMISTE

Washington, les milieux financiers internationaux, les transnationales et les grands médias, et que seules les convenances diplomatiques ont empêché la plupart des dirigeants européens de fustiger ouvertement à Vienne, sommet officiel oblige." Selon l'économiste français, "le premier enseignement à tirer de cette anecdote qu'est l'appel téléphonique impromptu de Lula ainsi que des propos de M. Chávez est que, au-delà des divergences entre ces deux "gauches" au pouvoir, il existe entre elles une profonde solidarité fondée sur leurs intérêts respectifs bien compris face aux Etats-Unis." Cette intense activité diplomatique n'est pas sans résultats. Le 29 avril 2006, Chavez et Morales ont signé à La Havane un instrument juridique établissant des normes de commerce international en rupture radicale avec celles de tous les accords de libre-échange existants ou en projet. "Il suffit de lire ce document pour en mesurer le caractère subversif", estime Bernard Cassen. "Non seulement en Amérique latine mais aussi en

pas non plus réussi à obtenir du Sommet des Amériques de Mar del Plata [en novembre 2005] une déclaration conjointe favorable à leurs ambitions commerciales et politiques de création d'un marché commun des Amériques. Malgré tous ses efforts, la Maison-Blanche n'est pas davantage parvenue à faire rentrer dans le rang le gouvernement vénézuélien, ni à rallier les Etats importants de la région à la politique d'isolement qu'elle souhaite imposer vis-à-vis de Caracas", analyse l'ancien président argentin (de 1983 à 1989) Raul Alfonsín (4). En se positionnant ainsi, les représentants de la gauche sud-américaine au pouvoir se posent clairement en leaders d'un mouvement rebelle à la toute puissance de Washington, voire au système économique ultralibéral actuel. Un mouvement qui pourrait, à terme, gagner d'autres pays du continent, voire d'autres continents. Hasta siempre la revolucion ?

Ci-dessous, le président bolivien Evo Morales, lors de son investiture. (08)



Pas de problèmes pour les riches !

Chávez conspu sans relâche le capitalisme, et les élites le haïssent copieusement en retour. Mais le secteur privé se porte à merveille, remarque un journaliste anglais.

UNE BOUTEILLE DE CABERNET sauvignon chilien, le fameux dessert du chef et une tournée d'expressos sont venus couronner un agréable déjeuner de plus au Caracas Country Club. A ce qu'il paraît, une révolution socialiste gronde dans le pays, mais, dans cette oasis d'opulence au cœur de la capitale, on ne l'entend pas plus que l'on n'entend la circulation. "Cette révolution, c'est du baratin. Nous ne nous sentons pas menacés", déclare un des trois hommes d'affaires attablés, propriétaire d'une usine de chaussures. Ce sentiment est apparemment partagé par une bonne partie de l'élite vénézuélienne. Le président Hugo Chávez a beau clamer que "le capitalisme entraînera la destruction de l'humanité", le pays a rarement connu une époque aussi faste pour gagner et dépenser de l'argent.

En 2005, le PIB vénézuélien a augmenté de 9,4 %, et les banques ont enregistré une augmentation exponentielle des dépôts comme des prêts. Pas moins de 300 000 voitures - dont beaucoup de modèles de luxe - devraient avoir été vendues en 2006, soit plus du double de l'année dernière, et les prix de l'immobilier rivalisent avec ceux pratiqués à Manhattan. Le moteur de cette prospérité tient en deux mots : l'or noir. Le Venezuela étant le cinquième exportateur mondial de brut, un prix du baril stagnant aux alentours de 60 dollars représente une véritable aubaine. Ce boom pétrolier était pourtant censé être différent des autres. Le Venezuela est en effet gouverné aujourd'hui par un homme qui porte un béret rouge, cite Che Guevara et glorifie le communisme cubain. Avec ses promesses de "changer les structures du capitalisme", le président Hugo Chávez s'est placé au centre de l'attention générale.

L'Etat a dépensé des milliards de dollars pour améliorer la santé et l'éducation des pauvres. Mais les structures de l'économie et les droits protégeant la propriété privée sont restés intacts, en grande partie parce que le gouvernement ne veut pas voir diminuer les recettes de l'Etat. Cela a été accueilli avec soulagement par l'élite, mais a profondément mécontenté la gauche radicale, qui aspirait à une meilleure redistribution des richesses. "Si l'on regarde ce qu'il a réellement fait, ce gouvernement peut être qualifié de néolibéral", déplore par exemple Douglas Bravo, un ancien guérillero qui fut proche de Chávez. Alberto

Garrido, analyste politique, estime pour sa part que la volonté de faire la révolution est bien présente, mais que la culture consumériste de la société vénézuélienne, américanisée et amoureuse du base-ball, de McDonald's et des grandes marques, a obligé le gouvernement à avancer avec précaution. Le monde du golf est un bon exemple. En août dernier, le maire de Caracas a annoncé son intention d'exproprier des terrains appartenant au Country Club pour construire des logements pour les pauvres. Trois mois plus tard, rien n'a bougé : Chávez n'est même pas intervenu, laissant le maire se battre seul contre les avocats du club. Le président du club, Fernando Zozaya, invité à se prononcer sur la révolution chaviste, s'est par ailleurs montré prudent, peu désireux de provoquer le gouvernement. "Disons qu'il s'agit d'un genre très particulier de socialisme."

Les trois hommes d'affaires du Country Club n'ont pour leur part pas hésité à qualifier la révolution de "pipeau". "Elle n'a rien changé à mon travail, on me laisse tranquille", a précisé l'un d'eux. Ils n'en haïssent pas moins Chávez, responsable selon eux de l'inflation, de la criminalité, de la corruption et du climat d'intolérance qui empêche ceux qui ne sont pas d'accord avec le président d'accéder aux emplois publics. Fait révélateur, aucun des trois hommes n'a voulu dire son nom. A en croire la rumeur, d'importantes quantités de capitaux sont régulièrement transférées à l'étranger, et les visas européens et américains seraient très demandés. Au cas, sans doute, où une "émigration" précipitée s'imposerait... D'après un institut de sondages américain, le boom économique n'est pas une raison suffisante aux yeux de l'élite vénézuélienne, qui représente 5 % de la population, pour soutenir le président. "Ils ne l'aiment pas, c'est tout", précisent les responsables de l'enquête. Paradoxalement, plus Chávez dénonce les Etats-Unis, plus les économies des deux pays se rapprochent. Le volume des échanges bilatéraux a augmenté de plus d'un tiers en 2005, atteignant la valeur de 40 milliards de dollars. "Il y a quelque chose d'ironique dans cette révolution", commente René Díaz, qui vend des 4x4 dont les prix vont jusqu'à 150 000 dollars. "Les riches sont encore plus riches aujourd'hui."

RORY CAROLL (The Guardian)
Traduction : Courrier international

CMTI

Déménagement

Maîtrise, savoir-faire, sécurité



L'expérience vous déménage !

Vous quittez les Comores, vous venez vous y installer ? Forts d'une expérience de plus de 15 ans dans le métier et d'une solide maîtrise du transport logistique international, nous prenons en charge votre déménagement dans des conditions optimales de sécurité et de suivi.

Notre réseau international de bureaux et d'entreprises partenaires vous permet d'organiser entièrement le transport de vos biens à partir de Moroni, auprès d'un seul interlocuteur. Nos plate-formes à Johannesburg, Dar es-Salaam, Nairobi, et à l'aéroport Charles De Gaulle garantissent nos dessertes en Afrique, Europe, Asie, Etats-Unis, Amérique latine, Australie... nous maîtrisons le monde entier et nous vous déménageons où vous voulez.

Grâce à nos équipes locales et internationales de professionnels, nous proposons des prestations à la carte, depuis le simple fret par avion ou bateau jusqu'au "porte à porte" : emballage de vos biens à votre ancien domicile, installation dans votre nouveau "chez vous".

Une directrice commerciale pour écouter au mieux vos besoins, un directeur de l'exploitation pour coordonner nos équipes, un service

de transit chargé des formalités d'embarquement et de douane, et enfin un service de livraison à domicile : CMTI Déménagement se démarque par la spécialisation, l'organisation et le professionnalisme de ses services.

Par la qualité de nos services et notre respect des cahiers des charges internationaux, nous avons su instaurer la confiance avec les meilleurs prestataires de services dans toutes les régions du monde. Nos prestations sont certifiées par HHGFAA (l'association américaine Household Goods Forwarders Association of America), dont nous sommes membre, et qui rassemble des déménageurs de toute la planète.

CMTI Déménagement est par ailleurs le correspondant aux Comores de la société parisienne **AGS Déménagement**, dont nous bénéficions de la logistique et qui assure nos livraisons en France.

Assuré à 100% de sa valeur déclarée, votre déménagement est en sécurité entre nos mains - nous vous informons à chacune des étapes de son acheminement. Parce que vos biens sont précieux, nous mettons un point d'honneur à les protéger jusqu'à leur arrivée à destination.



Notre directrice commerciale vous écoute et contacte nos partenaires internationaux pour vous satisfaire au mieux.



Aux Comores, notre équipe prend soin du transport de vos biens.



Par bateau ou par avion selon votre choix, nous gérons toute la logistique et les formalités de l'expédition.



CMTI déménagement
BP 1685 Moroni Djivani
directeur d'exploitation : Ahmed Soilihi
(00269) 33.74.41 / 73.56.13
cmtahmed@hotmail.com
directrice commerciale : Mme Zarina Sombe
33.32.12 - cmtzarina@hotmail.com
secrétariat : 73.56.13 - fax : 73.41.74

Sida : la région est relativement épargnée (pour l'instant)

Depuis cinq ans, les professionnels de la santé et les responsables associatifs de la région qui luttent contre la pandémie du Sida se retrouvent au mois de novembre pour faire le point sur la situation. En 2006, ce rendez-vous s'est déroulé à La Réunion. Le prochain colloque devrait se tenir en novembre 2007 aux Comores indépendantes, ce pour la première fois. L'occasion de faire le point sur la maladie : où en est le Sida dans la région ?

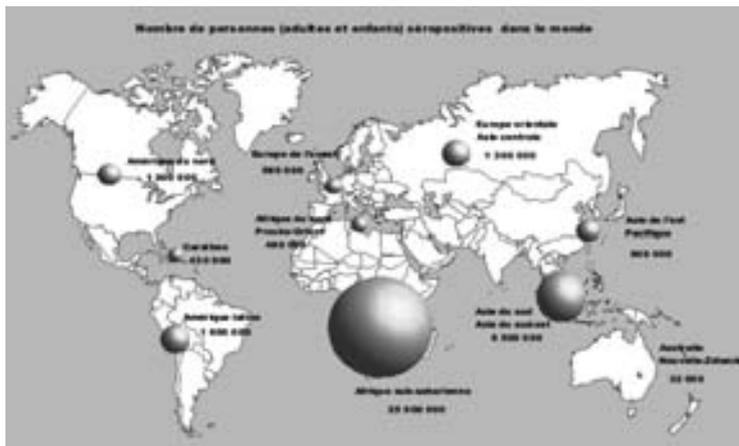
LA RÉGION du sud-ouest de l'Océan Indien est pour l'heure relativement épargnée par la pandémie du Sida. Les taux de prévalence restent encore très faibles, comme l'indique le tableau ci-contre. Le plus fort taux de prévalence se situe à Madagascar, où il reste encore mesuré comparé à certains pays d'Afrique continentale : 0,8%. L'archipel des Comores est particulièrement protégé, avec

des taux très bas. Toutefois, ces données ne sont pas forcément des plus fiables : dans ces contrées, il est encore honteux d'être atteint du Sida. Certains Etats semblent en outre vouloir minimiser l'avancée de la maladie. A Madagascar, le début de l'épidémie date de 1987. Les données épidémiologiques ont été longtemps limitées, fragmentaires et controversées. On ne dispose de chiffres plus précis que depuis une période récente. Une enquête

réalisée en 2003 auprès de 9 584 femmes enceintes de l'ensemble du territoire a mis en évidence un taux de contamination de 1,03%. Ce nombre aurait quadruplé entre 2001 et 2003. La prévalence semblait alors plus élevée dans les villes portuaires que sur les hauts plateaux, avec des taux allant jusqu'à 1,4% à Antsirabe (Diego-Suarez) et 0,79% à Toamasina (Tamatave). Toutes les provinces étaient touchées y compris les zones rurales. Selon le rapport de l'Onusida publié en juin 2006, le nombre de séropositifs était évalué à 49 000, fin 2005. D'autres sources sont plus pessimistes et estiment qu'il y a de 100 à 200 000 personnes séropositives à Madagascar. Ceux-là pensent que les autorités malgaches minimisent leurs chiffres, nous affirme un membre associatif qui a participé au colloque de novembre dernier, à La Réunion, organisé par l'association Rive océan Indien. En outre, on ne dispose que de peu d'informations quant au mode de contamination. La méthodologie choisie dans les études épidé-

contamination est majoritairement de type hétérosexuel. Le Sida reste très tabou à Maore. La stigmatisation dont sont victimes les personnes contaminées les conduit souvent à quitter l'île. Ceux qui ne peuvent pas émigrer renoncent souvent à se traiter, préférant la mort physique à la mort sociale. Les patients perdus de vue sont nombreux.

Si la situation des **Seychelles** et de **La Réunion** n'est pas vraiment alarmante, il n'en est pas de même pour **Maurice**, le cas le plus inquiétant au vu des chiffres. Dans cette île, les premiers cas d'infections au VIH-Sida ont été diagnostiqués en 1987. Jusqu'en 2000, on recensait une vingtaine de nouvelles contaminations par an. Ces dernières années, on assiste à une véritable explosion de l'épidémie. Fin 2005, 1 716 personnes étaient suivies pour une infection à VIH-Sida. Au premier trimestre 2006, 134 nouveaux cas ont été enregistrés. Cette croissance est liée à une flambée de l'épidémie parmi les usagers de drogue intra-veineuse, nombreux à Maurice (76% des modes



Aux portes de l'enfer

L'AFRIQUE AUSTRALE RESTE LA RÉGION du monde la plus touchée par l'épidémie du VIH-Sida (14,9 millions de personnes séropositives fin 2005), comme l'indique la carte ci-dessus. Cette région qui ne regroupe que 2% de la population mondiale abrite 38% des personnes contaminées. A ce jour, rien n'indique que l'épidémie commence à y ralentir.

L'Afrique du Sud est au deuxième rang (juste derrière l'Inde) dans le classement des pays en fonction du nombre de personnes vivant avec le VIH (5,5 millions en 2005). On note toutefois une amélioration importante sur le front des traitements - quelque 190 000 individus bénéficiaient d'une thérapie à la fin de 2005 - ce qui ne représente cependant que moins de 20% de ceux qui en ont besoin.

En Afrique australe, l'incidence de l'infection au VIH atteint des sommets jamais égalés : au Swaziland, 39% des femmes en âge de procréer étaient séropositives en 2002. En 1992, elles n'étaient que 4%. Au Botswana, 37% des femmes enceintes étaient séropositives en 2003. L'espérance de vie à la naissance a chuté en dessous de 40 ans au Botswana, Lesotho, Malawi, Swaziland, Zambie et Zimbabwe. Au Zimbabwe, l'espérance de vie à la naissance était de 52 ans en 1990. Elle n'était plus que de 34

ans en 2003.

En Afrique de l'Est, la prévalence du VIH a baissé ou est restée stable au cours de ces dernières années. Au Kenya, 1,3 million de personnes vivaient avec le VIH en 2005. Cependant, des enquêtes montrent que le recours au préservatif a augmenté, que les femmes diffèrent le début de leur activité sexuelle et que les individus dans l'ensemble ont réduit le nombre de leurs partenaires sexuels. De ce fait, la prévalence nationale du VIH est passé de 10% environ à la fin des années 1990 à 6% environ en 2005. En Tanzanie, 1,4 million de personnes vivaient avec le VIH en 2005 (6,5% des adultes). L'épidémie semble relativement stable, mais la prévalence s'est sensiblement accrue dans les groupes plus âgés, pour atteindre 13% parmi les femmes âgées entre 30 et 34 ans.

Enfin, au Mozambique voisin, la prévalence nationale du VIH chez l'adulte est estimée à 16,1% et 1,8 million de personnes vivaient avec le VIH en 2005. C'est dans les provinces traversées par les principales voies de communication vers l'Afrique du Sud, le Malawi et le Zimbabwe que le virus se propage le plus rapidement.

(source : Onusida)

"La pauvreté et l'existence de poches de pauvreté, les inégalités sociales constituent un facteur de vulnérabilité."

UNE ÉTUDE SOCIO-COMPORTEMENTALE RÉALISÉE DANS LA RÉGION

miologiques recense surtout les transmissions hétérosexuelles, qui représentent du coup 97% des modes de contamination. Il n'existe ainsi pas d'information sur les contaminations homosexuelles. La place des contaminations par transfusions est inconnue.

Les **Comores indépendantes**, où le premier cas de Sida a été recensé en 1988, sont les plus épargnées. Le taux de prévalence et le nombre de patients dans la file active (ensemble des patients vus au moins une fois dans l'année) sont très faibles. Pour l'instant, l'infection semble limitée aux personnes ayant un comportement à risque. Dans le reste de la population, la prévalence est proche de zéro. Tout laisse à penser cependant que l'étendue de l'épidémie à VIH-Sida a longtemps été sous-évaluée : les autres IST sont très fréquentes aux Comores (3 à 4% des femmes enceintes ont une sérologie positive pour la syphilis) et l'utilisation du préservatif reste limitée. Le poids de la religion a semble-t-il été un frein à la reconnaissance de l'existence de la maladie dans l'archipel. Mais les autorités actuelles semblent plus enclines à traiter le problème : la forte mobilisation lors de la dernière journée mondiale de lutte contre le Sida dans les îles, et l'organisation du prochain colloque régional à Moroni en 2007, en sont la preuve.

A Maore, la situation est à peu près la même que dans les îles sœurs. Le taux de prévalence et la file active restent faibles, et le mode de

de contamination). En 2005, ils représentaient 92,4% des nouvelles contaminations. "Le pire", nous indique un militant associatif qui a assisté au colloque, "c'est que la plupart de ces gens sont en prison." La politique mauricienne de lutte contre la toxicomanie est en effet basée sur une répression sévère de l'usage de drogue, qui conduit tout droit derrière les barreaux, ce qui augmente encore les risques.

SI L'ENSEMBLE des îles citées sont pour l'heure loin de la situation dramatique de leurs voisins du sud-est africain (lire ci-contre), on note toutefois que "la tendance est à l'augmentation dans certains pays de la région (Madagascar, Maurice), preuve que la menace n'est pas écartée", indique une étude socio-comportementale réalisée dans la région. De fait, si, comme l'affirme cette étude, les raisons du niveau bas de la pandémie dans ces îles ne sont pas bien connues, il en est de même pour les causes de la hausse. "La pauvreté et l'existence de poches de pauvreté, les inégalités sociales constituent un facteur de vulnérabilité", conclut toutefois l'étude. A Maurice, "les mesures de répression, notamment contre les usagers de la drogue ne font que renforcer le risque d'infection." Autres facteurs répertoriés par l'étude : l'instabilité du mariage et le tourisme "non contrôlé" -doux euphémisme pour ne pas dire sexuel.

RC

“Etre séropositive, ce n'est pas un échec !”

Mariama, 23 ans, vit avec le virus du Sida depuis cinq ans. Elle répond aux questions de Sourayat, une lycéenne de Moroni, dans le cadre d'un projet de journal mené par *Kashkazi* et l'Unicef.

Comment ressens-tu le fait d'être séropositive ?

MARIAMA : Je ne me sens pas différente des autres. Etre séropositive, ce n'est pas un échec !

Comment as-tu attrapé le virus du Sida ?

MARIAMA : J'avais 18 ans et j'ai eu une relation sexuelle non protégée avec un garçon à qui j'ai fait confiance.

Comment as-tu découvert que tu avais le virus ?

MARIAMA : J'ai d'abord découvert que j'étais enceinte, mon copain était tout content et voulait qu'on se marie. A la clinique, on m'a encouragée à faire un test de dépistage. Mais mon partenaire a eu peur et a préféré que l'on ignore ce conseil. Ce n'est que plus tard que j'ai su que j'étais séropositive.

Comment as-tu réagi à ce moment-là ?

MARIAMA : J'avais peur et je n'osais pas en parler à ma famille. Ma vie a basculé comme celle de tant de porteurs de la maladie. J'ai subi d'abord le rejet parce que je faisais soudain peur. Dans notre culture, la virginité compte beaucoup. Mes parents étaient sûrs que mon fiancé avait brisé mon avenir. Puis, au fil du

temps, ma famille est revenue vers moi et aujourd'hui j'ai le soutien des miens.

Tes amis t'ont-ils soutenue ?

MARIAMA : Avec mes amis, c'était très dur car ils me posaient plein de questions alors que j'étais sous le choc. J'avais besoin d'aide et d'affection. Depuis, j'ai choisi de compter sur des personnes mentalement positives.

Qu'est-ce qui a changé dans ta vie ?

MARIAMA : Etre séropositive pousse à se poser de grandes questions, à réfléchir sur son mode de vie. Mais après tout, au quotidien, je suis juste une personne porteuse d'un virus. Je refuse de considérer cela comme un échec.

D'après toi, est-ce que ton entourage est sensibilisé au danger du Sida ?

MARIAMA : Oui, à cause de ce qui m'est arrivé. Grâce à ça, des membres de ma famille ont été faire le test.

Est-ce que tu travailles ?

MARIAMA : Je préfère insister sur l'importance que je donne désormais à être utile aux autres qui sont comme moi.

Comment a réagi le père de ton enfant ?

MARIAMA : Mon copain est mort du Sida en 2003.

Et ton enfant ?

MARIAMA : Grâce à la prévention de la transmission mère-enfant, ma fille de quatre ans est séronégative.

As-tu un petit ami ?

MARIAMA : Oui.

Sait-il que tu es séropositive ?

MARIAMA : Oui, il le sait, et il n'a pas mal réagi. Il me soutient dans tous mes projets. Bien sûr, il se protège. Je crois toujours à l'amour.

Comment vois-tu ton avenir ?

MARIAMA : J'ai plein de projets, j'ai de la chance non ?

Quel message veux-tu faire passer à nos lecteurs ?

MARIAMA : Je voudrais dire à tous : "Quel que soit votre statut, séropositif ou pas, osez aller jusqu'au bout de vos projets, sans vous prendre pour des victimes. C'est ce que vous pouvez faire de mieux pour notre continent."

Recueilli par SOURAYAT M. SAÏD

Cette interview paraîtra dans un magazine réalisé par des jeunes Comoriens de 12 à 18 ans, dans le cadre d'un projet mené par Kashkazi pour l'Unicef. Ce journal sera notamment distribué dans des établissements scolaires courant janvier.

le tour des îles

l'événement madagascar RAVALOMANANA RÉÉLU

LE CHEF D'ETAT MALGACHE sortant, Marc Ravalomanana, a été réélu dès le premier tour de l'élection présidentielle du 3 décembre avec 54,80% des voix, selon les résultats complets publiés le 17 décembre par le ministère de l'Intérieur malgache et confirmés le 24 décembre par la Haute cour constitutionnelle (HCC) malgache.



Marc Ravalomanana en 2005. (photo AFP)

Selon ces résultats qui portent sur 100% des bureaux de vote, Ravalomanana recueille 2.430.489 voix, soit 54,80% des suffrages exprimés. L'ancien président de l'Assemblée nationale, Jean Lahiniriko, arrive en seconde position avec 11,68% des voix, suivi de Roland Ratsiraka, neveu de l'ex-président Didier Ratsiraka, à 10,09%, et du chef d'entreprise Herizo Razafimahaleo, qui obtient 9,05% des voix. Le juriste Norbert Ratsirahonana recueille quant à lui 4,20% des suffrages.

Le taux de participation de cette élection s'élève à 61,45% avec un nombre d'inscrits d'un peu plus de 7,3 millions.

Les organisations internationales d'observation des élections présentes dans la Grande Ile pour surveiller le scrutin avaient toutes donné un satisfecit global aux organisateurs de l'élection, malgré de nombreuses défaillances.

Pour Michel Saina, directeur de campagne de Jean Lahiniriko, ces résultats provisoires sont "faux". Selon leurs comptages, M. Lahiniriko obtient "aux alentours de 13% (...) et le président 49,23%", a-t-il dit à l'AFP. "Il y a certainement eu fraude (...) S'il (Ravalomanana) avait gagné avec une égalité des chances entre les candidats, on aurait accepté notre défaite. Mais il n'a pas gagné, il a

voilé", a accusé M. Saina. Plusieurs candidats ont d'ores et déjà annoncé leur intention de déposer des recours devant la HCC, notamment sur "la non-conformité des procès-verbaux".

Le Comité national pour la défense de la légalité (CNDL) et l'alliance de quelques candidats ont quant à eux affirmé qu'ils allaient "porter plainte auprès des dirigeants de la Francophonie, car cette dernière est habilitée à prendre des mesures sévères à l'encontre de ses membres", a annoncé le co-président du CNDL, Alain Ramaroson. "Elle peut procéder à la suspension de tous les accords multilatéraux, signés par le pays remis en cause avec les autres adhérents".

(avec AFP et L'Express de Madagascar)

mauvaise nouvelle maurice VIVE LA MONDIALISATION !

L'UNE DES PLUS GRANDES entreprises du textile de Maurice, Floreal Knitwear, a licencié à la mi-décembre 800 de ses ouvriers dans le cadre d'une restructuration qui implique la fermeture de trois de ses unités de production dans le pays. Selon la direction de cette entreprise, cette décision est inévitable compte tenu de la conjoncture dans laquelle se trouve Maurice où la main-d'oeuvre est trois fois plus chère que dans des pays comme la Chine ou le Bangladesh. "Ceux-ci exercent une très grosse pression sur les prix du marché et rendent difficiles le maintien de la production dans un pays comme Maurice, d'où la raison de la localisation de la plus grande partie de la production de Floreal Knitwear dans ses unités de Madagascar", a-t-elle ajouté. Pour la direction de la société, cette stratégie devrait permettre à l'entreprise de rester compétitive sur le marché international tout en conservant des milliers d'emplois à Maurice.

(avec Pana Press)

communauté la réunion LES ADOS ONT LA PAROLE

25 JEUNES AGÉS DE 14 À 17 ANS ont participé en décembre au premier comité citoyen des jeunes de l'océan Indien (CCJOI). Durant quatre jours, ces adolescents choisis par leurs réseaux nationaux respectifs - qui siègeront durant deux ans à ce comité citoyen - en provenance de Maurice, Madagascar, les Seychelles, les Comores et La Réunion (pas Maore), ont discuté sur l'importance d'impliquer la jeunesse dans le processus de prise de décision sur des sujets les concernant. Lors de l'exercice d'interrogation sur leurs aspirations et leurs craintes de voir leurs idées ne pas être prises en considération par les décideurs, certains ont souhaité "que les adultes nous prennent au sérieux." Selon un responsable du projet, "un forum interactif [sera mis en place sur Internet] dès janvier pour inciter un meilleur échange entre les jeunes du comité et rendre l'information plus accessible aux jeunes de la zone."

Les malades du Sida région océan Indien <small>source : Rive OI</small>						
	Comores indépendantes	Maore	Madagascar	Maurice	Réunion	Seychelles
Prévalence en 2006	0,02 % (600.000 hab.)	0,04 % (165.000 hab.)	0,80 % (17.500.000 hab.)	0,16 % (1.200.000 hab.)	0,08 % (770.000 hab.)	0,3 % (82.000 hab.)
File active	12	74	121	1.700	587	130
Patients traités sur place	33 %	66 %	47 %	10 %	75 %	77 %
Diagnostic tardif	12,5 %	25 %	10 %	10 %	26 % (2005)	30 %
Age moyen	35 ans	38 ans	33 ans	25 ans	42 ans	nc
Hommes	46 %	40,5 %	45 %	83 %	70 %	55 %
Femmes	54 %	59,5 %	55 %	17 %	30 %	45 %
Nouveaux cas en 2006	8	8	nc	272	13	29
Cumul (nombre de cas depuis le début de la pandémie dans l'île)	88	126	nc	2.317	nc	277

Les modes de contamination région océan Indien <small>source : Rive OI</small>						
	Comores indépendantes	Maore	Madagascar	Maurice	Réunion	Seychelles
Rapport hétérosexuel	92 %	71 %	97 %	18 %	56 %	70 %
Rapport homo/bisexuel	2 %	13 %	0 %	1 %	31 %	25 %
Toxicomanie	0 %	4 %	0 %	76,5 %	10 %	0 %
Transfusion sanguine	1 %	3 %	1 %	0 %	1 %	0 %
Mère à l'enfant	4 %	6,7 %	2 %	0,5 %	1 %	5 %
Inconnu	nc	1,3 %	0 %	4 %	1 %	0 %

initiative locale

Le zébu, le placement qui rit

De sérieux hurluberlus proposent depuis dix ans aux "riches" Européens de placer leur argent dans l'achat d'animaux, qui permettent à des agriculteurs malgaches de les élever. Adieu Sicav, fonds de pension, CAC 40 !



Monsieur Jules et son fils, gestionnaire du zébu "Letelo" appartenant à Jacques Chirac (PEZ N° 2227). C'est un ami sénateur qui lui a acheté lorsque le président français est allé à Madagascar, en 2005.

DANS cette entreprise, on parle de ZOB et de PEZ (1) le plus sérieusement du monde. On y vend même des zébus comme d'autres des actions en Bourse. Et si pour l'heure, le bilan comptable n'est pas vraiment satisfaisant, l'impact médiatique et social du projet mis en place par Stéphane Geay, qui se qualifie lui-même de "violoncelliste défroncé, ancien casque bleu au Liban reconverti en pilote d'avion le jour ou un ami pilote de ligne m'a dit que je ferais mieux d'apprendre un vrai métier", est réel.

Née en 1996, la Zébu Overseas Board "est une entreprise qui vous invite à investir dans un zébu à Madagascar", explique la page d'accueil du site du même nom (adresse ci-contre). "Ce zébu sera cédé en location-vente à une famille qui pourra l'utiliser pour produire du lait, labourer la terre, engendrer des veaux ou tirer une charrette et produire du fumier naturel." Bref : vous achetez un zébu, la ZOB se charge de trouver le paysan qui s'en occupera, ce qui lui fournira une source de revenu non négligeable. Mais attention, il ne s'agit pas là d'une simple œuvre de charité.

Comme l'indique le plus sérieusement du monde Stéphane Geay, "votre investissement vous donne droit à l'ouverture d'un PEZ [Plan Epargne Zébu]. Vous serez le propriétaire du zébu et non pas son parain ! Le paysan, au terme de deux années de remboursements deviendra à son tour le propriétaire de la bête. Votre capital sera alors réinvesti dans l'achat d'un nouvel

possible" -c'est à dire quand la situation économique le permet. Quant à l'animal, il est suivi par des spécialistes durant ces deux ans : "Pour nous aider dans notre travail de suivi et s'occuper du soutien au développement du monde rural, nous avons encouragé la création d'une ONG qui s'appelle Zodev (2), avec laquelle nous avons passé un accord de partenariat",

"Le paysan, au terme de deux années de remboursements, deviendra à son tour le propriétaire de la bête."

STÉPHANE GEAY, FONDATEUR DE LA ZOB

animal, sauf si vous souhaitez un remboursement avec intérêts en rendant à la ZOB votre certificat de propriété original." Ainsi, "tout en favorisant l'agriculture biologique et l'élevage traditionnel, la ZOB met en place un système de financement original ou l'investisseur est en relation directe avec l'utilisateur des fonds placés", et gagne de l'argent : la ZOB évalue à 7% le taux d'intérêt annuel. "Nous assurons le recouvrement des réglemens quand c'est

indique la société. Plus qu'un don, l'achat d'un zébu s'apparente à un prêt. Une sorte de micro-crédit en moins lourd : "Nous ne demandons pas de garantie, car [les paysans malgaches demandeurs] n'ont en général tout simplement rien", affirme Stéphane Geay. "C'est notre différence avec les organismes "normaux" de micro crédit." Selon ce système, le propriétaire de l'animal connaît l'usage qui en est fait ainsi que

l'adresse de sa "famille d'accueil". Mieux : il peut toucher du doigt son placement... Pas si fréquent, comme l'indique avec humour le site Internet : "Nous espérons que vous lui rendrez visite pour lui caresser le nez et vous enquerir de sa bonne santé. Vous aurez aussi la possibilité de flatter la croupe de votre PEZ, contrairement à un quelconque "Plan Epargne Ecureuil" (3), animal virtuel ne vous offrant tout au plus que de maigres noisettes à toucher."

CETTE IDÉE QUI VA encore plus loin que le micro-crédit inventé par Muhammad Yunus, basée sur le financement concret et individuel par des habitants du Nord pour des habitants du Sud, a germé au fil des atterrissages du pilote Geay. "J'avais l'occasion de côtoyer sur le terrain d'aviation d'Antsirabe, en attendant des passagers, des paysans que nous embauchions pour nettoyer l'avion et le pousser dans le hangar", nous explique-t-il. "Il m'ont parlé de leur problèmes, et j'ai réalisé que les cadres occidentaux expatriés à Madagascar gagnaient mensuellement de 75 à 300 fois plus qu'un paysan... Donc financer un zébu était une brouille pour l'investisseur, mais pouvait changer la vie d'un paysan."

L'agriculture fait vivre la grande majorité des Malgaches (80% sont des ruraux). Mais si l'on dénombre officiellement 10 millions de bovins dans le pays, pour la plupart, posséder un zébu est impossible, faute de moyens. "C'est aussi important que la possession d'une voiture pour un citadin, en termes de prestige et d'outil de travail et de transport", affirme Stéphane Geay.

Fort de ce constat, celui qui a découvert la Grande île en 1990 - "arrivé à Madagascar pour convoier un petit avion de Paris, je devais rester trois jours sur place, mais j'ai aimé le pays et suis resté" dit-il - décide avec des amis de lancer la ZOB. Un nom qui ressemble à son inventeur : loufoque, mais tenace... et pas si déconnecté des réalités économiques actuelles : "L'idée du nom vient d'un pari stupide en 1992", dit-il, "celui de créer la marque qui aurait le nom le plus ridicule et marquant... Au départ cela devait être une marque de vêtement, bière et maroquinerie. En fait c'est une plaisanterie qui a dégénéré en sérieux. Le nom de société idiot est une méthode de marketing lorsque l'on n'a pas les moyens de payer de la publicité."

La preuve : rapidement, la ZOB attire les curieux. Côté malgache : "Les paysans sont tout de suite venus se renseigner, informés par le bouche à oreille", se souvient S. Geay. Mais aussi côté "occidental". La première zébutte est achetée à Antsirabe en septembre 1996 par un photographe de la Réunion -son veau est le numéro 007. Quelques années plus tard, la création du site fait exploser la demande. "Très vite, les médias [français] se sont intéressés au projet, attirés par l'originalité du nom, et ensui- ●●●

➔ + LOIN

Pour plus d'infos sur la ZOB et pour acheter un zébu : www.zob-madagascar.org contact@zob-madagascar.org

●●● *te étonnés par le travail réel effectué sur le terrain. Nous n'avons jamais sollicité les investisseurs par le biais de publicité, notre seul "plan communication" est notre site internet.* "Le zénith médiatique intervient en 2006, lorsque l'émission de France 3 "Faut pas rêver" consacre à la ZOB un reportage de 7 minutes. On y voit un

membre de la société signer les papiers avec des bénéficiaires. Heureux. "Je n'ai pas peur de rembourser. Grâce à cette vache, nous allons payer" y explique le paysan. "La ZOB prête à ceux qui n'ont rien", réaffirme Stéphane Geay. Au fil du temps, elle démarche des acheteurs pas forcément très riches non plus. Si l'achat d'un zébu coûte 300 euros, celui d'une métisse 600 euros et celui d'une vache laitière 1.200 euros (lire ci-dessous), il est aussi possible d'acheter un cochon pour 100 euros.

APRÈS 10 ANS D'EXISTENCE, l'équipe de la ZOB, principalement constituée de bénévoles, se dit fière de son action. Elle compte "environ 1.800 agriculteurs bénéficiaires de PEZ", répartis principalement dans la région d'Antsirabe -où est né le concept-, mais aussi dans le nord (42 zébus à Port Bergé) et dans les environs de la capitale (20 animaux). Stéphane Geay dénombre en outre 2.650 demandes d'investissements "que nous n'arrivons pas à suivre", faute de moyens humains. "Nous sommes un des seuls site Internet à dire parfois aux client : "N'envoyez pas d'argent pour le moment nous sommes débordés !" Le temps de monter un dossier fiable avec le paysan et de trouver un animal correct est assez long..." Surtout, l'action de la ZOB permet aux plus démunis de se constituer un

troupeau, "ce qui était impensable pour eux vu leurs moyens à la limite de la survie", et de bénéficier d'un suivi non négligeable.

Cependant, dans ce monde de belles intentions, tout n'est pas rose. "Notre tré-

"Je considérerai que c'est un succès réel sur le terrain lorsque nous atteindrons les taux habituels de remboursement."

STÉPHANE GEAY, FONDATEUR DE LA ZOB

sorerie est tout juste équilibrée, mais le recouvrement auprès des paysans à été insuffisant et géré de façon laxiste", admet le directeur de la ZOB. "Depuis mai 2006, nous avons professionnalisé la gestion et les choses s'améliorent très vite." Ainsi, s'il s'agit d'une réussite sociale, "je considérerai que c'est un succès réel sur le terrain lorsque nous atteindrons les taux habituels de remboursement (95 %) des sociétés de micro-crédit", explique S. Geay. "Actuellement nous sommes à environ 50 %."

Le sérieux avec lequel les paysans malgaches ont investi ce champ d'action -"notre dialogue avec les groupements de paysans et la Chambre Régionale d'Agriculture est très constructif", explique S. Geay, "mais tous nous demandent d'aller plus loin que le zébu ou le cochon dans nos offres de financement" - et l'afflux conséquent des propriétaires potentiels -la ZOB a compté 42 souscriptions d'animaux entre le 1er décembre et Noël dernier- incite à l'optimisme. Peut-être pourrait-on même s'en inspirer ailleurs...

RC

- (1) Référence faite aux bonsbons Pez.
- (2) "Zo" signifie droit en malgache, et "Dev" pour développement : Droit au développement. Le site : www.madproduction.com/zodev
- (3) Référence faite au fameux PEE de la Caisse d'Épargne, une banque française.

enjeu futur

Quel syndicalisme pour demain ?

La Confédération des travailleurs comoriens veut devenir un acteur du changement économique et social... Elle a du pain sur la planche.

DITES "syndicat" à un Comorien, et vous avez de fortes chances qu'il vous réponde "enseignant" ou "fonction publique"... Né au début des années 60, le tout jeune syndicalisme comorien paraît dépassé avant même de s'être épanoui. Impuissant -à de rares exceptions près (1)- dans le secteur privé, affaibli par les crises politiques et le séparatisme, enfermé dans un cycle de rapports de force et de négociations avec l'Etat, il peine à sortir du cadre des revendications salariales des fonctionnaires.

Tandis que la plupart des syndicats européens et américains déclinent ou tentent de trouver un nouveau souffle au sein d'une mouvance altermondialiste dont l'Amérique latine et ses paysans sont devenus le fer de lance, les organisations africaines de travailleurs se cherchent. Malgré leur fragilité, des initiatives visent à faire coller l'action syndicale avec les nouvelles préoccupations régionales et mondiales. Ainsi, la Conférence syndicale africaine sur le travail et l'environnement qui s'est tenue en Afrique du Sud au mois de juillet dernier, avait pour ambition de réfléchir sur les "dommages environnementaux" et leur impact sur "la vie des travailleurs, leur famille et leur communauté", sur "l'emploi, la sécurité alimentaire, ainsi que sur la santé occupationnelle et publique". "En renforçant le lien entre le travail et l'environnement, il est possible de renforcer la conviction que les volets économiques, sociaux et environnementaux doivent être mutuellement solidaires. De par leur relation avec la production et leur rôle dans les lieux de travail, les syndicats se trouvent dans une position unique pour relier ces dimensions de formes très pratiques, configurant ainsi un nouveau syndicalisme pour le XXIème siècle", expliquaient les organisateurs. (2)

Dans la même optique, la Confédération des travailleurs comoriens (CTC) tente de prendre un nouveau virage en se positionnant sur l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux du pays. "Aujourd'hui, le syndicalisme doit être un syndicalisme de développement", estime Salim Soulaïmana, qui assurait ces derniers mois l'intérim du secrétaire général du syndicat. "On se rend compte qu'aucun développement ne sera possible si les travailleurs ne sont pas réellement impliqués et n'ont pas les connaissances requises pour la gestion et l'évaluation de projets. Certes, on taxe aujourd'hui les syndicats d'être uniquement dans le cadre protestataire et de revendication. Mais ils ont aussi une force de proposition... si les autorités veulent bien les considérer comme des interlocuteurs en dehors des moments de crise."

AVANT D'ESPÉRER FAIRE entendre sa voix au niveau global et influencer sur les orientations en matière de développement, la Confédération doit cependant reconstruire ses bases dans des secteurs professionnels désertés par tout dialo-

gue social. "Les injustices sociales sont telles qu'il nous faut créer des syndicats pour les contourner", souligne Salim Soulaïmana. "Le syndicat de l'hôtellerie a disparu alors qu'il s'agit de l'un des secteurs prometteurs du pays. Certains hôtels utilisent de façon permanente des stagiaires. Il existe aussi des espaces économiques privés qui échappent à tout contrôle. Qui peut dire comment les maçons, les manœuvres travaillent ? En revanche, un syndicat pour les petits vendeurs vient de naître, pour régler leurs problèmes avec les grossistes. Si chaque syndicat se trouve dans un secteur donné, alors nous pourrions participer à l'élaboration et à l'exécution de tous les projets de développement, afin que la transformation de la société ne se fasse pas au service de ceux qui ne souffrent pas."

MAIS LES ORGANISATIONS syndicales aspirent aujourd'hui à dépasser la défense des droits des travailleurs pour proposer leur propre projet de société, tout en mettant en application au niveau local les principes qu'elles soutiennent. "Il est possible pour les syndicats de monter des unités de production par l'intermédiaire de leurs membres", explique Salim Soulaïmana. "On a vu par exemple qu'à Nairobi, au Kenya, une centrale syndicale italienne a aidé certains membres de l'organisation du pays à monter une boulangerie. Du coup, le prix du pain a baissé. Aux Comores, il y a un potentiel considérable dans la pêche. Il y a aussi toute une possibilité de lutter contre la pollution en montant une organisation qui agirait pour le reboisement et contre l'utilisation des produits toxiques par les agriculteurs, ce qui pourrait générer des emplois."

A creuser...

LISA GIACHINO

- (1) Lire "Marins de seconde zone", *Kashkazi* n°58
- (2) www.sustainlabour.org/documents/africa/declaration.fr.pdf

Les différents PEZ

PEZ ZÉBU

Le plan historique, "celui par qui tout a commencé". Avec ce PEZ, la ZOB achète un zébu choisi par un paysan, qui le rachète avec des paiements échelonnés selon ses moyens. La durée de remboursement est de 2 ans. Le zébu sert essentiellement à donner du fumier, quasi unique source d'engrais pour les agriculteurs malagasy. Le zébu mâle sert aussi dans les champs ou à tirer la charrette. La zébutte est elle demandée pour la reproduction. Ses 1 ou 2 litres de lait par jour servent à la famille mais ne sont pas une source de revenus importante. Le PEZ Zébu est fixé à 300 euros.

PEZ MÉTISSE

L'animal le plus demandé par les paysans. Une zébutte métisse peut faire entre 3 et 15 litres de lait par jour. Plus la métisse tend vers la vache, plus elle donne de lait... Mais plus elle est chère. Les Métisses sont très appréciées des paysans parce qu'elles donnent plus de lait qu'une zébutte pure et sont plus résistantes que des vaches laitières pures. On les appelle à Madagascar ces races améliorées. Le PEZ Zébutte métisse est fixé à 600 euros.

PEZ VACHE LAITIÈRE

Les vaches laitières sont des animaux qui produisent plus à conditions de savoir les entretenir. Comme leur prix est élevé, la ZOB demande des garanties de compétences et une étable digne de ce nom. Avec plus de 15 litres de lait par jour, les vaches laitières sont une bonne source de revenus réguliers pour le paysan. Le PEZ Vache laitière est fixé 1.200 euros.

PEZ COCHON

Avec ce PEZ, la ZOB achète un cochon rose de 2 ou 4 mois, de race locale ou import. Ce cochon est revendu sur 6 à 10 mois à une famille qui va l'élever. Le PEZ cochon est fixé à 100 euros.

Les femmes peu syndiquées

HARCÈLEMENT, fragilité de l'emploi... Les femmes connaissent des difficultés spécifiques dans le monde professionnel et sont souvent mal défendues car peu représentées. "Celle qui travaille beaucoup aujourd'hui, c'est la femme rurale, et elle n'est pas protégée, on ne connaît même pas son travail", observe Salim Soulaïmana. "Il y a là matière à réflexion. Il faut développer une politique de syndicalisation des femmes qui, le plus souvent, ont peur d'être mal vues ou de perdre leur emploi si elles adhèrent à un syndicat."

et si les Comores possédaient du pétrole...

Les autorités de l'Union des Comores ont approché début décembre une société chinoise pour explorer les fonds marins à la recherche de pétrole. En 1998, une société américaine a identifié une zone à l'est de Ngazidja qui pourrait constituer une future grande réserve pétrolière et a proposé son offre pour explorer ce bloc. Les russes disposent eux aussi d'un dossier sur des ressources naturelles offshore, dont le pétrole.

Des données qui n'ont pas encore convaincu les scientifiques, contrairement aux dirigeants politiques qui, eux, semblent formels sur l'existence de pétrole dans les eaux territoriales de l'archipel, tout en évitant de s'exprimer sur ce sujet "sensible".

SI LA RÉPONSE

est incertaine, la question de savoir s'il existe ou pas du pétrole aux Comores anime depuis plusieurs semaines les discussions sur les places publiques, relayées par les médias comoriens. Une télévision locale de Moroni a même organisé un débat sur ce sujet. Parmi les invités, Ali Mbalia, ancien candidat à l'élection présidentielle, et Dojo, un passionné d'astronomie, tous les deux membres de l'Institut de Recherches et d'exploration du sous-sol maritime comorien. Depuis sa création le 8 février 2006, cette ONG mène un plaidoyer aux Comores et dans des forums à l'étranger pour "convaincre les autorités comoriennes à engager l'exploration des fonds marins à la recherche de ressources minières", explique Dojo. Cet Institut sans murs a encore du mal à apporter les preuves de ce qui semble être une conviction, et à mobiliser l'opinion comorienne sur son sujet de prédilection. En révélant au cours de cette émission télévisée, un document écrit émanant de source américaine sur l'existence probable de pétrole dans les eaux maritimes autour de l'archipel, il a transformé le bruit en réalité possible.

Ce dossier de 12 pages a été adressé le 23 août 1999 à la Société comorienne des Hydrocarbures par Frontier Resources International, Inc. "une société internationale d'exploration et de production basée aux Etats-Unies [le siège social se trouve au 10.375 Richmond Avenue, à Houston au Texas, ndlr] créée en 1988 pour la recherche et le développement des hydrocarbures dans les régions pionnières", souligne la fiche de présentation du document qui circule à Moroni et qui a été authentifié au cours de nos investigations. Frontier est spécialisée dans les recherches offshore et opère en "Europe occidentale, dans la Fédération de Russie, en Afrique du Nord et dans l'océan Indien occidental", zone qui intéresse les Comores. A parcourir ce dossier, on s'aperçoit que Frontier resources international, Inc n'est pas affirmatif sur l'existence de pétrole dans l'archipel, mais avance des hypothèses très probables, même si elles doivent être prouvées par d'autres recherches plus approfondies. Et c'est le sens de la démarche qui a conduit l'entreprise américaine à contacter les responsables comoriens au mois d'août 1998. La "République fédérale islamique des Comores est peut-être l'une des futures

régions pétrolières marquantes", souligne le document qui appuie son affirmation en ajoutant que "Frontier pense que la géologie des Comores est similaire à celle de l'Afrique occidentale". Analysant le contexte de cette zone d'activité qui l'intéresse, Frontier précise dans des "eaux ultra-profondes".

sein d'une zone située à l'est de Ngazidja et comprenant le sud-ouest de Mwali. Ce "Bloc", ainsi nommé dans le dossier, s'étendrait "sur 300 kms à l'intérieur des frontières maritimes des Comores", soulignent les membres de l'Institut comorien. Si la société texane n'avance que des hypothèses,

"La République fédérale islamique des Comores est peut-être l'une des futures régions pétrolières marquantes."

UN RAPPORT DE LA FRONTIER RESOURCES INTERNATIONAL, INC, DATANT DE 1999

superficie disponible". Quant aux inconvénients, ils portent, selon le dossier, sur l'absence de "données sismiques modernes" et sur le fait que cette ressource, si elle existe, se situe dans des "eaux ultra-profondes".

COMPOSÉ D'UNE PRÉSENTATION de la société et d'une annexe sur les différentes lois et conventions du droit de la mer, le dossier comprend une proposition de "Protocole d'accord" liant la Société comorienne des Hydrocarbures et la société américaine. Celui-ci a identifié un terrain d'exploration dans les eaux territoriales comoriennes, au

ses, plusieurs éléments confortent les prévisions sur l'existence de ces nappes pétrolières. Notamment l'insistance de Frontier à obtenir les droits exclusifs sur ce "Bloc" durant une période intérimaire -extensible- de 16 ans. "Pendant la durée de cette période, Frontier aura un droit exclusif sur ce Bloc et procédera à son évaluation, qui inclura l'acquisition de documents de nature géologique, géophysique et de toutes autres données relatives à la présence éventuelle d'hydrocarbures dans le Bloc (...)" Cette exclusivité concerne également l'octroi de permis d'exploration pour l'exploitation pétrolière. "La SCH s'en-



gagé à ne pas approcher ou entamer de négociations avec des tierces parties pendant la durée de la période", souligne le document. Un plan prévisionnel projetait "le forage du premier puits" huit ans après la signature du protocole d'accord avec la Société comorienne des Hydrocarbures.

Tenu longtemps secret, ce dossier rendu public en cette fin 2006, l'année où le premier forage aurait dû être terminé selon les prévisions, n'est que la partie visible de l'iceberg. En 1999, le premier gouvernement issu du coup d'Etat mené par le colonel Azali reçoit la visite d'un responsable de la société d'exploration américaine. Selon l'un des ministres présents à cet entretien, l'entrepreneur américain "était en possession de photos satellites montrant la position des Comores dans une sorte de cuvette sur la même plateforme continentale que le Mozambique et Madagascar". Toujours selon la même source, "l'importance des sédiments en sel de cette plateforme dans la zone géographique des Comores laisse supposer des réserves importantes d'hydrocarbures et de gaz, qu'il faut aller chercher à moins 2.000 mètres". Si ces photos satellites confirment en grande partie les informations contenues dans le

dossier écrit de Frontier, il subsiste cependant une contradiction sur la position du fameux "Bloc" qui intéresse les Américains. Alors que la carte jointe en annexe du dossier montre une zone qui couvre toute la longueur de l'ouest de Ngazidja incluant une partie du versant sud de Mwali, les photos satellite "identifient un bloc à l'intérieur des eaux territoriales entre Ndzuanu et Maore", se souvient le ministre du gouvernement Azali.

FRONTIER RESOURCES International. Inc n'est cependant pas la seule société à s'intéresser aux secrets des fonds marins de l'archipel. Une société russe a mené des explorations dans ce sens, mais cette fois à la demande des autorités comoriennes. C'était en 1994. Le régime du président Djohar qui a succédé en 1990 à Abdallah traverse alors une zone de turbulences politiques. Halifa Houmadi, un conseiller pédagogique angevin, est nommé Premier ministre avec pour mission de doter le pays d'un plan d'action, notamment sur le plan économique. "C'est dans ce contexte, que j'ai proposé d'engager une série de recherches pour identifier les ressources naturelles dont pouvaient disposer le pays", explique le ministre de l'Équipe-

ment et de l'Énergie de l'époque. Une décision interministérielle approuve cette orientation et le ministre est chargé de prospecter auprès des pays susceptibles de mener ce travail. "J'ai approché en premier les autorités françaises, en la personne de Sibuide, à l'époque ambassadeur de France aux Comores. Celui-ci m'a fait savoir que des études menées au cours de la période coloniale ont démontré qu'il n'existait pas de ressources naturelles." Pas convaincu par cette réponse, le ministre comorien se tourne vers la Russie, un pays qu'il connaît bien puisqu'il y a effectué ses études universitaires. L'accord du gouvernement russe est immédiat. La société qui a effectué ces études et l'ambassadeur russe accrédité aux Comores arrivent à Moroni courant 1995 pour restituer les résultats des recherches. "Le contrat prévoyait le versement de 52 millions de fc [105.000 euros, ndlr] en échange de ces études. N'ayant pas pu réunir ce montant, le gouvernement n'a pas pu disposer des photos satellites. Un rapport nous a été remis confirmant l'existence de quatre ressources naturelles offshore, dont du pétrole et du gaz, mais les

détails se trouvaient sur les images satellites", regrette le ministre de l'Énergie. Selon lui, "l'original du dossier qui devait se trouver à la présidence a disparu après le coup d'Etat qui a renversé le président Djohar", en septembre 1995. La dernière copie se trouve aux mains d'un homme d'affaires bien introduit dans les réseaux politiques, que nous nommerons X.

Ces deux dossiers sont les seuls connus officiellement concernant la problématique du pétrole aux Comores. En existe-t-il d'autres

Une raffinerie de la compagnie pétrolière BP (BP)

"Un rapport nous a été remis confirmant l'existence de quatre ressources naturelles offshore"

UN ANCIEN MINISTRE DE L'ÉNERGIE SOUS LA PRÉSIDENTIE DE DJOHAR

tenus au secret ? Le journal satirique français, *Le Canard enchaîné*, a révélé dans le passé la découverte par les juges français Eva Joly et Chantal Perdrix, chargés d'enquêter sur le scandale de la multinationale Elf-Aquitaine, en 1994, de l'existence d'un dossier concernant les Comores - lors d'une perquisition au siège de la société à Paris. Cette information n'a pas eu de suite, ●●●

dossier du pétrole aux Comores ?

A droite, un pipe-line en construction. (crédit: BP)

●●● Paris. Cette information n'a pas eu de suite, laissant planer une ombre sur la nature de ce dossier. Un dossier politique ou en relation avec le pétrole ? Mystère. Mais à en croire les confidences d'un ancien ministre présent à une réception offerte par Madi Bolero, premier Ministre des Comores entre 1999 et 2000, en l'honneur de l'ambassadeur de Russie aux Comores, le colonel Azali aurait confirmé "l'existence d'un dossier du pétrole aux Comores chez Elf". En dépit de toutes ces affirmations et de la proche présence de gisements à Mahajanga (lire ci-dessous), des scientifiques comoriens se disent très réservés sur ce sujet. "Pour pouvoir dire qu'il y a du pétrole, il faut voir le pétrole sortir du trou", soutient un spécialiste. Selon ce dernier, des images satellites, surtout à de grandes profondeurs, peuvent fournir des informations géologiques, mais celles-ci restent insuffisantes tant "qu'on n'a pas retracé l'histoire géologique sur des centaines de millions d'années pour connaître les conditions géologiques, matérielles mais aussi climatiques du milieu". Or "les cartes géologiques onshore existent au CNDRS [Centre national de la recherche scientifique, ndr], mais les cartes offshore sont aux mains des Français", prétend un spécialiste en hydrocarbures. Les scientifiques comoriens sont formels sur le fait que les données géologiques disponibles aux Comores sont trop limitées pour livrer des indices permettant de définir une probabilité. La question est de savoir si une société ou un pays étranger dispose de ces infor-

mations. "En 1996, j'ai reçu une équipe canadienne intéressée pour faire des prospections dans nos eaux", livre Moindjié, ingénieur en énergie à la Société comorienne des Hydrocarbures. Revenant en 1998 une mission, un autre scientifique se rappelle de ces mots lancés dans une conversation : "Ce n'est pas vrai, on balise votre sous-sol." Difficile de savoir qui dispose de telles informations, surtout qu'un simple "survol d'un avion équipé d'instruments de mesures suffit pour relever les données géomagnétiques et gravimétriques, et nous n'avons pas de contrôle de nos mers et de nos airs".

ENTRE L'ASSURANCE DES sources américaines et russes et le scepticisme des scientifiques comoriens, le gouvernement de l'Union a opté pour une démarche pragmatique. "A l'est, il y a du pétrole à 200 kms de chez nous, en Tanzanie et au Mozambique. De l'autre côté à l'ouest, Mahajanga sortira son premier baril en 2007. Au nord, les Seychelles sont en train d'explorer et vont peut-être commencer à forer. Pourquoi ne pas chercher aussi à savoir ce que contient notre sous-sol alors que géologiquement, nous sommes dans la même zone ?" interroge le vice-président de l'Union, Idi Nadhoim, de retour à la mi-décembre d'un voyage en Chine, où il a pris contact avec une société d'exploration de ce pays, la Sinopec. De passage en Tanzanie, il a également posé les bases d'un échange de données en la matière.

KAMAL'EDDINE SAINDOU



➤ + LOIN
Le site de
Madagascar Oil Ltd
http://www.madagascaroil.com/index.php/en_home.html

Madagascar s'apprête à extraire ses premiers barils

A proximité de l'archipel des Comores se concentrent plusieurs gisements, qui devraient produire dès 2007.

LA production d'or noir est programmée pour cette année à Madagascar. La société Madagascar Oil Ltd a annoncé au mois de novembre dernier la production du premier baril de pétrole malgache pour 2007. Cela faisait des années que cet événement majeur pour l'économie du pays était attendu.

Depuis des décennies en effet, on savait que la Grande île détenait du pétrole en son sein, et au large. Une évaluation actuelle fait état de 3 milliards de barils de réserve. De nombreuses sociétés ont ainsi exploré le sous-sol malgache depuis le début du XXème siècle. Des gisements ont bien été découverts, mais ils n'avaient jamais été exploités à cause des difficultés techniques et de leur faible rentabilité économique. La modification de la demande internationale en termes de production de pétrole (avec des tarifs sans cesse à la hausse) et l'avancement considérable des techniques de production ont abouti à la reconsidération de ces gisements. Plusieurs compagnies ont déjà signé des permis de recherche et d'exploitation avec l'Office des mines nationales et des industries stratégiques (Ominis). C'est le cas du géant américain Exxon, qui va explorer 36.000 km² en haute mer à

2.000 m de profondeur au large de Mahajanga, à l'ouest du pays, tout près donc de l'archipel des Comores. Trois autres compagnies vont prospecter sur ce même site : la chinoise Sunpec, l'américaine Vanco Energy et la norvégienne Norsk Hydro. Ce bloc est celui dont les recherches sont les plus avancées.

PLUS AU SUD, MADAGASCAR Oil Ltd, filiale de Vuna Energy Ltd, explore Bemolanga et Tsimiroro. Deux sites réputés pétroliers depuis 1946. Pendant la seconde république (1975-1991), des compagnies étrangères les ont déjà prospectés, mais, à l'époque, l'exploitation jugée trop coûteuse n'avait pas été entreprise. Avec la hausse des coûts du pétrole, les grès bitumeux de Bemolanga (des réserves de 3 milliards de tonnes de bitume dont 600 millions exploitables à ciel ouvert) et l'huile lourde de Tsimiroro (2,5 milliards de tonnes de réserve), sont à présent rentables, en dépit d'une extraction complexe. C'est de ce dernier site que la compagnie britannique projette de commercialiser ses premiers barils de pétrole léger pour 2007. Selon son PDG, Sam Malin, qui s'exprimait récemment dans le magazine *Eco austral*, Madagascar Oil prévoit, à ses

débuts, une production de 1.000 barils/jour de pétrole lourd pour un investissement de 80 millions de dollars (60,6 millions d'euros, 30 milliards fc). Le gouvernement malgache va aussi prochainement lancer des appels d'off-

re, ce qui devrait attirer les investisseurs. Selon le directeur des Mines et de la géologie auprès du ministère, Pamphile Rakotoarimanana, "à la base de la politique actuelle se trouve la facilité des procédures. L'État ne pose aucune

conditionnalité à l'octroi du permis de prospection. Par contre, il est scrupuleux quant au respect du cahier des charges dont la clause majeure est l'obligation sociale".

re, ce qui devrait attirer les investisseurs. Selon le directeur des Mines et de la géologie auprès du ministère, Pamphile Rakotoarimanana, "à la base de la politique actuelle se trouve la facilité des procédures. L'État ne pose aucune conditionnalité à l'octroi du permis de prospection. Par contre, il est scrupuleux quant au respect du cahier des charges dont la clause majeure est l'obligation sociale".

"La ruée des grandes compagnies à Madagascar est un bon signe pour notre économie."

UNE MALGACHE

res sur les places fortes de l'or noir, à Londres et à Houston (États-Unis), pour l'attribution de concessions de recherche pétrolière : 96 blocs de 2.000 km² seront ainsi proposés. Fin décembre, de nombreuses compagnies se sont vues attribuer des blocs : trois pour Essar Oil, compagnie indienne, un pour le trader suisse Masefield, un pour Pexco (Malaisie), East Africa Exploration, Upstream Petroleum Services Ltd et enfin un bloc pour une entreprise américaine, Petromad, créée par un Malgache et basée à Houston. Certaines firmes, déjà présentes sur le territoire malgache, ont aussi reçu de nouveaux blocs. De fait, Antananarivo mise sur l'exploitation de son sous-sol - pétrole et mines - pour relancer l'économie du pays et

conditionnalité à l'octroi du permis de prospection. Par contre, il est scrupuleux quant au respect du cahier des charges dont la clause majeure est l'obligation sociale".

SELON LA RÉGLEMENTATION, une société qui travaille dans le secteur doit construire des routes et des écoles et créer des emplois dans la région. Ces dispositions sociales seront renforcées dans la prochaine loi sur les grands investissements miniers. "Nous réalisons nos projets dans le respect total de l'environnement, et nous contribuerons au développement social de la région" a indiqué Sam Malin dans *Eco austral*, ajoutant que la compagnie initiera les jeunes de la région à l'activité pétrolière.

RC
(avec Syfia international et L'Express de Mada)

Un dossier en terrain miné

Tous les dirigeants comoriens connaissaient à des degrés divers le dossier "Pétrole", mais peu ont osé s'en saisir officiellement pour le faire avancer. Alors que des puissances étrangères s'y intéressent, la France, partenaire traditionnel des Comores, affiche une indifférence intrigante.

"SUR un mur d'un bureau de l'Ambassade de France à Moroni, une diagonale traverse du nord au sud les îles de l'archipel. D'un côté de cette ligne, Ngazinja et Mwali. De l'autre, Ndzuanu et Maore." Le journaliste qui rapporte cette information est intrigué par cette frontière tracée au feutre. A juste titre. Nous sommes en 1997. Ndzuanu vient de faire sécession et supplie la France de changer le destin de l'île sur le modèle de ce qu'elle a fait de Maore. L'anecdote n'est pas sans intérêt quand on sait qu'au-delà de l'argumentaire sur la prétendue "suprématie grand-comorienne" dont Ndzuanu cherche à se défaire, le chef séparatiste Abdallah Ibrahim lance dans un meeting à Mutsamudu "qu'il y a un secret à Ndzuanu, c'est son pétrole". Le président de l'Etat autoproclamé de Ndzuanu n'est pas le premier Comorien à évoquer cette éventualité. Passons sur le délire d'un Lasbadia, qui débarquant en 1998 dans l'île en pleine rébellion, se naturalise anjouanais et, au moyen d'une pique et d'un marteau, se met à forer la côte du village de Jéjé à la recherche de pétrole...

"En 1975, Ali Soilihi affirmait déjà qu'il y avait du pétrole aux Comores. Mais pour lui, il n'y avait pas pire chose que de faire croire à un inculte qu'il est riche", confie l'un des ténors du régime révolutionnaire. Le dossier n'a donc pas été soulevé sous l'ère du Mongozi, entre 1975 et 1978. Au pouvoir pendant près de onze ans, Ahmed Abdallah n'a pas non plus évoqué ce dossier, même si c'est au cours de son règne qu'ont eu lieu les plus nombreuses explorations océaniques par des Allemands passionnés par le thon, par des Européens intéressés par le thon, et par des Japonais en charge d'un grand programme de développement de la pêche aux Comores. C'est durant cette période que des amateurs de plongée ont commencé à parler de l'existence de "nodules polymétalliques" (petites boules chimiques de couleur brun-noir, que l'on trouve dans les mers) dans les eaux comoriennes. Ces missions effectuées hors de tout contrôle des autorités comoriennes ont-elles "servi à baliser le sous-sol de l'archipel" comme cela a été confié à un ancien responsable de la société comorienne des hydrocarbures ?

Jusqu'à la fin des années 80, on parle peu de pétrole dans l'archipel, même si pour Halifa Houmadi, Premier ministre des Comores en 1994, "depuis le

de démantèlement est en relation avec les ressources naturelles dont dispose le pays", se souvient un militant du Shuma, le parti de Saïd Ali Kenal. En 1994, à sa quatrième année de pouvoir, Saïd Mohamed Djohar autorise son gouvernement à prendre contact avec des sociétés étrangères pour établir un inventaire de toutes les ressources du sous-sol comorien. La société russe chargée de mener ces prospections rend ses conclusions au premier trimestre 1995. En juillet de la même

d'un immense projet d'industrie de pêche de plusieurs millions de dollars, comprenant une surveillance satellitaire du territoire maritime comorien. De grands médias français, notamment *La Lettre de l'Océan Indien*, révèlent une opération mafieuse d'un Forbes qui n'est pas répertorié sur le registre des hommes d'affaires américain. Non seulement le projet tombe à l'eau, mais le régime de Taki devient la cible du mouvement séparatiste naissant qui utilise ce nom de Forbes pour signer ses actes de destructions des biens appartenant aux alliés du régime, dénoncés comme les adversaires des intérêts des Anjouanais.

Attaqué de toutes parts, le président Taki ne restera pas plus de deux ans et demi au pouvoir. Sa mort jugée suspecte intervient trois mois après "qu'il ait adressé une lettre aux Russes au sujet du pétrole tout comme l'avait fait Djohar deux mois avant d'être renversé", s'étonne le même ministre d'Azali cité plus haut.

ENTRE 1999 ET 2000, DEUX missions, une russe et l'autre américaine, relancent la nouvelle équipe au pouvoir. Le président Azali se montre prudent et refuse d'engager son régime dans ce dossier "sensible". "Il a donné trois raisons à son refus : le problème de délimitation de la zone maritime comorienne avec Madagascar, le problème de Mayotte, et la crise séparatiste anjouanaise", rapporte un témoin présent au moment où le président Azali s'est exprimé sur ce sujet. Aux primaires de 2001, Mtara Maécha "se fait financer sa campagne électorale par Elf par le truchement de sa fidèle amie, Michelle Alliot-Marie", note un diplo-

mate comorien. Michelle Alliot-Marie, baronne de l'UMP, proche de Jacques Chirac, aujourd'hui ministre française de la Défense, qui travaillait à Moroni lors de la déclaration d'indépendance... Alors que des puissances lointaines font le gué pour obtenir un contrat d'exploration des fonds marins comoriens, la France, ancienne puissance administrante, fortement présente dans la région et qui défend sa position de premier partenaire des Comores, affiche elle une indifférence intrigante sur ce dossier. "Avant de prendre contact avec la société chinoise d'exploration Sinopec, nous avons approché le groupe Total qui a décliné notre offre", fait savoir Idi Nadhoim, vice-président de l'Union des Comores. Total qui assure la distribution en hydrocarbures à Maore depuis 2004.

KE5

Feu le président des Comores Mohamed Taki Abdoukarim. Sa mort jugée suspecte est intervenue trois mois après qu'il ait adressé une lettre aux Russes au sujet du pétrole. (CENT : CNDRS MORONI)

"Le dossier "Pétrole" établi par les Russes a disparu des tiroirs de la présidence de la République après ce coup d'Etat."

LE DERNIER MINISTRE DE L'EQUIPEMENT DE DJOHAR, A PROPOS DU COUP D'ETAT DE 1995

rattachement des Comores à Madagascar (...), le services des Mines disposait de documents en la matière". Le jeune ingénieur de travaux publics que fut Mohamed Taki Abdoukarim avant d'être Président a-t-il trouvé trace de ce dossier dans ces documents ? A croire l'un des rares spécialistes comoriens en hydrocarbures, "il [Mohamed Taki] savait depuis 1972 qu'il y avait du pétrole". Des proches de l'opposant au président Abdallah n'excluent pas ce dossier des sujets qui ont brouillé les relations entre les deux anciens alliés.

ON COMMENCE CEPENDANT à parler régulièrement de pétrole dès le début des années 1990. "En 1993, autour d'un débat sur le séparatisme comme processus politique engagé depuis 1975, nous avons conclu que l'origine de cette stratégie

année, "le président Djohar adresse un courrier à l'Ambassadeur de Russie à Madagascar pour relancer le dossier "Pétrole" ; le 28 septembre, il est débarqué par Bob Denard" ; fait remarquer un ancien membre du premier gouvernement du président Azali. "Le dossier "Pétrole" établi par les Russes a disparu des tiroirs de la présidence de la République après ce coup d'Etat", souligne le ministre de l'Equipement du dernier gouvernement de Djohar.

Mohamed Taki Abdoukarim en exil en France, se lance alors dans la course pour la présidentielle et table sa campagne sur un boom économique dont il est le seul à détenir le secret. Le "réhémane" (ainsi avait-il nommé sa politique de sursaut économique) débute avec l'arrivée à Ndzuanu en 1997 de Forbes, un homme d'affaires américain porteur



Difficile maîtrise

SUR DEMANDE DE CHRISTIAN JOB, ambassadeur de France aux Comores, le gouvernement de l'Union a autorisé il y a deux mois une mission française d'études océaniques dans les eaux comoriennes. Moroni a cependant sollicité la possibilité d'admettre à bord un chercheur comorien. A l'arrivée de la mission scientifique, le diplomate français s'est dit désolé de ne pas pouvoir satisfaire la demande comorienne au motif que le navire ne dispose pas d'hélicoptère pour venir chercher le scientifique comorien à terre. Ce qui a bien sûr froissé la partie comorienne qui a omis de demander si le navire ne transportait pas non plus de vedettes de secours. Ces études n'ont officiellement rien à voir avec le pétrole, mais l'anecdote illustre bien les difficultés des autorités comoriennes à maîtriser les recherches effectuées sur leur territoire.

Du pétrole à Maluzini

une histoire imaginaire

par Djalim Ali

enseignant d'Histoire à l'Université des Comores

DU PÉTROLE

à Maluzini ! A en juger par les croyances populaires et les idées reçues, la question ne relève pas de l'impossible, ni du domaine du mythe. "Dans telle région du Nord de la Grande Comore, il se dégage surtout le soir une odeur de pétrole" ou "tel fruit - le coco - avait le goût de l'essence". "Pourquoi il n'y aurait pas du pétrole aux Comores ? N'avait-on pas dit pendant toute la période de la colonisation que l'île de la Grande Comore était dépourvue d'eau alors qu'il s'est aujourd'hui avéré que son sous-sol regorge de réserves dans des nappes phréatiques à couper la soif des habitants du Sahel et des bédouins d'Arabie ?" Ces propos qu'on entend à longueur de journée sur les places publiques, voire à travers les ondes de radio et de télévision, sont tenus par de simples gens, et même des autorités, qui ne cessent de spéculer à tout va sur l'existence du pétrole aux Comores. Mythe ou réalité ?

À LA GRANDE COMORE, CETTE ÎLE de sécheresse que la nature avait dépourvue pendant plusieurs années de toute chance de développement, le pouvoir politique est aux mains de la dynastie des Hinya Rume, adversaire politique des Hinya Rumwa. La confirmation de l'existence de gisements de pétrole à Maluzini, une région limitrophe entre la commune de Moroni et celle d'Iceni, défraye la chronique publique. Tandis que les autorités administratives de ces deux communes se disputent la tutelle administrative de cette région, devenue un enjeu économique, à la Grande Mosquée de la vieille médina de Moroni, que dirige l'Imam Saïd Chanfiou, Grand Chérif du coin, descendant direct du Prophète de l'Arabie, issu de la branche non des Aboubacar Bin Salim mais des Djamel Al-Layl, les fidèles ne cessent de psalmodier le Saint Coran pour remercier Allah d'avoir exaucé leurs prières, de voir un jour les Comores dotées de richesses à même de leur faire oublier leur misère séculaire. Rien n'échappe à Allah qui l'a déjà fait pour Abraham priant alors en faveur de l'Arabie, devenu le premier pays producteur de pétrole. A telle autre mosquée dans le quartier des pêcheurs, ce sont des commentaires en apparence des plus saugrenus, mais qui traduisent les aspirations profondes de cette catégorie sociale à entrer dans l'ère de la modernité.

DE LA MOSQUÉE À LA PLACE PUBLIQUE "Bangwe" où les spéculations vont bon train sur tout et rien, ce sont d'abord des propos et commentaires qui rendent hommage à cet expert scientifique qui porte tout le savoir encyclopédique dans sa tête pour avoir, avec ses amis qu'on croyait pourtant naïfs et rêveurs, défendu à corps et à cri, cette histoire de pétrole, même avec des démonstrations, pour le moins qu'on puisse dire, des plus farfelues. Au Bangwe du Badamier que n'osent fréquenter que les "cadres" ou les "Wandru wadzima", ces hommes dits "hommes intègres" car

Cette histoire imaginaire et pourtant plus proche de la réalité que du mythe, n'est qu'une fiction qui part de l'hypothèse qu'il y a du pétrole aux Comores, enfoui quelque part dans le sous-sol volcanique de l'archipel, sinon dans les profondeurs de ses vastes étendues maritimes. Elle se présente en un scénario de trois actes qui correspondent aux trois principales phases du processus classique de production du pétrole que sont la prospection, la mise en exploitation et la distribution.

ayant accompli leur grand mariage, mais également les dignitaires et autorités politiques qui dirigent le pays, ce sont des discussions jugées plus sérieuses même si un peu houleuses, qui s'engagent autour de la question du pétrole. Elles portent essentiellement sur les acteurs, les moyens et la stratégie à mettre en œuvre pour engager le processus de production du pétrole qui comprend la prospection, la mise en exploitation et la distribution ou vente. En d'autres termes, il s'agit de savoir avec qui, quoi et comment entreprendre des opérations aux fins d'en terminer avec le sous-développement et d'engager le pays dans la voie du progrès et de la modernité...

POUR DES RAISONS D'ÉTAT mais certainement aussi diplomatiques et avantageuses, le gouvernement de la République a concédé, à la suite d'un appel d'offre international, le droit de prospection à la compagnie pétrolière chinoise, plus petite soit-elle, au détriment de l'américaine Eskon, plus spécialisée et expérimentée en la matière. Le gouvernement est sévèrement critiqué pour avoir, dit-on, vendu les richesses du pays à des étrangers. "Politique haïssable", ne cessent de stigmatiser révolutionnaires et nationalistes, intarissables sur la question de la nationalisation des richesses du pays, ignorant que l'enjeu du pétrole est avant tout lié à la volonté des grandes puissances, derrière lesquelles se profilent des grandes compagnies internationales, qui disposent d'énormes moyens pour assumer les frais de sa prospection, de sa mise en exploitation et de sa distribution. En effet, penser ou croire disposer du pétrole dans son sous-sol est une chose. Pouvoir le prospector, le mettre en exploitation et le distribuer, c'en est une autre.

C'est à la suite de cette concession que commencent les grands problèmes de cette ressource minière devenue dès lors la source principale de querelles et de tensions, voire d'une guerre sanglante, qui oppose les Hinya Rume et les Hinya Rumwa, respectivement majoritaires dans la commune de Moroni et dans la commune d'Iceni. Les Hinya Rume aux commandes des affaires de la nation, bénéficient des privilèges et autres avantages que procure le pouvoir. Le ministre des Affaires étrangères, personnalité influente des Hinya Rumwa et seul "miraculé" de ce clan matrilinéaire à faire partie d'un gouvernement dominé par le clan adverse, n'a ménagé aucun effort pour attribuer ce droit de prospection aux Chinois, arguant les liens d'amitié et de coopération étroite qui unissent les Comores à ce grand pays émergent qui, depuis trente ans d'indépendance, accompagne les Comores dans leurs efforts de développement, tandis que les Hinya Rumwa au pouvoir appuient les Américains. Les enjeux de ce droit à la concession pour la prospection du pétrole de Maluzini devient alors la source d'une instabilité politique caractérisée par des luttes fratricides et sanglantes opposant ces clans, frères et ennemis, que les mêmes puissances étrangères attirent et entretiennent dans ce pays réputé être un havre de paix. Pour mettre un terme à cette guerre fratricide qui déchire les enfants d'un même pays pour quelques *royalties* espérées, dont la



majorité d'entre eux ne toucheront que des miettes, et devant l'échec de toutes les tentatives de règlement de ce conflit qui frôle le génocide par les grands notables des sept provinces de Ngazidja, l'opposition au régime en place demande l'envoi des troupes militaires étrangères pour pacifier le pays, ignorant que derrière elles se cachent de grandes compagnies pétrolières qui financent les opérations de soi-disant pacification. Cependant cette intervention, auréolée de la gloire des casques bleus des Nations Unies, se heurte à une résistance populaire menée par d'autres clans et Hinya qui s'impliquent dans ce conflit opposant au départ les seuls Hinya Rumwa et Hinya Rume.

La pacification du pays étant assurée grâce à cette intervention des forces des Nations Unies, c'est finalement à la société américaine Eskon qu'échoit le droit non seulement de prospection, mais également de production et de vente du pétrole suivant les termes d'un contrat négocié qui accorde 5% des revenus du pétrole à l'Etat comorien. 5% de cette manne, cela permet de décupler le budget du pays, qui finance alors son programme de développement.

POUR ENGAGER LE PAYS DANS LA VOIE de la modernité et du progrès, le gouvernement entreprend, avec la manne du pétrole, un vaste programme de développement. Malgré la résistance des sceptiques et des fanatiques confrontés aux problèmes que pose la modernité, le pétrole de Maluzini contribue à bouleverser la vie des gens en provoquant des mutations sociales profondes, tout en soulevant de nouveaux problèmes. Les transformations sociales de cette ère du pétrole de Maluzini se situent sur plusieurs niveaux.

Au niveau du système de l'organisation agricole, les quelques lopins de terre cultivables au statut foncier de "manyahuli", occupées par l'exploitation familiale des cultures vivrières et par celles de rente que sont la vanille et l'ylang-ylang, cèdent la place à la construction d'usines spécialisées dans la fabrication des produits à base de matière plastique, l'un des dérivés du pétrole brut. La rétrocession de ces terres amplifie l'exode rural et contribue à la diminution des effectifs du secteur agricole, qui employait 70% de la population active, mettant fin à la dichotomie entre milieu urbain et milieu rural, et nivelant les différences de développement entre villes et villages.

Avec la manne du pétrole, la révolution industrielle des Comores se met en marche. Les activités d'importation et d'exportation qui étouffent toute initiative économique réelle, se manifestent par les pipelines et les plateformes offshore émergeant des mers les plus profondes... et réputées être le seul endroit au monde à loger le fameux coelacanth, le poisson qui a survécu à la préhistoire. Cependant le développement industriel qui exige une main d'œuvre très qualifiée à même d'utiliser les nouvelles technologies de pointe en vigueur, permet de financer un programme de formation de techniciens, d'ingénieurs et cadres d'entreprises, au profit d'une élite très sélection-

née. Par ailleurs, on assiste à une poussée des services publics et privés qui n'occupent qu'un faible pourcentage de la population active tandis que la majorité de celle-ci se retrouve au chômage, faute des capacités et qualifications professionnelles requises pour l'utilisation de ces nouvelles technologies industrielles.

LA POURSUITE DE L'INDUSTRIALISATION s'accompagne d'une urbanisation sans cesse croissante et la création de villes neuves et la généralisation du phénomène de banlieue. La nouvelle capitale du pétrole "Undroni" signifiant "Lieu de la Prospérité", que des observateurs et autres spécialistes de la presse à sensation n'hésitent pas à qualifier de "Nouveau Bahreïn de l'Océan Indien", englobe les agglomérations d'Itsandra, Iconi, Mapvinguni, Mdé et Iconi. Elle symbolise la réconciliation entre les "Hinya", la fraternité retrouvée ainsi que la fierté de ces insulaires qui n'envient ni Koweït City, ni Dubaï. Grâce aux royalties du pétrole, leurs routes en nids-de-poule sont transformées en de véritables boulevards baptisés "Avenue Azalée" et leurs "bangwe" en squares baptisés "Square du Sambe", éclairés avec des lampadaires alimentés non pas par l'énergie solaire mais à plein régime au fuel lourd. Débordant de couleurs et de lumières, la capitale et son agglomération ne connaissent plus de délestage car leurs usines de production électrique qui ne manquent jamais de fuel à cette ère du pétrole de Maluzini fonctionnent à plein régime et sans arrêt. Plus besoin du PNUD, ni du FNUAP, ni de l'OMS a décidé le gouvernement, car le progrès et le développement se traduisent par ces gros chantiers de construction, des buildings en verre fumé ou teinté, et des gratte-ciels à cinquante étages qui poussent comme des champignons tout au long des corniches et des boulevards. L'aménagement idyllique du territoire de la capitale se poursuit avec l'effigie d'un Sambi en tenue de Mollah ou d'un Maarouf, autre personnage historique, représentée par une statue en bronze érigée sur la place de Badjanani en plein cœur de la "Medina" que, sous l'œil de l'UNESCO, des nostalgiques de l'ancienne culture veillent à ne pas transformer, par obsession identitaire et culturelle.

SUR UN AUTRE PLAN, la structure de la population comorienne se modifie suite à une croissance économique soutenue qui permet à la société d'amorcer sa transition démographique. Grâce aux progrès sanitaires et médicaux, la mortalité et en particulier la mortalité infantile, diminue cependant qu'une natalité abondante maintient une fécondité toujours élevée en raison des croyances religieuses et populaires très natalistes. La qualité de la vie de la population s'est relativement améliorée avec la politique sociale de l'Etat qui a retrouvé sa fonction redistributive des richesses nationales en dépit d'une croissance démographique plus qu'explosive, qui expose le pays à une demande sociale de plus en plus élevée dans les domaines de l'alimentation, l'habitat, l'éducation, la santé, l'emploi, etc. Cette demande sociale résulte de l'extrême jeunesse de la

population, d'autant plus que le nouvel eldorado de Maluzini ne manque pas d'attirer des populations étrangères voisines ou lointaines, qui s'y installent de gré ou de force. En s'y implantant, elles amènent avec elles chacune sa manière de vivre, d'être, de penser, en un mot sa civilisation. Ce qui n'est pas sans poser des problèmes de cohabitation et engendrer des conflits de culture.

L'ère du pétrole de Maluzini a surtout contribué à l'abandon d'un système social ancien avec tout ce qu'il sous-tend comme croyances et traditions coutumières, pour inaugurer un mode de vie inspiré par la modernité. La mise en place de structures modernes de distribution de biens et de services ne profite qu'à une minorité de nantis privilégiés par la naissance ou la fortune, tandis que la majorité de la population livrée à elle-même ne jouit qu'à peine des effets bénéfiques de la manne du pétrole. Il résulte donc de cette situation un luxe factice qui ne sert nullement à la production locale mais plutôt à l'acquisition des biens non productifs. C'est ainsi qu'avec la généralisation de la société de consommation, le matérialisme et son corollaire, l'individualisme, se développent au détriment de la cohésion sociale et de la solidarité communautaire. Ces nouveaux Princes comoriens du Pétrole issus du Hinya Rumwa comme du Hinya Rume conçoivent l'individualisme et l'égoïsme comme un idéal de vie, contribuant ainsi à affaiblir les structures traditionnelles de sociabilité que sont la famille et la communauté, et ne se reliant aux autres que par le biais des moyens de communication que sont la limousine, l'Internet et le téléphone portable, qu'ils arborescent fièrement et de manière ostentatoire sur les places publiques et dans les rues.

L'ACQUISITION DES BIENS et autres services qu'exalte une publicité battante qui cherche à mettre en condition les consommateurs, incite surtout les nouveaux riches à recourir au crédit, devenu l'une de ces nouvelles normes et valeurs qui régissent la société. Cependant, le paradoxe vient de ce que la caste de nouveaux riches et autres "miraculés" de l'ère du pétrole de Maluzini, les seuls à avoir accès à ces crédits, exhibe par ostentation sa richesse à travers l'acquiescement social de la tradition du Grand mariage, que ces accros à la modernité demeurent incapables de transcender.

D'autre part, à l'ère du pétrole de Maluzini, la société comorienne fait face à la crise des idéologies avec la fin de l'illusion de la révolution rouge et un retour en force de l'islamisme, en tant que forme que revêt l'orthodoxie musulmane et l'establishment confrontés aux problèmes de la modernité. Alors que ce train de vie d'un luxe factice se poursuit chez la minorité de privilégiés du pétrole, la majorité de la population et les laissés-pour-compte du système ne se réjouissent pas de ce spectacle insolite qui leur permet de découvrir que la justice sociale n'est qu'un "mythe", et que cela ne valait pas la peine de mourir pour Maluzini.

DJALIM ALI

"La pacification du pays étant assurée grâce à cette intervention des forces des Nations Unies, c'est finalement à la société américaine Eskon qu'échoit le droit non seulement de prospection, mais également de production et de vente du pétrole..."

Quand l'or noir détruit à petit feu le continent noir

Ce qui devait être une chance pour les pays africains, est devenu une fatalité pour leurs peuples. Le pétrole ne profite, dans la plupart des Etats du continent, qu'à une infime minorité de privilégiés.

AVANT-PROPOS

Cet article a été réalisé sur la base des reportages très complets publiés dans *Le Monde diplomatique* depuis trois ans, ainsi que sur la base de documents et de rapports publiés par divers instituts de recherches, et de dépêches AFP et Reuters.

EN FÉVRIER 2006, rapporte dans *Le Monde diplomatique* André Linard (1), "un pétrole léger et de haute qualité a commencé à couler des puits offshore de Chinguetti, au large de la Mauritanie. Ces puits produiront 75.000 barils/jour pendant neuf ans. Thiof, le second gisement, pourrait produire quelque 100 millions de barils, sans parler d'une importante quantité de gaz naturel. A 7.500 km plus à l'est, les sociétés pétrolières s'intéressent de près à Madagascar, où les réserves pourraient se révéler prometteuses [lire par ailleurs, ndr]. Plusieurs compagnies ont déjà signé des permis de recherche et d'exploitation. C'est le cas du géant américain Exxon, qui va prospecter 36.000 km² en haute mer au large de Mahajanga, à l'ouest du pays. Trois autres compagnies feront de même : la chinoise Suncor, l'américaine Vanco Energy et la norvégienne Norsk Hydro. D'ici à 2010, la Grande Ile pourrait à son tour devenir productrice d'or noir."

L'Afrique s'ouvre au pétrole. Les champs de prospection, jusqu'il y a peu limités à quelques pays du

continent (Gabon, Nigeria, Guinée, Lybie, Algérie...), se sont ouverts ces dernières décennies à une multitude de nouveaux Etats : Tchad, Mauritanie, Madagascar...

Ces pays ont rejoint, ou sont en passe de rejoindre, la Guinée-Equatoriale, le Gabon, l'Angola, le Nigeria, la Libye... dans le club des producteurs africains de pétrole. Si le Nigeria, l'Algérie et la Libye sont les seuls Etats du continent membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), l'Association des producteurs de pétrole africains (APPA) compte, elle, quatorze membres. Certains sont d'anciens producteurs, d'autres, comme Madagascar, ignoraient encore voici une décennie qu'ils possédaient du pétrole.

"Et ce mouvement n'est pas fini", renchérit André Linard : "Les recherches et les découvertes se poursuivent au large de la Côte d'Ivoire, du Liberia, de la Guinée, de la Sierra Leone, du Sénégal et de la Gambie. L'autre versant du continent est aussi concerné, au Kenya, au Mozambique et à Madagascar." Certes, au total, l'Afrique ne "pèse" que 10,2 % de la production et 7,3 % des réserves

mondiales. Son premier producteur, le Nigeria, n'est qu'au 11ème rang mondial, et la Libye, deuxième producteur africain, est au 16ème rang mondial. Mais dans le classement des exportateurs, ces deux pays sont respectivement 7ème et 10ème. En effet, l'Afrique raffine et consomme moins que les autres continents producteurs.

L'ACCROISSEMENT DE LA demande mondiale (lire par ailleurs) rend indispensable pour les grands consommateurs que sont les Etats-Unis et la Chine le contrôle de nouveaux gisements. La Chine, très présente aux Comores depuis trente ans, pourrait ainsi profiter de sa coopération soutenue en faveur de Moroni pour attirer les sympathies de l'archipel lorsqu'il s'agira d'exploiter son pétrole -s'il en possède. On pourrait alors se trouver dans la même situation que le Soudan, nouveau producteur sous l'emprise de Pékin. Les USA aussi semblent surveiller ce qu'il se passe dans l'archipel. Naguère quantité négligeable aux yeux de Washington, l'Afrique devient une priorité géopolitique pour les Etats-Unis depuis que l'on sait que

le continent pourrait fournir aux Etats-Unis 25% de sa consommation de brut en 2020.

En 2003, l'Afrique noire, avec plus de 4 millions de barils de pétrole par jour, produisait autant que l'Iran, le Venezuela et le Mexique réunis. Sa production a augmenté de 36% en dix ans, contre 16% pour les autres continents.

Les gisements africains sont d'autant plus prometteurs qu'ils présentent avantages politiques -la majorité des pays n'est pas membre de l'OPEP, contre-pouvoir dérangeant aux yeux de Washington- et géographiques -ces réserves pétrolières sont essentiellement offshore, à l'abri d'éventuels troubles politiques et sociaux.

Ainsi, "sous couvert de "guerre contre le terrorisme", les Etats-Unis ont renforcé leur présence en Afrique. Conscient de sa dépendance en matières premières stratégiques, Washington multiplie les accords politiques et militaires avec nombre de pays africains afin de "sécuriser" ses approvisionnements. L'armée, les compagnies pétrolières et les sociétés américaines de conseil en sécurité rafflent la mise", rapporte Jean-Christophe Servant (2).

Mais une question se pose à l'ensemble des pays d'Afrique, anciens ou récents producteurs de pétrole : que faire de l'immense manne que rapporte au pays l'extraction du pétrole ? Une interrogation qui en induit une autre : comment faire en sorte que la population de ces Etats bénéficie de la rente d'une telle industrie, ce qui n'est pas le cas actuellement ? Les exemples à ne pas suivre pour Madagascar et éventuellement les Comores, ne manquent pas...

La malédiction du pétrole

Un article de l'économiste Sanou Mbaye qui va à l'encontre des idées reçues.

"LES RÉSERVES PÉTROLIÈRES doivent être singulièrement menacées pour que les leaders mondiaux s'intéressent à l'Afrique. Habituellement négligé par des hommes d'Etat globe-trotters, le continent a récemment reçu la visite du président américain George W. Bush, de son homologue chinois Hu Jintao, du président brésilien Lula Da Silva, du chancelier allemand Gerhard Schröder et de nombreux autres dirigeants mondiaux. Leurs commentaires publics étaient généralement consacrés au développement, (...) mais tous avaient en tête la question du pétrole. La ruée vers le pétrole a déjà commencé sur le continent : la sécurité nationale de tous les pays développés dépend en effet d'une réserve pétrolière constante (...). Les Etats-Unis importent à eux seuls 1,5 million de barils par jour depuis l'Afrique occidentale et la même quantité depuis l'Arabie Saoudite. Selon le département américain de l'Energie, au cours de cette décennie, les importations américaines de pétrole d'Afrique atteindront 770 millions de barils par an, et ce pour trois raisons : l'exploitation s'intensifie sur l'ensemble du Golfe de Guinée, les Etats-Unis négocient la paix dans des pays producteurs de pétrole ravagés par la guerre, comme le Soudan et l'Angola, et ils établissent des bases stratégiques pour préserver la production. En conséquence de quoi, les producteurs de pétrole de l'Afrique occidentale gagneront 200 milliards de dollars au cours de la décennie sui-

vante, soit plus de 10 fois les sommes allouées chaque année par les pays occidentaux à "l'industrie de l'aide" dans la région.

Pourquoi les Africains ne se réjouissent-ils donc pas ? Parce qu'ils sont extrêmement conscients de la "malédiction du pétrole" (corruption, conflit, catastrophe écologique et esprit d'entreprise anesthésié). Au Nigeria, 300 milliards de dollars de revenus pétroliers sont venus remplir les caisses du gouvernement au cours des vingt dernières années, mais le revenu par tête reste inférieur à un dollar par jour pour la simple et bonne raison que la majorité de l'argent atterrit sur des comptes bancaires en Suisse.

Mais les pots-de-vin et le vol ne sont pas les seuls problèmes. Le célèbre oléoduc qui relie le Tchad et le Cameroun a entraîné une pollution de l'eau, dévasté les terrains de chasse des Pygmées, détruit les récoltes et répandu le Sida. Résultat inévitable de l'immigration des travailleurs peu instruits qui travaillent dur à des milliers de kilomètres de leur foyer et sont suivis par une horde de prostituées. Trop souvent les pétrodollars aggravent donc la pauvreté en Afrique noire au lieu de l'éradiquer. Seule une obligation de rendre compte pourra inverser cette tendance. Tel était l'objectif prôné par l'Initiative sur la transparence des industries extractives (ITIE), qui a demandé que la publication des versements effectués par les compagnies pétrolières multinationales aux gouvernements devienne obligatoire. Malheureusement, parce que les compagnies et

les politiciens africains ont toutes les raisons d'éviter cette transparence, les plans de l'ITIE n'ayant pas été rendus obligatoires, n'ont pas eu de suite.

Quelles leçons tirer de cette triste situation ? (...) Les intellectuels, les artistes et les militants des droits civils africains n'ont pas ressenti le besoin d'exprimer leur solidarité avec leurs compatriotes africains et de défendre les droits des opprimés. La société civile africaine semble immobilisée dans l'indifférence et l'inertie. Une autre leçon concerne l'échec du leadership politique africain. Il est d'usage d'expliquer les déboires de l'Afrique par l'esclavage et la colonisation, et personne ne peut contredire de telles affirmations. Mais cette reconnaissance innocente pas pour autant les "roitelets" africains qui ont livré leurs sujets aux marchands d'esclaves. (...) Si la richesse pétrolière de l'Afrique doit être exploitée, et elle le sera, il est dans l'intérêt des pays importateurs de pétrole de se solidariser des initiatives visant à mettre en place de gouvernements plus efficaces et responsables en Afrique. (...)"

SANOU MBAYE (septembre 2004), ancien économiste à la Banque africaine de développement

Article à lire sur son blog personnel : <http://sanou.mbaye.free.fr/blog/index.php/archives/14-Comment-l'Afrique-paît-de-la-malédiction-du-pétrole.html>

Au TCHAD, qui gère la manne ?

C'EST AU TCHAD QUE CET ENJEU est apparu de la manière la plus explicite. Les investissements nécessaires à l'exploitation pétrolière et à l'exportation via le port camerounais de Kribi ont été soutenus financièrement par la Banque mondiale, qui en a profité pour imposer au pays des règles dites de "bonne gouvernance". Parmi celles-ci, la loi 001, édictée sous la pression des bailleurs de fonds, visait une gestion "transparente" et une redistribution équitable des revenus de l'or noir. Un Fonds pour les générations futures a été créé, alimenté à hauteur de 10% des revenus pétroliers placés sur un compte séquestre à Londres. Il devait servir à financer des secteurs prioritaires comme la santé, l'éducation, les infrastructures, l'approvisionnement en eau.

Deux ans plus tard, en décembre 2005, le pays dénonçait ses engagements pour, officiellement, faire face à une rébellion. La Banque mondiale a alors fait bloquer les revenus de la vente du pétrole tchadien. Le Tchad a réagi en menaçant de fermer les robinets. Début mai, juste avant l'élection présidentielle, la Banque a fléchi "pour des raisons humanitaires". En contrepartie, N'Djamena a accepté de consacrer, ●●●

●●● dans le budget 2006 révisé, 70 % des revenus pétroliers à la lutte contre la pauvreté. Pour l'heure, on est encore loin d'une telle redistribution. Comme le rapporte la journaliste Anne-Claire Poirson, "le pétrole est devenu la première recette d'exportation du Tchad, devant le coton et la gomme arabique. En 2004, pour sa première année d'exploitation, le pays a engrangé 67,5 milliards de francs CFA (103 millions d'euros)." (3) Pourtant, en outre des innombrables problèmes environnementaux que l'exploitation du pétrole a provoqués, "les effets stimulants sur le marché de l'emploi sont restés limités, et le projet semble avoir plus profité aux travailleurs camerounais et asiatiques, mieux qualifiés, qu'aux Tchadiens", indique un rapport de l'Agence française de développement (AFD).

L'affaire tchadienne est suivie avec attention dans d'autres pays africains producteurs de pétrole. Le monde associatif estime en effet que sans l'adoption de règles claires, "l'or noir continuera à alimenter les conflits et la corruption". Dans la plupart des pays africains, la population ne voit pas ou très peu la couleur de cet argent.

Au Nigeria par exemple, premier producteur du continent, les habitants ont, à plusieurs reprises en 2005, manifesté contre la hausse du prix sur le marché local, qui a plus que quadruplé entre 1994 et 2004. Paradoxalement, le Nigeria, qui tire de l'or noir plus de 95% de ses recettes d'exportation, est exposé à des pénuries régulières de produits pétroliers, parce qu'il exporte vers l'Occident la quasi totalité des 2,5 millions de barils de brut qu'il produit par jour, et se voit donc contraint, pour satisfaire ses propres besoins en produits raffinés, de s'approvisionner sur un marché international aux cours fluctuants. Ces augmentations résultent aussi au Nigeria d'une mauvaise gestion des capacités de raffinage. Mal entretenues et mal gérées, les entreprises nationales ne tournent qu'à 40 % de leurs capacités.

Au NIGERIA, l'or noir est une poudrière

LE CAS NIGÉRIAN EST LE contre-exemple type à ne pas suivre. Le pétrole, au lieu d'enrichir la population locale, a fait de ce pays une véritable poudrière prête à exploser à tout moment. En février 2006, neuf employés d'une compagnie pétrolière occidentale ont été enlevés par une bande armée séparatiste. En décembre dernier, un groupe séparatiste armé du delta du Niger (sud du Nigeria) a revendiqué l'explosion de deux voitures piégées contre des unités appartenant à des compagnies pétrolières étrangères à Port Harcourt, et s'est engagé à multiplier des attaques similaires à l'avenir. Ces groupes armés réclament une meilleure distribution de la manne.

Il faut dire que le Nigeria cultive un vrai paradoxe. Fort d'une population d'environ 130 millions de personnes, le sixième producteur mondial de brut dispose d'immenses réserves de pétrole et de gaz qu'il pompe dans le fameux delta du Niger. Mais malgré ce pactole qui ne semble pas près de se tarir, près des trois quarts de la population vit avec moins d'un dollar par jour. Selon un responsable économique d'un des Etats pétroliers du sud cité dans une dépêche de l'AFP datée de décembre 2006, "les pays africains qui n'ont pas eu la chance d'avoir du pétrole s'en tirent peut-être mieux en matière de développement que le Nigeria où la corruption est à l'image de la richesse : énorme." Car cette richesse n'a pas été perdue pour tout le monde : un rapport très officiel avançait récemment le chiffre astronomique de 384 milliards de dollars volés dans les caisses de l'Etat par les dirigeants passés depuis l'indépendance du pays en 1960.

Résultat : "Le sud-est du Nigeria est devenu le centre d'un nouveau commerce triangulaire, celui du brut et des pétrodollars, aux effets humains aussi désastreux que ceux causés jadis, dans la même zone, par la traite des esclaves", affirme le journaliste Jean-Christophe Servant (4). "Dans une région pervertie par une économie de rente, la crise politique qui affecte l'Etat de Bayelsa est particulièrement symbolique.



Ci-dessus : un forage sous-marin au large de l'Angola. (87)

(...) Grâce à la hausse des cours du brut, l'Etat de Bayelsa a bénéficié, en 2005, d'un budget record de 470 millions d'euros, contre 252 en 2003. Mais 7 millions - dont 1,6 million pour la décoration - auront d'abord servi à parachever la construction de deux résidences officielles. Cette somme s'ajoute aux 21 millions d'euros déjà dépensés à cette fin depuis 2002. En 2005, l'Etat de Bayelsa a annoncé que 19.330 euros seulement seraient affectés à un Comité pour l'éradication de la pauvreté dont, par ailleurs, personne ne connaît, à ce jour, les activités." Selon les rapports publiés à l'occasion du dixième anniversaire de la pendaison de l'écrivain Ken Saro-Wiwa, qui s'opposait à la dictature pétromilitaire, la situation dans le delta du Niger est "pire qu'en 1995 : plus de violence, des bandes et des milices encore mieux armées. Encore plus de corruption dans l'octroi et la commercialisation du pétrole et du gaz". On compte en moyenne mille morts violents par an dans une région transformée en une zone grise similaire à la Tchétchénie ou à la Colombie, note JC Servant.

En ALGÉRIE, où est passé l'argent ?

HUIT MILLIARDS DE DOLLARS EN 1998, 13 milliards l'année suivante, 32 milliards en 2004, près de 45 milliards en 2005 : l'Algérie n'en finit pas d'engranger les dollars. "On redoutait le trop peu et c'est le trop-plein ! Le problème n'est plus de trouver de l'argent pour relancer une économie en panne et pacifier une société déchirée par une sanglante guerre civile, mais d'utiliser au mieux ce pactole inattendu, en un mot de ne pas le gaspiller comme ce fut trop souvent le cas lors des précédents chocs pétroliers", indique Jean-Pierre Sereni (5). En 2006, l'Algérie affiche une insolente santé financière : les réserves officielles de devises dépassent 55 milliards de dollars et représentent plus de vingt-quatre mois d'importations tandis que la dette extérieure n'est plus un souci. Mais "le grand écart entre la pluie de pétrodollars et un

quotidien plus que difficile fait engranger une partie de la population : barrages routiers, occupations ou incendies d'édifices publics, séquestrations d'élus et de fonctionnaires, manifestations violentes tournant souvent à l'émeute se sont banalisés. Pas d'eau, pas de courant, pas de logement, pas de travail, pas d'écolages, pas de routes, les griefs sont les mêmes d'un bout à l'autre du pays. Les millions de ruraux chassés de chez eux par l'insécurité dans les années 1990 et qui s'entassent dans les bidonvilles ne comprennent pas. Pourquoi l'Algérie est-elle riche et les Algériens pauvres ? Pourquoi, alors que le revenu par tête aurait augmenté de 31,3% en deux ans, selon l'Office national des statistiques, le pouvoir ne fait-il rien d'efficace pour ces millions de jeunes en quête d'un toit et d'un emploi, sinon leur envoyer la police, dont les effectifs connaissent, eux, une spectaculaire progression (5) ? La question se pose également en Angola et au Gabon.

"Le grand écart entre la pluie de pétrodollars et un quotidien plus que difficile fait engranger une partie de la population."

JEAN-PIERRE SERENI, LE MONDE DIPLOMATIQUE

Les inégalités perceptibles dans ces Etats où une minorité s'enrichit très rapidement aux côtés des expatriés des compagnies occidentales, créent un ressentiment qui peut aboutir comme au Nigeria à des revendications séparatistes. Un autre exemple plus proche encore de la situation des Comores se trouve dans l'archipel de Sao Tome et Principe.

A SAO TOME ET PRINCIPE, le séparatisme menace

"ICI, CE N'EST PLUS QUE CORRUPTION et jalousie parmi les responsables politiques. A cause du pétrole." Le constat de M. Hellinger (6) est alarmant. A la tête de la compagnie Island Oil Exploration, une société enregistrée aux Bahamas, cet homme au passé trouble fut l'un des premiers, à la fin des années 1980, à chercher de l'or noir dans l'un des plus petits pays d'Afrique : 140.000 habitants sur deux îles, au large du

Gabon. Les recherches effectuées dans les profondeurs des eaux territoriales du nord de l'archipel n'ont porté leurs fruits que dans les années 2000 : avec des réserves avérées de 11 milliards de barils de brut, le pays pourrait produire près de 80.000 barils par jour (2). "Mais le pétrole est en train de pourrir le climat national. Depuis l'élec-

tion du président Fradique de Menezes en 2001, le pays n'a cessé de s'enfoncer dans l'instabilité", relate Jean-Christophe Servant.

Les coups d'Etat se sont succédés, sur fond de mainmise sur la manne pétrolière, et déjà, un vent de séparatisme souffle dans l'île qui possède la majeure partie du brut, Sao Tome. "Dans ce micro-Etat du golfe de Guinée, colonisé par le Portugal dès le XVIIe siècle, la petite élite politique constituée avec l'indépendance n'a cessé de s'enrichir sur le dos d'une population qui continue à manquer d'électricité et de routes sitôt qu'on sort de la très placide capitale São-Tomé", écrit Jean-Christophe Servant. "Après avoir contribué à détourner de larges parties de l'aide internationale - le pays demeure l'un des plus assistés de la planète -, la plupart des membres de la classe dirigeante n'ont pas mis longtemps à comprendre qu'il était de leur intérêt de jouer leurs poulaillers dans la course à l'or noir. Et qu'importe qu'on change de flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse des pétrodollars."

"Ce pétrole devrait être pris pour un don des dieux. Mais, au lieu de nous unir, il nous sépare", constate le major Fernando Pereira, auteur du coup d'Etat raté de juillet 2003 (2). C'est bien souvent ce qui arrive, dans les pays africains qui ont la "chance" de découvrir en leur sein cet "or noir" de toutes les chimères.

RC

Notes

- (1) André Linard, *Le Monde diplomatique*, juillet 2006
- (2) Jean-Christophe Servant, *Le Monde diplomatique*, octobre 2006
- (3) Anne-Claire Poirson, *Le Monde diplomatique*, septembre 2005
- (4) Jean-Christophe Servant, *Le Monde diplomatique*, mai 2006
- (5) Jean-Pierre Sereni, *Le Monde diplomatique*, avril 2006

Pétrole : le début de la fin ?

Deux théories s'opposent sur l'imminence ou pas de la fin des réserves mondiales pétrolières. Et si l'âge de l'or noir était derrière nous...



Sur un écran de cinéma, un puits de pétrole. (DR)

IL Y A quelques mois, un groupe de financiers suisses a demandé à un géologue anglais spécialisé dans le pétrole, de venir lui parler de la fin de l'âge de l'or noir. L'avis de Colin Campbell, cofondateur du Centre d'analyse de la déplétion du pétrole à Londres, est d'autant plus intéressant que l'homme qui connaît la filière sur le bout des doigts, n'a aucun intérêt financier dans l'affaire. Il a été géologue en chef d'Amoco, directeur général de Fina, et a travaillé pour BP, Texaco, Shell, ChevronTexaco et Exxon dans une dizaine de pays. Quel a été son discours ? "N'ayez pas peur, on ne va pas manquer de pétrole avant de très longues années", a d'abord assuré Campbell. "Le problème, c'est la longue glissade qui va suivre le pic de production [le point auquel la moitié de l'or noir existant notoirement dans un champ ou un pays a été consommée]. Le pétrole et le gaz naturel dominent notre vie, et leur déclin va changer la face du monde." (1) Selon Campbell, le pic de production du pétrole conventionnel, "peak oil" - c'est-à-dire extrait des puits éruptifs - approche à grands pas. Il fonde ses calculs sur la production passée et présente, le montant des réserves et des découvertes publiées par les com-

pagnies pétrolières et les Etats, les estimations de stocks de la Securities and Exchange Commission [SEC, l'autorité des marchés financiers américains], les déclarations des responsables du secteur pétrolier et sa profonde connaissance du fonctionnement de l'industrie. "On a extrait à ce jour environ 944 milliards de barils, il reste 764 milliards de barils extractibles dans les champs connus, ou réserves, et 142 milliards de réserves considérées comme 'à découvrir', c'est-à-dire que l'on s'attend à y trouver du brut. Si c'est le cas, alors le pic de production sera atteint l'année prochaine", prédit-il. Si Campbell a raison, la production mondiale va commencer à décliner de 2% à 3% par an, tandis que s'alourdiront les coûts des voyages, du chauffage, de l'agriculture, du commerce et de tous les produits en plastique. Et la lutte pour le contrôle des ressources pétrolières se durcira...

COLIN CAMPBELL N'EST PAS le seul à tirer la sonnette d'alarme. Jeremy Leggett, ancien géologue de Shell, le rejoint et va même plus loin. Dans son dernier livre, *Half Gone*, il affirme que la production mondiale de pétrole sera très bientôt insuffisante (2). Selon Leggett, les sites pétroliers

sont en nombre limités, et le nombre de découvertes de grands gisements ne cesse de décroître. De nouvelles découvertes exigeraient un niveau soutenu d'investissements.

L'augmentation des prix devrait en donner les moyens, mais le Britannique note que les pays producteurs - qui sont dans une logique d'accroissement de la rente pétrolière plus que d'investissement -, comme les

substitution qui tardent et une vulnérabilité géopolitique et environnementale aggravées (2), la crise des approvisionnements est imminente. Cette analyse est très éloignée des statistiques officielles, bien plus optimistes. Selon le US Geological Survey (USGS), en 2000, les réserves de pétrole récupérables s'élevaient à environ 3.000 milliards de barils ; le pic de production ne se produira donc

"N'ayez pas peur, on ne va pas manquer de pétrole avant de très longues années."

COLIN CAMPBELL, DU CENTRE D'ANALYSE DE LA DÉPLÉTION DU PÉTROLE

compagnies privées - qui en 2005 ont consacré davantage de leurs bénéfices à payer les dividendes aux actionnaires qu'à prospecter - ne sont guère enclins à se lancer dans de nouveaux projets. "La demande continuant à croître, les prix vont nécessairement s'élever. Et la crise dans laquelle on serait déjà entraîné serait alors durable et profonde", résume un spécialiste français des questions pétrolières, Renaud de Rochebrune (2). Leggett ne dit pas autre chose lorsqu'il conclut qu'avec une consommation qui augmente sans cesse, des réserves qui ne se reconstituent plus, des énergies de

pas avant une trentaine d'années. L'Agence internationale de l'énergie (AIE), elle, le situe entre "2013 et 2037". L'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Irak et l'Iran - qui détiennent l'essentiel des réserves connues de la planète - ne signalent aucune diminution de leurs réserves. Par ailleurs, les pétroliers nient tout risque de pénurie sur le long terme. "Au rythme actuel de la consommation, le monde possède suffisamment de réserves prouvées pour quarante années d'approvisionnement en pétrole et pour au moins soixante années en gaz", affirme la compagnie britannique BP. De fait,

depuis un siècle et demi, la production ne cesse d'augmenter d'une année sur l'autre, et les prédictions d'un éventuel épuisement ont toujours été démenties par les faits. A l'heure actuelle, le secteur extrait 83 millions de barils par jour, et la production devrait bientôt démarrer dans de nouveaux champs en Azerbaïdjan, en Angola, en Algérie, à Madagascar... et peut-être aux Comores.

Mais l'estimation des réserves pétrolières est politiquement sensible. Selon Campbell, les compagnies dévoilent rarement leurs découvertes réelles, pour des raisons commerciales, et les Etats - qui sont propriétaires de 90 % des réserves - mentent souvent. A l'en croire, les chiffres officiels ne sont absolument pas fiables. "Estimer les réserves est une activité scientifique : de nombreuses incertitudes demeurent, mais il n'est pas impossible d'avoir une idée correcte du contenu d'un gisement. En rendre compte constitue en revanche un acte politique."

POUR CAMPBELL, les pétroliers "sous-estiment leurs découvertes quand ils les publient, pour respecter les strictes règles boursières américaines, puis les renvoient à la hausse ultérieurement", en partie pour doper le cours de leurs actions en annonçant de bonnes nouvelles. "Je ne pense pas avoir jamais dit la vérité sur l'importance d'une prospection lorsque je travaillais dans cette industrie", admet-il. "Ce sont les règles du jeu. Comme nous étions en concurrence avec d'autres filiales de groupes dans le monde pour obtenir des capitaux, il nous fallait gonfler nos chiffres." Shell a ainsi reconnu avoir surestimé de 20% le niveau de ses réserves en 2005. La société américaine El Paso a, dans le même temps, annoncé une révision à la baisse d'environ 11 %. Plus récemment, en janvier 2006, le groupe espagnol Repsol-YPF a également dû amputer de 1,25 milliard de barils équivalent pétrole, soit près de 25 % du total, les estimations qu'il avançait jusque-là pour ses réserves mondiales d'hydrocarbures.

Par ailleurs, Campbell, comme d'autres experts et géologues, accuse les Etats-Unis d'utiliser des modèles de probabilités statistiques douteux pour calculer les réserves mondiales, et les pays membres de l'OPEP d'avoir revu excessivement à la hausse les leurs à la fin des années 1980. "Chacun de ces Etats exagrait systématiquement ses estimations, de manière à s'arroger une plus grosse part des quotas de production [au sein du cartel]. En trois ans seulement, les réserves officielles du Moyen-Orient ont ainsi fait un bond de 43 %, alors qu'il n'y a pas eu de découvertes majeures." Leggett accuse ●●●

SOURCES D'ÉNERGIE PRIMAIRE DANS LE MONDE

Fossiles : 88%
- pétrole : 37%
- gaz naturel : 24%
- charbon : 27%

Nucléaire : 6%
Renouvelables : 6%

(source : BP)

●●● d'ailleurs les pays du Moyen-Orient d'avancer des chiffres fantaisistes afin de maximiser leur quota de production au sein de l'OPEP. "Ainsi, on a vu les Emirats arabes unis augmenter l'estimation de leurs réserves de 34 à 97 milliards de barils en 1986, et l'Arabie saoudite faire passer la sienne de 170 à 265 milliards de barils en 1988 " note Jean Foglizzo (2). Du coup, si pendant très longtemps, l'étude du "pic de production" était tout sauf scientifique -ni les entreprises ni les gouvernements ne la prenaient au sérieux, essentiellement parce que le pétrole avait toujours été bon marché et abondant, estime Campbell-, la guerre en Irak, le boom économique de la Chine, le réchauffement climatique et la récente hausse du prix du brut ont soulevé la question quant au pic de production : il ne s'agit plus désormais de savoir s'il va y avoir un pic, mais quand il va être atteint. Le débat qui oppose aujourd'hui ceux qui pensent qu'il ne reste plus que 150 milliards de tonnes de brut à extraire du sous-sol de la Terre et

Hubbert" au sérieux, et les chiffres de l'USGS, des compagnies pétrolières et des gouvernements avec beaucoup plus de circonspection", note John Vidal (1). "Car la théorie de Hubbert se vérifie dans les principaux gisements de la planète. En mer du Nord, où la première découverte a eu lieu en 1969, les suivantes ont plafonné en 1973, et le Royaume-Uni a franchi son pic de production en 1999. Les gisements britanniques sont actuellement en déclin, tandis que le secteur norvégien de la mer du Nord est stable."

D'APRÈS CHRIS SKREBOWSKI, de la *Petroleum Review*, un mensuel publié par l'Energy Institute de Londres, les réserves mondiales de brut conventionnel diminuent actuellement de 4% à 6% par an. Dix-huit grands pays producteurs, y compris le Royaume-Uni, et trente-deux de moindre envergure voient leur production baisser. Le Danemark, la Malaisie, Brunei, la Chine, le Mexique et l'Inde atteindront leur maximum dans les années à venir. D'un autre côté, de nombreux

griciculture et du capitalisme financier, ce qui a permis une multiplication par six de la population. La seconde moitié s'ouvre maintenant, et elle sera marquée par le déclin du pétrole et de tout ce qui en dépend, notamment le capitalisme financier." Comme le dit une récente publicité du groupe américain ChevronTexaco, il aura fallu au monde cent vingt-cinq ans pour consommer le premier trillion (mille milliards) de barils de pétrole, mais il ne faudra que trente ans pour consommer le second trillion, qui correspond au total du volume des réserves prouvées.

Tout le monde n'est toutefois pas de cet avis, loin s'en faut. Daniel Yergin, président de la Cambridge Energy Research Associates est de ceux-là. Dans une tribune publiée par le *New York Times*, il affirme que le peak oil est encore loin : "Certes, le pétrole est une source d'énergie limitée, et la crainte de son épuisement n'a cessé de hanter l'industrie pétrolière. Après la Première Guerre mondiale, le principal expert pétrolier auprès du gouvernement américain prédisait une "famine pétrolière" imminente. L'une des solutions consista à fonder les trois provinces orientales de feu l'Empire ottoman, ce que l'on pensait riches en pétrole, en un nouveau pays, l'Irak, qui fut confié à la garde des Britanniques. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les craintes de pénurie fleurirent à nouveau, ce qui poussa l'industrie à inventer les forages en mer. (Aujourd'hui, 30 % du brut américain provient du golfe du Mexique.) (...) Les crises pétrolières

des années 70 - l'embargo pétrolier arabe de 1973, puis la révolution iranienne de 1979-80 - furent à leur tour considérées comme les signes avant-coureurs de la "fin du pétrole".

caïn à la seule Arabie saoudite, on ajouterait 70 milliards de tonnes de réserves sur les 35 prochaines années." Mais peut-on transposer ? Les pessimistes n'en sont pas certains.

"On peut espérer que les efforts de recherche redoubleront si le prix du baril reste en permanence au-dessus de 50 dollars."

LEONARDO MAUGERI, DIRIGEANT D'UNE SOCIÉTÉ PÉTROLIÈRE ITALIENNE

En 1972, un groupe de recherche international baptisé Club de Rome prédisait que le monde connaîtrait sous peu une pénurie de ressources naturelles. L'envolée des prix du pétrole au cours des années suivantes - où le baril passa de 3 à 34 dollars - parut confirmer ces craintes. Or rien de tel n'arriva." (4)

DIRIGEANT DE LA société pétrolière italienne ENI, l'Italien Leonardo Maugeri pense quant à lui que "les niveaux atteints par le prix du pétrole brut constituent une chance inespérée de relancer l'investissement productif" (2). "On peut espérer que les efforts de recherche redoubleront si le prix du baril reste en permanence au-dessus de 50 dollars", comme c'est le cas depuis plus d'un an, pense-t-il. "On est bien sûr sur une pente descendante, mais l'industrie ne s'est pas arrêtée pour autant de faire des découvertes, puisque, depuis 1970, on a ajouté 10 milliards de tonnes de nouvelles réserves." Et de faire remarquer qu'il y a eu aux Etats-Unis 15.700 forages réalisés depuis 1995, contre 100 dans la région du Golfe. "Si l'on transposait l'exemple améri-

Selon Campbell, on se dirige plutôt vers une course éfrénée aux puits existants.

"Dans ce contexte marqué par des besoins de plus en plus grands pour une ressource de plus en plus rare, le principal danger (...) réside dans l'inadéquation entre demande et offre, et dans la concurrence et le risque de conflits entre les principaux pays consommateurs", conclut-il. "Cette rivalité explique la course à laquelle se livrent les Etats-Unis, les pays européens, la Chine, le Japon ou l'Inde pour prendre pied dans les pays détenteurs de réserves, et contrôler les routes terrestres et maritimes entre les centres de production et les grandes zones de consommation. La guerre d'Irak de mars 2003, qui a permis à Washington d'évincer la France, la Russie et l'Italie de ce pays, le nouvel oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan ou le récent accord germano-russe sur le gazoduc nord-européen, qui sera construit sous la Baltique, sont autant d'exemples des grandes manœuvres visant à sécuriser les besoins énergétiques des pays concernés."

RC

"La date la plus importante n'est pas celle de l'épuisement total des gisements : c'est celle où la production commencera à décroître"

JEREMY LEGGETT, ANCIEN GÉOLOGUE DE SHELL

ceux qui majorent ce chiffre de 300 milliards n'est pas superflu. "Sachant que la consommation mondiale est d'environ 4 milliards de tonnes par an, il pourrait sembler urgent de ne pas s'inquiéter", affirme Jeremy Leggett. En effet selon lui, "la date la plus importante n'est pas celle de l'épuisement total des gisements : c'est celle où la production commencera à décroître". On pourra alors parler de crise. Car "fondée sur l'illusion d'une offre de pétrole illimitée, l'économie moderne souffre aussi d'une périlleuse dépendance à l'égard d'une matière première qui permet d'assurer, par exemple, 90% du transport mondial." Autrement dit : la fin du pétrole marquerait bien plus qu'une pénurie, mais le refondement du système mondial actuel.

pays africains - Guinée-Equatoriale, São Tomé et Príncipe, Tchad, Angola- devraient croître fortement. "Il y a de quoi s'inquiéter. Le temps presse et nous n'en sommes même pas au stade où nous admettons l'existence d'un problème", déplore Chris Skrebowski (1). D'autant plus qu'on a assisté à une accélération inattendue du rythme d'accroissement des besoins de consommation, note Nicolas Sarkis dans *Le Monde diplomatique* (3). "Après une croissance moyenne de 1,54% par an au cours de la période 1992-2002, la demande mondiale a progressé de 1,93% en 2003 et de 3,7% en 2004 (...) C'est surtout en Chine que l'augmentation a été la plus spectaculaire, avec un bond de 7,6% en 2003 et de 15,8% en 2004."

Ainsi, s'il y a un point que personne ne conteste, c'est l'envolée de la demande mondiale. Les pays en développement pourraient la faire grimper de 47% à l'horizon 2030, à 121 millions de barils par jour, estime l'AIE, qui compile les statistiques nationales. Pour suivre ce rythme, les pétroliers et les pays producteurs devraient dépenser une centaine de milliards de dollars par an pour développer de nouvelles sources d'approvisionnement. Selon l'AIE, l'augmentation de la demande en 2004 a été la plus forte que l'on ait vue depuis 1976. Si cette demande continue à croître de 2% par an, il faudra extraire 160 millions de barils par jour en 2035, soit deux fois plus qu'aujourd'hui. Pour la plupart des géologues, c'est mission quasi impossible.

"La première moitié de l'âge du pétrole s'achève", affirme Campbell. "Elle a duré cent cinquante ans et a vu la forte croissance de l'industrie, des transports, du commerce, de l'a-

EN L'ABSENCE de chiffres officiels fiables, géologues et analystes se tournent vers le grand-père de l'analyse de l'épuisement du pétrole, King Hubbert. Dès 1956, ce géologue de Shell [décédé en 1989] a démontré mathématiquement que l'exploitation de tout gisement suit une "courbe en cloche", qui met du temps à décoller, augmente vertigineusement, se stabilise puis chute de nouveau brutalement. Historiquement, les champs pétroliers les plus grands et les plus faciles à exploiter ont toujours été découverts en premier, tandis que les plus petits étaient exploités lorsque la production des premiers faiblissait. Il a prouvé avec raison que la production américaine atteindrait son maximum vers 1970, quarante ans après la période des plus grandes découvertes, vers 1930. "De nombreux analystes prennent maintenant le modèle du "pic de

Une arme quasi imparable

AU XXI^{ème} SIÈCLE, LA POSSESSION de ressources énergétiques représente un atout considérable. On le voit actuellement avec les négociations entre la Russie et l'Europe, mais aussi avec la montée en puissance dans le concert géopolitique du Venezuela d'Hugo Chavez (lire par ailleurs) ou encore la situation du Tchad au cœur de l'Afrique, la possession de pétrole - et/ou de gaz - conditionne la politique et la diplomatie. Depuis quelques années - cela a commencé voici quatre décennies avec la création de l'Organisation des pays producteurs de pétrole, OPEP -, les pays producteurs tentent d'obtenir des faveurs sur le plan géopolitique en monnayant leur richesse. De par leur position stratégique dans ce domaine, le Venezuela, la Russie ou l'Arabie saoudite, même s'ils pratiquent des politiques qui ne plaisent guère aux puissants Etats-Unis, réussissent à imposer leur point de vue. Une situation accentuée par la hausse du cours du brut depuis quelques années. "Comme les pays riches en ressources énergétiques se sentent renforcés par les prix élevés des hydrocarbures, ils les utilisent de plus en plus comme un instrument brutal pour marquer leur influence. Appelez cela le pouvoir du pipeline", note le quotidien américain *The New York Times*. "De nouveaux oléoducs ou gazoducs extraterritoriaux sont prévus en Amérique du Sud, au Moyen-Orient, en Russie et en Afrique, et les pays producteurs de pétrole s'en servent pour forger des alliances politiques, punir des ennemis et obtenir des concessions de la part des clients. (...) Les pipelines transnationaux existent depuis plus d'un siècle, mais, avec les bas prix et l'abondance de fournisseurs, ils ont perdu de leur importance stratégique au cours du temps. Les supertankers, introduits au début des années 1950, ont permis aux producteurs de livrer par voie maritime partout dans le monde et ont affranchi les consommateurs des caprices d'un vendeur unique. Environ deux tiers du pétrole commercialisé est à présent transporté par tankers. Mais les choses ont changé ces dernières années : la demande plus forte a accru la pression sur les réseaux énergétiques, les provisions ont du mal à satisfaire la consommation, et les tensions ont augmenté. Aujourd'hui, chaque goutte compte".

Le conflit gazier russo-ukrainien en janvier 2006 a ainsi mis à nu la réalité de la dépendance énergétique européenne à l'égard du gaz russe. "D'une certaine manière, la guerre froide est revenue", note le quotidien espagnol *El País*. Moscou et Berlin ont renforcé leur partenariat, en créant une "alliance énergétique" de laquelle le géant gazier russe Gazprom sort grand vainqueur. Cet accord comprend l'investissement de 4 milliards d'euros pour la construction d'un gazoduc reliant les deux pays par la mer Baltique sans passer par des pays tiers. Il faut se rendre à l'évidence : "Vladimir Poutine est le tsar en devenir de cette nouvelle élite énergétique globale", note pour sa part l'hebdomadaire américain *Newsweek*, qui y inclut également les présidents bolivien Evo Morales, vénézuélien Hugo Chavez et iranien Mahmoud Ahmadinejad. Pour le journal américain, le contrôle des ressources énergétiques représente une nouvelle arme. "Aujourd'hui, les experts en gaz et en pétrole à travers le monde s'inquiètent non seulement de la rareté des ressources dans l'avenir, mais aussi de savoir qui contrôle la précieuse marchandise. (...) Alors que la demande énergétique explose dans le monde, il y a moins de ressources disponibles et moins de prospection. C'est en partie à cause de la chute des investissements provoquée par la baisse des prix pétroliers dans les années 1990. Mais c'est aussi parce que des multinationales comme ExxonMobil, en dépit de profits records, ne contrôlent que 6% des approvisionnements, contre 77 % pour des entités propriétaires d'Etats." Toutefois, cette situation n'a pas que des avantages pour les bénéficiaires. Dans le quotidien russe *Kommersant*, l'économiste Kenneth Rogoff, professeur à Harvard, souligne les risques qu'encourent les pays producteurs face à la flambée de l'or noir. "Alors que les pays consommateurs s'adaptent de plus en plus à travailler dans des conditions d'instabilité des prix pétroliers, les risques liés à l'incertitude des prix à long terme sont élevés pour un pays dont l'économie dépend de la production de pétrole. Il est menacé de voir son revenu national osciller."

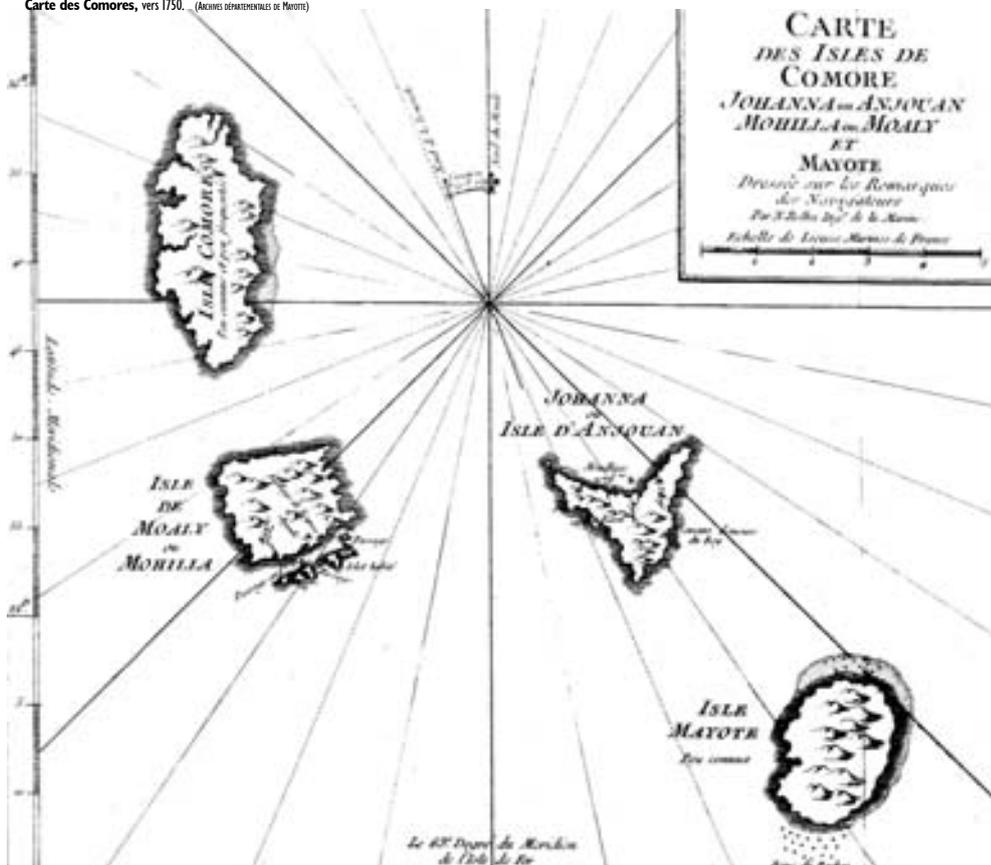
(avec *Courrier international*)

Mjombi

le mythe tenace de la cinquième île

Dans l'imaginaire antalaotse, ce peuple "venu de la mer" aurait vécu, durant des années, dans une île située entre les Comores et Madagascar. Mais la colère de Dieu aurait submergé la cinquième île de l'archipel...

Carte des Comores, vers 1750. (ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE MAYOTE)



MOJOMBI, M'djomby, Mjombi... A l'image de son histoire et de sa localisation, l'orthographe de l'île que l'on dénommera comme l'historien Pierre Vérin : Mjombi, n'est pas encore arrêté. Ni même vérifié. L'apanage des mythes qui, bien souvent invérifiables, n'en demeurent pas moins tenaces dans l'inconscient collectif...

L'idée d'évoquer ce que d'aucuns qualifient de cinquième île des Comores est née d'une discussion avec Thany Youssouf, Comorien venu de Mahajanga, qui milite pour la survivance de la langue kibushi à Maore (1). "Il paraît que dans le temps, il y avait une cinquième île, qui s'appelait Mjombi", nous indiqua-t-il lors d'une discussion autour des origines des Antalaotse, ce peuple "venu de la mer" que l'on trouve essentiellement à Madagascar et Maore - mais aussi dans un moindre mesure à Ngazidja. "Certains habitants de l'archipel disent que leurs ancêtres sont venus de cette île, qui aurait été engloutie", poursuivit-il. "Moi-même, j'ai entendu certains affirmer cela. Mais cela ne va pas plus loin que les dires des gens. C'était il y a des siècles." Intrigués par ce mythe qui semble tenace chez certaines personnes, perpétué par la force de la tradition orale mais guère inscrit dans le programme de recher- ●●●

MJOMBI, OÙ LA MÉTAPHORE D'AL-ARIM ?

SELON P. OTTINO, LE MYTHE de Mjombi serait en fait à lier à celui de la destruction du barrage de Al-Arim, il y a près de 1.500 ans... Au royaume de Saba, des barrages impressionnants avaient été érigés à Edraa, Adshma et près de Marib, la capitale. Non loin de cette ville existait l'ouvrage de loin le plus important, le barrage de Sudd Al-Arim sur l'oued de Dhana, construit vers 750 avant JC. D'après la légende, il consistait en un remblai de terre d'environ 4 mètres de hauteur et de 600 mètres de longueur. Vers 500 av. JC, ce barrage a été surélevé à 7 mètres et une nouvelle fois à 14 mètres en l'an 325 de notre ère. Pendant plus de mille ans, cet ouvrage fut la base de l'agriculture et des moyens d'existence dans la plaine de Marib, mais après une première rupture au Vème siècle, le barrage a été probablement détruit, vers 575 après JC selon certaines sources, vers 542 ap. JC selon d'autres. Cet événement est relaté dans le Coran (Sourate 34, Versets 14 et suivant) dans les termes suivants : "Les habitants de Saba possédaient deux jardins que traversait un ruisseau. Nous leur dîmes : "Jouissez des bienfaits du ciel. Ce vallon est délicieux. Soyez reconnaissants". Ils abandonnèrent le culte du Seigneur. Nous déchainâmes contre eux les eaux entassées d'un torrent. Leurs jardins submergés et détruits ne produisirent plus que des fruits amers, des tamaris et des nabes. (...) Et ensuite un cri survint de tout le Saba, selon lequel le barrage, le mur au-dessus des terres (...) avait été détruit (...) Amr vit un rat en train de creuser dans le barrage à Marib, là où ils retenaient l'eau et l'amenaient là où elle était la plus utile. Il sentait que le barrage n'allait pas durer et il se résolut à quitter le Yémen (...) Alors Allah envoya un torrent contre le barrage et le détruisit."

●●● che des historiens, nous nous sommes mis en quête d'indices. A Poroani et Ouangani, les deux villages de Maore où l'on parle kiantaloatse, on connaît cette histoire. Bacar, un vieil homme de Poroani qui a travaillé à Diego-Suarez et Mahajanga, en a entendu parler : "Cela ne nous concerne pas à Poroani, car nos ancêtres venaient de Kasepy, à côté de Mahajanga. Mais c'est une histoire que l'on raconte. Moi-même, mes parents me l'ont dites, et je l'ai transmise à mes enfants et mes petits-enfants." Selon Bacar, Mjombi se situait "dans des temps très lointains" entre Maore et Madagascar. "C'était une île peuplée d'habitants, principalement des pêcheurs et des marchands. C'étaient des Antaloatse, c'est-à-dire des gens venus d'Arabie, ou d'Inde, qui se sont mélangés avec des Malgaches. Ils y vivaient comme on vivait dans les autres îles de l'archipel. Mais un jour, l'île a été engloutie par la mer. Seuls quelques survivants ont réussi à s'échapper avant la noyade. La plupart vivent aujourd'hui à Madagascar. On m'a dit qu'il y en a ici aussi, à Mayotte."

MLAÏLI, UN AUTRE HABITANT de Poroani, connaît aussi cette légende. "Mon père me l'a racontée. Je ne sais pas exactement où se situait cette île, mais il m'a dit comment elle avait disparu. En fait, cette légende se rapproche de celle de l'Ilot [de sable blanc, ndr] de Saziley : un jour, il y avait un mariage. On jetait du riz par terre sur le passage des mariés. Cela a déplu à Dieu, pour Qui on ne doit pas gaspiller la nourriture, et Il a fait engloutir l'île." Si à Saziley, il reste une trace immergée de cette île, Mjombi aurait totalement disparu de la surface de la terre. Selon Mlaïli, aujourd'hui encore, les anciens racontent la disparition de Mjombi aux enfants. A Ouangani aussi, la tradition se perpétue. Mais dans une moindre mesure, comme la langue qui a tendance à s'effacer face au shimaoire. Il faut chercher longtemps pour rencontrer un homme qui connaît cette histoire : on le surnomme "Général". "Effectivement, mes ancêtres m'ont parlé de cette île. Mais je ne sais pas où elle se situe. Je sais juste que des Antaloatse y vivaient très bien, mais qu'un beau jour, la colère de Dieu a englouti l'île et ses habitants. Par contre, je ne sais pas s'il y a eu des survivants. Je sais juste que l'on en parle beaucoup chez les Antaloatse."

Les pêcheurs de Moroni, eux, savent très bien situer Mjombi. Du moins dans leur imaginaire. "C'est un passage obligé entre Madagascar et Mayotte", affirment une demi-

Les offrandes sont faites généralement de bijoux. Sinon, on ne passe pas", affirme Hassane.

A Koimbani, dans le Washili, à Ngazidja, on entretient le souvenir d'un jeune homme du village qui revenait en bateau de Madagascar après être tombé en dépression. Au moment où le navire traversait Mjombi, il s'est jeté dans les flots pour mourir noyé. C'était en 1967. Le garçon appartenait à la lignée Inya Kotso, éteinte aujourd'hui, qui se prétendait venue du fond de la mer.

Hassan Kassim, un érudit du village, dit quant à lui posséder des documents écrits en arabe et en swahili sur l'histoire de Mjombi. "Cette île a été emportée par la mer, à partir d'un canal qui a fait des ravages pas seulement sur Mjombi, mais aussi sur toutes les petites îles - il y en avait six autour de Ngazidja. Des habitants qui étaient dans cette île sont venus ici. On peut encore trouver leurs descendants dans des villages du Washili et d'ailleurs." Selon Hassan Kassim, des animaux ont suivi les hommes : "Des boeufs qui n'avaient pas de poils", et qui ne sont pas sans rappeler la légende des premiers boeufs sortis de la mer.

Quand Mjombi a-t-elle été engloutie ? "C'était avant l'époque des sultans", affirme Hassan. Faut-il croire à ce mythe a priori farfelu de la cinquième île ? Peut-être pas. Toujours est-il que les chercheurs eux-mêmes s'y sont très succintement intéressés. Et pas des moindres : dans le quatrième chapitre de son ouvrage de vulgarisation sur les Comores (2), Pierre Vérin évoque "la persistance du mythe des îles imaginaires". "En même temps que la qualité des connaissances géographiques des Portugais sur les Comores s'affine", écrit-il, "celle des gens des autres nations qui rivalisent avec eux dans la mer des Indes reste encombrée d'affabulations sur l'existence d'îles imaginaires. Mais les Portugais, maintenant qu'ils sont bien informés, gardent du mieux qu'ils peuvent leurs secrets géographiques, comme certains musulmans ont jadis tenu à garder les leurs. Les fables sur les îles multiples que l'on situe mal dans le canal de Mozambique persistent donc longtemps."

Cette imagination collective n'est toutefois pas si loin de la réalité : entre Madagascar et les Comores se trouve une multitude de petites îles, telles que les îles Europa, Bassas de India, Juan de Nova, ainsi que des bancs -de Pracel, du Geyser, du Leven- qui ont dans l'histoire causé pas mal de naufrages. En 1585, Lopez de Benevente note : "Dans le canal de Mozambique, il y a plusieurs îles habitées par des paysans et par des Mahométans, dont la principale est celle de Saint-Christophe, puis

1626, Herbert signale également cinq îles. Dans les années qui suivent, les cartes dessinées en représentent plus encore. "Même en 1766, Dalrymple discute encore de l'existence de l'île de John Martins, pourtant fictive." 250 ans après, malgré l'impossibilité de la situer géographiquement, certains continuent d'affirmer qu'il a existé, par le passé, une cinquième île des Comores. "Selon une tradition orale encore bien vivante, il aurait existé jadis une île appelée Mojombi (ou M'jombi) dans le canal de Mozambique où habitaient des musulmans qui vivaient du commerce", poursuit Pierre Vérin, qui se

base sur un conte malgache auquel il a consacré un écrit dans les années 70 -écrit répertorié dans sa bibliographie, mais que nous n'avons pu nous procurer.

"LORSQUE L'IMPIÉTÉ et la discorde s'installèrent dans l'île, Allah décida leur punition : M'jombi aurait été submergée par une mer devenue soudain furieuse ; certains disent qu'ils furent miraculeusement épargnés dans leurs boutres sur lesquels ils s'échappèrent. D'autres assurent que Dieu envoya un animal marin pour porter les survivants qui méritaient sa clémence. Certains Antaloatse du nord de Madagascar, ainsi que des gens du clan mdombozi, dans le Mbadjini de la Grande Comore, affirment être les descendants de ce contingent de justes. Lorsqu'on va entre Nosy-Bé et Mayotte, des patrons de boutre montrent aux étrangers qui les accompagnent les bancs du site de cette ville d'Ys de l'océan Indien. Le voyageur aperçoit alors des bancs coralliens à fleur d'eau où la mer bat furieusement comme si la colère d'Allah ne s'était pas encore apaisée." (2) Comme l'indique Pierre Vérin, nul ne sait aujourd'hui si ce site a jamais existé, et s'il se situe à l'endroit où on le montre. Toutefois, il note que l'aneantissement de villes côtières par des cyclones a pu être observé, notamment à Kua, sur la côte d'Afrique. Le navigateur portugais Diogo de Couto abonda dans ce sens lorsqu'il écrivait : "Jadis, il y avait cinq ou six autres îles auprès de Mayotte, mais, comme elles étaient très basses, elles ont été recouvertes par la mer et aujourd'hui elles forment des hauts-fonds sur lesquels brisent les vagues."

Pour Alain Clockers, historien qui travaille auprès des Archives départementales de Mayotte, il est également envisageable, depuis deux ans et le tsunami qui a ravagé l'Asie, qu'un phénomène de ce type ait pu

submerger une de ces îles. Par contre, il refuse la théorie évoquée par certains d'une île flottante. "Il existe des îles flottantes, faites de végétation, dans la région. Mais elles sont minuscules. On ne peut pas parler de ville ou d'habitants. C'est inimaginable." Ces îles ont une explication scientifique, donnée par Challe en juin 1690, rapportée par Vérin :

"Lorsque l'impiété et la discorde s'installèrent dans l'île, Allah décida leur punition."

UNE TRADITION ORALE ANTALOAATSE, D'APRÈS PIERRE VÉRIN

"La mer, par ses brisements, son flot et son jusant, ou si l'on veut son flux et son reflux, peut caver et miner sous terre des endroits dont la superficie est couverte d'arbres qui, étant liés ensemble par leurs racines, peuvent être détachés de la terre et entraînés au large par les vents qui, comme dans des voiles, s'engouffrent dans les branches et les feuilles de leurs cimes et être poussés tantôt d'un côté tantôt de l'autre." (2)

Vérin n'est pas le seul à évoquer cette cinquième île. Du côté des chercheurs, Kent en parle également. Mais selon Claude Allibert, il voit dans le nom de "Mijomby" le mot Mozambique (Mussambidji). Guillaïn aussi, se réfère à la carte d'Owen, qui fait apparaître une île dénommée Choumby, nom qui rappelle étrangement celui de Mjombi (3).

SI VÉRIN PERSISTE - "LES Kajemby se plaisent à dire qu'ils sont originaires de Mojombi l'île mythique entre les Comores et Madagascar et les Antaloatse se prétendent eux aussi originaires de Mojombi" écrit-il (2), P. Ottino donne lui une autre explication à ce mythe qu'il rattache au souvenir de la destruction de la digue d'Al-Arim qui ruina Saba (lire ci-dessus). Une explication guère plus réaliste, qui ferait de Mjombi une terre beaucoup plus lointaine -dans le Golfe arabo-persique- que ne laisse entendre la légende. Claude Allibert rapporte de son côté le témoignage d'un habitant de Sada qui rattache "Mijomby" au "cimetière de corail Ambagusu au large de Bouéni". Ce témoignage-là se rapproche de celui des habitants de Poroani. Faut-il en déduire que Mjombi a bel et bien existé ? "Cela semble tout de même peu probable", pense Alain Clockers. Mais pas impossible non plus.

RC

"Je sais juste que des Antaloatse y vivaient très bien, mais qu'un beau jour, la colère de Dieu a englouti l'île et ses habitants."

"GÉNÉRAL", UN VIEIL HABITANT DE OUGANGANI

douzaine d'entre eux, rencontrés à l'ombre d'un navire en chantier, sur le port aux boutres de la capitale. Mais pour eux, Mjombi a une autre signification : mythique elle aussi, mais plus actuelle. "C'est un endroit de la mer que tout navigateur est obligé de franchir entre Madagascar et l'archipel", affirme Mohamed, qui a vécu à Tamatave avant de rentrer au pays. "Tous les vents s'y retrouvent. Quand on arrive à cet endroit, la mer est très agitée, il y a des remous. C'est très dangereux. On dit que c'est Dieu qui décide de notre sort à ce passage. C'est pour cela qu'on jette des cadeaux en offrande." Selon les pêcheurs de Moroni, ce "passage obligé" est très peu profond, mais dangereux. "Même le meilleur des navigateurs n'est pas maître de son destin à Mjombi.

celle de Saint-Esprit ; viennent ensuite Magliaglia (Mwali), Comores (Ngazidja), Anzuana (Ndzuani), Mayotte et d'autres plus petites." Si les quatre dernières nommées existent bel et bien, les deux premières, situées sur les cartes de l'époque vers Maore, sont certainement dues à des erreurs. Comme le note Pierre Vérin, "la qualité des pilotes importait plus que celle des cartes" à ce moment-là.

"EN 1598", NOTE PIERRE VÉRIN, "John Davis cite encore cinq îles dont il orthographe les noms comme suit : Mayotta, Anzuame, Magliaglia, San Christophoro et Spiritu Sancto, et le mythe de l'île ou des îles supplémentaires à l'archipel va poursuivre sa carrière pendant une bonne partie du XVIIème siècle." En

Notes

- (1) Lire *Kashkazi* n°58, décembre 2006
- (2) Pierre Vérin, *Les Comores*, éd. Karthala, 1994
- (3) Claude Allibert, *Mayotte, plaque tournante et microcosme de l'océan Indien occidental, son histoire avant 1841*, éd. Anthropos, 1984

Les cocotiers en proie à la menace de la mouche blanche

Élément fondamental du système vivrier comorien, le cocotier est menacé par la mouche aleurode. Alors que le madaba devient un luxe, les scientifiques cherchent un insecte capable de neutraliser le parasite.

120, 90 et 180

Les consommations annuelles de noix par habitant à Ngazidja, Ndzouani et Mwali.

1,8 million

Le nombre de cocotiers dans les trois îles en 1993.

21

Le nombre de feuilles saines nécessaires pour qu'un cocotier produise des noix.

ARBRE le plus cultivé au monde (1) et certainement l'un des plus voyageurs, l'arrivée du cocotier aux Comores se confond avec l'histoire de leur peuplement. Au XVIII^e siècle, il faisait partie au même titre que la banane, le riz de montagne et le mil, de l'économie de subsistance imposée à Ndzouani par les Arabes (2). Mais il était arrivé bien avant eux. La présence de la râpe à coco constitue l'un des éléments qui font penser qu'une partie des premiers habitants de l'archipel avait des origines asiatiques. "Originnaire du sud-est asiatique pour certains, végétal d'origine douteuse pour d'autres, le cocotier existe à Anjouan depuis des siècles", écrit Ainouddine Sidi dans sa thèse (2). L'historien cite la description de John Pike, un voyageur qui visita Ndzouani en 1704, et s'étonna de la place centrale qu'occupait alors le cocotier dans la vie des Comoriens : "Le cocotier pourvoit à la moitié de leurs besoins : l'eau leur donne une très bonne boisson et constitue la liqueur de réception d'honneur (...) La noix âgée leur fournit de l'huile pour les lampes et divers autres usages, les branches et rameaux servent à faire les paniers et aussi à couvrir leurs maisons et réduits d'ombre. Avec l'espèce la plus grande ils font leurs clôtures et leurs piquets pour séparer leurs cours et jardins des uns des autres. Cet arbre produit aussi le toddy, une boisson alcoolisée rafraîchissante très agréable, que l'on peut boire pendant les premières 24 heures, mais qui ensuite devient épaisse et aigre. Quand elle est ainsi, ils la mettent au soleil. Quand elle est stabilisée, ils la filtrent, ce qui donne un vinaigre d'un goût aussi bon que tout ce que j'ai rencontré (...). Les coques de noix leur servent de tasses et de louches. La chair est excellente. Tantôt ils la mangent telle

quelle, tantôt ils la râpent en filaments et la font bouillir, tantôt ils la mélangent avec du riz et cela donne alors un pudding..." Fondement de l'économie vivrière précoloniale, "le coco était utilisé dans la plupart des plats de la cuisine et fournissait les matières grasses indispensables à l'alimentation", poursuit Ainouddine Sidi. Les colons en feront une culture commerciale en lançant l'exportation du coprah.

LONGTEMPS, LE COCOTIER a gardé sa place dans l'alimentation de base. Si l'huile importée a détrôné l'huile de coco, le "lait" issu de la noix râpée et pressée est resté indispensable à la préparation du madaba, des bananes coco... autant de plats familiaux devenus un luxe depuis l'arrivée de l'aleurode, une mouche blanche qui se nourrit de la sève des cocotiers, en 2001.

A cette époque, "on a commencé à observer des tâches noires sur la face supérieure des feuilles de cocotier", raconte Youssoufa Mohamed Ali, point focal du Programme régional de protection des végétaux dans l'océan Indien (PRPV). "On a pensé que c'était un phénomène dû à des champignons mais que ça n'allait pas s'aggraver. En 2002, ça a continué, et en novembre, le Cirad (3) est venu et a identifié l'aleurode." La larve de cette mouche "sécète un miellat sur les feuilles sur lesquelles se développe alors un champignon, la fumagine, gênant la photosynthèse et la transpiration. Ces deux actions entraînent un affaiblissement de l'arbre, réduisant sa production de noix de coco et pouvant aller jusqu'à sa mort", explique le site du PRPV (4).

D'abord proche des aéroports, la maladie s'est rapidement propagée et a ravagé la cocoterie de Ngazidja, dont la production a baissé de 95%. Ndzouani et Mwali ont également été

Quel avenir?

DEPUIS LA FERMETURE des petites usines de savon à base de coprah, dans les années 80, et l'importation de l'huile végétale, la transformation des produits du cocotier a été abandonnée. "Certains emploient toujours l'huile pour frire le poisson et les bananes mais elle n'est pas beaucoup appréciée", note Said Msaidie, qui a travaillé sur le cocotier au sein de l'Institut national de recherche sur l'agriculture (Inrap). "On pourrait y revenir, mais ça dépend du marché. Il faut cinq noix pour un litre d'huile. Si la noix est vendue 500 fc, ce n'est pas rentable !"



A Maore, dans les années 80, une femme râpe une noix de coco. (cadr. : RIA Maore)

touchées avec une baisse de 50 et 40%. Ces différences s'expliquent par la nature des cocotiers, indique Youssoufa Mohamed Ali. A Ngazidja, "on a des cocotiers de 70 ans,

La réponse chimique, qui consisterait à traiter les arbres par avion, a été écartée car trop coûteuse et polluante. Reste l'arme biologique : cet insecte, qui existe dans les autres

"Les repas à base de noix de coco ont baissé de 70% en Grande Comore. L'alimentation a complètement changé."

YOUSOUFA MOHAMED ALI, POINT FOCAL DU PRPV

donc beaucoup plus fragiles, tandis qu'à Mwali, un projet Cocotiers a permis de planter dans les années 80 de nouvelles espèces très vigoureuses. A Ndzouani, on a aussi planté beaucoup d'hybrides, tandis que les Grand-Comoriens, qui avaient refusé de planter entièrement des champs de coco, sont restés avec le traditionnel Grand des Comores."

RÉSULTAT : "LES REPAS à base de coco ont baissé de 70% en Grande Comore. L'alimentation a complètement changé. Avant, on distribuait gratuitement les noix. Maintenant, plus personne n'en donne en cadeau." A Ngazidja, 80% des noix consommées viennent de Mwali et de Tanzanie, affirme Youssoufa. 30% de la consommation de Ndzouani provient de la petite île. Quand à Mwali, si elle assure son propre approvisionnement, elle mange également moins de coco puisque la noix est devenue une culture de rente, exportable dans le reste de l'archipel. Comble de la pénurie, du coco râpé est importé de France, notamment pour les festivités. "Les gens en ramènent des sacs de 10-15 kg", observe Youssoufa. Pour lutter contre l'aleurode, deux solutions.

île de la zone, n'y commet pas de ravage pour la simple raison qu'il est neutralisé par un autre parasite qui l'empêche de proliférer. La tactique consisterait donc à introduire un "ennemi" de l'aleurode aux Comores. "Un insecte de la Réunion a été trouvé, mais il n'aurait un taux d'efficacité moyenne que de 14%", annonce Youssoufa. "Mais nous avons eu une nouvelle donnée : Mayotte avait cette maladie et il semble qu'elle a trouvé le parasitoïde qui permet de la maîtriser." Une fois l'insecte idéal repéré, il faudra vérifier qu'il ne risque pas de troubler l'écosystème et de causer d'autres dégâts, puis chercher des financements pour son introduction. En attendant, la cocoterie de Ngazidja continue de vieillir : personne ne se soucie de planter des cocotiers qui ne produiront rien. Les amoureux de madaba ont du souci à se faire.

LG

(1) La noix de coco dans l'alimentation, Benti Chami, 1984-58 (disponible au CNDRS)
(2) Ainouddine Sidi, Anjouan, L'histoire d'une crise foncière, L'Harmattan, 1998
(3) Centre international de recherche pour l'agriculture et le développement (une antenne est basée à Maore)
(4) www.prpv.org

Western Union +
Rentrée des classes
= gagner




A chaque transaction effectuée chez Western Union, on vous offre instantanément un sac cadeau, jusqu'à épuisement du stock.

Rendez vous dès maintenant à votre agence Western Union la plus proche.

RENTREE des CLASSES PROMOTION

WESTERN UNION

BIC

M M SM **MASIWA SUPER MARKET**
Le premier supermarché des Comores !



Masiwa Supermarket répond aux besoins de toute la famille, sans oublier les petits plus qui font la différence...

Alimentation générale (riz, pâtes, conserves), **produits frais** (yaourts, fromages, légumes et fruits...), **produits congelés** (frites, merguez, glaces...), **poissons et viande** (boeuf, cabri, mouton), **fruits de mer** (crevettes, langoustes...), **madaba pilé & congelé**, mais aussi un rayon jouets, accessoires cuisine, tous les produits pour bébé...

Vente en gros d'ailes, de cuisses et poulets entiers.

Ouvert du lundi au samedi de 8h à 13h30 et de 16h30 à 20h, et le dimanche de 9h30 à 13h.

Masiwa Market, une autre façon de faire ses courses.

M M En face du port de Moroni - 73.07.11 - BP 654 Moroni

AGC BP 1829 Moroni
→ Mini-zone industrielle de **Mavouna**
Tél. : 73.05.53
→ **Magoudjou**, en face El-Maarouf
Tél. : 73.37.65 / Fax : 73.12.00

ASSURANCES GENERALES
DES
COMORES



Les AGC souhaitent à leur aimable clientèle une Année de Prudence, 12 Mois de Vigilance et 365 jours de Patience pour le **Nouvel an 2007**.

شركة التأمينات العامة بجزر القمر تتمنى لكم سنة سعيدة.
كل عام وانتم بخير

LES MAUX DE LA FIN

La bonne année aux derviches tourneurs

par Mohamed Toihiri

EN CETTE PÉRIODE OÙ DEUX DES TROIS GRANDES religions monothéistes (le Christianisme et l'Islam) célèbrent deux de leurs plus grandes fêtes traditionnelles (Noël et la Idé El Kabir) il n'est peut-être pas inutile d'élever le débat vers des questions du ciel après l'avoir, dans ma dernière chronique, rabaisé à des questions très terre à terre... C'est pour cela que je vais aborder une question qui tient à cœur aux peuples croyants, à savoir celle de la conviction ou de l'adhésion à une branche spirituelle.

Cela fait des années que j'entends les aînés, les wazés, les talibés, les parents, les grands-parents, les fundis, les Cheikhs, déplorer, avec des tremblements prémonitoires dans la voix, la léthargie et même la sécheresse de l'âme du Comorien d'aujourd'hui. Ils se rappellent, en effet, avec une légitime nostalgie, de cette période pas si lointaine que cela, où les Comoriens, étroitement liés dans une des trois confréries majeures du pays (Kadryi, Chadhoulyi et Rifayî) pouvaient, dans un élan spirituel, se rendre, par exemple, à pied, de Mbéni à Mjiojezi, pour assister à un Dayira de Cheikh Soilih ou d'un autre Cheikh. Ces Cheikhs qui, même morts, assumaient tellement leurs responsabilités qu'ils prenaient sur eux tout ce qui se passait en cette nuit mystique, même des turpitudes dignes de Sodome et des Comores. Vous étiez assurés qu'ils plaideraient votre cause devant le Grand Juge. Tous ceux qui ont dépassé la quarantaine, se rappellent des avions entiers, déversant à Moroni des dizaines de "confréristes" d'Anjouan, de Mayotte, de Mohéli, de Mahajanga - surtout pour les Rifayî- ou de Zanzibar, venus tourner lors d'un dayira. Ils se remémorent l'aura dégageé par Maarouf, par Abdallah Bin Darouèche, par Cheikh Yahya, par Cheikh Allaoui, par Cheikh Daniel, par Cheikh Ben Massoud, par Cheikh Thaoubane, par Cheikh Aliane ou par Cheikh Mohammad Cassim. Bref par tous ceux du Silsilat. Tout le monde, même les sociologues les plus perspicaces, déplore le délitement des convictions et des confréries.

Personnellement, je ne partage pas du tout ce pessimisme, car j'ai l'impression que, ex-colonisés par les Français, nous avons hérité de tous leurs travers, notamment celui qui consiste à manger en pleurant (1), ou à pleurer en mangeant, ce qui est vraiment le comble du pessimisme et de l'ingratitude. Alors que les uns et les autres voient un effritement effréné des confréries, moi j'en vois une qui, par contre, fait florès chez nous, et qui est même destinée à un très bel avenir. Elle ne fait certes pas partie des trois confréries classiques comoriennes, mais c'est quand même une confrérie musulmane au mysticisme éprouvé : c'est celle des derviches tourneurs.

VOUS SAVEZ, LES DERVICHES TOURNEURS, ce sont ces "confréristes" qui, au son d'une musique ou d'une voix, se mettent à tourner sur eux-mêmes, à tourner, à tourner jusqu'à entrer en transe dans une sorte de mystique compassionnelle. Leur esprit est alors rivé vers un seul être qui illumine leur vie, dans une sorte d'hypnose. Cet être, c'est leur gourou, ou, si vous voulez, leur Cheikh ou leur Chef. La deuxième spécificité de ces confrères, c'est leur facilité à changer de gourou en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire. Si ma mémoire ne me fait pas défaut, je crois que cette confrérie, alors qu'elle existe depuis des siècles au pays de Mustapha Kemal, n'est arrivée chez nous que depuis 28 ans exactement, par des voies détournées et des moyens étranges : dans les treillis de camouflage des mercenaires... Oui, oui, contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'arrivée des mercenaires, ces mécréants- excepté Saïd Mustoïfa Mhadjou (2) - a donné naissance à une nouvelle race de croyants chez nous, ces fameux derviches tourneurs.

Au début ils étaient discrets. Ils avaient un peu honte de cette nouvelle conversion. Ils cherchaient même des prétextes pour justifier leur adhésion à cette nouvelle spiritualité.

Paradoxalement, l'un des tout premiers mourides de cette nouvelle confrérie fut un ancien du Front Démocratique, donc très attaché au centralisme démocratique et au Lider Maximo du parti. Son entrisme au régime des mercenaires, comme ministre, a surpris, étonné, voire choqué. Pour se justifier, il disait que s'il était dans ce gouvernement, c'était pour essayer d'infléchir les décisions des mercenaires, pour les rendre plus tendres et plus humains. Mais à la mort d'Ahmed Abdallah, on l'a vu se retourner avec une dextérité idéologique sidérante vers Djohar dont il a été l'un des grands caciques. Ensuite, il est devenu ministre de Taki, puis grand apparatchik de Tadjdine et enfin courtisan d'Azali. Il serait, aujourd'hui, en train de tourner, tourner, pour négocier un poste chez le Président Sambi. Celui-ci est originaire du nord-est de la Grande-Comore, mais marié dans le centre-ouest. Voilà l'un des premiers derviches tourneurs. Son exemple a été suivi avec une souplesse d'échine admira-

ble par des dizaines d'autres. Il y en a un autre, presque un émir du dervichisme, originaire lui du centre-ouest : il fut l'un des grands partisans d'Ali Soilihi, fit gli-gli avec Djohar, fut l'un des jeunes cadres de Taki en exil, en devint l'un de ses conseillers les plus écoutés avant d'être élevé au rang de Ministre. Il a par la suite fricoté avec Tadjdine pour finir Grand Mamamouchi d'Azali. Bel exemple de réussite dans la confrérie.

MAIS L'UN DES PLUS BRILLANTS, QUI IRA certainement au paradis sans confession, sans aucune interrogation de la part de Mounkar wa Nakir, tellement sa foi au dervichisme tourneur est exaltante, est originaire du nord de la grande île. Il fut l'un plus jeunes chauds partisans d'Ali Soilihi, devenu ténor du RDR de Mchangama, donc djohariste sans état d'âme, transformé, par les miracles du vent qui tourne, en premier lieutenant d'Abass (après la mise à l'écart d'Allaoui Saïd Omar et de Pétan Koudra), avec rang de premier insulteur d'Azali... Mais qui par la magie et les miracles du dervichisme a fini en Grand Vizir et premier confident d'Azali, le "non-rancunier", le masochiste, l'ancien insulté. C'est certainement un futur mollah du dervichisme. Ce genre de confrères a beaucoup, beaucoup, beaucoup d'adeptes chez nous, signe manifeste d'une recrudescence d'une foi inébranlable, de grandes convictions, de croyance exaltée et de principes profonds.

Je ne peux pas citer tous les cas ici. Je me contenterai de rapporter quelque chose qui me paraît si inimaginable que je vais tout raconter au conditionnel - car je n'arrive pas à croire, même si on dit que la foi déplace les montagnes, que l'on ait pu déplacer le Kilimanjaro de haine qui séparait Azali d'Elbak. Il paraîtrait que l'ancienne garde rapprochée d'Azali, composée de ses meilleurs quadras et quinquas, celle-là même qui l'avait aidé à préparer son putsch, celle qui le conseillait en tout, celle qui détenait les portefeuilles ministériels les plus joulous, celle qui composait le clan des Secrétaires généraux, des Directeurs généraux et des Agents comptables, celle qui était déployée dans les sociétés à très haute valeur ajoutée telles qu'El Maarouf, la Ma-Mwé, les Hydros, le Commissariat au Plan, la SNPT, celle qui avait causé la fronde des officiers de l'armée, car indûment gradée (pendant qu'elle pantoufflait dans le civil), et bien il paraîtrait que cette ancienne garde prétorienne du colonel se serait rendue avec armes et bagages, corps et âme, sans combattre, du jour au lendemain, sans condition aucune, dans le camp de l'ennemi juré de son gourou, à savoir le président Elbak.

Ce serait encore une fois la preuve que la confrérie des derviches tourneurs recrute tous les jours des mourides de plus en plus nombreux, de plus en plus exaltés et de plus en plus zélés. Si ce miracle religieux est vérifié et authentifié par Lourdes - Oh pardon ! par Istanbul- alors je dirai que cette ancienne garde prétorienne d'Azali est destinée, grâce à ses dispositions particulières au dervichisme, à un avenir spirituel extatique : elle dépassera le statut d'Imam, d'émir, de cheikh, de mollah, d'Ayatollah, pour atteindre directement le statut suprême, celui envié par tous les croyants, à savoir celui d'Ayatollahs du dervichisme. Presque la canonisation !

CE QUI EST EXTRAORDINAIRE DANS CETTE HISTOIRE, c'est que le théoricien de cette confrérie, celui qui a lancé ce concept, n'est pas un Turc comme on s'y serait attendu. Non, c'est un Gaulois pur jus du nom d'Edgar Faure, qui a longtemps sévi pendant la IV^e République en France. Il était tellement devenu expert en dervichisme tourneur, qu'il avait fait partie de tous les gouvernements de cette époque. Il avait tellement bien oeuvré qu'il avait été élu Président du Conseil. Et sa carrière brillante s'était prolongée jusqu'à la Ve République : il a fini Président de l'Assemblée Nationale, en ayant toujours comme adage à peu près ceci : "Ce n'est pas moi qui change d'avis, mais c'est le vent qui tourne". C'est peut-être à cause de l'écho du vent, que presque tous les derviches tourneurs finissent, paraît-il, par devenir des derviches hurleurs... s'ils n'obtiennent pas les postes qu'ils convoitaient... Alléluia ! Et Bonne année.

MOHAMED TOIHIRI, écrivain et enseignant, auteur de La République des Imberbes, Le kafir du Karthala, etc...

(1) *Hula na hulila*

(2) Le nom musulman de Bob Denard

Au début ils étaient discrets. Ils avaient un peu honte de cette nouvelle conversion.

Ils cherchaient même des prétextes pour justifier leur adhésion à cette nouvelle spiritualité.

le mois prochain

dossier

nyumakele la poudrière de l'archipel

décryptage

investisseurs arabes,
la nouvelle donne ?

gros plan

première étape de notre
série sur les capitales :
moroni

hors-piste

les compétitions de
domino

dans les kiosques le
jeudi 1er février 2007

Le Magazine du Conseil Général

Mayotte

OCTOBRE DÉCEMBRE 2006 - N°4

Marché de Mamoudzou : une réorganisation attendue



Initiatives :

Un coup de pouce pour les exploitations agricoles

Solidarité :

Logement social

Pour recevoir **GRATUITEMENT** le dernier numéro du magazine
du Conseil général de Mayotte, composez le **02 69 64 92 15**



MAISON DOUDOU TAINAMOR

IMPORTATION GENERALE

Moroni Coulée BP.418 Tél: (269) 73 80 85 Fax: (269) 73 80 83
e-mail: fanou@comorestelecom.km / doudouperse@yahoo.fr

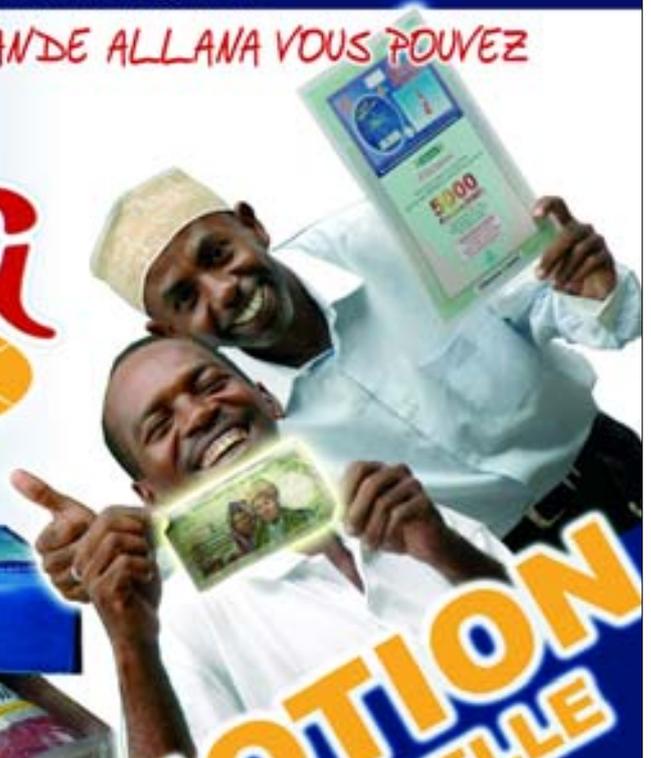
EN ACHETANT UN CARTON DE VIANDE ALLANA VOUS POUVEZ

Allana

GAGNEZ 5000FC

Photos & PAG: MARI YOUSOUF/ PIXEL.COM GSM: 33 08 13

الاننا



PROMOTION EXCEPTIONNELLE

KOM BARIDI TAINAMOR
Distributeur Exclusif



Chez Doudou , le client est toujours gagnant!



TAINAMOR
GRUPO
SADA

Distributeur Exclusif

Mabawa Mema ndeya SADA!